

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| CAHIER DU DEVOIR : Enseignement supérieur - Édition du samedi 26 et du dimanche 27 janvier 2008 | 3 |
| La mesure des choses - L'économie impose au scolaire ses normes d'évaluation | 3 |
| Le CRIRES et la ministre - Pour une stratégie universitaire commune - La concurrence interuniversitaire « nous nuit », selon la directrice du CRIRES | 3 |
| Centres collégiaux de transfert technologique - La vitamine de l'industrie - La recherche et le développement au service des PME | 4 |
| Syndicalisme collégial - Un « front commun » prend forme | 5 |
| Financement des universités - Toujours pas de règlement - Les subventions conditionnelles sont là pour rester | 5 |
| Syndicalisme universitaire - Que de remous ! | 6 |
| Financement des cégeps - D'où viendront les 305 millions manquants ? - « On n'a pas accès à des subventions fédérales comme les universités » | 7 |
| Génie - Une offre de programmes abondante - Les différentes écoles et facultés de génie ont chacune leurs particularités | 8 |
| Réseau universitaire - Il faut construire ! - L'ère des grands chantiers est loin d'être révolue | 9 |
| La saine gestion plus que jamais à l'ordre du jour | 10 |
| Actualités : Montebello (suite) – Cégep sans DES -Allophones au cégep anglais - Québec sans pauvreté | 10 |
| LE DEVOIR : Perspectives : L'angoisse linguistique - Les allophones fréquentent moins les cégeps anglophones - Édition du samedi 26 et du dimanche 27 janvier 2008 | 10 |
| LE SOLEIL : Développement de jeux: le Cégep de Lévis-Lauzon reçoit l'aide de Microsoft - Le jeudi 24 janvier 2008 | 11 |
| JOURNAL DE MONTRÉAL : Cégeps : Les profs inquiets - Mise à jour: vendredi 25 janvier 2008 | 11 |
| RADIO-CANADA / MAISONNEUVE EN DIRECT : Plus besoin de diplôme pour entrer au cégep - Le 24 janvier 2008 | 11 |
| LE DEVOIR : 1 ^{ère} page : Plus besoin de diplôme d'études secondaires pour être admis au cégep - Édition du jeudi 24 janvier 2008 ... | 11 |
| LA PRESSE : Chronique : La langue collégiale, par Rima Elkouri - Le jeudi 24 janvier 2008 | 12 |
| CYBERPRESSE : Le DES ne sera plus requis pour être admis au cégep - Le jeudi 24 janvier 2008 | 12 |
| LA PRESSE : Les allophones choisissent l'anglais au collégial - Le mercredi 23 janvier 2008 | 13 |
| MÉTRO : Collectif pour un Québec sans pauvreté : un an pour recueillir des milliers d'appuis – Mercredi 23 janvier 2008 | 13 |
| CYBERPRESSE : 89 000 signatures pour la campagne pour un Québec sans pauvreté - Le mardi 22 janvier 2008 | 14 |
| LA PRESSE : Opinion : Fiasco policier à Montebello, par Claude Généreux, Secrétaire-trésorier du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) – Vendredi 18 janvier 2008 | 14 |
| LA PRESSE : Montebello: facture salée pour les contribuables : Le sommet de Montebello aura coûté plus d'un million de dollars l'heure - Le mercredi 16 janvier 2008 | 14 |
| Tournée de sensibilisation sur la campagne « Pour un réinvestissement pas n'importe comment ! | 15 |
| MÉTRO : En bref : Les étudiants ne décolèrent pas : vers une grève à l'UQAM – Mercredi 23 janvier 2008 | 15 |
| ASSÉ : Action de perturbation contre la marchandisation de l'éducation - Vendredi, 18 janvier 2008 | 15 |
| ASSÉ : L'Université du Québec en Outaouais : victime du sous-financement en éducation - Jeudi, 17 janvier 2008 | 15 |
| LE DEVOIR : Le déficit accumulé des universités atteint 400 millions - La situation continuera de s'aggraver puisqu'on anticipe un manque à gagner de 57 millions pour l'année en cours - Édition du vendredi 11 janvier 2008 | 16 |
| 24 HEURES : Plus d'argent pour l'éducation – Vendredi 11 janvier 2008 | 16 |
| CYBERPRESSE : Des étudiants veulent plus d'argent pour l'éducation - Le jeudi 10 janvier 2008 | 17 |
| CNW : ASSÉ/AFESH-UQAM/AFESPED/AFEA/AFELLC/AESS/AEMSP : Le sous-financement a assez duré : vers la grève illimitée ? -Jeudi 10 janvier 2008, à 10h45 | 17 |
| Étude du Conseil national des cycles supérieurs (CNCS) de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) - Universités | 17 |
| LE DEVOIR : En bref - L'Université Laval veut créer 100 chaires de recherche - Édition du jeudi 31 janvier 2008 | 17 |
| LA PRESSE : Un nouveau comité se penchera sur le financement des universités - Le jeudi 31 janvier 2008 | 17 |
| LESOLEIL : 100 nouvelles chaires de recherche à Laval - Le jeudi 31 janvier 2008 | 18 |
| RADIO-CANADA / MONTREAL : UQAM - Plan de redressement : La direction se dit prête - Mise à jour le mercredi 30 janvier 2008 à 11 h 14 | 18 |
| LE NOUVELLISTE : La direction de l'UQTR dépose une nouvelle offre de 28 millions \$ - Le mercredi 30 janvier 2008 | 18 |
| LE NOUVELLISTE : UQTR: un conciliateur demandé - Le mardi 29 janvier 2008 | 19 |
| LE DEVOIR : Les retenues de Québec coûtent cher à l'UdeM - Édition du mardi 29 janvier 2008 | 19 |
| RADIO-CANADA 1/ MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : L'intervention d'un conciliateur réclamée - Mise à jour le lundi 28 janvier 2008 à 18 h 12 | 20 |
| LE DEVOIR : L'Université de Montréal trop généreuse envers son personnel enseignant ? Une large part de son déficit serait attribuable aux hausses salariales supérieures aux paramètres fixés par le gouvernement - Édition du lundi 28 janvier 2008 | 20 |
| LE SOLEIL : Éditorial : Des frais à baliser - le vendredi 25 janvier 2008 | 20 |
| RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : UQO : Un pavillon renouvelé - Mise à jour le jeudi 24 janvier 2008 à 17 h 23 | 21 |
| LE NOUVELLISTE : Grève possible à l'UQTR lundi et mardi - Le jeudi 24 janvier 2008 | 21 |
| LE DEVOIR : Frais afférents: Québec creuse le fossé entre les universités francophones et anglophones - Édition du jeudi 24 janvier 2008 | 21 |
| LE SOLEIL : Hausse des frais technologiques : un service essentiel, rétorque l'Université Laval à la ministre - Le jeudi 24 janvier 2008 | 22 |
| RADIO-CANADA / QUÉBEC : Hausse des frais afférents : Le désaccord de la ministre - Mise à jour le mercredi 23 janvier 2008 à 15 h 37 | 22 |
| LE DEVOIR : L'Université Laval fait fi du référendum étudiant et augmente ses frais afférents - Édition du mercredi 23 janvier 2008 | 22 |
| LA PRESSE : Baisse des inscriptions à l'UQAM - Le mercredi 23 janvier 2008 | 23 |
| LE SOLEIL : L'UL défie la ministre – Contre la volonté de Courchesne et des étudiants, les frais technologiques augmentent de 200% - Le mercredi 23 janvier 2008 | 23 |
| MÉDIA-MATIN-QUÉBEC : Frais technologiques à l'Université Laval : Référendum précipité et controversé - Le mercredi 23 janvier 2008 | 23 |
| MÉTRO : En bref : Laval : 100\$ - Mercredi 23 janvier 2008 | 24 |
| RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les professeurs continuent leurs moyens de pression - Mise à jour le mardi 22 janvier 2008 à 19 h 29 | 24 |
| RADIO-CANADA / QUÉBEC : Frais afférents à Laval : Les étudiants dénoncent une consultation précipitée - Mise à jour le mardi 22 janvier 2008 à 16 h 52 | 24 |
| LE DEVOIR : En bref - Non aux hausses unilatérales - Édition du mardi 22 janvier 2008 | 24 |

| | |
|--|-----------|
| MÉTRO : Les frais afférents passent de 230 à 570 \$: Les étudiants de l'UdM en colère – Mardi 22 janvier 2008 | 24 |
| LE SOLEIL : Frais technologiques : l'Université Laval projette une hausse de 142 % à l'automne - Le jeudi 17 janvier 2008 | 25 |
| LE NOUVELLISTE : L'UQTR réplique aux grévistes - Le jeudi 17 janvier 2008..... | 25 |
| RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les professeurs en grève - Mise à jour le mercredi 16 janvier 2008 à 16 h 25..... | 25 |
| LE DEVOIR : Frais afférents: l'UdeM est allée trop vite, juge la ministre - L'administration universitaire pourrait devoir réviser l'augmentation adoptée hier - Édition du mercredi 16 janvier 2008 | 26 |
| LA PRESSE : Université de Montréal : Hausse substantielle des frais afférents à l'automne - Le mercredi 16 janvier 2008 | 26 |
| LE NOUVELLISTE : Grève à l'UQTR: bouchons de circulation en vue - Le mercredi 16 janvier 2008 | 26 |
| 24 HEURES : À l'Université de Montréal : un moratoire sur les frais exigés – Mercredi 16 janvier 2008..... | 27 |
| LE SOLEIL : Projet de classement mondial des universités - Le lundi 14 janvier 2008 | 27 |
| LA PRESSE : Un bulletin universitaire mondial - Le vendredi 11 janvier 2008..... | 27 |
| OCDE : Regards sur l'éducation – 2007 : Les indicateurs de l'OCDE – Septembre 2007..... | 28 |
| MÉTRO : Lettre : Vous vous trompez de cible, par Julie Bouchard, Secrétaire générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) – Vendredi 11 janvier 2008 | 28 |
| LE DEVOIR : La FEUQ publie une étude sur le revenu des étudiants (Synthèse) - Édition du jeudi 10 janvier 2008..... | 28 |
| LA PRESSE : Qui s'instruit... s'endette : les étudiants à la maîtrise et au doctorat vivent pauvrement- Le jeudi 10 janvier 2008 | 29 |
| LE SOLEIL : Hautes études: davantage d'abandons faute d'argent - Le mercredi 09 janvier 2008 | 29 |
| JOURNAL DE MONTREAL : Éducation : Beaucoup d'étudiants décrochent parce qu'ils sont trop pauvres - Mise à jour: Jeudi 10 janvier 2008, à 06:01..... | 29 |
| MÉTRO : Plus de 50,00 % des étudiants vivent dans la pauvreté – Jeudi 10 janvier 2008..... | 30 |
| 24 HEURES : 1 ^{ère} page : Pas facile d'être étudiant – Une étude recommande une augmentation de l'Aide financière aux étudiants – Jeudi 10 janvier 2008 | 30 |
| CNCS-FEUQ : L'étude Les sources et modes de financement des étudiants aux cycles supérieurs 2007 – Mercredi 09 janvier 2008 ... | 30 |
| Année sabbatique ou pas? | 31 |
| LE DEVOIR : Éditorial : La sabbatique de fiston, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du mercredi 09 janvier 2008..... | 31 |
| LA PRESSE : Les «sabbatiques» pendant les études coûtent cher - Le mardi 08 janvier 2008..... | 31 |
| STATISTIQUES CANADA : Questions d'éducation : le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada : Faire une pause entre les études secondaires et les études postsecondaires : déterminants et premiers résultats sur le marché du travail - vol. 4 n° 5, 07 janvier 2008..... | 31 |
| Hiver 2008 : Journées portes ouvertes | 35 |
| MÉTRO : Cahier éducation : Regards sur les portes ouvertes : les cégeps – Mercredi 09 janvier 2008 | 35 |
| MÉTRO : Cahier éducation : Regards sur les portes ouvertes : les universités – Mercredi 09 janvier 2008..... | 37 |
| MÉTRO : Cahier éducation : Regards sur les portes ouvertes : Prêts et bourses du gouvernement du Québec : le combat étudiant – Mercredi 09 janvier 2008 | 37 |
| Inégalités croissantes entre riches et pauvres | 38 |
| THE GLOBE AND MAIL: Globe essay: Inequality of income: The curious absence of class struggle: It's not so much the rich getting richer; it's the very, very rich ,by PETER J. NICHOLSON - January 5, 2008 at 9:00 AM EST..... | 38 |
| LES TITRES..... | 39 |
| les titres du 31 janvier 2008 | 39 |
| les titres du 30 janvier 2008 | 39 |
| les titres du 29 janvier 2008 | 40 |
| les titres du 28 janvier 2008 | 40 |
| les titres du 25 janvier 2008..... | 41 |
| les titres du 24 janvier 2008 | 42 |
| les titres du 23 janvier 2008 | 42 |
| les titres du 22 janvier 2008 | 43 |
| les titres du 21 janvier 2008..... | 43 |
| les titres du 18 janvier 2008 | 44 |
| les titres du 17 janvier 2008..... | 44 |
| les titres du 16 janvier 2008..... | 45 |
| les titres du 15 janvier 2008..... | 46 |
| les titres du 14 janvier 2008 | 46 |
| les titres du 11 janvier 2008 | 47 |
| les titres du 10 janvier 2008 | 47 |
| les titres du 9 janvier 2008..... | 48 |
| les titres du 8 janvier 2008..... | 49 |
| les titres du 7 janvier 2008..... | 49 |
| les titres du 4 janvier 2008..... | 50 |
| les titres du 3 janvier 2008..... | 50 |
| les titres du 2 janvier 2008..... | 51 |



LES TITRES

CAHIER DU DEVOIR : Enseignement supérieur - Édition du samedi 26 et du dimanche 27 janvier 2008

La mesure des choses - L'économique impose au scolaire ses normes d'évaluation

Normand Thériault

L'éducation vit plus d'un discours. Au préscolaire, ce sera tantôt le débat sur la langue utilisée dans les cours et les locaux. Au primaire et au secondaire, outre le bulletin, le temps est toujours à la réforme. Au niveau supérieur, là une seule norme: où va, ou d'où viendra, l'argent? Les institutions d'enseignement vivent ainsi une «crise» financière qui leur est propre.

Si l'Orient et l'Asie sont aux prises avec un intégrisme, il est de nature religieuse. Si l'Occident se débat avec le sien, il est ici économique. Dans un cas, l'islam détermine les codes qui régissent les sociétés, dans l'autre, ce sont les économistes néolibéraux qui fixent les règles. À des propos d'imams correspondent donc les diktats des papes de la finance. Et si nulle déviation n'est tolérée dans les comportements publics ou privés, on se retrouve simultanément dans notre côté du monde à vivre une situation où le privé a tous les droits, quitte à ce que la chose publique fasse ce qu'elle peut, à condition toujours de ne point empêcher la libre entreprise d'accumuler des profits.

Dans un cas, on sait les dangers causés par les divers extrémistes. Dans l'autre, on agit, souvent en sourdine, pour corriger les déviations du système. Ainsi, les banques et autres organismes financiers sont-ils en manque de liquidités que fonds monétaires et autres banques centrales autorisent les machines à imprimer des billets, qu'ils soient dénommés dollar, euro ou livre, pour faire en sorte de sortir les institutions financières du borbier dans lequel elles se sont mises dans leur recherche effrénée du profit.

Simultanément, les organismes publics, qu'ils soient en santé, en éducation, voire en culture, manquent-ils de sous, que là aucune rallonge budgétaire ne devient possible, quand au contraire on remet en question l'administration des fonds qui leur sont confiés, on bloque les crédits pourtant annoncés et on accuse leurs dirigeants de ne point faire preuve de gestion «saine». Si tous ces critères valaient pour tous, il n'y aurait pas eu d'affaire Enron et l'épisode des «subprimes» n'entacherait point la belle image normalement mise de l'avant par les grandes banques, ces cathédrales de l'orthodoxie financière.

Endettement

Au Québec, on connaît maintenant les conséquences d'un tel état de choses. Les impôts baissent, et les crédits gouvernementaux manquent. À tous les niveaux, sauf au municipal (et encore il faudrait voir pour les secteurs des commerces, entreprises et institutions privées) et au scolaire, on réduit les montants perçus à la source, sous prétexte de permettre à tous et toutes de dépenser plus, voire d'oser s'endetter encore mieux (avoir en poche le titre de propriété d'une auto ou d'une maison ne fait de personne un propriétaire réel de biens).

Simultanément, on bloque les dépenses dans tous les secteurs. Pourtant, nul électeur, même aucun député, n'est directement consulté avant qu'une réserve fédérale, ou une banque centrale, baisse les taux de crédit ou déverse sur les marchés des dizaines, même des centaines de milliards pour donner un peu d'oxygène aux organismes prêteurs et à leurs clients, qui

s'endettent en cette ère de fusions effectuées souvent avec une surévaluation des acquisitions futures.

Besoins

Où est donc l'argent? «On estime bon an mal an qu'on laisse sur le carreau 5000 à 6000 adultes à travers le Québec qui voudraient recevoir une formation», déclare Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps. Il faut dire que son réseau avance le chiffre de 305 millions de dollars manquants pour boucler le budget des 48 établissements qu'il représente. Simultanément, tout le réseau universitaire refait ses calculs pour mettre la main sur les «subventions conditionnelles» que Québec leur doit. Pour un économiste, cela va de soi: «Lorsqu'une université n'atteint pas ses objectifs financiers, soutient Jacques Fortin, professeur de sciences comptables à l'École des hautes études commerciales à Montréal, elle est forcée d'échanger avec le gouvernement sur sa mission, ses activités, son administration, etc., pour avoir droit à sa subvention conditionnelle. Est-ce que c'est scandaleux? Pas du tout! Le citoyen a droit à ça.» N'empêche que les 187 millions attendus du fédéral, par l'intermédiaire des transferts, sont souhaités les mains tendues.

C'est sans parler des immobilisations, en cours de concrétisation ou futures. Pour les cégeps, oublions ça: ils grappillent pour mettre en état les locaux souvent vétustes qui les accueillent. Pour les universités, c'est autre chose. Comme l'explique Peter Bolla, vice-recteur associé à la gestion immobilière de l'université Concordia, il faut de nouveaux locaux pour accueillir une clientèle étudiante qui a doublé en nombre dans son institution au cours des dix dernières années: les 15 étages de l'école de gestion, l'édifice John Molson, font la preuve de ce dynamisme constructeur. Et Montréal de toujours espérer parfaire un programme d'agrandissement évalué à 1,2 milliard de dollars pour le seul campus annoncé dans la cour de triage d'Outremont (en souhaitant que, si la dépense est autorisée, le parcours de la réalisation ne soustrait pas les embûches imposées aux divers centres hospitaliers universitaires).

Réussite

En cette ère où l'économique, dont la mesure de l'efficacité s'effectue à la hauteur des profits ou par la hausse enregistrée dans les marchés boursiers, où cet économique fait loi, tout discours, ailleurs, sur la qualité des choses se décline en termes de réussite. En éducation, fini ce temps où le débat était de nature philosophique: «combien sortent diplômés» est ainsi plus souvent entendu que «quelle formation a été reçue» quand le temps d'évaluation arrive.

Et les élus des divers gouvernements, au nom ici du bien commun, deviennent des gestionnaires, non des politiques. Il faut alors démontrer qu'on sait gérer, qu'on sait mesurer l'ampleur des interventions, et surtout assurer sa présence sur les acteurs présents sur le terrain, qu'ils soient ou non experts dans leur domaine respectif. De nos jours, il est ainsi devenu plus important de créer des emplois que d'assurer une qualité de vie. Et l'école sert alors à former de futurs travailleurs plutôt que des êtres responsables.

Le CRIRES et la ministre - Pour une stratégie universitaire commune - La concurrence interuniversitaire « nous nuit », selon la directrice du CRIRES

Thierry Haroun

Comment se porte le réseau scolaire québécois et particulièrement celui de l'enseignement supérieur? Quels sont les enjeux et les priorités de nos chercheurs et de Québec? Pour tenter d'y voir plus clair, Le Devoir a soumis à l'examen de Michelle Courchesne, ministre de l'Éducation, certaines interrogations, réflexions et autres recommandations de Claire Lapointe, directrice du Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire, basé à l'université Laval. Survol du CRIRES et débat entre deux actrices incontournables du monde

Le Centre de recherche et d'intervention sur la réussite scolaire, le CRIRES, se consacre, comme son nom l'indique, à l'étude de la réussite et la persévérance scolaires ainsi qu'au soutien des milieux scolaires dans leurs efforts pour favoriser la réussite de tous les élèves. Ce haut lieu du partage des savoirs a été fondé en 1992 par l'université Laval et la Centrale des syndicats du Québec. En 1998, la Fédération des syndicats de l'enseignement s'est jointe à cette aventure.

Trois ans plus tard, le CRIRES est reconnu officiellement par le Conseil universitaire de l'université Laval et son statut interuniversitaire est consacré dans un protocole d'entente interinstitutionnelle liant quatre universités où cet organisme comptait des membres réguliers, soit l'université Laval, bien sûr, l'Université du Québec à Trois-Rivières, l'Université de Sherbrooke, et l'Université de Montréal. À noter que l'UdeM n'est plus de ce partenariat parce que cet établissement a depuis décidé de «former son propre groupe de recherche», précise Claire Lapointe, également professeure titulaire en administration scolaire à l'université Laval.

Bilan de travail

Le CRIRES compte actuellement 38 chercheurs. À cela s'ajoutent une centaine de chercheurs collaborateurs. Ces collaborations couvrent les cinq continents. De plus, le CRIRES compte environ 130 étudiants-chercheurs et 10 professionnelles de recherche, selon le plus récent bilan de l'organisme. Le nombre total de réalisations écrites, toutes catégories confondues, effectuées par les chercheurs du CRIRES entre le 1er janvier 2005 et le 30 juin 2007 est de 302. Au total, durant cette même période, les membres du



CRIRES ont présenté 162 communications de tous ordres. Les chercheurs du CRIRES ont aussi participé à l'organisation de 27 colloques, symposiums ou congrès au Québec, au Canada et à l'étranger.

Sur un horizon de six ans, les objectifs de la nouvelle programmation du CRIRES sont de repérer les pratiques scolaires qui ont un important effet modérateur sur les facteurs personnels et environnementaux liés à l'abandon ou à l'échec, d'expliquer l'effet conjoint des pratiques ciblées comme se renforçant mutuellement et, troisièmement, de repérer et expliquer les principales caractéristiques contextuelles associées à l'adoption réussie de ces pratiques par les agents scolaires.

En résumé, souligne Mme Lapointe, la situation du décrochage et de l'échec scolaire a connu une baisse entre 1992 et 2002, mais depuis «il semble bien qu'on ait frappé un mur. Le taux de décrochage scolaire ne diminue pas. En ce sens, on a pu au cours des dernières années identifier des populations à risque comme les jeunes issus des milieux défavorisés. Nous avons donc décidé de redéfinir notre programmation scientifique», dit-elle, pour travailler davantage en amont du problème.

Demandez à la ministre Courchesne quelle est sa priorité entre toutes, elle vous répondra «qu'il nous faut au Québec revaloriser l'excellence et la réussite scolaire. Et j'encourage les jeunes à être curieux et à apprendre». Nos deux locutrices s'entendent déjà sur un point.

Débat

Maintenant, Mme Lapointe reproche, premièrement, au corps politique de mettre un peu trop son nez dans les programmes scolaires à des fins électoralistes et demande à Québec de prendre davantage en compte les recherches scientifiques dans l'élaboration des programmes scolaires. «Je crois, insiste-t-elle, que la recherche doit être la première source d'information dans le cadre des prises de décisions en éducation.»

La ministre Courchesne de rétorquer que «ce n'est pas une question de politique, c'est une question de responsabilité d'État. Mais je crois toutefois qu'il est tout à fait pertinent que nous soyons informés de ces recherches pour éclairer nos prises de décisions».

Deuxièmement, Mme Lapointe avance que le réseau collégial est un maillon essentiel dans la chaîne de l'enseignement des savoirs. «Ce réseau est une de nos plus grandes forces et il est pris pour modèle au Canada et à l'étranger. Bien sûr, il y a des améliorations à y apporter.» Elle estime d'ailleurs que ce réseau est un peu trop orienté vers les besoins du marché du travail

et pas assez sur le plan de la culture générale. «Le citoyen de demain aura besoin d'une culture générale forte lui permettant d'être un citoyen bien informé doté d'un sens critique. C'est bien le marché du travail, mais lequel? celui d'aujourd'hui? celui d'une région? Tout change tellement vite.»

Miser sur la culture générale, soit, réplique Michelle Courchesne, mais «dans un monde idéal. Il y a par contre une autre réalité. On aura beau avoir une grande culture générale, il est de notre responsabilité [d'État] de pouvoir répondre aux besoins de la main-d'oeuvre, des régions notamment. Une personne a beau avoir la plus grande culture générale, si elle n'a pas d'emploi, elle n'est pas plus avancée».

Troisièmement, il importe d'encourager les jeunes à se diriger vers l'éducation supérieure, souligne à grands traits Mme Lapointe. Un constat que partage Mme Courchesne. «C'est vrai. Et c'est en même temps un dossier que je qualifierais de complexe. Notre gouvernement consent beaucoup d'efforts de ce côté-là, que ce soit en partenariat avec les cégeps, les Carrefours jeunesse-emploi et Emploi-Québec, par exemple. Ce n'est pas tant un problème qu'une problématique qui est sociale et dans laquelle interviennent plusieurs variables. En fait, il faut y travailler territoire par territoire.»

Une stratégie commune

Enfin, Claire Lapointe constate que la concurrence que se livrent les universités québécoises entre elles est une nuisance. «Cette concurrence nous nuit. Il faut cesser cette concurrence qui nuit à la qualité des programmes. Et j'ose le dire! Il y a aussi l'approche client qui pousse à la baisse la qualité de la formation. Ça nous prend une stratégie québécoise commune. Je sais qu'une réflexion se fait en ce sens au sein des universités, mais il faut absolument l'intensifier. En clair, il faut que nos établissements universitaires deviennent complémentaires entre eux pour mieux s'ouvrir sur le monde.»

Une réflexion que salue la ministre Courchesne. «Je suis tellement d'accord avec cette proposition de stratégie commune. Je tiens ce discours depuis que je suis ministre de l'Éducation. Il faut en effet miser sur la capacité de nos universités de créer entre elles des partenariats et des collaborations qui soient au service de la connaissance et du savoir. Par contre, je n'irai pas jusqu'à affirmer, ajoute Mme Courchesne, que l'approche [clientéliste] nuit à la qualité de la formation, mais j'estime toutefois que cette approche peut avoir une influence sur une prise de décision.»

Centres collégiaux de transfert technologique - La vitamine de l'industrie - La recherche et le développement au service des PME

Denis Lord

En mars prochain selon toute vraisemblance, le gouvernement québécois annoncera l'identité des cégeps qui se verront octroyer les cinq nouveaux centres collégiaux de transfert technologique (CCTT). Signe de l'importance de l'enjeu, près de la moitié des cégeps ont présenté des demandes. Ces nominations porteront à 40 le nombre de ces institutions qui soutiennent l'innovation dans les PME en offrant un soutien technique et des services de développement technologique.

Aucun étudiant, mais 500 employés dont les deux tiers sont des chercheurs, 20 ans d'existence, les CCTT demeurent malgré tout peu connus du public et même d'une part du personnel enseignant. À l'émission de Christiane Charrette sur la première chaîne de Radio-Canada, l'économiste Pierre Fortin a souligné l'importance de leur oeuvre de diffusion technologique. Pour Gaëtan Boucher, président directeur général de la Fédération des cégeps, les CCTT sont un des fleurons du Québec et mériteraient d'être davantage valorisés.

Exemples de réussite? En octobre dernier, l'Institut des communications graphiques du Québec (ICGQ) obtenait un brevet américain pour un processus de contrôle de la performance des encres. Au Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, on travaille à éliminer le problème du givre sur les pales d'éoliennes, ce qui pourrait augmenter leur performance de 10 à 20 %.

Les CCTT ont été développés dans les années 1980 sous l'appellation de «centres spécialisés». Chacun d'entre eux entretenait -- et entretient toujours -- des liens symbiotiques avec les entreprises et les collèges locaux, contribuant de fait au développement économique des régions. Les secteurs de recherche ont été attribués en fonction des disciplines enseignées dans les cégeps. Lévis-Lauzon a obtenu le Centre de robotique industrielle parce qu'on dispensait la formation dans ce domaine, le Cintech agroalimentaire s'est en toute logique associé au Cégep de Saint-Hyacinthe.

Les ressources financières manquant, un moratoire stoppa l'émergence des CCTT. En 2003, le gouvernement réinvestit dans les CCTT, qui passèrent de 23 à 35 en quatre ans. Les quatre derniers centres ouverts font de la recherche fondamentale et appliquée dans le secteur éolien et dans ceux de la transformation des produits forestiers, du développement de bioproduits, de la technologie des emballages et du génie alimentaire.

Selon André Dion, directeur de l'Institut des communications graphiques du Québec, rattaché au collège Ahuntsic, il n'existe peut-être que dix structures similaires dans le monde et celle des CCTT, regroupés dans le réseau Trans-tech, est la seule au Canada. «En Europe, note Gaëtan Boucher, l'Irlande a développé des institutions similaires à la suite de la crise des années 90 avec son haut taux de chômage. Elles ont connu un succès fulgurant et contribué à l'émergence de ce qu'on a appelé le tigre européen.»

Un cas de figure

À l'Institut des communications graphiques (ICGQ), rattaché au collège Ahuntsic, on travaille simultanément sur une dizaine de projets, mais c'est l'obtention d'un brevet qui retenait l'attention des médias en octobre dernier. «Quebecor était venu nous voir avec la problématique de l'encre, qui représente 8 % du coût d'un imprimé, rappelle André Dion, directeur général de l'ICGQ. C'est un phénomène difficile à contrôler. Des subventions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport [MELS] et du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation [MDEIE] nous ont permis d'acquiescer un spectromètre, un appareil dépendieux déjà utilisé dans les domaines pharmaceutique et pétrolier, et de faire de la recherche.»

L'ICGQ a développé des logiciels composant avec la technologie de spectrophotométrie à infrarouge moyenne. «Au fur et à mesure de notre mandat, nous allons chercher des ressources dans le corps professoral, de dire André Dion. Nous n'aurions pas les moyens d'engager quelqu'un à temps plein.» Ainsi, Robert Saint-Amour, qui possède un doctorat en infrarouge et dont le nom apparaît comme inventeur principal sur le brevet, a été libéré d'une partie de sa charge de cours à Ahuntsic.

Depuis, le processus mis au point à l'ICGQ a été vendu à cinq distributeurs d'encre aux États-Unis et une deuxième version a été développée. L'ICGQ, un des plus gros CCTT avec ses 30 employés, tire aussi des revenus récurrents de la maintenance, effectuant des tests pour vérifier la qualité des encres, émettant des certificats de conformité, arbitrant d'éventuels conflits entre imprimeurs et fabricants d'encre. Cet OSBL s'autofinance à 80 %. Quebecor et, ultérieurement, Transcontinental ont en partie subventionné ses recherches, mais l'ICGQ est demeuré propriétaire du brevet.

Chefs de file économiques

On observe divers modèles d'association dans le monde des CCTT. Ainsi, le CCTT en éolien du Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine travail-

le de concert avec quatre institutions d'enseignement supérieur et avec la multinationale danoise LM Glasfiber. À Thetford Mines, Oleotek et le Centre de technologie minérale et de plasturgie (CTMT) collaborent avec des homologues du Poitou-Charentes dans la recherche sur les huiles isolantes biodégradables.

Mais les liens avec des multinationales, tout comme l'obtention de brevets - 15 depuis 1999 -- demeurent négligeables, affirme Denis Beaumont, président de Trans-tech. Des quelque 2550 clients des CCTT, 95 % sont des PME. «La mission première des CCTT est de les soutenir dans le développement de technologies, les services analytiques, au niveau régional d'abord, puis provincial. Le CCTT est un chef de file économique dans sa région.»

Chaque CCTT reçoit annuellement 300 000 \$ du MELS et 100 000 \$ du MDEIE. «Pour chaque dollar investi par le gouvernement, explique Denis Beaumont, qui est aussi directeur général du CCTT en biotechnologies du Cégep Lévis-Lauzon, nous en générons quatre. C'est un effet de levier très important. Nous avons un chiffre d'affaires de 40 M\$ par année et le taux moyen d'autofinancement, résultant de contrats avec des entreprises, est de 70 %.»

L'impact de ces créneaux d'excellence, de ces «pôles d'expertise», pour citer Gaëtan Boucher, se ressent à de multiples niveaux. Ils permettent aux professeurs associés -- qui conservent au moins un cours par session -- de développer un savoir de pointe et d'en faire ultérieurement profiter leurs étudiants, d'en attirer même de nouveaux au plan international, où les cégeps veulent recruter davantage. Les CCTT contribuent également au dynamisme des régions, au partenariat entre les entreprises. Ils ont favorisé

la création de 435 emplois, donné naissance à une dizaine d'entreprises dérivées.

Vers l'avenir

En décembre dernier se terminait le plus récent concours pour nommer les cinq prochains CCTT. Le gouvernement a déterminé les domaines de l'industrie où il y a des besoins à combler; ce sont entre autres la construction, l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique, les fournitures et le matériel médicaux. «Pour qu'un cégep obtienne un nouveau CCTT, explique Denis Beaumont, il doit répondre aux besoins de l'industrie et déjà donner de la formation dans ce domaine.» Les cégeps doivent également bénéficier de l'appui d'instances régionales représentatives, d'un ministère sectoriel ou d'autres types de contributeurs.

Indépendant, situé à distance, le jury est constitué de gens d'affaires, d'universitaires et de représentants d'organismes scientifiques. Denis Beaumont et Gaëtan Boucher agiront à titre d'observateurs, sans droit de parole. Le jury se réunira en février et en mars. Une vingtaine de cégeps ont participé à l'appel d'offres, dont certains possèdent déjà deux CCTT.

Le Parti libéral s'était engagé à créer 45 CCTT d'ici la fin de son mandat. «Mais l'idée qui est actuellement dans l'air, précise le p.-d.g. de la Fédération des cégeps, c'est plutôt de se limiter à trois nouveaux, orientés vers l'innovation et l'économie sociales, pour aider l'économie sociale. Pour aider l'économie du Québec, ça ne prend pas que de la technologie, mais aussi des ressources humaines, des modèles de gestion performants.»

L'appel de candidatures devrait avoir lieu l'automne prochain.

Syndicalisme collégial - Un « front commun » prend forme

Réginald Harvey

Le gouvernement québécois sera appelé sous peu à prendre position sur la façon dont il entend affecter les sommes versées en transferts fédéraux pour l'enseignement supérieur. Les présidents des trois mouvements syndicaux présents dans le secteur collégial réclament que la majeure partie de ces investissements soit consacrée à l'enseignement proprement dit.

Jean-Claude Drapeau, président de la Fédération autonome du collégial (FAC), Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ) et Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), ont formé un «front commun» sectoriel pour faire valoir leurs arguments en faveur d'une valorisation pressante de la fonction des professeurs dans le réseau collégial. Ils se réjouissent, dans un premier temps, de constater que des signes avant-coureurs montrent qu'environ 40 % de cet argent sera dirigé vers les cégeps. En contrepartie, ils s'interrogent, en conférence téléphonique, sur la façon dont le ministère entend disposer de cette somme.

M. Beauchemin prend la parole: «On ne sait pas encore quelle part va aller directement à l'enseignement; pour le dire autrement, dans l'engagement de nouvelles ressources enseignantes. Notre position émane des résultats d'une enquête très fouillée contenue dans un document qui est diffusé à la fois chez les administrateurs et les enseignants; il fait le tour de la profession et, rédigé d'un commun accord avec la partie patronale, il montre que la tâche s'est complexifiée au collégial et qu'elle n'a plus rien à voir avec celle des années 1980 et du début des années 1990.»

Le lourd poids de la tâche

De quelles façons les fonctions des profs sont-elles devenues plus complexes? «C'est lié aux différentes réformes mises en place au milieu des années 1990; il y a là un besoin de concertation beaucoup plus prononcé avec l'approche par programme et par compétence», répond-il. Un autre facteur entre grandement en ligne de compte: «C'est la décentralisation, la déresponsabilisation du ministère envers les collèges. Les profs se retrouvent avec des tâches administratives beaucoup plus nombreuses et beaucoup plus lourdes.» Et les clientèles ont changé, ce qui contribue encore à l'alourdissement de la tâche: «Les profs nous disent qu'ils ont de moins en moins de temps à consacrer au cœur de leur pratique, qui est l'enseignement.»

Jean-Claude Drapeau de la FAC intervient à son tour: «Quand les profs se retrouvent dans des programmes avec des petites cohortes, ils ont moins d'étudiants mais ils ont beaucoup de préparations différentes à effectuer. Sur un autre plan, quand on regarde toute l'évolution des technologies et leur utilisation dans l'enseignement, et aussi parce qu'on est maintenant davantage centré sur la psychologie de l'apprentissage que sur les connaissances, c'est constamment un travail qui est à refaire d'une session à l'autre.» Il souligne de plus que les profs doivent composer avec toute la problématique de la réussite des étudiants, ce qui comporte là encore un sérieux engagement de leur part.

Le président de la FNEEQ, Ronald Cameron, fait le point: «Les cégeps existent depuis 40 ans et on exige des enseignants qu'ils soient à la hauteur de tous les rendez-vous, soit ceux de la réforme, des réalités étudiantes et de l'économie du savoir.»

Les solutions à apporter

Une fois le problème posé par les trois intervenants, quelles sont pour eux les priorités quant aux investissements dans l'enseignement? Ronald Cameron donne son point de vue: «Ça veut d'abord dire des nouveaux profs! Ça veut dire de prendre en compte la tâche dans son état actuel et d'investir dans un allègement de celle-ci, dans un meilleur encadrement, dans une meilleure garantie de la réussite.» Il aborde la question sous d'autres angles: «Les réalités de l'enseignement collégial sont différentes d'une région à l'autre et, à certains endroits, c'est une question de soutien parce qu'on parle de survie de l'enseignement collégial. Dans les programmes techniques, on rencontre d'autres difficultés; il en va de même dans les mises à jour et les technologies, où c'est commun à tout le monde bien qu'il y ait des problèmes plus spécifiques à certains établissements. Donc, investir en enseignement, c'est investir dans le groupe enseignant qui est en première ligne de la réussite au collégial, mais ça peut prendre des formes différentes selon les réalités existant dans les différentes régions, tout en tenant compte des diverses disciplines.»

Jean-Claude Drapeau constate qu'il y a un manque de ressources humaines chez bien du personnel dans le système public, avant d'ajouter: «Ce qu'on est en train de constater et qui nous dérange, c'est que, sur le plan de l'enseignement, on est en train de créer une voie où il rentre de l'argent dans les collèges, mais ce sont eux qui décident unilatéralement à quoi ils vont affecter ces sommes d'argent; le plus souvent, il s'en va dans des tâches administratives accomplies par des profs. Il y a une problématique beaucoup plus importante et c'est l'enseignement comme tel, dans la classe, avec tout ce que cela représente dans la réussite, dans la relation avec les étudiants. On voudrait que cet argent emprunte cette voie-là.»

Mario Beauchemin désigne certains correctifs à apporter: «De façon générale, on veut une amélioration des conditions de travail des profs pour qu'ils soient en mesure d'accomplir leur mission première, qui est celle d'enseigner. On doit les rendre capables de corriger correctement la langue et d'encadrer correctement leurs étudiants. Dans certains programmes techniques, on doit s'assurer de pouvoir garder les professeurs parce qu'il y a, par exemple, des infirmières qui viennent enseigner au collégial en pensant qu'elles vont améliorer leurs conditions, mais qui repartent après une ou deux sessions, même si elles doivent vivre des situations difficiles dans les hôpitaux.»

Tous les trois s'entendent pour dire que la majeure partie de l'argent provenant des transferts fédéraux devrait être consacrée à bonifier l'enseignement. Il en va de la reconnaissance à sa juste valeur de la profession d'enseignant et de la réussite des étudiants.

Financement des universités - Toujours pas de règlement - Les subventions conditionnelles sont là pour rester



Martine Letarte

Les discussions se poursuivent entre le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et les six universités québécoises n'ayant toujours pas reçu leur subvention conditionnelle en raison d'un déficit budgétaire. Si chacune des parties est avare de commentaires à propos de l'évolution des discussions, la plupart des établissements ont toutefois espoir que le dossier se règle rapidement.

Avant les Fêtes, Le Devoir annonçait qu'en plus de l'UQAM et de l'Université de Montréal, quatre autres établissements attendaient toujours leurs subventions conditionnelles, soit Polytechnique, Bishop, l'Université de Sherbrooke ainsi que McGill. Les universités sont actuellement en discussion avec le gouvernement dans l'espoir d'obtenir le plus rapidement possible cet argent qui dort dans les coffres.

«Nous avons remis notre plan de retour à l'équilibre budgétaire il y a un peu plus d'une semaine et nous sommes présentement en attente d'une réponse du gouvernement», indique Chantal Cantin, directrice du service des communications de l'École polytechnique de Montréal. Le MELS retient 6,9 millions de dollars en subvention conditionnelle pour cet établissement en raison d'un déficit de 800 000 \$ en 2006-07. «L'an dernier aussi nous avons dû nous entendre avec le gouvernement pour avoir notre subvention conditionnelle et ça c'est bien passé, alors nous avons bon espoir que ça s'arrangera aussi cette année sans trop de retard», ajoute-t-elle.

À McGill aussi pour le moment, la situation ressemble à celle de l'an dernier. «Les discussions se déroulent bien. Les délais sont normaux, il n'y a encore rien d'inquiétant. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour arriver à régler la question. Nous voulons tous un retour à l'équilibre budgétaire et nous avons pris différentes mesures pour y arriver», assure François R. Roy, vice-principal, administration et finances, à l'université McGill.

Les dirigeants de l'Université de Sherbrooke sont également très optimistes. «Nous nous attendons à une réponse favorable du gouvernement dans les prochains jours ou semaines. La communication est très bonne avec les gens du ministère et ils comprennent bien l'intérêt de régler cette question», indique Alain Webster, vice-recteur à l'administration et au développement durable.

L'université Bishop a refusé tout commentaire en indiquant que les négociations avec le MELS sont confidentielles, alors qu'à l'Université de Montréal, on croit être en mesure de mettre la main sous peu sur les 46 millions de dollars de subvention conditionnelle retenus par Québec.

Le cas de l'UQAM

À l'UQAM, la situation est plus complexe en raison de la crise financière qui y sévit. En plus d'attendre, comme les autres universités, la subvention conditionnelle de l'exercice de 2006-07, soit un peu plus de 28,4 millions de dollars, l'établissement se voit privé pour le moment d'une partie de la subvention conditionnelle de l'exercice financier d'avant, soit un montant de 8,62 millions de dollars. Toutefois, avec l'entrée en poste du nouveau recteur, Claude Corbo, il y a quelques semaines, l'équipe de direction de l'université a encore une importante quantité de travail à faire avant de

présenter au MELS une version revue et corrigée de son plan de redressement.

«Tout le monde ici travaille d'arrache-pied pour arriver à produire un plan de redressement satisfaisant pour le gouvernement. Or, M. Corbo vient tout juste d'arriver et les négociations avec les différents groupes d'employés de l'UQAM doivent se poursuivre. Dans le budget de l'UQAM, la masse salariale compte pour 80 % du total des dépenses, alors c'est évident que nous devons arriver à une entente avant de terminer notre plan», indique Francine Jacques, directrice des communications.

Pour ou contre les subventions conditionnelles

À la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), on se désole de voir autant d'universités aux prises avec un déficit et devant, par le fait même, négocier avec le MELS pour le versement de leur subvention conditionnelle. L'organisme est ouvertement contre le principe des subventions retenues en cas de déficit. En raison du sous-financement des universités, la CREPUQ soutient que les établissements ont déjà inévitablement de la difficulté à joindre les deux bouts et que le fait de retenir une partie de leur subvention ne fait qu'empirer une situation déjà très précaire. La CREPUQ a fait plusieurs représentations auprès du gouvernement pour lui demander d'abolir le principe des subventions conditionnelles ou, du moins, pour qu'elles représentent un pourcentage moins important de la subvention totale accordée aux établissements.

Le MELS est sans équivoque. Les subventions conditionnelles sont là pour rester. «C'est essentiel pour assurer une gestion responsable des fonds publics», affirme la porte-parole du MELS, Stéphanie Tremblay.

Amené à se prononcer sur la question, Jacques Fortin, professeur de sciences comptables à l'École des hautes études commerciales à Montréal, va plutôt dans le sens du MELS. «Lorsqu'une université n'atteint pas ses objectifs financiers, elle est forcée d'échanger avec le gouvernement sur sa mission, ses activités, son administration, etc., pour avoir droit à sa subvention conditionnelle. Est-ce que c'est scandaleux? Pas du tout! Le citoyen a droit à ça.»

Toutefois, même si le professeur est critique envers l'attribution du financement des universités calculé en fonction du nombre d'étudiants sans égard au type d'établissement, à sa mission et à ses besoins particuliers, il n'irait pas jusqu'à recommander que la subvention totale de l'établissement soit conditionnelle. «D'abord, la mission première des universités n'est pas de réaliser un équilibre budgétaire, mais plutôt de former des professionnels et des chercheurs dont la société a besoin. De plus, les universités ont besoin de savoir qu'elles pourront compter chaque année sur un certain montant d'argent pour pouvoir faire des projets à long terme. C'est essentiel.»

Enfin, tous s'entendent sur le fait que le réinvestissement fédéral en éducation postsecondaire de 187 millions promis pour 2008-09 sera le bienvenu. À la CREPUQ, on croit que cette somme aidera certainement les universités à atteindre leur équilibre budgétaire, sans toutefois venir régler la question du sous-financement.

Syndicalisme universitaire - Que de remous !

Réginald Harvey

Les règles du jeu administratives prennent d'autres tangentes dans les universités et le principe de leur autonomie fait l'objet d'une remise en question. Quant aux chargés de cours, ils risquent de faire les frais des resserrlements budgétaires dans les universités. D'autre part, la situation financière des étudiants de 2e et 3e cycles inquiète, tout comme le sort qui est réservé sur le marché du travail aux détenteurs de doctorat.

L'UQAM a connu un dérapage administratif dont les conséquences se sont traduites par le resserrement des contrôles gouvernementaux sur les institutions universitaires. D'autres impacts collatéraux pourraient s'ensuivre qui modifieraient la gouvernance des universités et changeraient les règles du jeu sur le plan syndical. La Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) s'en inquiète dans l'état actuel des choses, comme le rapporte son président, Ronald Cameron: «Plusieurs débats ont lieu en parallèle. La conjoncture relative à l'UQAM et les questions de financement et de sous-financement donnent lieu à une tentation très forte de procéder à une certaine réforme. On assiste à tout le débat sur l'autonomie des universités, mais derrière tout cela se profile une tendance pour déplacer le centre de gravité vers une présence plus grande de l'entreprise privée dans les conseils d'administration.»

Certains risquent d'être affectés à la suite de ces changements: «Les professeurs d'université pourraient en sentir les contrecoups et il est certain que les chargés de cours pourraient écopier par la bande. La voix des profs, des chargés de cours et du personnel de soutien va devenir moins importante dans les débats. Au chapitre des priorités, la question de la gouvernance va figurer en bonne place durant toute l'année à la FNEEQ.»

Si les professeurs de l'UQAM devaient assumer plus de responsabilités d'enseignement, comme il en a été question récemment, il en résulterait une diminution de la tâche des chargés de cours que M. Cameron aborde

sous cet angle: «On parle de 500 charges de cours en moins, ce qui pourrait équivaloir à près de 20 % de leur offre de travail actuel. C'est énorme! Il y a un problème où, d'une certaine façon, une solution de "diviser pour régner" va peut-être avoir bonne presse. On le craint, parce que c'est toute la capacité des universités de pouvoir assumer leur mission qui est présentement en jeu au-delà des solutions strictes sur le plan financier.»

Selon le président, le sous-financement récurrent des établissements est la cause des difficiles relations de travail que vivent les chargés de cours: «C'est propre à l'ensemble des universités et toutes les négociations pour ce personnel sont très laborieuses. Avec Laval, ce fut épique et il y a eu une grève. Avec l'Université du Québec en Outaouais on a une progression intéressante, mais ça traîne à Rimouski et avec Chicoutimi, ce sera corsé.»

À la TELUQ, il y a maintenant une grève et de ce côté, c'est toute la reconnaissance professionnelle dont souhaitent bénéficier les tuteurs et les tutrices qui cause problème.

Un bilan plutôt sombre

La Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ) a actualisé une étude réalisée en 2001 sur la situation financière des étudiants des cycles supérieurs. Il en ressort que les revenus n'ont guère augmenté au cours des six dernières années. Frédéric Lalonde, président du Conseil national des cycles supérieurs (CNCS) de la FEUQ, dégage les grandes lignes de cette enquête: «Il n'y a pas grand-chose qui ait changé. Sur le plan du revenu général moyen par personne, c'est à peu près la même chose. Au sujet des proportions de chaque source de financement, il en va de même. Le problème, c'est que les dépenses ont augmenté à peu près partout en six ans, ce qui nous amène à dire que, en général, la condition financière des étudiants s'est dégradée.»

Il trace un portrait des données recueillies: «Le revenu moyen brut est de 24 000 \$ mais la moyenne générale cache le fait que la moitié des étudiants

vit en dessous du seuil de pauvreté.» Il s'explique: «Sur notre échantillonage total, comme il est un peu plus vaste que la dernière fois, on a en quelque sorte capté plus d'étudiants à temps partiel qui possèdent un profil complètement différent de ceux à temps complet: ce sont des gens beaucoup plus âgés qui, souvent, sont de retour aux études et qui ont gardé un travail à temps plein en plus d'étudier, ce qui fait que leur revenu est nettement plus élevé et qu'ils tirent la moyenne vers le haut. Quand on va dans le détail, par contre, on se rend compte que, numériquement parlant, sur la quantité de personnes, il y a beaucoup plus de gens pauvres que de gens qui ont des revenus de 35 000 \$ et plus.»

Un meilleur sort est réservé à d'autres étudiants: «Il y a bien sûr ceux qui reçoivent des bourses d'excellence, entre autres ceux qui bénéficient d'organismes subventionnaires fédéraux et pour qui les montants ont été augmentés. La situation s'est améliorée pour eux depuis six ans.» Au cours de la prochaine année, le CNCS fondera une partie de son action sur les cinq recommandations de cette étude: «Le principal axe sur lequel on pourrait travailler pour améliorer la condition des plus pauvres serait l'aide financière aux études, qui représente à peine 12 % du financement moyen.»

Des docteurs au chômage

Au cours de la prochaine année, la Fédération poursuivra une autre étude déjà entamée et intitulée Les buts et les finalités de la formation au doctorat. Frédéric Lalande pose le problème: «On se rend compte que la moyenne des doctorats au Québec et au Canada est en train de dépasser celle des pays de l'OCDE [Organisation de coopération et de développement économiques].» Il en découle cette réalité: «Les gens sortent de l'université avec des beaux doctorats, mais il y a pour eux un taux de chômage élevé et une insertion socioprofessionnelle très difficile; c'est le cas de tout le monde et dans certains secteurs en particulier, c'est criant.»

Il cerne le but poursuivi par ce travail: «On est en train de documenter tout cela et l'étude portera sur la façon dont l'université pourrait bonifier la formation doctorale pour que les docteurs qui terminent leurs études soient en mesure de travailler et d'avoir un emploi relié à leur doctorat.» L'idée est la suivante: «La formation actuelle est passablement axée sur le modèle visant à former des professeurs, sauf que les trois quarts des gens qui terminent un doctorat ne deviennent pas des profs.»

Financement des cégeps - D'où viendront les 305 millions manquants ? - « On n'a pas accès à des subventions fédérales comme les universités »

Lisa-Marie Gervais

Devant un déficit accumulé grandissant, les cégeps du Québec disent avoir la corde au cou. Et ils attendent de pied ferme leur part du gâteau promise par le gouvernement Charest au moyen des transferts d'argent du fédéral destinés à l'éducation postsecondaire. À l'instar des universités, les cégeps sont dans le rouge. État des lieux.

Alors que les universités québécoises jonglent avec un déficit accumulé record de près de 400 millions, au tour des cégeps d'avoir des maux de tête pour boucler leur budget. Ces derniers calculent qu'il manque 305 millions de dollars dans leurs coffres, selon les plus récents chiffres avancés en octobre 2006 par la Fédération des cégeps, qui regroupe sous sa bannière les 48 cégeps publics du Québec. Pour l'année 2005-06, c'est 18 millions que les directions des établissements ont dû trouver pour conserver de saines finances, soit une somme qui est 50 % plus élevée que l'année antérieure.

Car, en vertu de la Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel, les cégeps n'ont pas le droit d'enregistrer de déficit et sont ainsi tenus de toujours présenter au gouvernement provincial des budgets équilibrés. Le déficit calculé vient donc d'une extrapolation des sommes que les collèges ne peuvent consacrer aux différents services comme l'encadrement des élèves et l'éducation aux adultes. «On estime bon an mal an qu'on laisse sur le carreau 5000 à 6000 adultes à travers le Québec qui voudraient recevoir une formation», déplore Gaëtan Boucher, président-directeur général de la Fédération des cégeps depuis 20 ans.

La contribution du gouvernement couvre 86 % des besoins des cégeps et ceux-ci trouvent le reste de leur financement dans les revenus autonomes (liés à la formation continue) et les entreprises auxiliaires (arénas, location de l'auditorium, stationnement, etc.). Les frais afférents des étudiants, qui ne peuvent être haussés selon la volonté de l'établissement comme c'est le cas pour les universités, comptent pour 3 % du budget.

Au total, ces revenus, qui représentent 1,4 milliard de dollars, sont répartis entre les cégeps selon une formule approuvée il y a plus de dix ans par les 48 directions d'établissement. «On s'est partagé la richesse quand il y en a eu, et la misère aussi», soutient Gaëtan Boucher. Selon lui, les sommes provenant des différentes sources de financement étant nettement insuffisantes, les établissements d'enseignement collégial doivent constamment se serrer la ceinture. Ces dernières années, les quelques enveloppes d'urgence des gouvernements péquiste et libéral remises aux cégeps n'auraient constitué que des solutions chroniques à des problèmes beaucoup plus criants, estime le président de la Fédération.

Les origines du déficit

Pour Gaëtan Boucher, les problèmes financiers des cégeps remontent aux années 1990 au moment où le premier ministre péquiste d'alors, Lucien Bouchard, annonçait en grande pompe que le Québec atteindrait le déficit zéro. Conclusion: environ 265 millions de moins dans les poches des cégeps. «Comme on ne peut pas faire de déficit, ça s'est soldé par l'abolition de plus ou moins 800 postes liés à l'encadrement et au soutien. On a dû licencier des conseillers en orientation, des médecins, des travailleurs sociaux. La masse salariale des enseignants a été relativement protégée, mais on a fini avec un important déficit», se rappelle le président de la Fédération des cégeps, tout en précisant que le gouvernement libéral de Jean Charest n'a fait guère mieux en ne promettant rien aux cégeps lors du dernier budget de 2007.

Parce qu'ils sont aménagés dans de vieux couvents ou séminaires et autres bâtiments parfois plus que centenaires, nombre de cégeps ne parviendraient

actuellement pas à boucler leur budget de fonctionnement (chauffage, électricité) et d'entretien (toits qui coulent, etc.). «C'est simple, les coûts d'énergie nous reviennent à 14 millions de plus par année que la subvention qu'on reçoit du gouvernement», explique M. Boucher. Pour chaque réparation effectuée, le ministère de l'Éducation couvre 66 % des frais engendrés, poursuit-il. Les 34 % restants doivent être fournis par les collèges. Quant au déficit d'entretien des infrastructures cumulé par tous les cégeps depuis 13 ans, il est de 35,8 millions.

Le rattrapage technologique coûte également très cher. Et le problème de la diminution de la clientèle liée à la dénatalité est réel. En région, le problème de recrutement ne fait qu'empirer le casse-tête financier que doivent résoudre les établissements d'enseignement collégial. Un sondage réalisé par la Fédération des cégeps en août dernier a révélé que les prévisions budgétaires pour 2007-08 sont déficitaires dans au moins 23 cégeps, dont 13 sont situés à l'extérieur de Québec et Montréal. Une fois de plus, ce manque à gagner a pu être comblé grâce à l'autofinancement.

Cégeps versus universités

N'empêche, certaines écoles s'en sortent mieux que d'autres. Étant moins touchés par une baisse de leur clientèle, les cégeps de la métropole et des grands centres urbains souffrent moins de la diminution de la manne provenant de formation continue. «Mais il n'y a pas un collège qui dirait que sa situation est tellement bonne que le réinvestissement fédéral ne serait pas nécessaire», assure M. Boucher. C'est pourquoi la Fédération des cégeps multiplie ses déclarations sur la place publique pour réclamer sa part des 188 millions dédiés à l'éducation postsecondaire venant du gouvernement fédéral, un montant qui est sur le point d'être redistribué entre les divers établissements.

Les cégeps, y compris les 24 établissements d'enseignement collégial privés, et les universités se retrouvent ainsi côte à côte dans la même galère. Chacune jouant un peu du coude, les institutions exigent leur juste retour des transferts fédéraux. La part réclamée par les cégeps? Quarante pour cent du lot, soit 75 millions. «Pas un sou de plus ni de moins», maintient le président de la Fédération.

«On n'a pas accès à des subventions fédérales comme les universités, mais la pression pour former des travailleurs est aussi forte et nos moyens ne se comparent pas. Je rappelle qu'on fait partie de l'enseignement supérieur et que 70 % des emplois qui vont être créés exigent au moins un diplôme d'études collégiales. Tout comme les universités, on a aussi notre rôle à jouer dans la prospérité et le développement économique du Québec», insiste-t-il en admettant garder bon espoir. «Mais même si on nous donne 75 millions, il va encore en manquer. C'est une bataille qu'on sera toujours prêt à reprendre», poursuit-il.

Loin de s'essouffler, Gaëtan Boucher en remet. Il demande que les transferts fédéraux à l'enseignement postsecondaire soient rétablis au niveau de 1994-95, ce qui représente une hausse de 2,2 milliards, soit 4,9 milliards en dollars courants pour l'ensemble des provinces. «Or, tout ce que Stephen Harper a remis aux provinces, c'est 800 millions. Si [les provinces] le voulaient, elles pourraient réclamer beaucoup plus», croit-il. En attendant que l'argent du fédéral soit déposé sur la table par le gouvernement Charest, les cégeps n'ont d'autre solution que de faire preuve de stratégie et d'innovation. «Avec toutes les contraintes, les compressions et le peu de réinvestissement [...], l'imaginaire et la créativité doivent être au rendez-vous pour assurer la continuité», conclut-il.

Génie - Une offre de programmes abondante - Les différentes écoles et facultés de génie ont chacune leurs particularités

Brigitte Saint-Pierre

La plupart des institutions universitaires du Québec, ainsi que l'Université d'Ottawa, forment de futurs ingénieurs. Elles ont chacune leurs particularités et leurs points forts. Tour d'horizon.

Un jeune qui souhaite devenir ingénieur et faire ses études au Québec ou à Ottawa a le choix entre différentes institutions universitaires. Les spécialités offertes peuvent varier d'un endroit à l'autre, mais aussi le mode d'enseignement, la place des stages dans la formation, voire les critères d'admission.

Polytechnique

L'École polytechnique a revu en 2005 l'ensemble de ses programmes de baccalauréat. «Le but est de former des ingénieurs qui sont mieux préparés à la mondialisation, à la concurrence internationale, des ingénieurs davantage orientés vers la conception, aptes à développer de nouveaux produits et services et à oeuvrer à l'international», indique Pierre G. Lafleur, directeur de l'enseignement et de la formation.

Il n'existe plus désormais de tronc commun aux différents programmes de baccalauréat: génie chimique, génie civil, génie électrique, génie géologique, génie industriel, génie informatique, génie logiciel, génie des matériaux, génie mécanique, génie des mines et génie physique. Les étudiants suivent des cours de spécialité dès la première année. Les nouveaux programmes comprennent un stage obligatoire rémunéré d'une durée minimale de quatre mois et des projets intégrateurs chaque année. «On cherche à développer chez les étudiants l'aptitude au travail en équipe ainsi que les habiletés personnelles et relationnelles, notamment la communication écrite et orale», affirme M. Lafleur.

Les étudiants ont par ailleurs la possibilité de suivre une partie de leur formation dans une institution d'un autre pays. Polytechnique accueille elle aussi beaucoup d'étudiants étrangers, qui représentent près de 20 % de sa population étudiante, sans compter les étudiants en échange.

À compter de l'automne prochain, Polytechnique offrira un baccalauréat en génie biomédical. «On planche aussi sur un programme en aéronautique», dit M. Lafleur.

Polytechnique offre déjà, conjointement avec l'École de technologie supérieure et les universités Concordia, McGill, Laval et Sherbrooke, une maîtrise en génie aérospatial ainsi que des programmes d'études supérieures en génie biomédical et dans plusieurs autres domaines.

ETS et UQAM

Alors que Polytechnique accueille majoritairement des diplômés en science de la nature au cégep, plus de 90 % des étudiants au baccalauréat à l'École de technologie supérieure (ETS), une composante du réseau de l'Université du Québec, détiennent un diplôme d'études collégiales techniques. «C'est une différence fondamentale entre notre institution et les autres facultés de génie au Québec», indique Louis Davignon, adjoint du directeur des affaires académiques à l'École de technologie supérieure.

«La formation à l'ETS a un caractère très pratique», ajoute-t-il. Cette caractéristique a une incidence sur les programmes proposés. L'ETS offre ainsi par exemple un baccalauréat en génie de la construction plutôt qu'en génie civil. «Le programme est beaucoup plus orienté vers la direction et la gestion concrète de chantiers de construction que ceux de génie civil», explique M. Davignon.

L'ETS se distingue aussi des autres institutions en offrant des programmes de baccalauréat en génie de la production automatisée, en génie des technologies de l'information et en génie des opérations et de la logistique. Elle dispense également des formations en génie logiciel, en génie électrique et en génie mécanique.

L'institution a opté pour l'enseignement coopératif. «Dans tous nos programmes de baccalauréat, les étudiants doivent faire trois stages obligatoires rémunérés», souligne M. Davignon. Les étudiants qui le souhaitent peuvent également suivre une partie de leur formation à l'étranger.

L'institution offre par ailleurs des programmes aux cycles supérieurs dans différents domaines, dont le génie de l'environnement, les technologies de la santé et les réseaux de télécommunications.

L'UQAM propose quant à elle un baccalauréat en génie microélectronique, le «seul programme de premier cycle dans ce domaine au Canada».

McGill

Contrairement à l'ETS et à l'instar de Polytechnique, la faculté de génie de l'Université McGill reçoit surtout des étudiants qui ont une formation scientifique générale plutôt que technique.

«Les notes requises pour l'admission à la faculté de génie de McGill sont les plus hautes au Québec et parmi les plus hautes au Canada», souligne Christophe Pierre, doyen de la faculté. «Cela se ressent. Nos étudiants sont très créatifs et entrepreneurs.»

Le quart des étudiants de premier cycle viennent de l'extérieur du Canada. «Cela crée un environnement unique, extrêmement multiculturel et multilingue», indique le doyen. Quelque 20 % des étudiants ont le français pour langue maternelle. Les étudiants ont par ailleurs la possibilité de faire une partie de leur scolarité à l'étranger.

À l'heure actuelle, environ 30 % des étudiants au baccalauréat font des stages en entreprise durant leurs études. La faculté souhaite porter cette proportion à 75 %.

Les programmes de baccalauréat en génie à l'université McGill sont les suivants: génie des bioressources, génie chimique, génie civil, génie informatique, génie électrique, génie mécanique, génie minier, génie des matériaux et génie logiciel. Le mode d'enseignement «est plutôt traditionnel», dit M. Pierre.

La faculté est en train de réformer ses programmes. Elle souhaite notamment inculquer des compétences professionnelles aux étudiants de premier cycle, par exemple en communication.

La faculté met par ailleurs beaucoup l'accent sur les cycles supérieurs et sur la recherche. «On recrute de par le monde nos étudiants de doctorat. On souhaite en accroître la qualité et la quantité», dit M. Pierre.

Concordia

L'une des particularités de la faculté de génie et d'informatique de l'université Concordia est son programme de baccalauréat en génie du bâtiment. «C'est un programme unique au Canada», indique Nabil Esmail, le doyen de la faculté. Le génie du bâtiment a trait non seulement à la structure du bâtiment, mais aussi par exemple au chauffage, à l'électricité, à la ventilation, à la climatisation, à l'acoustique et à l'économie d'énergie. Il s'agit d'un programme multidisciplinaire.

La faculté offre aussi un programme de premier cycle en génie logiciel, depuis 1998. «C'est le plus ancien programme de génie logiciel au Québec», mentionne

M. Esmail. La faculté propose également des programmes de baccalauréat dans les domaines suivants: génie civil, génie informatique, génie électrique, génie industriel et génie mécanique.

Les étudiants peuvent opter pour le régime coopératif et ainsi faire quatre stages durant leurs études. Ils ont aussi la possibilité de suivre une partie de leurs cours à l'étranger.

Quelque 10 % de l'ensemble des étudiants aux cycles supérieurs en génie au Canada étudient à l'université Concordia, affirme le doyen. L'université propose notamment une maîtrise en sécurité des technologies de l'information. «C'est le premier programme dans ce domaine au Canada», dit M. Esmail. Le programme de maîtrise sur la qualité et l'optimisation des procédés (Quality Systems Engineering) est aussi unique, indique-t-il. Cette discipline s'intéresse à la productivité, explique-t-il.

Pour l'avenir, la faculté compte notamment continuer d'améliorer ses programmes de premier cycle. «L'information technique change régulièrement. Nous avons l'intention de mettre davantage l'accent sur la transmission d'habiletés, incluant l'habileté à apprendre», dit le doyen.

Laval

La faculté des sciences et de génie de l'université Laval offre un environnement multidisciplinaire. L'université a des programmes uniques au Québec, comme des baccalauréats en génie des eaux, en génie géomatique, en génie du bois, en génie alimentaire et en génie agroenvironnemental. Elle propose aussi des formations en génie chimique, en génie civil, en génie des matériaux et de la métallurgie, en génie des mines et de la minéralogie, en génie électrique, en génie géologique, en génie informatique, en génie logiciel, en génie mécanique et en génie physique. Elle a en outre un projet de programme de baccalauréat en génie industriel, actuellement à l'étude.

Environ 75 % des étudiants à la faculté des sciences et de génie ont en poche un DEC général en sciences de la nature et quelque 25 %, un DEC technique, estime Guy Gendron, doyen de la faculté. Dans certains domaines, comme le génie mécanique et le génie chimique, les titulaires d'un DEC technique peuvent se voir reconnaître jusqu'à 30 crédits en équivalences et obtenir ainsi leur baccalauréat en trois ans plutôt qu'en quatre.

Les étudiants qui le désirent peuvent faire une partie de leur formation, en général un semestre, à l'étranger. La faculté a par ailleurs mis sur pied un programme de stages industriels (PSI) permettant aux étudiants d'effectuer un stage rémunéré d'un an dans une entreprise. «Le programme donne à des étudiants la possibilité de participer à des projets plus élaborés, souvent du début jusqu'à la fin», indique M. Gendron.

Sherbrooke

Les approches pédagogiques mises de l'avant par la faculté de génie de l'Université de Sherbrooke diffèrent de celles d'autres universités. «Les programmes sont axés sur le développement de compétences profession-

nelles», dit Gérard Lachiver, doyen de la faculté. La pédagogie par problèmes et par projets est mise de l'avant, explique-t-il.

La faculté accueille à la fois des étudiants qui ont un DEC général en sciences de la nature et d'autres qui ont un DEC technique. Elle offre des programmes de baccalauréat en génie biotechnologique, en génie chimique, en génie civil, en génie électrique, en génie informatique et en génie mécanique.

La faculté propose des programmes coopératifs, avec une alternance entre études et stages. Les étudiants font cinq stages de quatre mois. «C'est un point fort de la formation. Cela donne 20 mois d'expérience professionnelle aux étudiants», dit M. Lachiver. Les étudiants ont par ailleurs la possibilité de faire une année d'études et un stage à l'étranger.

La faculté propose également divers programmes de 2e et 3e cycles. Pour l'avenir, elle a l'intention non seulement de bien former à la recherche ses étudiants au doctorat, mais aussi de mieux les préparer à occuper d'autres types d'emplois dans l'industrie, indique le doyen.

UQAR, UQTR, UQAT et UQAC

Les établissements en région du réseau de l'Université du Québec forment aussi de futurs ingénieurs. L'Université du Québec à Rimouski (UQAR) propose des baccalauréats en génie électrique, en génie mécanique et en génie des systèmes électromécaniques de même qu'une maîtrise en ingénierie.

L'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) offre des programmes de baccalauréat en génie chimique, en génie électrique, en génie industriel, en génie informatique et en génie mécanique. «Le ratio professeurs/étudiants à l'école d'ingénierie est parmi les meilleurs au Québec, avec près d'un professeur pour 18 étudiants», affirme l'institution. L'UQTR propose aussi des formations de 2e et 3e cycles.

L'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) offre des programmes de maîtrise en génie minéral ou en ingénierie, et de baccalauréat en génie mécanique ou en génie électromécanique.

L'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) propose pour sa part des programmes de baccalauréat en génie électrique, en génie informatique, en

génie mécanique et en génie de l'aluminium. Il est également possible d'y faire une maîtrise ou un doctorat en ingénierie.

UQO et Ottawa

L'Université du Québec en Outaouais (UQO) offre quant à elle un baccalauréat en génie informatique et compte également proposer bientôt un baccalauréat en génie électrique.

La faculté de génie de l'Université d'Ottawa présente la particularité d'offrir des cours en français et en anglais. «Les programmes complètement en français sont disponibles dans à peu près la moitié des disciplines et dans l'autre moitié, il est possible de suivre les cours de première et de deuxième année en français et par la suite, les cours sont offerts en anglais», explique Claude Laguë, doyen de la faculté.

Celle-ci offre à des élèves québécois qui ont une moyenne d'au moins 85 % dans les cours de mathématiques et de science la possibilité d'entrer directement à l'université sans passer par le cégep, moyennant quelques cours d'appoint. Les diplômés du cégep peuvent pour leur part obtenir des équivalences.

Les étudiants qui ont une moyenne suffisamment élevée peuvent opter pour le régime coopératif et faire ainsi quatre stages rémunérés de quatre mois chacun. Il est possible dans certains cas de passer plus de temps au sein d'une même entreprise. Les étudiants qui le souhaitent peuvent par ailleurs faire une partie de leur scolarité à l'étranger.

La faculté a choisi au fil des ans de mettre un accent particulier sur le domaine des technologies de l'information. Elle offre des programmes de baccalauréat en génie informatique, en génie logiciel, en génie électrique, en génie mécanique biomédical, en génie chimique, en génie civil et en génie mécanique.

Elle propose également des programmes de 2e et 3e cycles. Elle a notamment l'intention de s'investir dans le secteur des énergies renouvelables. «On veut devenir un pôle d'attraction, un pôle d'excellence dans ce domaine-là au cours des prochaines années», dit M. Laguë.

Réseau universitaire - Il faut construire ! - L'ère des grands chantiers est loin d'être révolue

Alexandre Shields

Confrontées à une demande étudiante sans cesse croissante, plusieurs universités québécoises doivent développer de nouveaux espaces à la vitesse grand V. Et dans un contexte où la compétition entre les institutions se fait plus féroce que jamais, elles misent sur des installations des plus modernes, afin de mieux tirer leur épingle du jeu. Bref, malgré les récents déboires financiers de l'Université du Québec à Montréal, le boom immobilier se poursuit.

L'université Concordia, à Montréal, illustre bien le beau problème avec lequel les institutions québécoises de haut savoir sont aux prises. Depuis dix ans, elle a vu sa population étudiante bondir de près de 50 %, souligne Peter Bolla, vice-recteur associé à la gestion immobilière de l'établissement. «Ça a créé un manque d'espace énorme», ajoute-t-il.

Pour être en mesure de répondre adéquatement à cette demande accrue, l'université s'est lancée dans plusieurs projets de grande envergure. Elle a déjà inauguré deux nouveaux bâtiments depuis quatre ans. L'institution poursuit maintenant la construction du pavillon John Molson, un édifice d'une hauteur de 76 mètres, soit 15 étages, qui logera son école de gestion et s'élèvera du côté ouest de la rue Guy, au sud du boulevard de Maisonneuve. Le nouveau pavillon pourra accueillir les étudiants au mois de septembre 2009. L'université souhaite même obtenir une certification LEED («Leadership in Energy and Environmental Design») pour cet édifice qui lui coûtera 120 millions.

On compte également prolonger le réseau de tunnels souterrains. Même la Ville de Montréal met la main à la pâte, puisque tout le secteur subira une cure de jouvence pour faire du «Quartier Concordia» un endroit plus convivial. Coûts des travaux: 22 millions de dollars.

Et ce n'est pas tout. En 2004, la maison mère des soeurs grises située au centre-ville est aussi passée aux mains de l'institution anglophone. Déjà, Concordia occupe près de 40 % de l'espace disponible, converti surtout en résidences étudiantes. Peter Bolla indique qu'on y installera «éventuellement» la faculté des beaux-arts, au fur et à mesure de l'installation, qui s'échelonnent jusqu'en 2022. On prévoit par ailleurs bonifier substantiellement les installations sportives du campus Loyola, situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce. Les pelles mécaniques pourraient d'ailleurs s'activer dès cette année.

Malgré l'ampleur de ces «investissements à long terme», précise M. Bolla, «on ne fait que rattraper le retard pour nous assurer de fournir des espaces de qualité conçus pour l'enseignement et la recherche». Néanmoins, les efforts contribuent grandement à projeter l'image d'une institution dynamique. «Ça nous aide à attirer les étudiants et les professeurs. Ça nous aide à "vendre" l'université», juge-t-il. Et ces investissements sont de loin préférables à la location de locaux, une solution temporaire à laquelle de nombreux établissements sont obligés de recourir.

Un nouveau complexe à McGill

Le boom immobilier vécu par Concordia vaut évidemment pour d'autres universités, en premier lieu sa soeur anglophone. À McGill, on devrait couper le ruban du nouveau complexe des sciences en mai 2008. Et il s'agit du «plus gros projet de l'histoire de McGill», insiste Jim Nicell, vice-principal adjoint aux services universitaires. «Les sciences de la vie et biologiques sont très importantes pour McGill», souligne-t-il, ajoutant que les nouvelles installations contribueront à «attirer les meilleurs éléments». De plus, le tout «a été réalisé dans le respect des délais et des budgets prévus». Un autre immeuble de neuf étages, qui en est encore aux premières phases de réalisation, abritera à terme l'Institut montréalais de neurologie. Sans oublier l'agrandissement du stade Percival-Molson, dont Québec vient d'approuver les plans.

L'Université de Sherbrooke planche pour sa part sur son tout nouveau pavillon de Longueuil. Ce projet représente le geste le plus important posé par l'institution afin de «confirmer son enracinement en Montérégie et dans la grande région montréalaise». Évalué à 120 millions de dollars, il comprend un seul bâtiment de 16 étages relié directement au métro Longueuil-Université-de-Sherbrooke. «À l'ère où les formations universitaires se décloisonnent et où les mots interdisciplinarité et multidisciplinarité sont populaires au sein de la communauté universitaire», on a en effet décidé de faire cohabiter toutes les facultés sous le même toit.

L'immeuble permettra d'accueillir environ 3000 étudiants et étudiantes en même temps dans plus de 54 salles de classe. Il y aura également des laboratoires de pratiques en sciences infirmières, en enseignement informatique, en musique et en d'autres disciplines. On réservera enfin des espaces locatifs.

On s'active à Québec

Du côté de la ville de Québec, Denis Brière, recteur de l'université Laval, se dit particulièrement fier des travaux en cours de réalisation pour le pavillon Ferdinand-Vandry, qui profite d'une cure de jouvence au coût de 60 millions de dollars. D'ici 2010, ce pavillon, qui deviendra un vaste complexe de formation en sciences de la santé, doublera presque sa superficie pour accueillir les nouvelles cohortes d'étudiants des facultés de médecine, de pharmacie et des sciences infirmières. Selon M. Brière, ces travaux sont essentiels, surtout dans un contexte où la concurrence interuniversitaire est «internationale». Le nouveau complexe contribuera par ailleurs à assurer la formation des effectifs professionnels en santé pour la région de Québec-Chaudière-Appalaches et pour les régions de l'est du Québec.

On espère aussi lancer, poursuit M. Brière, les travaux du «super» pavillon de l'éducation physique et des sports (PEPS) «d'ici quelques semaines». On prévoit ainsi construire notamment un amphithéâtre-gymnase, pourvu de gradins d'une capacité de 3500 sièges, une piscine olympique et un centre de soccer intérieur. Les travaux sont évalués à plus de 70 millions de dollars



et tout le financement serait public. «Un des objectifs poursuivis par ce projet est de doter l'université Laval, la ville et la région de Québec d'une infrastructure sportive multisports de calibre international, largement ouverte sur la communauté régionale», explique Denis Brière.

Poids lourds à venir

Évidemment, LE gros projet des années à venir pourrait être le fait de l'Université de Montréal, avec son intention d'occuper le terrain de l'ancienne gare de triage à Outremont. S'il va de l'avant, ce méga-complexe universitaire de 1,2 milliard de dollars comprendrait pas moins d'une vingtaine de pavillons, des résidences universitaires de 800 à 1000 chambres, des logements et des immeubles locatifs. Les bâtiments, d'un total estimé de 275 000 mètres carrés, pourraient compter huit, six ou quatre étages, selon le cas, et leur livraison pourrait commencer en 2011.

Pierre Simonet, vice-recteur à la planification à l'Université de Montréal, est confiant que l'institution pourra, d'ici environ trois ans, commencer à s'installer sur le site. Il insiste toutefois pour dire que cet ambitieux projet se fera «par étapes».

L'institution, née en 1878, est très bien positionnée dans le domaine de la recherche universitaire. Or, pour maintenir ce leadership, elle a un impératif besoin de nouveaux espaces. M. Simonet estime qu'il manque actuellement 50 000 m² d'espaces, soit quatre à cinq pavillons. «Nous ne sommes pas en mesure de combler ce manque avec le site actuel», situé sur le flanc nord du mont Royal, explique-t-il.

Mais il reste beaucoup de chemin à parcourir avant la première pelletée de terre. Le Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM) s'oppose au projet et les résidents du secteur souhaitent obtenir l'assurance qu'il s'intégrera pleinement au tissu urbain avoisinant. L'École des hautes études commerciales de Montréal voit toutefois le projet de la gare de triage d'un bon oeil. Confronté à un manque criant de locaux, l'établissement pourrait utiliser certains espaces laissés vacants par l'Université de Montréal, selon Hervé Goyette, porte-parole de l'établissement. Dossier à suivre...

La saine gestion plus que jamais à l'ordre du jour

Alexandre Shields

Après les déboires financiers majeurs qu'a connus l'Université du Québec à Montréal avec ses récentes mésaventures immobilières, toutes les universités insistent pour dire que leurs grands projets de développement sont frappés du sceau de la saine gestion.

«On a toujours géré nos projets avec prudence, explique Peter Bolla, vice-recteur associé à la gestion immobilière de l'université Concordia. On a un comité de planification immobilière et le tout est surveillé rigoureusement par le conseil d'administration. Aussi, on attend d'avoir les fonds avant de commencer tout projet. Ce n'est pas lié à l'UQAM, parce qu'on fonctionne toujours comme ça. Et ça donne de bons résultats, puisque nos projets arrivent dans les échéanciers et les budgets.»

Même son de cloche du côté de l'université McGill. Jim Nicell, vice-principal adjoint aux services universitaires, souligne d'ailleurs que l'université s'est dotée «d'un bon système de gestion des grands projets, avec des évaluations constantes à toutes les étapes. Nous pouvons donc voir venir quelque

problème que ce soit dans le processus. De plus, les projets sont clairement définis dès le départ».

Le financement demeure néanmoins problématique, selon lui. «Nous ne recevons pas assez d'argent du gouvernement du Québec, pas seulement pour les nouveaux projets, mais aussi pour la rénovation des pavillons existants. Il ne faut pas oublier que nous avons de vieux édifices.»

Le recteur de l'université Laval, Denis Brière, explique que la question de la gestion des grands projets est «très sensible». Dans ce domaine, ajoute-t-il, «je ne peux que déplorer le sous-financement des universités». Toutefois, indique le recteur, «il ne faut pas demander de l'argent pour demander de l'argent. Il faut plutôt se demander comment on peut travailler avec le gouvernement et le secteur privé pour l'avancement des connaissances, pour être plus compétitifs, et comment nos étudiants peuvent plus collaborer au développement économique, social et environnemental [de l'université]».

«On a une tradition: si on a pas d'argent, on ne le fait pas», lance pour sa part Hervé Goyette, de l'École des hautes études commerciales de Montréal.

Actualités : Montebello (suite) – Cégep sans DES - Allophones au cégep anglais - Québec sans pauvreté

LE DEVOIR : Perspectives : L'anxiété linguistique - Les allophones fréquentent moins les cégeps anglophones - Édition du samedi 26 et du dimanche 27 janvier 2008

Clairandree Cauchy

L'anxiété linguistique qui resurgit à la lumière des données de Statistique Canada sur le recul du français à Montréal et des études qui dorment sur les tablettes de l'Office québécois de la langue française incite ces jours-ci plusieurs observateurs à chercher à droite et à gauche des moyens d'endiguer l'érosion de la langue de Molière.

On se questionne de nouveau sur les champs qui échappent au rayon d'action de la loi 101, tels les garderies, les petites entreprises ou encore les cégeps. Dans le cas du réseau collégial, on constate que près de la moitié des collégiens allophones, soit 48 %, fréquentent le réseau anglophone. Cette proportion est cependant en diminution constante depuis le sommet de 52 % atteint en 2003.

Lorsqu'on considère uniquement les nouvelles inscriptions au collégial, la légère tendance à la baisse s'observe sur une plus longue période. La proportion des enfants de la loi 101 qui se dirigent vers un cégep anglais diminue sans cesse depuis le sommet de 45,8 % atteint en 2001, pour s'établir à 39,3 % en 2006.

Notons cependant que ce pourcentage est encore loin de ce qu'il était en 1987, alors que 17 % de ses allophones scolarisés en français au secondaire optaient pour le cégep anglais. La tendance coïncide avec la mise en place des commissions scolaires linguistiques en 1998. Auparavant, de nombreux élèves allophones fréquentaient les secteurs français des commissions scolaires protestantes, côtoyant ainsi les anglophones dans les cours d'école. Conseiller politique du premier ministre Lucien Bouchard à l'époque, Jean-François Lisée rappelle qu'on avait à l'époque de grandes attentes à l'égard de cet important changement de structures, espérant que les allophones seraient beaucoup plus nombreux à poursuivre leurs études en français. «On voit un petit mouvement, mais il n'est pas significatif. Il n'y a pas un changement à la hauteur de la réforme structurelle qu'étaient les commissions scolaires linguistiques», fait observer M. Lisée, aujourd'hui au

Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM).

Le PQ choisit d'autres fronts

Au Parti québécois, on n'est guère enclin à réveiller le débat sur l'imposition de la loi 101 au réseau collégial. «Ce n'est pas sur ce front qu'on veut mener la bataille», résume la porte-parole péquiste en matière d'éducation, Marie Malavoy, prenant toutefois soin de préciser que le portrait peut toujours changer au fil des différents conseils nationaux de son parti.

La formation souverainiste mise plutôt sur des propositions pour améliorer la francisation des immigrants, élargir l'application de la loi 101 aux entreprises de 25 à 50 employés ou encore sur le colmatage de la brèche de la loi 101 qui permet à des élèves de fréquenter le réseau anglophone après un bref séjour dans une école privée anglaise non subventionnée.

La voie de la loi 101 au cégep est difficilement praticable, selon Mme Malavoy. Cela implique des considérations juridiques importantes, étant donné que l'obligation de fréquentation scolaire s'arrête à 16 ans.

C'est aussi l'avis de Gérald Larose, qui présidait en 2001 la Commission des états généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec. «Les juristes nous avaient dit qu'il y avait là un terrain glissant», rappelle M. Larose. Son rapport déconseillait à l'époque l'assujettissement des cégeps à la loi 101 mais plaidait pour un meilleur enseignement du français dans les collèges anglophones, afin que les futurs techniciens maîtrisent la terminologie française de leur métier.

Entre le statu quo et la loi 101 au collégial, Jean-François Lisée trace une troisième voie dans son livre sur l'identité québécoise, Nous, paru cet automne. Il suggère de fusionner les réseaux anglophone et francophone pour réunir tous les collégiens dans un parcours bilingue. Les trois quarts de la formation, autant préuniversitaire que technique, seraient offerts en français et le dernier quart, en anglais.

«Cela répondrait à une demande constante des parents québécois franco-phones et anglophones, qui se plaignent que leurs enfants n'ont pas une

bonne connaissance de la langue seconde au secondaire», souligne M. Lisée. Il brandit, pour appuyer ses dires, un sondage réalisé par Léger Marketing, l'automne dernier, montrant que 76 % des parents francophones et 61 % des non-francophones seraient favorables à sa proposition. M. Lisée reconnaît toutefois que l'implantation d'une telle réforme pourrait s'avérer ardue à l'extérieur de la région métropolitaine et suggère de commencer par instaurer des projets-pilotes dans les cégeps montréalais.

La responsable de l'éducation au PQ accueille cette proposition avec réserve. «C'est une idée qui alimente le débat. Cela ne veut pas dire que c'est applicable dans la réalité», fait observer à titre personnel Mme Malavoy, avouant être elle-même peu portée sur les débats de structures. Gérald Larose estime pour sa part que la proposition de M. Lisée pourrait nuire au français dans le cadre constitutionnel actuel mais qu'elle s'avérerait très intéressante si le Québec devenait souverain.

LE SOLEIL : Développement de jeux: le Cégep de Lévis-Lauzon reçoit l'aide de Microsoft - Le jeu-di 24 janvier 2008

Yves Therrien, Le Soleil, Québec

Le Cégep de Lévis-Lauzon est la première institution d'enseignement collégial ou universitaire au Québec à signer un partenariat avec Microsoft concernant un programme pédagogique pour le développement de jeux sur la console Xbox 360.

Pour le professeur Gilles Champagne, à l'origine du projet de développement des jeux au département d'informatique, l'entente permettra d'avoir accès à des ressources comme des tutoriels ou les outils de développement de plateforme XNA pour la création de jeux, même des forums et des séminaires de formation spécialisés. L'an passé, les étudiants ont développé de A à Z un jeu pour ordinateur, mais cette année, en raison de l'entente avec Microsoft, qui a aussi fourni deux consoles pour le cours, le projet sera réalisé pour la console Xbox 360. «Au terme de ce programme, les étudiants posséderont non seulement une base solide en infographie et une bonne connaissance du processus de développement d'un jeu, mais aussi une expertise unique sur la Xbox 360», ajoute M. Champagne. Cette entente sera profitable pour le Cégep, les professeurs et les étudiants, souligne le responsable de l'informatique, Yannick Gagné. Ça les rapproche-

ra du marché du travail, où on sait qu'il y a une pénurie d'employés spécialisés dans le monde du jeu.

De son côté, Christian Beauclair, conseiller au développement chez Microsoft, rappelle qu'une des priorités du géant de l'informatique «est d'encourager l'innovation, la créativité et le divertissement dans les technologies. La plateforme XNA est une excellente opportunité pour les étudiants de se familiariser avec le développement de jeux, ce qui les aidera à se préparer à une carrière prometteuse dans un marché du travail hautement orienté vers les technologies».

D'ailleurs, l'industrie du jeu n'hésite pas à investir plusieurs millions de dollars pour le développement de jeu, et les profits se compare avantageusement à la production au cinéma. Citant quelques études, le professeur Champagne rappelle que l'industrie du jeu a le vent dans les voiles, surtout que les profits générés sont très importants. Il donne l'exemple du film SpiderMan 3 qui a généré 600 millions \$ en profit alors que le jeu Halo 3 a généré 560 millions \$. Dans le cas du film, le ratio profit-investissement est de 46 %, alors qu'il est de 80 % pour le jeu.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Cégeps : Les profs inquiets - Mise à jour: vendredi 25 janvier 2008

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal

Les profs de cégeps s'inquiètent qu'on permette à des jeunes qui n'auront pas obtenu leur diplôme du secondaire d'être admis au collégial.

À compter du printemps, des jeunes pourront quand même entrer au cégep même s'il leur manque six crédits. Cela représente, par exemple, un cours de français de cinquième secondaire ou un cours de mathématiques de quatrième secondaire.

Les étudiants qui profiteront de ce passe-droit devront toutefois compléter les cours manquants pendant leur première session.

Cette modification à la loi inquiète les profs qui jugent qu'on accepte des jeunes n'ayant pas le bagage nécessaire pour réussir.

«Ça nous préoccupe. La première session au cégep est déjà suffisamment difficile pour les étudiants», affirme Mario Beauchemin, président de la Fédération des enseignants de cégeps.

«Pour l'instant, cette façon est ouverte à tout le monde. On espère que ça va être limité seulement aux étudiants qui n'ont eu qu'un accident de parcours et non aux étudiants trop faibles», ajoute-t-il.

Étudiants satisfaits

La Fédération étudiante collégiale du Québec est d'avis que cette nouvelle mesure permettra de ne pas pénaliser un étudiant qui souhaite être admis dans une technique ouverte qu'à une certaine période de l'année, à l'automne par exemple.

«Ça a un impact positif pour les jeunes qui pourraient être tentés de décrocher parce que leur parcours est ralenti», affirme la présidente de l'organisme, Geneviève Bond-Roussel.

RADIO-CANADA / MAISONNEUVE EN DIRECT : Plus besoin de diplôme pour entrer au cégep - Le 24 janvier 2008

<http://www.radio-canada.ca/radio/maisonneuve/24012008/96365.shtml>

Il ne sera plus nécessaire d'avoir un diplôme d'études secondaires (DES) pour être admis au cégep, en vertu d'un nouveau règlement. Les élèves à qui il manque six crédits ou moins pour obtenir leur DES pourront donc entrer au cégep, à condition de suivre les cours manquants pendant le premier trimestre au collégial.

La Centrale des syndicats du Québec craint que cela ne dévalorise le DES et ne compromette la réussite des collégiens. La Fédération des enseignants et enseignantes de cégep redoute que la tâche des professeurs ne soit alourdie. Toutefois, la Fédération nationale des enseignants du Québec croit

que ces nouveaux critères peuvent favoriser le raccrochage de certains étudiants. Du côté des collégiens et des cégeps, la réaction est positive.

Et vous, êtes-vous d'accord avec un assouplissement des critères d'admission au cégep?

Les invités de **Pierre Maisonneuve** : **Michelle Courchesne**, ministre de l'Éducation, **Geneviève Bond-Roussel**, présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, et **Mario Beauchemin**, président de la Fédération des enseignants et enseignantes de cégep.

LE DEVOIR : 1^{ère} page : Plus besoin de diplôme d'études secondaires pour être admis au cégep - Édition du jeudi 24 janvier 2008

Clairandree Cauchy

Le diplôme d'études secondaires (DES) ne sera plus obligatoire pour être admis au cégep. C'est du moins ce que prévoit la nouvelle mouture du règlement sur le régime d'études collégiales, parue la semaine dernière dans la Gazette officielle du Québec et qui devrait entrer en vigueur au printemps.

Des élèves à qui il manque six crédits et moins pour obtenir leur DES pourront être admis au cégep à la condition de compléter leurs cours manquants lors de leur premier trimestre au collégial. Six crédits, cela peut notamment correspondre à un cours de mathématiques de quatrième secondaire ou au cours de français de cinquième secondaire.

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) s'élève contre cette révision des critères, craignant que cela ne dévalorise le DES et compromette la réussite des collégiens. Le syndicat s'inquiète d'une éventuelle surcharge pour les collégiens qui, lors de leur premier trimestre, devraient suivre à la fois leurs cours de secondaire et de cégep. «Le premier trimestre est crucial pour la réussite: ça passe ou ça casse. On n'aide pas les étudiants si on les met dans une situation où ils ont plus de chances d'échouer que de réussir», a fait valoir la troisième vice-présidente de la CSQ, Diane Charlebois.

Son collègue de la Fédération des enseignants de cégeps, Mario Beauchemin, estime que cela alourdira la tâche des enseignants. «On voit de plus en plus de jeunes moins bien préparés aux études collégiales, plus faibles, ou qui vivent avec des handicaps. Les enseignants doivent faire davantage de



gestion de classe. Si on admet des étudiants qui n'ont pas tous les préalables, ça va ajouter à la détresse des enseignants», a affirmé M. Beauchemin.

L'inquiétude semble cependant moins vive chez les autres syndicats d'enseignants. «Il y a une nette tendance à réduire les exigences. Cela nous laisse perplexes. [...] Il faudra faire en sorte que les cours de mise à niveau soient financés adéquatement», a soutenu le responsable des communications de la Fédération autonome du collégial (FAC), Guy Desmarais.

La Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) promet elle aussi de «gratter un peu» en ce qui a trait à «l'abaissement du niveau». Le président Ronald Cameron considère cependant que ces nouveaux critères peuvent être bénéfiques pour favoriser le raccrochage de certains étudiants.

Du côté des étudiants, l'idée est accueillie plutôt favorablement. «Cela permet à des étudiants de ne pas être ralentis toute une année dans leur cheminement collégial, par exemple lorsque l'entrée dans un programme technique n'est possible qu'à l'automne», a indiqué la présidente de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Geneviève Bond-Roussel.

À la Fédération des cégeps, on approuve la mesure, estimant que cela permet «d'élargir l'accessibilité des études collégiales», a expliqué le responsable des communications, Caroline Tessier.

La Fédération se réjouit également de la décision de Québec de permettre aux cégeps d'admettre des jeunes qui ont passé plus de deux ans loin des banquettes de classes si l'établissement juge qu'ils possèdent «une formation et une expérience [...] suffisantes». Dans ce dernier cas, le collège pourra exiger des activités de mise à niveau pour compenser la formation manquante. «Cela établit une équité entre le réseau universitaire -- qui pouvait déjà admettre de tels étudiants -- et le réseau collégial», a indiqué

Mme Tessier. La FECQ met cependant en garde contre la course effrénée des cégeps pour recruter une clientèle étudiante, ce qui pourrait inciter certains à trop réduire leurs exigences. «Il faudra des balises ministérielles claires», a souligné Mme Bond-Roussel.

Outre les conditions d'admission, le règlement publié dans la Gazette officielle permettra aux collèges de décerner des diplômes d'études collégiales sans mention, un peu comme les universités le font déjà par le cumul de trois certificats. Il s'agirait d'un diplôme décerné à un étudiant ayant cumulé des cours dans différents programmes correspondant «au poids d'un DEC». «C'est une mesure pour favoriser la réussite et la diplomation», a ajouté Mme Tessier.

Là aussi, les syndicats s'interrogent sur la pertinence d'une telle mesure. «C'est douteux. On se demande si on n'est pas en train de réaliser une opération statistique pour augmenter le nombre de diplômés», a affirmé Guy Desmarais, de la FAC.

La présidente de la FECQ, Mme Bond-Roussel, met aussi en doute la pertinence du DEC par cumul, le qualifiant de «DEC en rien», qui ne signifie rien de tout sur le marché du travail ou pour la préparation aux études universitaires.

Québec ouvre par ailleurs la porte à la création de programmes de formation technique spécialisés offerts aux titulaires d'un DEC technique lorsqu'aucun programme universitaire n'est offert dans cette discipline. Cette possibilité est accueillie favorablement de façon unanime dans le milieu collégial.

Le nouveau règlement découle des discussions tenues lors du Forum sur l'avenir du réseau collégial, convoqué en 2005 par le ministre de l'Éducation à l'époque, Pierre Reid.

LA PRESSE : Chronique : La langue collégiale, par Rima Elkouri - Le jeudi 24 janvier 2008

Faut-il relancer l'idée controversée d'étendre le filet de la loi 101 au collégial? La question se pose quand on regarde les statistiques sur la fréquentation du cégep français par les allophones.

Trente ans après l'entrée en vigueur de la loi 101, environ la moitié d'entre eux (48%) choisissent encore de poursuivre leurs études postsecondaires en anglais. Et il va sans dire que ce choix a plus d'impact à long terme sur le paysage linguistique québécois que celui de la langue dans laquelle on chante les comptines dans les CPE.

Étant donné que 96% des CPE offrent déjà leurs services en français, on comprend mal l'urgence d'obliger une poignée d'enfants d'immigrés, qui de toute façon fréquenteront l'école française, à aller dès le berceau dans un CPE francophone. Ce serait dépenser beaucoup d'énergie pour bien peu de résultats. Pauline Marois, qui a fini par désavouer lundi ses députés séduits par cette idée, semble l'avoir vite compris.

Si la question de la langue au collégial apparaît certainement moins futile que celle de la francisation des bébés, il serait exagéré de dire que l'avenir de la langue française repose sur les épaules des cégépiens allophones. Les statistiques récentes montrent que la proportion d'allophones qui choisit de fréquenter le cégep français a tout de même augmenté légèrement depuis cinq ans, passant de 43% en 2001 à 47% à 2006. Une progression lente, mais constante. Cela dit, ce serait aussi faire preuve d'angélisme que de nier la force d'attraction de l'anglais. On a beau retourner les statistiques dans tous les sens, voir le verre à moitié plein ou à moitié vide, il reste que, bon an, mal an depuis 10 ans, un élève allophone sur deux fait le choix du cégep anglais - un choix qui a un impact à long terme sur la langue de travail. Dans une société minoritaire francophone, c'est loin d'être anodin.

La question est maintenant de savoir pourquoi un nombre important de collégiens font le choix du cégep anglais. En 2001, la commission Larose sur l'avenir de la langue française disait être convaincue que c'est le désir d'améliorer la connaissance de l'anglais qui pousse les jeunes à fréquenter les cégeps anglais. Et on ne parle pas ici que des élèves allophones. Quel-

que 4% des élèves de langue maternelle française choisissent aussi d'aller au collégial anglais (ce qui représentait plus de 6000 élèves en 2006). Un choix qui peut sembler tout à fait légitime compte tenu du fait que le système scolaire francophone québécois ne permet pas en ce moment à ses élèves d'en sortir avec une maîtrise adéquate de l'anglais. (Et que dire de la maîtrise du français)

Plaidant en faveur du libre choix, la commission Larose qualifiait de «mesure draconienne» la proposition d'étendre au collégial les obligations de la loi 101. On craignait une «dérive potentielle», estimant que «le débat est mal engagé lorsqu'il fait reposer surtout sur l'attitude d'une minorité d'étudiants au collégial, fils et filles de nouveaux arrivants pour la plupart, le sort du français au Québec.» Soit. La réflexion est encore plus pertinente six ans plus tard. On a eu assez du débat mal engagé sur les accommodements raisonnables. On n'a certainement pas besoin d'en ajouter en faisant le procès de jeunes qui aspirent à améliorer leur connaissance de l'anglais.

Que faire, alors? Dans son essai Nous, Jean-François Lisée propose une mesure moins draconienne que celle d'imposer la loi 101 au collégial, mais potentiellement tout aussi compliquée et controversée. Il s'agirait de fusionner les réseaux francophone et anglophone des cégeps de manière à avoir des cégeps nouveaux où les trois quarts de l'enseignement seraient prodigués en français, le quart en anglais. Voilà qui empêcherait, croit-il, une proportion importante de nos élites d'être formées dans un milieu anglophone. On se retrouverait ainsi, espère-t-il, avec une population étudiante vraiment bilingue à la sortie du cégep, tout en faisant un pas important pour la prédominance du français.

Je suis loin d'être sûre que cette solution laborieuse soit viable. Cela dit, elle a le mérite de proposer autre chose que le statu quo. Car on aurait tort de penser qu'il n'y a pas aussi «dérive potentielle» quand 50% de jeunes issus de l'immigration non francophone choisissent de poursuivre leur vie en anglais. On aurait tort de ne pas entendre le message qu'ils nous lancent.

CYBERPRESSE : Le DES ne sera plus requis pour être admis au cégep - Le jeudi 24 janvier 2008

La Presse Canadienne, Montréal

Le diplôme d'études secondaires (DES) ne sera plus obligatoire pour être admis au cégep, selon ce que prévoit le règlement sur le régime d'études collégiales paru la semaine dernière dans la Gazette officielle du Québec et qui devrait entrer en vigueur au printemps.

Des élèves à qui il manque six crédits et moins pour obtenir leur DES pourront être admis au cégep à la condition de compléter leurs cours manquants lors de leur premier trimestre au collégial.

Un total de six crédits peut notamment correspondre à un cours de mathématiques de quatrième secondaire ou au cours de français de cinquième secondaire.

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) craint que cela ne dévalorise le DES et compromette la réussite des collégiens. Elle s'inquiète aussi d'une

éventuelle surcharge pour les collégiens qui, lors de leur premier trimestre, devraient suivre à la fois leurs cours de secondaire et de cégep.

La Fédération des enseignants de cégep ajoute que la tâche des enseignants sera désormais alourdie. Déjà, affirme-t-elle, le collégial accueille un plus grand nombre de jeunes moins bien préparés aux études, plus faibles, ou qui vivent avec des handicaps.

Toutefois, la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN) considère que ces nouveaux critères peuvent être bénéfiques pour favoriser le raccrochage de certains étudiants.

Quant à la Fédération étudiante collégiale du Québec, elle accueille plutôt favorablement la mesure car elle permettra à des étudiants de ne pas être ralentis toute une année dans leur cheminement collégial.

La Fédération des cégeps ajoute que la mesure permettra d'élargir l'accessibilité des études collégiales.

Denis Lessard, La Presse, Québec

Après 30 ans d'application de la loi 101, une majorité d'élèves allophones optent toujours pour l'anglais quand ils frappent à la porte du réseau collégial: ce constat embarrassant se retrouvera dans le bilan quinquennal sur la situation du français que doit publier le mois prochain l'Office de la langue française.

Selon les données fournies hier à *La Presse* par le ministère de l'Éducation, 48% des élèves de langue maternelle «autre» que le français ou l'anglais avaient opté pour le réseau collégial anglophone en 2006. En outre, 5% avaient choisi un cégep où on donnait des cours en anglais, en plus de l'enseignement en français. Finalement, seulement 47% des allophones ont opté pour le réseau collégial de la majorité francophone, selon les données de septembre 2006. En chiffres absolus, 9298 élèves sont allés au cégep anglophone tandis que 9101 sont restés dans le sillon francophone.

L'année précédente, c'est 50% qui avaient opté pour le réseau anglophone (9233), 5% étaient allés dans des institutions bilingues; 45% des élèves allophones (8427) avaient choisi de poursuivre leurs études secondaires en français par un collégial dans la même langue. Sur les 10 dernières années, on constate cependant une augmentation graduelle de la proportion d'allophones qui optent pour le réseau collégial anglophone.

À l'époque, on croyait que la mise en place de commissions scolaires linguistiques plutôt que confessionnelles inciterait les allophones à poursuivre leurs études en français au niveau collégial. Ce ne fut pas le cas.

Ce constat est l'une des préoccupations des membres de l'Office de la langue, qui se réuniront à nouveau au début de février pour prendre connaissance de l'ébauche du bilan quinquennal de la situation du français - une obligation faite à l'Office de la langue française, conséquence d'un engagement pris par Québec en 2002, après les états généraux sur la langue dirigés par l'ex-syndicaliste Gérald Larose.

Du travail à faire

En mai 2000, le premier ministre péquiste Lucien Bouchard avait fait l'objet d'intenses pressions de ses militants réunis en congrès pour que Québec étende au collégial les mêmes obligations de fréquentation du réseau francophone, qui sont imposées au secondaire. Québec avait alors lancé un débat de plusieurs mois avec les états généraux sur la langue. La question était réapparue, au congrès de la «saison des idées» en juin 2005, vite évacuée par la démission dramatique du chef péquiste, Bernard Landry.

Le bilan linguistique montrera, indiquent des sources à l'Office de la langue, qu'il «reste du travail à faire du côté de l'intégration des immigrants». L'immigration non francophone (environ 60% des nouveaux arrivants) connaît bien davantage l'anglais que le français, indique-t-on dans les coulisses. Ces nouveaux arrivants éprouveront des problèmes d'intégration surtout durant les cinq premières années de leur séjour. «L'intégration est une entreprise de longue haleine, sur plusieurs générations», observe-t-on. La force de l'anglais ne se dément pas, dans bon nombre de champs d'activité.

Les francophones minoritaires

La ministre des Communications, Christine St-Pierre, a déjà eu une présentation sur la mise à jour d'une étude du démographe Marc Termote, a indiqué hier Gérald Paquette, porte-parole de l'Office. Dans sa première étude, en 1999, le spécialiste de l'INRS-Urbanisation prédisait que les francophones seraient minoritaires dans l'île de Montréal, à partir de 2021.

Or, les données du recensement de 2006, publiées par Statistique Canada en décembre dernier, montrent que c'est déjà le cas. Les Montréalais de langue maternelle française ne comptent que pour 49,8% de la population de l'île de Montréal.

L'étude devrait être publiée en même temps que le bilan sur la situation du français et de nombreux autres rapports, a indiqué hier Marie-Hélène Paradis, porte-parole de la ministre St-Pierre. Il s'agit, indique-t-on par ailleurs, de mises à jour d'enquêtes déjà réalisées sur la place du français au travail ou la fécondité des divers groupes linguistiques.

MÉTRO : Collectif pour un Québec sans pauvreté : un an pour recueillir des milliers d'appuis - Mercredi 23 janvier 2008

Collectif pour un Québec sans pauvreté

Un an pour recueillir des milliers d'appuis

JEAN PHILIPPE ANGERS
angersjp@metronouvelles.com

PÉTITION. Le Collectif pour un Québec sans pauvreté espère déposer une pétition d'au moins 100 000 signatures à l'Assemblée nationale l'automne prochain.

«C'est un minimum pour avoir un certain poids politique», a affirmé hier la responsable des communications pour le Collectif, Solène Tanguay.

Un précédent

Une telle pression citoyenne avait mené en 2002 à l'adoption de la loi 112 visant à lutter contre la pauvreté. Cinq ans plus tard, le Collectif estime que le Québec a reculé au lieu d'avancer.

«Les personnes seules continuent d'avoir vraiment la vie dure, a déclaré la porte-parole Micheline Belisle. Il faut arrêter de voir le soutien au revenu comme une dépense sociale pour le considérer comme un investissement social.»

Des demandes précises

La campagne Mission collective : bâtir un Québec sans pauvreté s'échelonne sur un an, avec trois demandes pré-



Selon la porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté, Micheline Belisle, «la pauvreté est une décision politique.»

cises à la clé : l'accès à des services publics universels de qualité; le rehaussement du salaire minimum à 10,16 \$ l'heure afin qu'une personne seule travaillant 40 heures par semaine sorte de la pauvreté; et la hausse des prestations publiques pour assurer un revenu à tous d'au moins 13 267 \$ par année.

En un mois, le Collectif a déjà reçu l'engagement de divers organismes pour l'obtention de quelque 89 000 signatures. Il reste onze mois pour s'approcher des 215 000 signatures obtenues en 2002 en deux ans et demi.

Qu'en pensez-vous?
opinions@metronouvelles.com

215 000

Afin d'avoir un certain poids politique, le Collectif souhaite que 215 000 personnes aient signé sa pétition d'ici 11 mois.

La Presse Canadienne, Montréal

La campagne «Mission collective: bâtir un Québec sans pauvreté», lancée le 28 novembre, a jusqu'à présent reçu l'appui de plus de 89 000 personnes de partout dans la province.

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté a emprunté un chemin particulier pour obtenir ces appuis: les particuliers et les organisations souhaitant manifester leur accord avec les objectifs de la campagne doivent commander et signer des cartons qui sont ensuite réexpédiés.

Cette méthode fait en sorte que chaque signature a plus de poids que la simple parache d'une pétition. Elle permet aussi de distinguer l'action du Collectif de celles des autres organisations qui font un travail comparable.

Lors d'une conférence de presse tenue mardi matin à Montréal, le Collectif a tenu à rappeler ses trois grandes demandes, soit l'accès à des services

publics universels de qualité, le rehaussement du salaire minimum de façon à permettre aux travailleurs de sortir de la pauvreté, ainsi que la hausse des prestations publiques pour assurer des conditions de santé et de dignité à toute personne qui n'a pas un revenu suffisant.

En entrevue à La Presse Canadienne, la responsable des communications, Solène Tanguay, a reconnu que depuis la naissance du Collectif, il y a une dizaine d'années, la situation des moins fortunés n'a progressé que lentement, au Québec, ajoutant qu'elle a même parfois reculé.

Néanmoins armée d'optimisme, Mme Tanguay dit croire que la mobilisation constitue le plus important levier à la disposition des Québécois soucieux d'améliorer leur qualité de vie et celle de leurs concitoyens.

LA PRESSE : Opinion : Fiasco policier à Montebello, par Claude Généreux, Secrétaire-trésorier du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) - Vendredi 18 janvier 2008

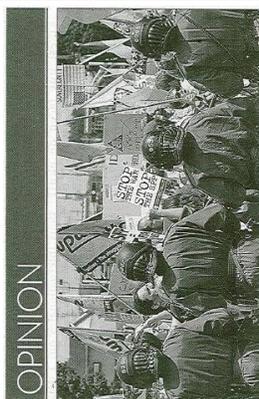


PHOTO FRANÇOIS ROY, ARCHIVES LA PRESSE
En surmembre, les policiers seraient au moins pu acquiescer aisément de leur mission, qui est d'assurer la sécurité et le respect des libertés fondamentales.

Fiasco policier à Montebello

antennement, l'agent qui brandissait une pierre la cognée contre le bouclier et la visière d'un agent en uniforme, pour ensuite prendre l'assaut sur les policiers aux acolytes et se faire «arrêter».

Jusqu'à maintenant, la direction de la SQ, avec l'appui des ministres Stockwell Day et Jacques Gauthier, a refusé de reconnaître le fait que ses trois sbires n'ont rien commis de reprochable ce jour-là. Une multitude d'organismes de la société civile n'en croient rien et ont demandé que la direction de la GRC remonte la filière de commandement jusqu'à la source de ce maintienement illégitime de provocation.

Qui a toutes les apparences d'une opération illégitime de provocation. Les policiers ont été dérangés par la British Columbia Civil Liberties Association affirmant que les corps policiers à Montebello ont été accusés de harcèlement, de gaz poivre et de balles de plastique en plus de filmer les manifestants descendant des autobus et de contrôler leur identité.

Les policiers ont été affectés ce jour-là à des opérations qui ont mis en danger les manifestants et bafoué leurs droits fondamentaux. Au tour de la GRC de reconnaître l'existence de l'opposition à Québec et à Ottawa, de forcer la tenue d'une enquête pour démasquer les incompétents ou les criminels.

CLAUDE GÉNÉREUX
L'auteur est secrétaire-trésorier national du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).

La Presse vient de nous apprendre que la facture partielle du sommet Bush-Harper-Calderon s'élève maintenant à 28 millions de dollars, dont 13,4 millions pour la GRC et 7 millions pour la Sûreté du Québec.

En pareil surmembre, les policiers ont été affectés ce jour-là à des opérations qui ont mis en danger les manifestants et bafoué leurs droits fondamentaux. Au tour de la GRC de reconnaître l'existence de l'opposition à Québec et à Ottawa, de forcer la tenue d'une enquête pour démasquer les incompétents ou les criminels.

LA PRESSE : Montebello: facture salée pour les contribuables : Le sommet de Montebello aura coûté plus d'un million de dollars l'heure - Le mercredi 16 janvier 2008

Gilles Toupin, La Presse, Ottawa

La grande rencontre qui a duré un peu moins de 22 heures en août dernier au Château Montebello entre le premier ministre Stephen Harper, le président américain George W. Bush et le président mexicain Felipe Calderon a coûté aux contribuables, pour les seuls services de la Gendarmerie royale du Canada, 13,4 millions de dollars.

Si l'on ajoute les dépenses déjà connues pour les services de la Sûreté du Québec, de la police d'Ottawa et du ministère des Affaires étrangères, ce petit sommet éclair sur le Partenariat pour la prospérité et la sécurité (PSP) en Amérique du Nord aura coûté près de 28 millions aux Canadiens, soit plus d'un million de dollars l'heure au Trésor public.

On ne connaît pas encore les coûts engagés par la Police provinciale de l'Ontario pour participer à l'opération, pas plus que ceux nécessaires à l'installation d'une clôture, ou «périmètre de sécurité», de 1500 mètres autour du Château Montebello.

Pour faire du complexe hôtelier, situé à 80 km à l'est d'Ottawa, une véritable forteresse pour la rencontre des trois «amis», la GRC a fait appel à divers corps de police. Le 6 novembre dernier, La Presse a révélé que la Sûreté du Québec avait dépensé quelque 7 millions de dollars pour la participation de 1328 policiers à l'opération de sécurité. Les coûts entraînés par la participation de la police d'Ottawa s'élevaient, eux, à 4,5 millions de dollars.

Selon des documents obtenus par La Presse en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, la GRC, qui était le maître d'oeuvre de toute l'opération sécuritaire à Montebello, a déboursé pour sa part 13433696\$ pour protéger les trois chefs. De ce montant, 4,8 millions ont servi à payer les salaires des policiers, dont 3,8 millions en heures supplémentaires. Le corps de police national refuse cependant de divulguer le nombre de ses policiers qui ont participé à l'opération. La GRC justifie les heures supplémentaires payées à ses employés par le peu de temps dont elle a bénéficié pour préparer l'événement. La GRC a en effet été avertie du sommet par le gouvernement

fédéral seulement quatre mois avant sa tenue. Il a donc fallu, affirment les documents, mettre les bouchées doubles afin d'être prêt à temps pour recevoir les présidents américain et mexicain ainsi que leurs suites.

Des membres de l'opposition à Ottawa ont déjà manifesté leur mécontentement face à ces sommets dont les coûts ont considérablement augmenté depuis les événements du 11 septembre. À titre d'exemple, le sommet du G8 à Halifax en 1995, beaucoup plus long et important que celui de Montebello, avait coûté seulement 25 millions de dollars au Trésor public. Par la suite, les sommets de la francophonie à Québec en 2001 et du G8 à Kananaskis en 2002 ont coûté respectivement 273 millions et 300 millions de dollars. Le prochain sommet de la francophonie, qui aura lieu à Québec en octobre prochain, coûtera au seul gouvernement fédéral près de 57 millions de dollars, ce qui comprend quelque 30 millions pour la sécurité.

Présence policière excessive

Pour le député néo-démocrate Peter Julian, porte-parole de son parti en matière de commerce international et présent à Montebello en août dernier, la présence policière était «excessive». M. Julian estime que les coûts dépensés pour la sécurité lors de ces grandes rencontres sont injustifiés. Ces coûts, a-t-il déclaré, «proviennent de la volonté de Stephen Harper de vouloir montrer une force imposante et disproportionnée aux paisibles manifestants qui souhaitaient exprimer leur légitime désaccord face au PSP».

Le sommet de Montebello n'a guère donné de résultats spectaculaires. Le président mexicain avait notamment dû rentrer précipitamment au Mexique en raison du passage de l'ouragan Dean sur son pays. Un communiqué commun avait simplement souligné la concrétisation de quatre plans de coopération entre les trois pays, dont l'un en prévision d'une pandémie de grippe, un autre sur la propriété intellectuelle et un troisième sur les sciences et les technologies énergétiques.

Avec la collaboration de William Leclerc.



Tournée de sensibilisation sur la campagne « Pour un réinvestissement pas n'importe comment ! »

MÉTRO : En bref : Les étudiants ne décolèrent pas : vers une grève à l'UQAM – Mercredi 23 janvier 2008

Les étudiants ne décolèrent pas

Vers une grève à l'UQAM

PRESSION. Les étudiants en sciences humaines de l'UQAM se préparent à déclencher une grève en février. Réunis récemment en assemblée générale, ils ont décidé de poursuivre la campagne de grève générale illimitée entamée au cours de l'automne. « Il y a d'autres associa-

tions étudiantes qui consultent leurs membres sur la question, et les cégeps se questionnent sur ce qu'ils feront au cours de la session », a précisé le secrétaire aux affaires externes de l'Association étudiante de la faculté des sciences humaines, Alex Desrochers. **MARIE-EVE SHAFFER**

ASSÉ : Action de perturbation contre la marchandisation de l'éducation - Vendredi, 18 janvier 2008

Montréal, le 18 janvier 2008 - Des membres de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) bloquent aujourd'hui l'accès aux bureaux de l'Institut économique de Montréal (IEDM), symbole de la marchandisation et de la privatisation de l'éducation. Cette action de perturbation s'inscrit dans le cadre de l'escalade des moyens de pression entreprise depuis octobre 2006 pour construire une éducation gratuite et de qualité, libre des diktats du privé. Les associations étudiantes membres de l'ASSÉ poursuivent donc la mobilisation en vue d'une grève générale illimitée à l'hiver.

Alors que l'ASSÉ revendique un investissement public en éducation libre de l'intervention du privé, l'IEDM est la figure par excellence des politiques néolibérales du gouvernement et de l'arrimage de l'éducation aux lois marchandes. En occupant ces bureaux, les étudiants et étudiantes lancent un message clair aux ténors du secteur privé, qui sous une apparence d'objectivité considèrent l'éducation comme une marchandise et un service privé uniquement lié à la formation professionnelle. Ce flagrant manque de vision sociale démontre que la condition privilégiée de l'IEDM auprès du gouvernement privilégie les grandes entreprises au détriment d'un véritable projet de société. « L'ASSÉ considère que la seule possibilité d'investissement des entreprises dans l'éducation est de payer leurs justes parts d'impôts. Les perturbations d'aujourd'hui symbolisent notre contestation de la violence économique dont font preuve les grandes entreprises et ceux qui les défendent » explique Hubert Gendron-Blais, porte-parole de l'ASSÉ. Les militants et militantes se dirigeront par la suite vers les bureaux de comté du vice-président libéral de la Commission de l'économie et du travail, M.Gerry Sklavounos, pour faire savoir au gouvernement que la mobilisation étudiante ne démord pas.

Le mouvement étudiant combatif prône un meilleur partage de la richesse dans la société, par la mise en place de programmes sociaux efficaces. La gratuité scolaire, permettant l'accessibilité aux études pour tous et toutes, est une excellente manière de redistribuer cette richesse via un impôt progressif. Une telle éducation devra toutefois être améliorée au niveau de la

qualité des ressources et services, sans laisser placer à une intervention supplémentaire du privé en la matière. En effet, la dépendance financière et les orientations de recherche des établissements post-secondaires envers le secteur privé grugent le rôle social de l'éducation. De plus, l'établissement d'un système de garde public adapté à la condition étudiante devrait favoriser l'accès à l'éducation aux parents étudiants pour permettre une meilleure justice sociale.

Après une série de journées de grèves, l'ASSÉ poursuit une escalade des moyens de pression pour forcer le gouvernement à se responsabiliser en matière d'éducation post-secondaire. Le recours aux moyens de perturbation économique provient de l'orientation du gouvernement vers les intérêts d'une minorité possédante, laissant pour compte une grande partie de la population. « L'action directe demeure un moyen efficace pour les défavorisé-e-s de dénoncer la concentration de la richesse présente dans la société québécoise et la soumission de la classe politique à celle-ci. » précise le porte-parole.

Les associations étudiantes membres de l'ASSÉ poursuivent la mobilisation en vue d'une grève générale illimitée cette session. Des consultations auront lieu dans plusieurs assemblées générales au cours des prochaines semaines. Le syndicat étudiant national organise jusqu'au 15 février une tournée de sensibilisation aux impacts néfastes du sous-financement de l'éducation à travers tout le Québec. De plus, l'ASSÉ tiendra une manifestation nationale le 21 février prochain, à Québec.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus de 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux.

- 30 -

Renseignements :

Hubert Gendron-Blais : Secrétaire aux communications : (514) 835-2444

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

ASSÉ : L'Université du Québec en Outaouais : victime du sous-financement en éducation - Jeudi, 17 janvier 2008

Gatineau, 17 janvier 2008 - L'Association étudiante du module de sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais (AEMSS-UQO) tient aujourd'hui une conférence de presse. Cette conférence s'inscrit au sein de la tournée de sensibilisation sur le sous-financement du réseau post-secondaire de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ). Les porte-parole de l'AEMSS-UQO et de l'ASSÉ présenteront les impacts néfastes du sous-financement sur la qualité et l'accessibilité de l'éducation à l'UQO et dans l'ensemble du réseau post-secondaire québécois. Une action symbolique aura aussi lieu sur la question suite à la conférence de presse.

Le sous-financement généralisé du système d'éducation post-secondaire affecte gravement la qualité de l'enseignement collégial et universitaire au Québec. La situation est particulièrement critique à l'UQO, qui souffre non seulement d'un manque flagrant de matériel didactique, mais aussi d'un manque de personnel. Une situation que les frais technologiques imposés aux étudiants et étudiantes plus tôt cette année n'ont en rien réglée, venant au contraire augmenter une dette étudiante déjà pénible.

« Les exemples du sous-financement de l'éducation ne manquent pas, ici, comme ailleurs. Devant ce constat, nous devons faire comprendre au gouvernement que cette situation de précarité du système d'éducation a assez duré. C'est pourquoi nous réclamons une éducation accessible, gratuite et de qualité à tous les niveaux » clame Eloi Bureau, président de l'AEMSS-UQO.

La tournée de sensibilisation aux impacts néfastes du sous-financement de l'éducation de l'ASSÉ vise à informer la population de la situation critique du réseau post-secondaire québécois. Cette tournée démontre jour après jour la pertinence de la revendication de l'ASSÉ pour une amélioration de la qualité des ressources et services libre de l'emprise du privé. Après son lancement à l'UQAM la semaine dernière, la tournée se poursuivra dans l'ensemble du Québec afin de faire la lumière sur les conséquences concrètes de l'irresponsabilité du gouvernement.

Devant le mépris et la répression des instances gouvernementales, l'ASSÉ poursuit énergiquement sa campagne de grève générale illimitée pour la



gratuité scolaire. « La hausse des frais de scolarité implique un désengagement de l'État en matière de financement de l'éducation, en plus d'alourdir le fardeau étudiant. Le tout sans combler le sous-financement ce qui vient affecter la qualité de notre éducation, c'est inacceptable ! » s'insurge Hubert Gendron-Blais, porte-parole de l'ASSÉ. C'est pourquoi l'AMSS-UQO poursuit son travail de mobilisation avec l'ASSÉ et organise ainsi une action symbolique suite à la conférence de presse.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement plus de 40 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle

milite depuis sa création pour la gratuité scolaire à tous les niveaux. L'AMSS-UQO est membre du syndicat étudiant national depuis 2006.

- 30 -

Renseignements :

Eloï Bureau : Président de l'AMSS-UQO, (819) 210-0473

Hubert Gendron-Blais : Secrétaire aux communications de l'ASSÉ, (514) 835-2444

Bureau de l'ASSÉ : (514) 390-0110

Site Internet : www.asse-solidarite.qc.ca

Site de l'AMSS-UQO : <http://w3.uqo.ca/aeemss>

LE DEVOIR : Le déficit accumulé des universités atteint 400 millions - La situation continuera de s'aggraver puisqu'on anticipe un manque à gagner de 57 millions pour l'année en cours - Édition du vendredi 11 janvier 2008

Claïrandrée Cauchy

Le réseau universitaire québécois crie famine et multiplie les budgets écrits à l'encre rouge. Le déficit accumulé des universités a presque doublé depuis quatre ans et le trou budgétaire devrait se creuser encore davantage puisque 12 des 19 universités du Québec prévoient de nouveaux déficits pour l'année en cours.

Les universités québécoises sont mal en point. Elles affichaient un déficit accumulé record de près de 400 millions à la fin de l'année 2006-07, selon les données obtenues par Le Devoir. Ce portrait des finances universitaires devrait encore s'assombrir cette année puisqu'on anticipe un manque à gagner supplémentaire de quelque 57 millions.

Le déficit accumulé est passé de 337 millions à la fin de l'année financière 2005-06 à 397 millions au 31 mai 2007, selon les données colligées par la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ). Si les projections des directions universitaires s'avèrent, le déficit accumulé pourrait atteindre 454 millions en juin prochain.

Des 19 universités du Québec, 16 affichaient un déficit accumulé à la fin de la dernière année financière. La palme du déficit le plus élevé revient à l'Université Laval, qui traîne un déficit accumulé de 120 millions, bien qu'elle ait terminé la dernière année financière avec un léger surplus. Le deuxième déficit en importance est enregistré à l'Université de Montréal et s'élève à quelque 100 millions. Suivent ensuite McGill et l'Université du Québec à Montréal, où les déficits accumulés s'élèvent respectivement à 58 millions et à 41 millions. Le cas de l'UQAM est toutefois particulier puisque le déficit devrait exploser au cours des prochaines années en raison de la dérive immobilière.

Seules l'université Concordia et l'École des hautes études commerciales n'affichaient pas de déficit accumulé fin 2006-07. Ces deux institutions prévoient cependant que le bilan de l'année courante se conclura à l'encre rouge. Selon les prévisions, 12 des 19 universités anticipent un autre déficit en 2007-08.

En 2006-07, 11 universités avaient enregistré un déficit, pour un total de 58,7 millions. Le Devoir révélait d'ailleurs le mois dernier que le gouvernement du Québec retenait les subventions conditionnelles de six d'entre elles jusqu'à ce qu'on lui présente un plan de redressement satisfaisant.

Un déficit record

L'explosion des déficits s'est manifestée il y a quatre ans. Le déficit accumulé des universités a presque doublé depuis 2003-04, où il atteignait la somme de 209 millions. Au cours des 20 années précédentes, les déficits accumulés des universités n'avaient jamais dépassé la barre des 300 millions.

Lorsqu'on analyse les données au fil des ans, on remarque une tendance à la hausse des déficits à la deuxième moitié des années 90, au moment où une ponction de 300 millions avait été effectuée dans les budgets universitaires, entre 1994 et 1999. Un réinvestissement de 300 millions, survenu entre 2000 et 2003, coïncide également avec une diminution des déficits au début des années 2000.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, on a préféré hier ne pas commenter les données de la CREPUQ, préférant attendre de recevoir les états financiers vérifiés de l'ensemble des universités. L'attaché de presse de la ministre, Jean-Pascal Bernier, a cependant précisé que le gouvernement libéral a investi 800 millions dans les universités depuis son arrivée au pouvoir, soit 615 millions pour éponger les coûts de système (inflation, hausse des salaires, etc.) et 240 millions provenant du fédéral.

Dans le prochain budget, les cégeps et les universités se partageront par ailleurs une autre somme de 187 millions provenant elle aussi du fédéral. Il reste cependant à déterminer la part de chacun des réseaux.

Ce réinvestissement n'est toutefois pas suffisant pour rétablir les finances des universités et leur permettre de concurrencer leurs semblables du reste du Canada, estime la CREPUQ. L'organisme établit le sous-financement des universités à environ 400 millions par année lorsqu'on les compare aux autres universités canadiennes.

L'ampleur du déficit des universités fait dire au président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Jean-Patrick Brady, que le dégel des droits de scolarité ne règlera en rien le problème. «Le gouvernement québécois va devoir finir par comprendre que l'éducation postsecondaire est sous sa responsabilité et qu'il doit la financer adéquatement», a-t-il affirmé. Cette année, le dégel des droits de scolarité représentera des revenus supplémentaires d'environ 11 millions pour les universités et d'environ 55 millions par année dans cinq ans.

Campagne de sensibilisation

L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) lançait par ailleurs hier une tournée de sensibilisation des établissements d'enseignement sur le sous-financement de l'éducation postsecondaire. «Nous vivons le sous-financement au quotidien, nous allons le montrer. Cela se traduit par des besoins concrets: des bibliothèques dépourvues, un manque de professeurs et de locaux», a fait valoir le porte-parole de l'ASSE, Hubert Gendron-Blais.

L'ASSE caresse toujours l'idée de lancer une grève générale illimitée cet hiver. Mais pour l'instant, elle se concentre sur des actions locales et une manifestation nationale le 21 février prochain.

24 HEURES : Plus d'argent pour l'éducation – Vendredi 11 janvier 2008

Plus d'argent pour l'éducation

Des étudiants dénoncent toujours ce qu'ils appellent le sous-financement public des institutions d'enseignement postsecondaire au Québec.

L'association pour une solidarité syndicale étudiante et six autres associations étudiantes de l'Université du Québec à Montréal ont démontré, hier les «mauvaises conditions d'études» qui découlent du manque d'argent dans leurs institutions d'enseignement.

Elles ont notamment dénoncé le «désengagement de l'État» dans la crise financière qui secoue l'UQAM. Selon elles, «même sans la dérive immobilière, cette université aurait accumulé, d'année en année, d'importants déficits». Le secrétaire aux affaires académiques de l'ASSE, Marie-Eve Ruel, affirme que l'UQAM est une des pires sinon la plus sous-financée du réseau québécois.

Pour démontrer la nécessité d'investir massivement dans l'éducation postsecondaire, des membres de l'ASSE entameront une tournée de sensibilisation à travers les cégeps et universités de la province. Le prochain arrêt sera l'Université du Québec en Outaouais la semaine prochaine.

Par ailleurs, l'ASSE devra se prononcer sur les prochaines mesures à prendre pour faire valoir son point de vue lors de son prochain congrès qui se déroulera les 16 et 17 février à l'Université du Québec en Outaouais.

L'automne dernier, des étudiants de 38 associations étudiantes de la province ont tenu une journée de grève le 15 novembre pour réclamer un réinvestissement massif du gouvernement dans les cégeps et universités.

(Presse canadienne)



Les étudiants de l'UQAM et des autres universités sont prêts à poursuivre des moyens de pression pour se faire entendre.

CYBERPRESSE : Des étudiants veulent plus d'argent pour l'éducation - Le jeudi 10 janvier 2008

La Presse Canadienne, Montréal

Des étudiants dénoncent toujours ce qu'ils appellent le sous-financement public des institutions d'enseignement postsecondaire au Québec.

Jeudi matin, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) et six autres associations étudiantes de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) ont voulu démontrer, lors d'une conférence de presse à Montréal, les «mauvaises conditions d'études» qui découlent du manque d'argent dans leurs institutions d'enseignement.

Elles ont notamment dénoncé le «désengagement de l'État» dans la crise financière qui secoue l'UQAM. Selon elles, «même sans la dérive immobilière, cette université aurait accumulée, d'année en année, d'importants déficits». La secrétaire aux affaires académiques de l'ASSE, Marie-Ève Ruel,

affirme que l'UQAM est une des pires sinon la plus sous-financée du réseau québécois.

Pour démontrer la nécessité d'investir massivement dans l'éducation postsecondaire, des membres de l'ASSE entameront une tournée de sensibilisation à travers les cégeps et universités de la province. Le prochain arrêt sera l'Université du Québec en Outaouais (UQO), la semaine prochaine.

Par ailleurs, l'ASSE devra se prononcer sur les prochaines mesures à prendre pour faire valoir son point de vue lors de son prochain congrès qui se déroulera les 16 et 17 février à l'Université du Québec en Outaouais.

L'automne dernier, des étudiants de 38 associations étudiantes de la province ont tenu une journée de grève le 15 novembre pour réclamer un réinvestissement massif du gouvernement dans les cégeps et universités.

CNW : ASSÉ/AFESH-UQAM/AFESPED/AFEA/AFELLC/AESS/AEMSP : Le sous-financement a assez duré : vers la grève illimitée ? - Jeudi 10 janvier 2008, à 10h45

MONTREAL, le 10 janv. /CNW Telbec/ - Le 10 janvier, l'Association Facultaire Etudiante des Sciences Humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM), l'Association facultaire étudiante de science politique et droit (AFESPED), l'Association facultaire étudiante des arts (AFEA), l'Association facultaire étudiante des langues et communications (AFELLC), l'Association étudiante du secteur des sciences (AESS) et l'Association étudiante du module de science politique (AEMSP) et l'Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante (ASSE) ont tenu une conférence de presse pour dénoncer les effets néfastes du sous-financement public des institutions d'enseignement postsecondaire au Québec. Exemple patent s'il en est un, l'UQAM est au bord de la faillite et seul un réinvestissement massif de l'Etat québécois pourra rattrapper cette université.

Les associations étudiantes participantes dénoncent le désengagement de l'État dans la crise financière qui secoue l'UQAM. Même sans la dérive immobilière, cette dernière accumulerait, d'année en année, d'importants déficits. "Le gouvernement se cache derrière les erreurs de gestion du Conseil d'administration, de la direction de l'UQAM et des malversations du directeur des investissements de l'époque, M. Nicolas Buono, pour nier ses responsabilités dans ce dossier.", Etienne Guérette, porte-parole de l'AFESH.

Présentement, le gouvernement oblige l'UQAM à appliquer un plan de redressement qui comporte plusieurs mesures ayant un effet néfaste tant sur l'accessibilité que sur la qualité de l'éducation. Parmi les mesures imposées, notons un gel de l'embauche des professeur-e-s pendant au moins quatre ans, une dégradation des conditions de travail, une augmentation significative des frais afférents et une réorganisation académique qui entraînera la fermeture de cours et de programmes jugés non rentables.

Plusieurs associations étudiantes de l'UQAM ont déjà prévu des assemblées générales de grève pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il réin-

vestisse massivement dans le réseau de l'éducation. "Il n'est pas question de rester les bras croisés alors que nous subissons des attaques de la part du gouvernement et de la direction de l'UQAM. L'État québécois force l'administration à faire des économies de bouts de chandelles alors qu'il est le seul à pouvoir régler la situation de l'UQAM" Marie-Eve Ruel, porte-parole de l'ASSE.

Les associations étudiantes participantes réclament l'annulation de la dette liée au Complexe des sciences Pierre-Dansereau et un réinvestissement public qui devra minimalement résorber les déficits de l'UQAM, mais aussi de l'ensemble des établissements d'enseignement postsecondaire au Québec.

Rappelons qu'à l'automne dernier cinq des sept associations étudiantes de l'UQAM, représentant près de 20 000 étudiants et étudiantes, ont fait la grève pendant au moins une semaine pour s'opposer au plan de redressement et revendiquer l'annulation de la dette de l'UQAM. De plus, environ 60 000 étudiants et étudiantes provenant de 38 associations étudiantes à travers le Québec ont tenu une journée de grève le 15 novembre dernier pour réclamer un réinvestissement massif de l'Etat québécois afin de financer une éducation gratuite, publique et de qualité.

Renseignements:

Hubert Gendron-Blais, Secrétaire aux communications, ASSE; (514) 835-2444;

Porte-parole nationale: Marie-Eve Ruel;

Porte-parole locaux:

Etienne Guérette, AFESH-UQAM;

Guillaume Potvin, AFEA-UQAM;

Bureau de l'ASSE: (514) 390-0110

Étude du Conseil national des cycles supérieurs (CNCS) de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) - Universités

LE DEVOIR : En bref - L'Université Laval veut créer 100 chaires de recherche - Édition du jeudi 31 janvier 2008

Devoir Le

L'Université Laval compte créer 100 nouvelles chaires de recherche au cours des cinq prochaines années, grâce à des subventions d'entreprises privées ou d'organismes publics et parapublics.

Chacune de ces nouvelles chaires entraînera l'embauche d'un professeur, qui enseignera l'équivalent d'une demi-tâche et consacra l'autre moitié de son temps à des activités de recherche, précise le vice-recteur à la recher-

che et à la création, Edwin Bourget. L'université de la capitale espère ainsi faire passer le nombre de chaires de 125 à 225 d'ici cinq ans, grâce à des investissements privés de quelque 100 millions, ce qui correspond à un minimum de 200 000 \$ par année par chaire. «Quand on est dans une situation où une université ne peut injecter de fonds, où les gouvernements sont serrés, il faut aller chercher des fonds dans les milieux qui profitent de la recherche», poursuit M. Bourget.

LA PRESSE : Un nouveau comité se penchera sur le financement des universités - Le jeudi 31 janvier 2008

Violaine Ballivy, La Presse

L'UQAM a-t-elle droit à sa juste part des subventions allouées aux universités par Québec? Comment pourrait-elle obtenir davantage?

Des réponses viendront au mois de mai. Un comité d'experts a été mandaté hier par l'UQAM pour étudier la formule de financement de



toutes les universités québécoises et traquer, si elles existent, les injustices.

Formé de quatre membres, non-employés de l'UQAM, le groupe sera présidé par Louis Gendreau, haut fonctionnaire à la retraite du ministère de l'Éducation (MELS). Il sera épaulé par Michel Trahan, ancien administrateur de l'Université de Montréal qui a déjà coprésidé un comité du MELS chargé de réviser la formule de financement des universités du Québec. Le groupe comptera aussi Michèle Fortin, présidente-directrice générale de Télé-Québec depuis juillet 2005, et Louis Chapelain, qui a occupé divers postes d'administrateurs universitaires, notamment à l'UQAM au début des années 90.

Claude Corbo avait promis la création de ce comité dans son plan d'action au moment de la course au rectorat. Le comité doit remettre son rapport le 31 mai prochain. L'UQAM espère alors être en mesure de montrer du doigt les ajustements que le ministère de l'Éducation devrait apporter pour que la formule du financement soit plus juste envers toutes les universités en tenant mieux compte des caractéristiques propres à chaque établissement. "Que peut faire l'UQAM pour mieux tirer avantage des règles et des paramè-

tres de la formule de financement du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS)?" figure à la liste des questions soumises au comité hier par le conseil d'administration de l'UQAM.

Réorganisation structurelle de la direction de l'UQAM

Réunis en conseil, les administrateurs de l'UQAM ont aussi donné hier matin leur aval hier au projet de réorganisation de la direction proposé par le recteur Claude Corbo dès son entrée en fonction.

Ce remaniement entraînera l'abolition d'un poste de vice-recteur, un changement qui permettra à lui seul une économie annuelle de quelque 200 000\$.

Le conseil d'administration se réunira de nouveau au cours d'une séance exceptionnelle dans deux semaines pour étudier une nouvelle mouture du plan de redressement élaboré par la firme de vérificateurs PriceWaterhouseCoopers.

Le plan serait ainsi acheminé à la ministre de l'Éducation, puis soumis à son Comité de sages à la mi-février, soit six semaines plus tard que prévu à l'échéancier.

LESOLEIL : 100 nouvelles chaires de recherche à Laval - Le jeudi 31 janvier 2008

Lise Fournier, Le Soleil, Québec



Agrandir

L'Université Laval créera 100 nouvelles chaires de recherche d'ici cinq ans. Il s'agit d'un ambitieux projet d'investissement de 100 millions \$ qui entraînera l'embauche de 100 nouveaux professeurs et une croissance de 500 étudiants aux cycles d'études supérieures.

Le nouveau programme pour l'avancement de l'innovation et de la recherche a été mis sur pied par l'équipe du vice-recteur à la recherche, Edwin Bourget. «Mais il n'y a pas que l'Université qui va en profiter, toute la région de Québec est concernée et doit s'impliquer», a mentionné mercredi le recteur Denis Brière.

«Face aux défis de la mondialisation, de la dénatalité et du sous-financement des universités, a-t-il ajouté, il n'y a que le savoir et l'innovation qui peuvent assurer notre développement collectif. Notre capacité à répondre aux besoins de l'industrie permettra de rester compétitifs à l'échelle internationale», a-t-il résumé.

Actuellement l'Université Laval réalise, chaque année, pour 250 millions \$ de contrats de recherche. Elle figure au huitième rang des universités canadiennes. Et Denis Brière entend bien demeurer dans le peloton de tête. «Le programme PAIR devrait assurer une croissance des crédits de recherche de 30 % sur cinq ans », a-t-il dit. Une source de financement qui servira, entre

autres, à recruter des professeurs d'élite et à bâtira autour d'eux des équipes de recherche performantes.

Parmi les 100 nouvelles chaires de recherche à venir, 75 seront réparties également entre la santé, les sciences et le génie ainsi que les sciences humaines, sociales et les arts. Les chaires seront déterminées en fonction des créneaux d'excellence du programme ACCORD de PÔLE Québec Chaudière-Appalaches. Ceux-ci touchent les sciences de la vie, l'alimentation, le tourisme, les technologies appliquées, les assurances, les métaux et matériaux avancés.

Le montage financier des chaires se fera selon différents modèles, mais devra réunir au moins 200 000 \$ par année, a expliqué Denis Brière. À titre d'exemple, M. Brière a cité la chaire du professeur Denis Roy en technologie et typicité fromagère, qui est financée par un groupe de partenaires industriels représentant 80 % de la production fromagère au Canada alors que la chaire de recherche industrielle CRSNG en calcul scientifique du professeur André Fortin bénéficie d'un partenariat unique avec Michelin North America.

Le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (MDEIE), Raymond Bachand, dit endosser à 100 % le programme PAIR, qui correspond aux impératifs du plan d'action du MDEIE, qui a budgété plus de 1 milliard \$ en RD au cours des trois prochaines années - soit 2,74 % de notre produit intérieur brut

Le pdg de PÔLE Québec Chaudière-Appalaches, Paul-Arthur Huot, affirme pour sa part que le programme PAIR représente un nouveau pacte entre l'industrie et l'université. Une alliance de nature à favoriser les transferts de technologies et à créer de nouvelles entreprises.

RADIO-CANADA / MONTREAL : UQAM - Plan de redressement : La direction se dit prête - Mise à jour le mercredi 30 janvier 2008 à 11 h 14

Le conseil d'administration de l'Université du Québec sera bientôt en mesure de présenter son plan de redressement financier au ministère de l'Éducation, selon le recteur Claude Corbo. Ce plan est exigé par la ministre de l'Éducation du Québec, Michelle Courchesne, à la suite des déboires financiers et immobiliers de l'UQAM.

Arrivé aux commandes de l'UQAM il y a moins d'un mois, Claude Corbo s'est attelé immédiatement à relever les finances de l'université. Le nouveau recteur a d'abord entrepris de réduire la taille de l'appareil administratif. Il n'a cependant jusqu'ici supprimé qu'un seul poste dans la haute direction de l'université. Claude Corbo dit préférer pour l'instant user de prudence dans ses coupures.

Quant au plan de redressement financier, Claude Corbo affirme qu'il sera déposé d'ici la fin janvier, juste à temps pour que la firme Price Waterhouse Coopers puisse compléter son évaluation de la situation financière de l'UQAM.

Le nouveau recteur de l'UQAM maintient par ailleurs la demande faite au gouvernement de prendre à sa charge les dettes générées par le Complexe des sciences de l'UQAM.

La direction de l'université s'est retrouvée l'an dernier devant un manque à gagner de 300 millions de dollars généré par des projets immobiliers d'envergure dont le Complexe des sciences et la construction d'un immeuble sur l'Îlot voyageur.

Rappelons que Québec a refusé, en septembre dernier, dans son entente avec l'UQAM, d'éponger la dette générée par la construction du complexe des sciences. L'entente prévoit toutefois que Québec assume les répercussions financières de l'Îlot Voyageur.

Selon le vérificateur général du Québec, le Complexe des sciences grève le budget de l'UQAM d'une somme variant entre 11 millions et 13 millions de dollars par année, ce qui devrait totaliser un manque à gagner de 250 millions de dollars en 2012.

LE NOUVELLISTE : La direction de l'UQTR dépose une nouvelle offre de 28 millions \$ - Le mercredi 30 janvier 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Après avoir évalué les demandes des professeurs à 34 millions \$, il y a une semaine, puis fait une offre de 14 millions \$ pour tenter de régler la négociation, la haute direction de l'UQTR a déposé, lundi, une nouvelle offre de 28 millions \$.

Le syndicat, lui, estime qu'en décortiquant ces offres, on s'aperçoit qu'elles représentent finalement moins que les 14 millions \$ déposés la semaine dernière par la partie patronale.

S'il est une chose sur laquelle on peut donc dire que les deux parties s'entendent actuellement, c'est qu'on se livre actuellement à une guerre de chiffres.

Du côté du syndicat, le conseiller en relations de travail, Alain Ledoux, explique qu'"entre la semaine dernière et cette semaine, l'université a changé complètement les paramètres comptables à partir desquels on apprécie la valeur de leurs demandes. On se parle en Fahrenheit ou on se parle en Celsius", plaide-t-il, tout en ajoutant que la venue d'un conciliateur

dans le dossier devrait permettre de "standardiser le niveau de communication".

Le vice-recteur aux Ressources humaines, François Héroux, a rencontré la presse, hier, en marge de la demi-journée de grève des professeurs, afin de faire le point sur les nouvelles offres patronales de 28 millions \$.

Il n'est plus question, dit-il, de parler des 40 millions \$ de marge financière dont dispose actuellement l'université pour les cinq prochaines années.

La semaine dernière, le syndicat laissait entendre qu'il souhaitait récupérer 65 % de ce montant afin de bonifier les salaires et d'augmenter le nombre de professeurs.

Or la direction a décidé d'évacuer complètement cette vision des choses dans la négociation en cours.

"On avait accepté cette chose-là parce qu'on imaginait que ça accélérerait le processus de règlement du conflit", explique M. Héroux. Or, "ça ne fonctionne pas", dit-il.

Nouvelle offre de 28 millions \$

"Au lieu de se lancer dans une guerre des chiffres, on a chiffré notre offre", explique-t-il. "Le coût réel de la convention collective" est de 28 millions \$ sur cinq ans, dit-il.

Il s'agit, précise M. Héroux, "de coûts conventionnés", c'est-à-dire que la partie patronale veut inclure dans son offre, les trois paramètres qui composent le salaire des professeurs soit: les augmentations salariales qui vont de pair avec les changements d'échelons (2 075 000 \$), les indexations consenties par la politique salariale du gouvernement (9 243 630 \$) et un versement d'augmentation par l'université elle-même (8 275 928 \$).

"Si on prend ces trois éléments, on offre 5 % sur cinq ans", précise le vice-recteur Héroux. La partie qui provient strictement de l'UQTR varie entre 1 % et 2 %, ajoute-t-il.

À elle seule, la partie salariale compte donc au total pour 19 594 558 \$.

Mais à cela s'ajoutent d'autres éléments consentis par l'université. Il s'agit d'abord de l'embauche de 15 nouveaux professeurs d'ici 2011, dont 15 assurément en 2008 pour un total de 5 867 495 \$. Il faut aussi compter le support à la recherche (1 720 000 \$) ainsi que diverses autres clauses (160 000 \$).

Pas d'accord

Interrogé hier sur ces nouvelles offres, le président du syndicat, Michel Volle, était déçu, car jusqu'à présent, la partie concernant la politique salariale du gouvernement (2 % par année) avait été évacuée des discussions.

"Et il n'avait jamais été question du changement d'échelon", ajoute-t-il. C'est pourquoi le syndicat calcule que la dernière offre de la partie patronale est inférieure aux 14 millions \$ qui avaient d'abord été offerts la semaine dernière d'autant plus que dans ses calculs, l'université "compte l'indexation du ministère de juin passé qu'on a déjà", plaide-t-il.

C'est donc dire que les professeurs ont toujours l'intention de tenir une autre demi-journée de grève à partir de midi, jeudi, au cours de laquelle ils tiendront une assemblée générale afin de décider, notamment, s'ils doivent ou non intensifier leurs moyens de pression.

De nouvelles journées de négociation sont prévues les 4, 11 et 25 février, à condition bien entendu que le conciliateur soit disponible.

Dernière offre de l'université au syndicat des professeur(e)s

A - SALAIRE:

- > Augmentation consentie par l'UQTR: 8 275 928
- > Politique salariale gouvernementale: 9 243 630 \$
- > Augmentation d'échelon: 2 075 000 \$

Total: 19 594 558 \$

B - EMBAUCHE DE PROFESSEURS:

- > 15 en 2008
- > 5 en 2009 (conditionnels au nombre d'inscriptions d'étudiants)
- > 5 en 2010 (idem)
- > 5 en 2011 (idem)

Total: 5 867 495 \$

C- SOUTIEN À LA RECHERCHE:

Total: 1 720 000 \$

D- CLAUSES DIVERSES:

Total: 160 000 \$

GRAND TOTAL.....27 342 053 \$

LE NOUVELLISTE : UQTR: un conciliateur demandé - Le mardi 29 janvier 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Le Syndicat des professeur(e)s de l'UQTR a reçu un communiqué de la direction de l'université, hier, selon lequel un conciliateur a été demandé pour intervenir dans le dossier qui les oppose.

«On est déjà en train de communiquer avec lui parce qu'il nous a appelés», raconte le président du syndicat, Michel Volle.

Toujours l'impasse

C'est en effet toujours l'impasse dans les négociations. «À 13h30 (lundi), il y a eu négociation et là, ils ont proposé une nouvelle offre, mais en fait, c'est une façon de présenter qui est différente de celle pour laquelle on s'était entendu la semaine passée. Dans les faits, il y a très peu de différence par rapport aux 14 millions \$ de la semaine passée», raconte M. Volle.

«C'est un peu comme si avant, ils parlaient en degrés Celsius et là, ils nous la présentent en Fahrenheit en disant que c'est beaucoup plus gros», illustre-t-il. «Mais si on analyse bien, ce n'est pas vrai», analyse-t-il.

Malgré la présence du conciliateur, les professeur(e)s maintiennent leur demi-journée de grève ce matin ainsi que celle qui est prévue à compter de midi, jeudi, de même que l'assemblée générale qui se tiendra la même journée.

«Peut-être qu'entre les deux, il y a aura des développements», dit-il, mais il n'y a pas de rencontre prévue entre les deux demi-journées de grève. Toutefois, le syndicat est disponible, dit-il.

De son côté, l'Université du Québec à Trois-Rivières a annoncé qu'elle restera ouverte malgré les deux demi-journées de grève du syndicat des professeur(e)s.

La direction de l'université a rappelé par voie de communiqué, hier, que le personnel et les usagers pourront se rendre à l'université comme d'habitude ce matin, alors que les professeurs feront des moyens de pression de 8h30 à 12h et jeudi, 31 janvier, de 12h à 22h15.

Campus accessible

Le campus demeurera accessible aux étudiants, aux employés et aux usagers des différents services offerts par l'UQTR même si les professeurs sont en grève.

«Si les activités de piquetage ont pour effet de bloquer les entrées de l'université, la direction de l'institution prendra, le cas échéant, les mesures nécessaires pour que le campus demeure ouvert. Tous les employés, autres que les professeurs, sont donc tenus de se présenter au travail», a avisé la direction, hier.

En cas de doute, les patients qui sont traités dans une des cliniques de l'université sont invités à téléphoner au secrétariat pour se renseigner. Les centres hors campus demeurent aussi ouverts. Les étudiants auront des cours, sauf si ces cours sont dispensés par des professeurs.

LE DEVOIR : Les retenues de Québec coûtent cher à l'UdeM - Édition du mardi 29 janvier 2008

Clairandré Cauchy

Le délai dans le versement de la subvention conditionnelle, retenue par Québec en raison de sa mauvaise posture financière, coûte quelque 10 000 dollars par jour en frais d'intérêt à l'Université de Montréal (UdeM).

Québec retient depuis le milieu de l'automne une subvention de 47 millions destinée à l'UdeM, en attendant que cette dernière présente un plan de redressement à la satisfaction du ministère de l'Éducation. Ce délai force l'UdeM à emprunter aux banques pour assumer ses activités courantes, ce qui occasionne d'importants frais financiers, qui ne seront pas remboursés par Québec.

«Chaque jour excédentaire nous coûte environ 10 000 \$. [...] C'est quelques centaines de milliers de dollars de plus en manque à gagner», fait observer le vice-recteur exécutif de l'université, Guy Breton. Il croit que le gouvernement est plus «pointilleux» qu'à l'habitude dans le versement des subventions conditionnelles depuis la dérive immobilière survenue à l'Uni-

versité du Québec à Montréal (UQAM), qui a acculé l'université du centre-ville au bord de la faillite.

Des échanges ont cours depuis l'automne entre Québec et la direction de l'UdeM au sujet des mesures de redressement. L'UdeM a présenté des prévisions permettant de renouer avec l'équilibre budgétaire dans deux ans, soit en 2009-2010. Mais Québec s'inquiète de voir les dépenses croître plus vite que les revenus, précise M. Breton.

Le Devoir révélait d'ailleurs hier que la différence entre les hausses de salaires du personnel de l'UdeM et les sommes prévues à cette fin par Québec représente cette année un manque à gagner de 23 millions pour l'université.

Le président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal (SGPUM), Louis Dumont, estime pour sa part que la direction pourrait se sortir de ce mauvais pas et recevoir ses subventions conditionnelles en ayant recours à un placement de 32 millions pour équilibrer son budget de



fonctionnement. C'est que l'UdeM avait emprunté il y a de cela deux ans quelque 125 millions pour financer de nouvelles constructions. La portion non utilisée fructifie aujourd'hui sous forme de placements. Le montant est inscrit dans les livres du fonds des immobilisations.

L'hypothèse est jugée farfelue par le vice-recteur Breton, qui assure qu'aucun virement ne peut être effectué du fonds des immobilisations vers celui

du fonctionnement. «Il n'y a pas de tiroir caché, pas de cagnotte qui dort», fait valoir M. Breton, ajoutant d'un ton un peu agacé que «l'université n'est pas une coopérative et ne fonctionne pas en cogestion».

L'Université de Montréal prévoit terminer l'année en mai prochain avec un déficit de près de 19 millions, ce qui porterait son déficit accumulé à quelque 120 millions.

RADIO-CANADA 1/ MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : L'intervention d'un conciliateur réclamée - Mise à jour le lundi 28 janvier 2008 à 18 h 12

La direction de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) demande l'intervention d'un conciliateur du ministère du Travail dans le conflit qui l'oppose au syndicat des professeurs. La requête a été formulée à la suite de la séance de négociations qui s'est tenue lundi après-midi.

Le syndicat des professeurs a prévu deux demi-journées de débrayage mardi et jeudi.

Les salaires et l'augmentation du nombre de professeurs sont notamment au coeur du litige. Les offres de l'Université se chiffrent à 14 millions de dollars sur cinq ans. Le syndicat prétend de son côté que la marge de manoeuvre de l'établissement s'élevé à 40 millions de dollars.

Le vice-recteur aux ressources humaines de l'UQTR, François Héroux, affirme que les offres de l'Université sont intéressantes. « Il ne faut pas oublier

que l'on va avoir trois autres négociations de conventions collectives. L'Université a un déficit accumulé autour de 13,7 millions qu'il va falloir résorber assez rapidement. Aussi, il y a un bon nombre de projets de développement qui ont été mis de côté au cours des dernières années à cause du manque de support financier », rappelle-t-il.

De l'avis du syndicat des professeurs, ces offres sont insuffisantes. « Ça prendrait au moins quatre, cinq ans avant de rejoindre les échelles salariales de Sherbrooke, et le nombre de professeurs ne sera pas tellement plus significatif que les 15 qu'ils nous ont déjà proposés », estime le président du syndicat des professeurs, Michel Volle.

Le syndicat laisse entendre qu'il serait satisfait d'une entente qui se chiffrait à environ 25 millions de dollars.

LE DEVOIR : L'Université de Montréal trop généreuse envers son personnel enseignant ? Une large part de son déficit serait attribuable aux hausses salariales supérieures aux paramètres fixés par le gouvernement - Édition du lundi 28 janvier 2008

Clairandré Cauchy

Une large part du déficit de l'Université de Montréal serait attribuable aux hausses salariales consenties ces dernières années par l'Université à son personnel, qui dépassent les sommes prévues à cette fin dans les subventions du gouvernement du Québec.

C'est ce qui ressort d'une présentation sur les données budgétaires effectuée la semaine dernière devant des membres de la communauté universitaire.

Depuis 2004-2005, Québec accorde aux universités les montants nécessaires pour indexer les salaires selon les mêmes paramètres que ce qui a été octroyé aux autres employés du secteur public, soit 0 % en 2004-2005 et 2005-2006, puis 2 % pour les deux années suivantes. Pendant la même période, les indexations salariales allouées aux différentes catégories d'employés de l'Université de Montréal sont de 9 % supérieures.

Résultat des courses: l'Université de Montréal déboursa cette année pour l'indexation des salaires de ses employés 23 millions de plus que ce que Québec lui verse. À titre de comparaison, l'Université de Montréal prévoit terminer l'année financière avec un déficit de près de 19 millions, pour un déficit accumulé total d'environ 120 millions.

«Pour maintenir l'excellence, nous avons besoin de ressources pour payer ce que coûte l'excellence et payer de façon concurrentielle nos professeurs et les autres catégories d'employés», souligne le vice-recteur exécutif de l'Université de Montréal, Guy Breton, en entrevue au Devoir.

L'écart entre la politique salariale de Québec et celle de l'Université de Montréal représentait respectivement une somme de 4,8 millions en 2004-2005, 15,4 millions en 2005-2006 et 19,4 millions en 2006-2007.

Lorsque l'Université de Montréal avait dévoilé ses prévisions budgétaires déficitaires pour 2007-2008, le printemps dernier, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait affirmé que l'Université avait «fait ses choix» en augmentant ainsi sa masse salariale.

«Si nous avions suivi les paramètres du gouvernement, nous aurions cette année 23 millions de dépenses en moins. Mais je ne pense que cela n'aurait pas été un bon choix. [...] Nous avons fait le choix de l'excellence, pour garder les meilleurs professeurs, les meilleurs cadres, professionnels», rétorque M. Breton.

Une part importante du décalage entre les indexations des salaires du personnel de l'Université de Montréal et les subventions de Québec s'explique par le rattrapage salarial consenti en 2005 aux professeurs pour tenter de rejoindre la moyenne des salaires dans les autres universités de recherche canadiennes. On avait alors accordé des hausses de 15 % sur trois ans. La convention collective des professeurs arrive à échéance en juin prochain, et le syndicat estime qu'il reste encore un écart d'au moins 5 % entre le salaire moyen des professeurs de l'Université de Montréal et celui des autres universités canadiennes de recherche.

Le président du Syndicat général des professeurs de l'Université de Montréal, Louis Dumont, accueille avec circonspection les données exposées par

la direction. Il souligne que la masse salariale comprend également le personnel cadre, dont la politique salariale a été remodelée ces dernières années. «Est-ce que cela a fait gonfler la masse salariale des cadres supérieurs? Ma compréhension c'est que oui», affirme M. Dumont. Il note par ailleurs que tous les salaires ne sont pas liés aux subventions du ministère de l'Éducation, certains dépendant d'autres formes de financement, telles les subventions de recherche de Québec et Ottawa ou encore les contributions du privé.

La présidente de la Fédération québécoise des professeurs d'université, Cécile Sabourin, nuance elle aussi l'analyse de la direction, faisant valoir que d'autres facteurs influent sur la masse salariale, comme le remplacement des professeurs retraités par d'autres qui commencent au bas de l'échelle salariale.

Effet domino

L'Université de Montréal n'est pas la seule à devoir assumer des hausses salariales plus élevées que ses subventions. Si l'on prend le cas des professeurs, on constate un effet de domino au fil des négociations. De 2002 à juin dernier, la convention collective du Syndicat des professeurs de l'Université de Sherbrooke prévoyait un arrimage du salaire des professeurs titulaires à celui de leur homologues de l'Université de Montréal. Cette «clause remorque» a été abandonnée dans la dernière convention signée en juin dernier. Le vice-recteur à la communauté universitaire, Jean Desclos, précise toutefois que la direction tente tout de même d'offrir des augmentations salariales comparables à celles octroyées à l'Université Laval, à l'Université du Québec à Montréal et à l'Université de Montréal.

«Quand on négocie, notre premier repère, ce n'est pas de s'ajuster à la politique salariale du gouvernement, mais bien à ce qui se fait sur le marché. Si nous offrions 2 % et que l'ensemble des universités offraient plus, nous serions perdants au chapitre de la rétention des ressources humaines», fait valoir M. Desclos. Cette logique vaut aussi pour les autres corps d'emploi. Ainsi, l'entente conclue récemment entre l'Université de Sherbrooke et ses chargés de cours prévoit des hausses de 24 % en trois ans, afin de rattraper la moyenne des autres grandes universités québécoises.

Le jeu de domino continue: les professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui renégocient ces jours-ci leur convention collective, demandent eux aussi la parité avec leurs confrères de Sherbrooke, qui ont eux-mêmes bénéficié d'un arrimage avec ceux de l'Université de Montréal. Cela représente un rattrapage d'environ 15 %, précise le président du syndicat, Michel Volle. Le syndicat prévoit d'ailleurs deux demi-journées de grève, demain matin et jeudi après-midi.

Autre exemple de l'effet d'entraînement, le Syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Montréal, qui est lui aussi en pleine période de négociation, réclame des augmentations de 11,6 % sur trois ans, dans l'espoir de rattraper les conditions en vigueur à l'Université de Montréal.

LE SOLEIL : Éditorial : Des frais à baliser - le vendredi 25 janvier 2008

Le Soleil, Québec

L'attitude de l'Université Laval peut paraître cavalière. Elle refile à ses étudiants une augmentation de 200 % des frais technologiques sans tenir compte des résultats d'un référendum et d'un règlement à venir du ministère de l'Éducation. En fait, comme d'autres universités, Laval agit comme si le gouvernement fermera encore une fois les yeux sur les tactiques qu'elle utilise pour puiser dans les poches des étudiants. Cela doit pourtant cesser.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, doit arriver sous peu avec un règlement pour encadrer les frais afférents dans les universités. Son ministère a mené une consultation sur le sujet l'an dernier. Verrons-nous enfin la concrétisation d'une promesse formulée plus d'une fois?

D'autres avant Mme Courchesne ont annoncé qu'ils feraient le ménage dans tous les frais institutionnels supplémentaires que les universités ajoutent à la facture des droits de scolarité des étudiants. Seulement sous le gouvernement Charest, au pouvoir depuis 2003, deux ministres, Pierre Reid et Jean-Marc Fournier, ont dit qu'ils s'y mettraient. Il faut aussi rappeler qu'avant eux, le ministre péquiste Sylvain Simard avait aussi promis de le faire. Son collègue François Legault avait établi des balises dans les cégeps, mais non dans les universités.

Lorsque le ministère tarde à intervenir, il ne faut pas s'étonner par la suite que les universités étirent la notion de services directs aux élèves et que les frais afférents poussent comme des champignons.

Lorsqu'on parle de ces frais, il ne s'agit pas d'une vingtaine de dollars que les étudiants paient pour divers services sur le campus. Les universités québécoises exigent en moyenne 537,93 \$. McGill remporte la palme avec 891,80 \$. Ce n'est pas négligeable dans le budget d'un étudiant. Cette facture s'ajoute aux droits de scolarité de 1668 \$ par an.

Depuis 1994, les frais afférents ont grimpé en moyenne de 17 % par année. Les droits de scolarité ont beau avoir été gelés pendant 13 ans, les étu-

dants ont dû paradoxalement assumer une facture toujours plus élevée pour accéder à leur salle de cours.

Certains diront que cela n'est pas dramatique. Le coût de la formation universitaire au Québec est l'un des plus bas au Canada. Ce n'est toutefois pas une raison pour laisser les universités se tourner vers le portefeuille des étudiants comme bon leur semble. L'étudiant qui entre à l'université doit avoir une évaluation juste des coûts.

Certes, ces coûts ne sont pas l'unique critère qui motive la décision d'une personne de fréquenter ou non un campus. C'est un élément néanmoins important. Rappelons qu'une étude commandée par le gouvernement Charest concluait l'an dernier qu'une hausse de 67 \$ des droits de scolarité ferait perdre 245 étudiants aux universités québécoises. La prudence est donc de rigueur.

À des fins électoralistes, les politiciens ont pendant plus de 10 ans bloqué les droits de scolarité. Mais, ils ont par ailleurs permis aux universités d'exprimer leur inventivité en réclamant toutes sortes de contributions aux étudiants. Ce comportement hypocrite doit cesser.

On peut difficilement reprocher aux universités de faire preuve d'imagination pour accroître leurs revenus. Lorsque leur déficit s'accroît, lorsqu'elles attendent toujours un réinvestissement plus consistant de la part de Québec et d'Ottawa, il faut bien qu'elles trouvent des moyens pour renflouer leurs coffres et pour faire face à la concurrence d'autres établissements.

La ministre Courchesne semble déterminée à mettre de l'ordre. La logique veut cependant que si elle limite la capacité des universités à se renflouer auprès des étudiants, des fonds devront forcément provenir d'autres sources.

Le débat sur le financement des universités mérite d'être élargi.

RADIO-CANADA / OTTAWA-GATINEAU : UQO : Un pavillon renouvelé - Mise à jour le jeudi 24 janvier 2008 à 17 h 23

Plus d'info

[Audio et Vidéo](#)

[Frédérique Dupuis donne les détails.](#)

L'Université du Québec en Outaouais a inauguré, jeudi, la nouvelle section du pavillon Alexandre-Taché dans le secteur Hull, à Gatineau. L'agrandissement effectué au coût de 16 millions de dollars était jugé essentiel par la direction, en raison de la hausse des inscriptions.

Les étudiants et les professeurs de l'UQO auront dorénavant près de 8000 mètres carrés d'espace supplémentaire à leur disposition, répartis sur quatre étages.

La nouvelle section compte des salles de classe à la fine pointe de la technologie et des laboratoires d'enseignement. Elle abrite également un laboratoire en cyberpsychologie unique en Amérique du Nord, où il sera possible de reproduire des réalités virtuelles, permettant le traitement des phobies. Ces équipements serviront aussi à faire avancer la recherche.

Une clinique permettra également aux étudiants en psychologie d'accueillir des patients.

Pour la direction, ces changements s'imposaient. « Le milieu universitaire au Québec et au Canada en général est très compétitif, on le sait. Dans le cas de l'université, ces installations-là vont nous donner une visibilité accrue », soutient Jean Vaillancourt, recteur de l'Université du Québec en Outaouais.

L'événement perturbé

Une vingtaine d'étudiants ont profité de l'événement, auquel assistait notamment la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, pour réclamer la gratuité scolaire. Ils ont fait beaucoup de bruit pour tenter de perturber l'inauguration.

De son côté, l'Association étudiante de l'UQO applaudit l'aménagement de la nouvelle section, mais croit que l'université devrait recevoir plus d'argent pour combler son déficit.

Une absence remarquée

Par ailleurs, un des invités de marque à la cérémonie d'inauguration du nouveau pavillon brillait par son absence. Le maire de Gatineau, Marc Bureau, s'est désisté deux jours avant l'événement, auquel ont participé plusieurs ministres, députés et élus régionaux.

L'attaché de presse du maire explique que M. Bureau a plutôt choisi de respecter d'autres engagements, sans toutefois préciser lesquels. Marc Bureau aurait estimé que la Ville serait bien représentée puisqu'il savait que plusieurs conseillers municipaux seraient sur place. En outre, comme il ne devait pas prononcer d'allocution, il a jugé que sa présence n'était pas indispensable.

Son absence a surpris et déçu des élus municipaux, dont la conseillère Louise Poirier. « Je pense que dans un événement où il y a des ministres, des députés, normalement, il y a toujours une représentation du bureau du maire [...]. À ce moment-ci, oui, ça me paraît inhabituel, je ne connais pas les raisons, mais ça me déçoit », souligne-t-elle.

LE NOUVELLISTE : Grève possible à l'UQTR lundi et mardi - Le jeudi 24 janvier 2008

Josiane Gagnon, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

Les professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières songeraient de nouveau à faire la grève lundi et mardi, selon Radio-Canada Mauricie.

Le syndicat pourrait utiliser ces deux journées de débrayage si les négociations n'avancent pas comme il le désire.

Les syndiqués ont tenu leur première jour de grève mercredi dernier. Ils en ont prévu cinq, auxquelles ils pourraient recourir s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

Ils demandent entre autres l'embauche de nouveaux professeurs et la parité salariale avec leurs collègues des autres universités.

LE DEVOIR : Frais afférents: Québec creuse le fossé entre les universités francophones et anglophones - Édition du jeudi 24 janvier 2008

Clairandrée Cauchy

La volonté de Québec d'encadrer les hausses de frais afférents contribue à creuser l'iniquité entre les universités francophones, dont les frais sont généralement plus bas, et les universités anglophones, qui affichent les frais les plus élevés au Québec. C'est du moins l'avis du vice-recteur exécutif de l'Université de Montréal, Guy Breton.

Le rappel à l'ordre lancé par la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, la semaine dernière a piqué au vif la direction de l'Université de Montréal. La ministre déplorait la décision de l'université montréalaise d'imposer des hausses de frais afférents oscillant entre 280 \$ et 560 \$ par année, avant même qu'elle ne rende publique sa nouvelle politique sur l'encadrement des



frais afférents. L'UdeM pourrait devoir refaire ses devoirs à la lumière de la nouvelle réglementation, prévenait la ministre.

«Ce n'est pas parce que notre université est située au nord de la montagne et qu'on y parle la langue de Molière qu'on doit nous empêcher de rejoindre les frais de McGill. [...] Il en va de l'équité sociale, de l'excellence de l'enseignement et de la recherche ainsi que des services offerts aux étudiants», tonne le vice-recteur Breton.

Les frais afférents s'élèvent environ à 854 \$ par année à l'université McGill et à 836 \$ à Concordia (sans compter des frais spécifiques imposés dans certaines facultés), comparativement à 491 \$ à l'heure actuelle à l'Université de Montréal (avant les hausses annoncées pour septembre prochain).

«C'est dire que les étudiants francophones sont condamnés à recevoir la moitié des services offerts dans l'université anglophone à côté. Ça n'a pas de bon sens», ajoute le vice-recteur.

L'argumentaire de la direction de l'UdeM n'émeut guère au cabinet de la ministre de l'Éducation. «C'est prématuré de dire que ce n'est pas juste. Il faudra attendre de voir quelles seront ces mesures», indique l'attaché de presse de Mme Courchesne, Jean-Pascal Bernier.

L'Université Laval a emboîté le pas à l'Université de Montréal mardi dernier en imposant à son tour une hausse des frais afférents, sous la forme de frais technologiques de quelque 100 \$ par année. Cette décision, prise à quelques semaines du dépôt d'une politique d'encadrement des frais afférents, lui a aussi valu un sermon de la ministre Courchesne. Cette dernière affirmait mardi au Soleil que les frais afférents doivent servir à financer des services directs aux étudiants et non la modernisation d'infrastructures technologiques.

LE SOLEIL : Hausse des frais technologiques : un service essentiel, rétorque l'Université Laval à la ministre - Le jeudi 24 janvier 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Les étudiants veulent-ils revenir au tableau noir et à la craie? La modernisation des systèmes informatiques est un service essentiel à offrir à la communauté universitaire, clame l'Université Laval, en réponses aux critiques de la ministre de l'Éducation.

En entrevue au Soleil mardi soir, la ministre Michelle Courchesne fustigeait le conseil d'administration de l'Université Laval, qui venait de voter une hausse de 102 \$ par année des frais technologiques imposés aux étudiants, une facture s'ajoutant aux droits de scolarité, aux frais de gestion et aux -frais afférents.

Au lieu de payer 49,50 \$ par année, un étudiant à temps plein financera désormais le développement technologique de l'Université Laval à la hauteur de 150 \$ par année.

Les frais institutionnels obligatoires — à l'intérieur desquels on retrouve les frais technologiques — doivent servir exclusivement à rendre des services aux étudiants, insiste la ministre Courchesne. «Ce n'est pas avec des frais afférents qu'on va financer des projets technologiques aussi importants que

celui de l'Université Laval, disait la ministre. Je leur ai dit qu'ils faisaient fausse route s'ils procédaient comme ça pour financer la modernisation.»

La situation aurait été bien différente si les étudiants avaient accepté de financer la modernisation des systèmes, estime la ministre.

Des frais de service

Tout en assurant n'avoir «aucune divergence de vues» avec la ministre de l'Éducation, le vice-recteur exécutif et au développement Éric Beauce répète que les frais technologiques sont bel et bien des frais de service.

«La hausse des frais technologiques va nous permettre de donner un service essentiel aux étudiants dans le contexte d'aujourd'hui, dit M. Beauce. On pourrait retourner au tableau et à la craie, mais est-ce que c'est ce que les étudiants veulent?»

L'Université Laval handicape-t-elle ses relations futures avec la ministre de l'Éducation en votant une telle hausse, à quelques semaines du dévoilement de la nouvelle politique cadre sur les frais afférents? «La ministre est une partenaire, avec qui l'on travaille en collaboration, et les étudiants sont aussi des partenaires», se contente d'affirmer Éric Beauce.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Hausse des frais afférents : Le désaccord de la ministre - Mise à jour le mercredi 23 janvier 2008 à 15 h 37

L'Université Laval pourrait bien devoir abandonner ou modifier la hausse des frais afférents qu'elle a adoptée mardi soir. Le conseil d'administration a décidé de faire passer la facture des frais afférents de 7 % à près de 20 % à partir de l'automne prochain.

Cette augmentation pourrait se traduire par des frais supplémentaires de 100 \$ par année pour les étudiants; elle servirait notamment à moderniser les systèmes technologiques.

Toutefois, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'a pas apprécié de voir la direction de l'Université s'empresser d'adopter cette augmentation. Selon son attaché de presse, la ministre a avisé la semaine dernière le recteur et le vice-recteur qu'elle ne souhaitait pas voir refiler une telle facture aux étudiants. La ministre déplore aussi que l'institution ne lui ait pas présenté le projet.

La ministre entend déposer d'ici quelques semaines un règlement qui encadrera et définira les frais afférents, ce qui pourrait invalider des éléments de la décision de l'Université.

La responsable des communications à la Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Karine Boulanger-L'Heureux, espère maintenant que la ministre tiendra parole. «On espère que ça va être au-delà des mots et qu'elle [la ministre] va pousser

plus loin cette loi pour bien encadrer les frais afférents, parce qu'on se rappelle que les universités peuvent les augmenter à souhait », souligne Karine Boulanger-L'Heureux.

La CADEUL doit rencontrer les associations membres au cours des prochains jours pour décider de la stratégie à adopter afin de faire annuler la décision du conseil d'administration de l'université.

L'Université Laval justifie sa décision

L'Université Laval soutient de son côté qu'il y a urgence d'agir au niveau technologique. L'Université veut notamment moderniser le réseau sans fil, le courriel étudiant et surtout installer, en juillet 2009, un nouveau portail qui donnera accès au contenu de certains cours. Le vice-recteur au développement, Éric Baucé, souligne que ce projet de plus de 21 millions de dollars est un service direct aux étudiants.

Le vice-recteur soutient par ailleurs que malgré l'augmentation des frais annoncée, l'Université se situe tout de même dans la moyenne québécoise au niveau des frais afférents.

Éric Baucé affirme que l'Université est sensible au fardeau financier des étudiants et indique que si le ministère décide de financer les nouveaux systèmes technologiques, les frais pour les étudiants seront diminués d'autant.

LE DEVOIR : L'Université Laval fait fi du référendum étudiant et augmente ses frais afférents - Édition du mercredi 23 janvier 2008

Clairandrée Cauchy

Les étudiants de l'Université Laval ont rejeté en bloc dans un référendum l'initiative de la direction de hausser de 100 \$ par année les frais technologiques. Qu'à cela ne tienne, le conseil d'administration de l'Université a décidé hier soir d'aller de l'avant avec la hausse, considérant que le référendum était strictement «consultatif».

Le projet prévoit que les frais technologiques passeraient de 1,65 à 5 \$ par crédit, ce qui représente une hausse de 100 \$ par année pour un étudiant à temps complet. Ces sommes serviraient entre autres à l'amélioration de l'infrastructure web, notamment pour augmenter la bande passante, changer le système de courriels, créer un portail unique pour les étudiants ou encore doter l'université d'un système de baladodiffusion.

L'initiative a été rejetée par 80 % des quelque 5489 étudiants qui se sont exprimés entre vendredi et hier, ce qui correspond à un taux de participation de seulement 12 %. Le conseil d'administration a néanmoins approuvé ces hausses hier soir. «C'était un référendum consultatif», précise le vice-recteur exécutif, Éric Baucé. Il ajoute cependant que tout réinvestissement de Québec pour les projets liés aux TIC permettra de réduire d'autant la facture des étudiants. Les frais technologiques des étudiants de l'Université Laval grimperont donc de 50 à 150 \$ par année, ce qui correspond à la moyenne québécoise. Au total, les étudiants de Laval paieront 530 \$ de frais afférents par année.

Les associations étudiantes ont dénoncé plus tôt dans la journée le processus référendaire, estimant qu'il s'est déroulé dans la précipitation, d'autant

que la ministre s'apprête à déposer le mois prochain une politique d'encadrement des frais afférents. «L'Université se moque des étudiants. Elle lance un référendum à la va-vite, informe peu les étudiants», tonne le président de la Confédération des associations étudiantes de l'Université Laval (CADEUL), Julien du Tremblay. Son camarade de l'Association des étudiants de Laval inscrits aux cycles supérieurs (AELIÉS) abonde dans le même sens. «[Le processus référendaire] est complètement désorganisé. On a l'impression que la direction est pressée de faire passer ses frais technologiques avant que la ministre dépose sa politique», fait valoir le responsable des communications, Philippe Araujo.

La semaine dernière, la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, avait chauffé les oreilles de la direction de l'Université de Montréal, s'étonnant de son empressement à hausser les frais afférents. Elle prévenait que les hausses de frais applicables en septembre prochain devront être conformes à sa future politique, même si elles ont été décrétées avant que le règlement ne soit rendu public.

M. Bauce réplique que l'Université ne pouvait attendre plus longtemps les directives de la ministre et devait mettre en place les éléments de son prochain budget. «Pour l'instant, on travaille avec les données qu'on a, on a un exercice budgétaire à faire», fait valoir le vice-recteur exécutif.

LA PRESSE : Baisse des inscriptions à l'UQAM - Le mercredi 23 janvier 2008

Violaine Ballivy, La Presse

L'UQAM ne pourra pas compter sur une hausse du nombre de ses élèves pour regarnir ses coffres et assainir ses finances minées par ses mésaventures immobilières. Les plus récentes données dévoilées hier annoncent une baisse globale du nombre d'inscriptions de 2% cette année, par rapport à 2006-2007.

Faut-il y voir le signe que les étudiants ont perdu confiance dans cet établissement de Montréal enfoncé dans un gouffre de plus de 300 millions de dollars? «Non, répond catégoriquement Francine Jacques, porte-parole de l'établissement. Cela fait 25 ans qu'on observe le même phénomène. Quand la situation économique (de la province) va bien et que le taux de chômage baisse, nous avons moins d'inscriptions, notamment au cours du soir. Des étudiants potentiels vont sur le marché du travail.»

Cette baisse avait d'ailleurs été anticipée par l'établissement, note Mme Jacques. Elle n'aurait aucun impact sur le plan de redressement que devra

suivre l'UQAM pour retrouver l'équilibre financier, lequel est toujours en cours de révision dans les bureaux du ministère de l'Éducation.

Changements annoncés

Hier, un pas de plus a aussi été franchi vers une réorganisation de l'équipe de direction de l'établissement promise par le nouveau recteur Claude Corbo sitôt la session universitaire commencée.

Le conseil des études a donné son aval à une version légèrement modifiée du programme minceur mis de l'avant par M. Corbo et qui mènera, à terme, à l'abolition d'un poste de vice-recteur. À lui seul, ce changement permettrait de réaliser des économies annuelles de 200 000\$.

Le projet devra maintenant être officiellement soumis au conseil d'administration lors de la réunion prévue le 29 janvier prochain. Ce changement sera la première d'une longue série de mesures destinées à rétablir l'équilibre financier de l'UQAM à la suite de ses déboires immobiliers à l'îlot Voyageur et du complexe des sciences.

LE SOLEIL : L'UL défie la ministre - Contre la volonté de Courchesne et des étudiants, les frais technologiques augmentent de 200% - Le mercredi 23 janvier 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Malgré le refus des étudiants et contre la volonté de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, l'Université Laval (UL) augmentera de 200 % la facture des frais technologiques afin de financer la modernisation de ses systèmes.

Dès l'automne 2008, la contribution étudiante au développement technologique passera de 7 % à près de 20 % tandis que la part de l'Université diminuera de 83 % à 71,5 %.

Avec ces nouvelles sommes, l'Université Laval veut moderniser plusieurs outils technologiques, comme le réseau sans fil, la mise à jour de l'antivirus, la visioconférence, le courriel étudiant, mais surtout l'installation en juillet 2009 d'un nouveau portail, l'Environnement numérique d'apprentissage (ENA), qui coûtera à lui seul 13,2 millions \$ et permettra notamment aux étudiants d'avoir accès au contenu de centaines de cours.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, fulminait hier soir lorsqu'elle a appris la décision du conseil d'administration de l'Université Laval. «On ne peut pas financer des projets de modernisation technologique aussi importants avec des frais afférents! s'exclame Mme Courchesne. Les frais afférents doivent être des frais de service aux étudiants, pas des frais de modernisation des équipements.»

La ministre de l'Éducation a indiqué, pas plus tard que la semaine dernière, au recteur Denis Brière et au vice-recteur Éric Bauce, qu'elle n'était pas d'accord pour refiler une telle facture aux étudiants. «Je leur ai fait une très grande ouverture pour leur projet de modernisation, dit la ministre. Mais ce n'est pas en agissant comme ils l'ont fait qu'ils vont établir un climat de collaboration et de confiance avec moi.»

La ministre doit rendre public d'ici quelques semaines un règlement d'encadrement des frais afférents, un règlement qui pourrait invalider des éléments de la décision de l'Université Laval, indique la ministre.

Michelle Courchesne dit vouloir mieux définir ce qu'est un frais afférent et jusqu'où les universités peuvent les «étirer». «Tout le monde veut avoir les

frais les plus hauts, comme ceux de McGill, lance Mme Courchesne. L'Université Laval est déjà dans la moyenne des autres universités.»

Le vice-recteur exécutif et au développement, Éric Bauce, affirme que l'Université n'avait pas le choix de «se donner des balises claires» à ce moment, à l'aube d'un exercice budgétaire où elle devra planifier de grosses dépenses technologiques et où elle doit rejoindre la moyenne des universités, afin d'être compétitive.

Pour rassurer les étudiants, la direction de l'Université s'engage à ce que toute nouvelle subvention du ministère de l'Éducation pour des projets informatiques vienne diminuer d'autant la contribution étudiante.

L'Université Laval n'est jamais venue voir le ministère de l'Éducation avec son projet, déplore la ministre Courchesne. «Et là, on prend le ministère en otage?» demande-t-elle.

Rejet à 80%

Dans un référendum controversé, les étudiants de l'Université Laval ont rejeté dans une proportion de 80 % la hausse de 100 \$ par année des frais technologiques.

Seulement 12,3 % des 44 600 personnes ayant le statut d'étudiant (incluant ceux à distance et à temps partiel) ont exercé leur droit de vote lors de ce scrutin électronique.

Un taux de participation faible, mais miraculeux dans les circonstances, jugent les représentants étudiants, car tout le processus de consultation a été fait à la va-vite, disent-ils.

Les étudiants ont été avisés seulement jeudi soir, par courriel, que le référendum commençait le vendredi matin, et des ratés informatiques ont empêché durant trois jours les étudiants libres et ceux du baccalauréat multidisciplinaire de voter.

«Le soir même de la fin du référendum, le conseil d'administration prend la décision d'augmenter les frais, peste Julien du Tremblay, président de la CADEUL. L'Université se fout vraiment de ce référendum et c'est un manque de respect envers les étudiants.»

MÉDIA-MATIN-QUÉBEC : Frais technologiques à l'Université Laval : Référendum précipité et controversé - Le mercredi 23 janvier 2008

THAIS MARTEL

La CADEUL dénonce la hausse des frais technologiques prévue l'automne prochain et les conditions entourant le processus consultatif lancé à la hâte par l'administration de l'Université Laval.

Dans sa dénonciation, la CADEUL invoque le manque d'information et la future politique d'encadrement des frais afférents du ministère de l'Éducation.

«Ce qu'on demande, c'est que l'Université arrête de se précipiter et évalue les impacts de l'augmentation. Il faut aussi prendre le temps d'informer

correctement les étudiants, qu'ils comprennent bien la question. Pourquoi tant d'empressement dès la première semaine de la session?» a fait savoir Julien du Tremblay, président de la CADEUL.

L'ajustement vise essentiellement à fixer les frais technologiques à la moyenne de ceux facturés par les universités québécoises selon l'administration lavalloise. L'ajustement représentera, par rapport à cette année, une hausse de 3,35 \$.

Politique d'encadrement



Même si la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'a pas encore rendu publique sa future politique d'encadrement des frais institutionnels obligatoires, toute hausse des frais pour l'automne 2008 devra en tenir compte. «C'est très étrange que l'Université se précipite alors que la ministre a déjà annoncé sa politique. Pourquoi aller de l'avant tout de suite si, de toute façon, l'Université devra revoir sa décision si elle contrevient au futur projet de loi? Attendons la politique, puis avisons!» a ajouté M. du Tremblay.

Selon une entente intervenue en 2005 entre la CADEUL et l'Université Laval, il est prévu de tenir un référendum de type consultatif dans de telles circonstances. Or, le référendum, qui a pris fin hier midi, a été lui-même la

source de nombreuses critiques. «D'abord, on a appris la tenue du référendum à la dernière minute. Il se tient en tout début de session, en partie la fin de semaine et, pour finir, la question était très vague, ce qui a pu amener de la confusion chez les étudiants. Des irrégularités ont aussi surgi: certains étudiants n'étaient pas capables de voter, pendant que d'anciens étudiants, qui ne sont même plus inscrits, pouvaient voter sans problème», a noté M. du Tremblay.

Même si les membres de l'association étudiante disent avoir fait tout ce qui était en leur pouvoir pour informer les étudiants de la tenue du vote, le président de la CADEUL reste persuadé que certains apprendront la nouvelle, aujourd'hui, et réaliseront alors qu'il est trop tard pour voter.

MÉTRO : En bref : Laval : 100\$ - Mercredi 23 janvier 2008

100 \$

Les étudiants de l'Université Laval dénoncent à leur tour une hausse des frais afférents prévue pour cet automne. A l'Université Laval, il est question d'ériger des frais technologiques d'au

moins 100 \$. La consultation des professeurs et étudiants et étudiantes de l'Université Laval estime que ces nouveaux montants réclamés aux étudiants sont injustifiés. Comme leurs collègues de l'Université de Montréal, ils déplorent que la direction ait fait l'annonce sans attendre la fin de la consultation. Par Philippe Gagnier et Michelle Courchesne. JEAN-PHILIPPE ANGERS

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les professeurs continuent leurs moyens de pression - Mise à jour le mardi 22 janvier 2008 à 19 h 29

Le syndicat des professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) pourrait tenir deux autres journées de grève, lundi et mardi prochains.

Le syndicat a planifié ces journées dans l'éventualité où la séance de négociations qui est prévue mercredi avec la direction de l'UQTR ne donnent pas les résultats escomptés. Des discussions ont d'ailleurs eu lieu afin de préparer le terrain pour cette importante séance de négociations.

Rappelons que les professeurs de l'UQTR ont tenu la première des cinq journées de grève qu'ils ont votées mercredi dernier. Les enseignants réclament notamment l'embauche de nouveaux professeurs, plus de temps pour effectuer de la recherche et la parité salariale avec leurs collègues des autres universités.

RADIO-CANADA / QUÉBEC : Frais afférents à Laval : Les étudiants dénoncent une consultation précipitée - Mise à jour le mardi 22 janvier 2008 à 16 h 52

Le conseil d'administration de l'Université Laval doit adopter mardi soir une proposition pour augmenter dès 2008 les frais afférents pour tous les étudiants. Cette augmentation pourrait aller jusqu'à 150 \$ par année et servira notamment à moderniser les systèmes technologiques.

La Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval (CADEUL) déplore la façon de procéder de la direction de l'Université, notamment en tenant un référendum consultatif qui ne la lie pas aux résultats.

L'Université a fait parvenir un courriel à la communauté universitaire jeudi soir pour annoncer la consultation qui s'est déroulée de vendredi à mardi.

Les étudiants déplorent le court délai et soutiennent n'avoir pas eu le temps d'expliquer à leurs membres en quoi consistait la consultation. Le président de la CADEUL, Julien du Tremblay, croit que l'Université fait preuve de mauvaise foi et qu'elle a l'intention d'imposer l'augmentation des frais, peu importe le résultat du référendum consultatif.

La direction soutient que les étudiants étaient au courant de l'imminence de la consultation. Dans un document explicatif remis aux étudiants, l'Université Laval précise que les étudiants de son campus paient moins qu'ailleurs les frais technologiques, qui font partie des frais afférents, et indique vouloir ramener ces frais à la moyenne québécoise.

LE DEVOIR : En bref - Non aux hausses unilatérales - Édition du mardi 22 janvier 2008

Devoir Le

Des étudiants membres de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal ont de nouveau interpellé la direction de l'établissement hier, lui enjoignant d'attendre la politique gouvernementale destinée à encadrer les frais afférents avant de statuer sur quelque hausse que ce soit.

Accompagnés du président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Jean-Patrick Brady, ils ont du même coup demandé à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, de déposer dès que possible la dite politique. En attendant, celle-ci devrait imposer un «moratoire» aux institutions,

selon les représentants étudiants. Le comité exécutif de l'Université de Montréal a adopté la semaine dernière des augmentations des frais afférents de l'ordre de 280 \$ par année pour des étudiants à temps complet, qui peuvent même atteindre 560 \$ par année pour les étudiants des cycles supérieurs qui rédigent leur thèse. L'Université a par ailleurs voté un mécanisme d'indexation automatique des frais afférents. Or, la ministre de l'Éducation a expliqué au Devoir la semaine dernière que la direction de l'Université avait peut-être procédé un peu trop rapidement, d'autant plus que la politique gouvernementale attendue pourrait invalider les hausses déjà adoptées.

MÉTRO : Les frais afférents passent de 230 à 570 \$: Les étudiants de l'UdM en colère – Mardi 22 janvier 2008

Les frais afférents passent de 230 \$ à 570 \$

Les étudiants de l'UdM en colère

« Les frais explosent alors même qu'une politique gouvernementale est en cours d'adoption. »

Jean-Patrick Brady

La ministre Courchesne a dit qu'il y avait un problème avec l'explosion des frais afférents. Elle a dit qu'elle n'a pas déposé son projet de règlement. Les hausses de frais afférents ont été imposées pour la majorité des étudiants, à 570 \$ pour ceux aux cycles supérieurs et 428,10 \$ pour ceux aux cycles inférieurs.

« Une situation inacceptable », a déclaré le président de la Fédération des étudiants de l'Université de Montréal (FEUdM), Jean-Patrick Brady, pensant qu'il est urgent que le gouvernement fédéral impose un moratoire sur les hausses de frais afférents. « Le président de la Fédération des étudiants de l'Université de Montréal (FEUdM) a dit qu'il y avait un problème avec l'explosion des frais afférents. Elle a dit qu'elle n'a pas déposé son projet de règlement. Les hausses de frais afférents ont été imposées pour la majorité des étudiants, à 570 \$ pour ceux aux cycles supérieurs et 428,10 \$ pour ceux aux cycles inférieurs. »

« Une situation inacceptable », a déclaré le président de la Fédération des étudiants de l'Université de Montréal (FEUdM), Jean-Patrick Brady, pensant qu'il est urgent que le gouvernement fédéral impose un moratoire sur les hausses de frais afférents. « Le président de la Fédération des étudiants de l'Université de Montréal (FEUdM) a dit qu'il y avait un problème avec l'explosion des frais afférents. Elle a dit qu'elle n'a pas déposé son projet de règlement. Les hausses de frais afférents ont été imposées pour la majorité des étudiants, à 570 \$ pour ceux aux cycles supérieurs et 428,10 \$ pour ceux aux cycles inférieurs. »

« Une situation inacceptable », a déclaré le président de la Fédération des étudiants de l'Université de Montréal (FEUdM), Jean-Patrick Brady, pensant qu'il est urgent que le gouvernement fédéral impose un moratoire sur les hausses de frais afférents. « Le président de la Fédération des étudiants de l'Université de Montréal (FEUdM) a dit qu'il y avait un problème avec l'explosion des frais afférents. Elle a dit qu'elle n'a pas déposé son projet de règlement. Les hausses de frais afférents ont été imposées pour la majorité des étudiants, à 570 \$ pour ceux aux cycles supérieurs et 428,10 \$ pour ceux aux cycles inférieurs. »

LE SOLEIL : Frais technologiques : l'Université Laval projette une hausse de 142 % à l'automne - Le jeudi 17 janvier 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

L'Université Laval fait fi de la future politique d'encadrement des frais afférents du ministère de l'Éducation et veut hausser les frais technologiques aux étudiants de 142 % à l'automne 2008.

Les frais technologiques pourraient passer de 49,50 \$ à 120 \$ par année - pour les étudiants de premier cycle et atteindre jusqu'à 150 \$ pour les étudiants des cycles supérieurs.

L'Université de Montréal aussi a pris le ministère de l'Éducation de vitesse et annonce qu'elle augmentera ses frais afférents d'un montant variant entre 230 \$ et 560 \$ l'automne prochain.

Politique du ministère ignorée

La ministre de l'Éducation doit pourtant rendre publique d'ici quelques semaines une politique d'encadrement des frais institutionnels obligatoires, c'est-à-dire tous les frais imposés aux étudiants par les universités, à l'exception des droits de scolarité.

L'Université de Montréal aurait dû attendre ce cadre législatif avant d'y aller d'augmentations, a commenté la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.

Dans le cas de l'Université Laval, l'attaché de presse de la ministre, Jean-Pascal Bernier, rappelle que toute hausse des frais applicable à l'automne 2008 «devra tenir compte des mesures contenues dans la politique gouvernementale».

L'Université Laval dit devoir hausser les frais technologiques pour financer le système Banner, un mégalogiciel de gestion scolaire accessible par le Web, qui contiendra autant les plans de cours que les dossiers des 38 000 étudiants. Tous les travaux d'installation de la plate-forme sont évalués à 13,2 millions \$.

Éric Beauce, vice-recteur exécutif et au développement de l'Université Laval, n'a pas rappelé Le Soleil. En entrevue Au fil des événements en novembre, il notait que «l'Université charge 1,65 \$ du crédit étudiant tandis que la

moyenne, dans les autres grandes universités québécoises, est d'environ 5 \$. Nous croyons qu'il faut amener nos frais technologiques à cette moyenne, et c'est pourquoi nous enclencherons une procédure d'augmentation de ces frais».

Inacceptable pour la CADEUL

La CADEUL, qui regroupe toutes les associations étudiantes de premier cycle, juge inacceptable la hausse des frais technologiques.

Ce que sont les frais afférents

| | |
|--|---------------------|
| Université Laval | |
| Année 2007-2008 (pour deux sessions de 15 crédits) | |
| Frais de gestion : | 135 \$ |
| Frais afférents : | 243,60 \$ |
| Frais technologiques : | 49,50 \$ |
| Total : | 428,10 \$ par année |

« On ne voit pas l'utilité de dépenser autant d'argent pour un logiciel alors qu'on sait qu'il y en a de moins chers utilisés dans les facultés »

Julien du Tremblay, président de la CADEUL, commentant la décision de l'Université de dépenser plus de 13 millions \$ pour installer le système Banner

«On ne voit pas l'utilité de dépenser autant d'argent pour un logiciel alors qu'on sait qu'il y en a de moins chers utilisés dans les facultés», dit Julien du Tremblay, président de la CADEUL.

Comme le nouveau logiciel ne pourra pas être en fonction avant juin 2009, des milliers d'étudiants vont payer sans pouvoir profiter de la modernisation, déplore Jérôme Lankoandé, président de l'AELIES, l'association des étudiants des cycles supérieurs.

Les étudiants de l'Université Laval se prononceront la semaine prochaine sur la hausse des frais technologiques à un référendum consultatif mené par voie électronique.

Le texte de la question du référendum, obtenu par Le Soleil, ne précise pas l'ampleur de la hausse des frais et se contente de dire que l'argent versé par les étudiants «sera consacré au développement et à l'amélioration des systèmes les touchant directement».

LE NOUVELLISTE : L'UQTR réplique aux grévistes - Le jeudi 17 janvier 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste, Trois-Rivières



Selon le recteur de l'UQTR, Ghislain Bourque, la création de 101 nouveaux postes de professeurs, comme le demande le Syndicat des professeur(e)s équivaudrait à un ajout de 34 millions \$ en coûts directs sur trois ans à leur présente convention collective.

Or, le budget de l'université n'est que de 106 millions \$ annuellement. Faire grimper le budget annuel à quelque 118 millions \$ "nous paraît impossible", a-t-il déclaré hier en conférence de presse. "Nous n'avons pas cette capacité financière", explique le recteur.

Ce dernier ajoute que cette somme, à laquelle s'ajouteraient inévitablement des coûts indirects, comme des bureaux et de la technologie, "ne correspond pas à nos indicateurs de productivité", ajoute-t-il.

Les indicateurs de productivité sont le nombre d'étudiants, la moyenne

de 33. Elle est de 42 à l'Université de Montréal et de 37 à l'UQAM.

Bien qu'une augmentation du nombre d'étudiants par cours "n'est pas nécessairement ce qu'on souhaite", il n'en demeure pas moins, dit le recteur, que c'est là un des éléments qui indiquent la productivité puisque ces étudiants sont subventionnés par le gouvernement et paient des frais de scolarité. Les étudiants des cycles supérieurs génèrent encore plus de revenus et "ça aussi, ça joue", explique M. Bourque.

C'est donc à la lumière de sa capacité de payer que l'université ne croit pas pouvoir embaucher 101 professeurs, comme le souhaite le Syndicat des professeur(e)s.

Comme l'a fait valoir le vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante, René Garneau, s'il faut se comparer avec d'autres universités, il faut se comparer sur tous les points.

Et même si l'université a généré un surplus en 2007, dit-il, il est impensable que ce surplus ne serve qu'à payer des salaires à un seul corps d'emploi. "Ça va servir aussi à rembourser le déficit accumulé", illustre M. Garneau.

Ghislain Bourque ajoute qu'outre les salaires, l'université doit aussi préserver l'équilibre budgétaire, rembourser le déficit accumulé de 13,7 millions \$, assurer la mise en place du plan d'équité salariale ne pas compromettre les futures négociations avec les autres groupes d'employés ni les projets de développement institutionnels comme la suite du plan stratégique institutionnel et la construction prochaine du pavillon de la santé et du pavillon de vie universitaire.

"Ce qu'on souhaite, c'est de s'asseoir et de parler de choses précises" avec le Syndicat des professeur(e)s, dit le recteur. "Plutôt que de se bâtir un rapport de forces, qu'il y ait négociation", souhaite-t-il.

[Agrandir](#)

André Paradis, vice-recteur aux études de premier cycle et au soutien académique, François Héroux, vice-recteur aux ressources humaines par intérim, Ghislain Bourque, recteur de l'UQTR, René Garneau, vice-recteur à l'administration, aux finances et à la vie étudiante, Lucie Guillemette, vice-rectrice aux études de cycles supérieurs et à la recherche

Photo: Stéphane Lessard

d'étudiants par cours, l'effort de recherche (c'est-à-dire le volume de subventions en recherche) et la proportion d'étudiants dans les cycles supérieurs.

Or, "c'est avec ces principaux indicateurs que se détermine le financement de l'université", ajoute-t-il.

RADIO-CANADA / MAURICIE-CENTRE-DU-QUÉBEC : Université du Québec à Trois-Rivières : Les professeurs en grève - Mise à jour le mercredi 16 janvier 2008 à 16 h 25

Plus d'info

[Audio et Vidéo](#)

[Les précisions de Richard L'Heureux](#)

Les professeurs de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) ont tenu mercredi la première des cinq journées de grève qu'ils ont votées. Les enseignants réclament notamment l'embauche de nouveaux professeurs, plus de temps pour effectuer de la recherche et la parité salariale avec leurs collègues des autres universités.

Des piquets de grève ont été érigés aux abords de l'établissement. Les professeurs ont bloqué l'accès aux édifices afin de ralentir l'entrée des étudiants.

L'université est demeurée ouverte et les services réguliers ont été offerts malgré la grève. Les cours donnés par les chargés de cours ont également eu lieu.

Selon le recteur de l'UQTR, Ghislain Bourque, les demandes des professeurs se chiffrent à plus de 30 millions de dollars.

Le président du syndicat des professeurs, Michel Volle, a, de son côté, bon espoir qu'une solution sera trouvée prochainement. « On a bon espoir que ça débouche et le moment est tout à fait propice à répondre à nos demandes », croit-il.

L'association des étudiants de l'UQTR appuie certaines revendications des professeurs, mais souhaite que les étudiants ne soient pas pris en otage.

Une nouvelle rencontre de négociations est prévue entre les deux parties le 26 janvier.

Une assemblée générale est également prévue le 31 janvier. Un vote de grève générale illimitée n'est pas exclu, si les rencontres de négociations ne donnent pas de résultats. La convention collective des professeurs est échue depuis le 30 septembre dernier. Il s'agit de la première grève des enseignants en 30 ans à l'UQTR.

LE DEVOIR : Frais afférents: l'UdeM est allée trop vite, juge la ministre - L'administration universitaire pourrait devoir réviser l'augmentation adoptée hier - Édition du mercredi 16 janvier 2008

Clairandrée Cauchy

L'Université de Montréal pourrait être obligée de refaire ses devoirs et de réviser la hausse des frais afférents votée hier par son comité exécutif. La ministre de l'Éducation prévient que l'UdeM ne pourra échapper à la nouvelle politique d'encadrement des frais afférents, politique qu'elle entend déposer en février.

Le comité exécutif de l'Université de Montréal (UdeM) a adopté hier des augmentations des frais afférents de l'ordre de 280 \$ par année pour des étudiants à temps complet, qui peuvent même atteindre 560 \$ par année pour les étudiants des cycles supérieurs qui rédigent leur thèse. L'UdeM a par ailleurs voté hier un mécanisme d'indexation automatique des frais afférents.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, juge cependant que les administrateurs de l'UdeM sont allés un peu vite en affaire. C'est qu'elle a mené l'automne dernier une consultation sur les frais afférents et compte déposer le mois prochain une politique pour les encadrer. «J'ai parlé longuement avec le recteur de l'Université de Montréal avant Noël; tout le monde au Québec savait qu'une décision était imminente. Je suis très étonnée que [l'Université de Montréal] prenne cette décision aujourd'hui, sans même attendre le résultat de la consultation», a indiqué la ministre lors d'un entretien téléphonique avec Le Devoir.

Elle précise que la politique en cours d'élaboration s'appliquera aux frais en vigueur dès septembre prochain, et ce, même si les hausses ont été entérinées avant qu'elle ne rende public son contenu.

Plus tôt hier, les deux associations étudiantes de l'UdeM avaient précisément demandé à la ministre d'intervenir en imposant un moratoire d'ici à l'adoption de sa politique d'encadrement des frais afférents. «La ministre devrait dire aux établissements qu'il n'est pas sage de profiter du délai avant l'annonce des résultats de sa consultation pour hausser les frais», déclarait le président de l'Association générale des étudiants de la faculté d'éducation permanente de l'université (AGEFEP), Robert Martin. Sa collègue de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), Julie Bouchard, abondait dans ce sens et reprochait à la direction d'avoir voulu «passer en douce» sa hausse de frais.

Le vice-recteur adjoint de l'UdeM, Alexandre Chabot, reconnaît que l'université pourrait revoir ses plans afin de se conformer à la loi, mais il souligne que les délais de confection du budget ne permettraient pas d'attendre davantage. Il assure par ailleurs que les hausses projetées, qui pourraient générer des revenus d'environ quatre millions par année, ne serviraient pas à renflouer le budget déficitaire de l'université mais bien à maintenir et à améliorer le niveau des services aux étudiants. «Il n'y aura pas de jeu de vases communicants», ajoute M. Chabot.



LA PRESSE : Université de Montréal : Hausse substantielle des frais afférents à l'automne - Le mercredi 16 janvier 2008

Violaine Ballivy, La Presse

C'est confirmé: les étudiants de l'Université de Montréal verront leur facture augmenter de façon substantielle l'automne prochain. Le comité exécutif a donné hier son appui à une hausse des frais afférents qui oscillera entre 230 et 560\$ par année selon le nombre et le type de cours suivis. Une décision qui ne fait ni l'affaire des étudiants, ni de la ministre de l'Éducation.

En entrevue à *La Presse*, Michelle Courchesne a déploré que l'établissement ait pris cette décision alors que son gouvernement s'appête à dévoiler un règlement encadrant les frais institutionnels fixés par les universités.

Une consultation publique a été menée sur le site du ministère l'automne dernier. Les associations étudiantes et les représentants des universités ont été sollicités.

«Depuis ma nomination j'ai été très transparente. J'ai eu des rencontres avec la CREPUQ (Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec) pour leur indiquer que le gouvernement allait réglementer les frais afférents. J'ai été très claire. (...) Alors je suis très étonnée que l'Université de Montréal ait pris cette décision avant même d'avoir pris connaissance du règlement qui va être soumis au cours des toutes prochaines semaines.»

Mme Courchesne affirme avoir parlé «longuement» avec le recteur de l'Université de Montréal, Luc Vinet, dès qu'elle a eu vent du projet de hausse, à la fin du mois de décembre, et à quelques reprises depuis. Mme Courchesne n'a pas formellement demandé aux universités de maintenir le statu quo avant le dépôt des conclusions de la consultation, mais remarque que «les autres universités ont bien compris qu'il fallait mieux attendre la position du gouvernement. L'Université de Montréal est la seule qui semble avoir pris une telle décision».

Michelle Courchesne s'est dite d'autant plus surprise que la politique gouvernementale aura nécessairement préséance sur les volontés de l'établissement montréalais. En somme, si la hausse décrétée hier ne respecte pas les conditions dictées par Québec, elle sera aussitôt annulée.

De son côté, l'Université de Montréal s'est défendue d'avoir agi de façon précipitée. Le dépôt de la politique ministérielle, d'abord annoncé pour la fin de l'automne, a été reporté plus d'une fois par la ministre. «On était un peu pressés par le temps. D'une part pour fournir aux futurs étudiants les conditions exactes dans lesquelles ils s'inscrivent pour l'automne 2008. Et de l'autre, nous amorçons notre processus de planification en vue de l'adoption de notre prochain budget, au mois de mars. En l'absence d'un échéancier clair (de la part du Ministère), nous avons dû prendre nos responsabilités», a expliqué Alexandre Chabot, vice-recteur aux affaires étudiantes de l'Université de Montréal.

Consultation

Les frais afférents ont augmenté de façon inégale dans les universités depuis le gel des droits de scolarité au milieu des années 90. En 2006-2007, ils étaient de 174,90\$ pour une année d'études au baccalauréat (30 crédits) à l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, mais de 891,80\$ à l'Université McGill, indiquent les données compilées par Québec.

Hier, la ministre n'a pas voulu s'avancer sur les propositions retenues pour mieux encadrer ces frais. Elle a toutefois laissé entendre que de telles disparités ne seront plus tolérées. «Pour le même genre de services, il y a un très grand écart d'une université à l'autre, et cet écart-là s'est creusé au fil des ans. Il y a là une question d'équité.»

En 2006-2007, les frais afférents à l'Université de Montréal s'élevaient à 518,07\$, légèrement sous la moyenne nationale (537,93\$) pour une année d'études au baccalauréat.

LE NOUVELLISTE : Grève à l'UQTR: bouchons de circulation en vue - Le mercredi 16 janvier 2008

Brigitte Trahan, Le Nouvelliste, Trois-Rivières

La journée de grève des professeurs de l'UQTR qui se déroulera aujourd'hui, risque de perturber la fluidité de la circulation routière, tôt ce matin ainsi que ce midi, sur les boulevards des Forges et des Récollets, car les grévistes se tiendront aux abords des entrées du campus pour distribuer des feuillets aux automobilistes qu'ils intercepteront un à un dès leur arrivée.

"On va laisser les gens entrer dans le campus, mais ça ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de ralentissement de la circulation", précise le président du syndicat, Michel Volle.

La journée de grève se tiendra donc bel et bien aujourd'hui, car une nouvelle rencontre de négociation de trois heures tenue hier avec la direction de l'université n'a rien donné, explique le président.

De son côté, la présidente du Syndicat des chargés de cours, Carole Neill, explique que les chargés de cours, eux, seront tenus d'entrer au travail malgré le piquetage de leurs collègues.

Rien dans leur convention collective ne les autorise en effet à respecter les piquets de grève, explique-t-elle.

Il faudra donc suivre la loi et donner les cours comme prévu, à défaut de quoi, une journée de salaire pourrait être prélevée par l'employeur, explique-t-elle.

Elle conseille donc aux étudiants de vérifier sur le site internet de l'UQTR si la personne qui dispense leur cours est un professeur ou un chargé de cours.

Cette dernière prévoit que de toute façon, la plupart des cours ne pourront pas débuter à 8 h 30 comme prévu, car le ralentissement à l'entrée du campus créera des retards pour tous, chargés de cours, élèves, professionnels ou personnel de soutien.

"Nous avons envoyé un mot aux chargés de cours là-dessus", dit-elle. Bref, chacun sera tenu de faire son possible pour aller au travail tandis que l'université, elle, a dit qu'elle mettrait tout en oeuvre pour assurer la sécurité des employés.

La perturbation pour les cours de 8 h 30 se répétera pour les cours de midi. Toutefois, Michel Volle explique que le public peut être rassuré quant au fonctionnement normal des diverses cliniques qui oeuvrent sur le campus (podiatry, chiropratique et psychologie).

"L'idée n'est pas de donner une mauvaise image de l'université", plaide-t-il.

"L'idée, c'est qu'il n'y aura pas d'enseignement au sens classique. On s'assurera qu'aucun prof ne donne de cours", dit-il, mais s'il y a en a qui ont à se rendre à la clinique ou au laboratoire parce que certaines expériences nécessitent leur attention, ils pourront le faire, assure M. Volle.

Ce dernier se dit un peu déçu que les chargés de cours entrent quand même au travail, mais il comprend les conséquences qui pèsent sur eux et les risques d'avoir des coupes salariales. "On ne voudrait pas que ça leur arrive", dit-il.

Les professeurs auront quand même droit à la solidarité de leurs collègues puisque les présidents des autres syndicats se tiendront à leurs côtés et seront présents au chapiteau qui sera érigé ce matin du côté du boulevard des Forges.

Une nouvelle rencontre de négociation est prévue le 25 janvier, soit à quelques jours de la tenue de l'assemblée générale du syndicat des professeur(e)s, le 31 janvier, alors qu'un nouveau mandat de grève pourrait peut-être être confié au syndicat si les négociations ne vont pas dans le sens de ses attentes, prévient Michel Volle.

■ À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Un moratoire sur les frais est exigé

L'Association étudiante de la Faculté de l'éducation permanente de l'Université de Montréal monte aux barricades à nouveau en s'opposant avec véhémence à l'augmentation des frais que prévoit appliquer l'institution dès le début du mois de juillet.

Ce regroupement des étudiants interpelle la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne afin qu'elle décrète un moratoire sur l'augmentation des frais jusqu'à ce que soient déposées les conclusions d'une consultation menée sur cette question par les fonctionnaires du ministère l'automne dernier.

Le sous-financement des universités est évalué à plus de 400 millions \$ par année.

Dès la rentrée universitaire l'automne prochain, un cours de trois crédits coûtera 28 \$ de plus. Pour un universitaire à temps plein, le coût supplémentaire sera de 280 \$ pour l'année 2008-2009.

« La hausse de 4 \$ par crédit de la cotisation aux Services aux étudiants est inacceptable », indique l'Association. Elle ajoute que la direction de l'Université n'a déposé aucune prévision budgétaire ni projets détaillés pour justifier cette augmentation.

(JCS)

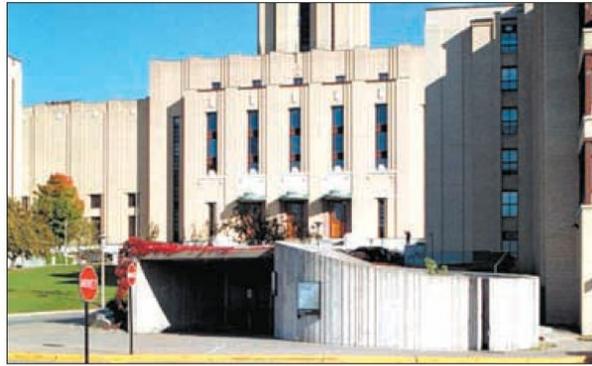


PHOTO ARCHIVES

Les étudiants de l'Université de Montréal s'opposent à toutes formes d'augmentations des frais de scolarité.

LE SOLEIL : Projet de classement mondial des universités - Le lundi 14 janvier 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Qui sont les meilleurs étudiants universitaires de la planète? On pourra le savoir dans quelques années, si l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) va de l'avant avec son projet d'évaluation des acquis pour l'enseignement supérieur.

À l'image du programme d'évaluation PISA, qui teste les connaissances des jeunes de 15 ans en sciences, en lecture et en mathématiques, ce nouvel examen viendrait mesurer la performance des jeunes d'âge universitaire, à l'aide de questions standardisées.

Les ministres de l'Éducation des pays de l'OCDE discuteront aujourd'hui et demain à Tokyo du projet, en élaboration depuis deux ans. Les syndicats de professeurs québécois n'ont pas attendu que le test devienne réalité pour dénoncer cette nouvelle initiative de commercialisation de l'éducation,

disent-ils. «C'est quoi le but de ça?» demande Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignants et enseignantes (FNEEQ-CSN). «Ça va simplement être un tremplin pour les grandes universités occidentales et un moyen d'écraser encore plus les pays les moins riches.»

Sa collègue Cécile Sabourin, présidente de la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU), se demande bien ce que la performance d'une cohorte d'élèves à un test bien précis révélera de la qualité générale de l'enseignement dans une université. Sans compter la difficulté d'arriver avec un examen standardisé qui permettra de comparer équitablement les étudiants de dizaines de pays.

«C'est beaucoup de temps, d'énergie et d'argent qui pourraient être mis ailleurs, par exemple pour aider vraiment les étudiants», dit Cécile Sabourin.

LA PRESSE : Un bulletin universitaire mondial - Le vendredi 11 janvier 2008

Violaine Ballivy, La Presse

À quand un bulletin mondial des performances des étudiants? Bien-tôt peut-être. Des ministres de l'Éducation des pays de l'OCDE se réuniront en fin de semaine à Tokyo pour discuter des moyens d'évaluer et de comparer le rendement des systèmes d'éducation supérieure des pays membres. Un projet qui, à ses balbutiements, inquiète déjà les professeurs d'ici.

Deux syndicats de professeurs du collégial et de l'université, la Fédération nationale des enseignants et enseignants du Québec (FNEEQ) et la Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université du Québec (FPUUQ), ont envoyé hier une lettre à la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, dans laquelle ils dénoncent la tenue de cette rencontre exploratoire. Une copie de cette lettre a aussi été remise à la responsable de la délégation canadienne à Tokyo, Diane McGifford, ministre de l'Enseignement postsecondaire du Manitoba.

La réunion de Tokyo s'inscrit dans une vaste réflexion sur le sujet amorcée en 2006 à la demande de certains pays membres de l'OCDE. «Des palmarès nationaux et internationaux (ceux de Shanghai et du magazine McClean's, par exemple, NDLR) attirent déjà beaucoup l'attention des médias et ont

sans aucun doute un impact sur la perception du public des buts et valeurs de l'enseignement supérieur, de même que sur l'élaboration des politiques», note l'OCDE dans un document de travail produit l'an dernier et intitulé PISA pour l'enseignement supérieur. L'OCDE y relève que la population serait mieux servie par un système d'évaluation qui pourrait s'apparenter à celui du PISA, son programme de suivi des acquis des élèves de 15 ans de ses pays membres qui fait le point régulièrement sur leurs compétences en lecture, en mathématiques et en sciences.

Selon la présidente du FPUUQ, Cécile Sabourin, l'implantation d'un tel système est inutile, voire dommageable. «Il y a déjà plusieurs moyens d'évaluer les universités. Les programmes, les politiques institutionnelles sont régulièrement révisés», dit-elle. «Là, on veut se doter d'un outil simpliste pour classer facilement les universités. (...) Les gouvernements ne doivent certainement pas céder au mirage d'un outil d'évaluation qui empêcherait d'explorer d'autres voies de rehausser la qualité de l'enseignement supérieur et son accessibilité au Québec, au Canada et ailleurs dans le monde.»

«La formule qui a permis des succès à un endroit n'est pas nécessairement la plus adéquate ailleurs. Il ne faut pas céder à la tentation de l'uniformisation», note Mme Sabourin.

OCDE : Regards sur l'éducation – 2007 : Les indicateurs de l'OCDE – Septembre 2007

Dans tous les pays de l'OCDE, les gouvernements cherchent à accroître l'efficacité de leur système éducatif tout en s'employant à trouver les ressources supplémentaires pour faire face à la demande grandissante de formation.

Conçue pour permettre aux pays d'évaluer la performance de leur système d'enseignement à la lumière de celle d'autres pays, [l'édition 2007 de Re-](#)

[gards sur l'éducation](#) présente une imposante batterie d'indicateurs actualisés et comparables sur les résultats des systèmes éducatifs. Les indicateurs montrent qui participe aux activités éducatives, quelles dépenses leur sont affectées, comment les systèmes éducatifs fonctionnent et quels sont les résultats obtenus. Les indicateurs de résultats portent sur des aspects très variés, allant de la comparaison des performances des élèves dans des

MÉTRO : Lettre : Vous vous trompez de cible, par Julie Bouchard, Secrétaire générale de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) – Vendredi 11 janvier 2008

Courrier des lecteurs

Vous vous trompez de cible

EDUCATION. M. le recteur, en tant qu'étudiants, nous sommes fiers d'être membres de la communauté de l'Université de Montréal. Les étudiants, forts de la formation qu'ils reçoivent, se démarquent par leurs accomplissements, peu importe leur champ d'études. Or, nous déplorons les récents choix stratégiques de votre administration, qui ne font pas honneur à la renommée de l'université que vous dirigez.

Il est clair que les universités québécoises traversent une période difficile causée par le sous-financement gouvernemental de nos institutions. Devant les problèmes financiers, la solution qui semble privilégiée par le gouvernement et les recteurs est d'augmenter sans cesse la facture étudiante. De tous les groupes de la communauté universitaire, seuls les étudiants sont contraints à un effort supplémentaire en payant davantage. Qui plus est, ils font aussi les frais de sous-financement en subissant une réduction de l'offre de cours et des coupes dans les charges d'auxiliaariat.

Ainsi, vous envisagez d'augmenter les frais afférents l'année prochaine – pour une deuxième fois en trois ans – en plus des hausses des frais de scolarité imposés en vertu du dégel appliqué par le gouvernement libéral depuis septembre dernier. Les augmentations que vous souhaitez seront de 545 dollars par année pour les étudiants aux cycles supérieurs en réduction de mémoire ou de thèse. En plus, aucun plan de développement, plan d'investissement ou prévision budgétaire n'accompagne ces hausses. Pis encore, aucune évaluation valable des besoins n'a été effectuée afin de justifier la nécessité de ces prélèvements auprès des étudiants. Difficile pour nous, étudiants universitaires, d'accepter cette méthode qui va à l'encontre de toutes les démarches qui nous sont enseignées. En effet, aucun professeur ne suggère d'appliquer d'abord une solution et, par la suite, d'évaluer correctement la problématique. Il est faux de nous dépeindre

Voxxop

Êtes-vous intéressé par les primaires américaines?

Omar Gianfrancesco
29 ans, chercheur

Où, je suis curieux de voir quelle dynamique va sortir de ces primaires et comment le Canada va se placer par rapport au choix des Américains.

Philippe Hétu
21 ans, étudiant

Non, je ne m'y intéresse pas tellement, surtout par manque de temps. Mais je connais les acteurs du débat, principalement les démocrates, plus proches de ma sensibilité.

Lionel Damproube
25 ans, étudiant

Je regarde de temps en temps par curiosité, mais je ne les suis pas vraiment, car je ne crois pas que cette élection puisse changer la politique internationale des États-Unis.

Vous aimez la technologie? Les gens? Nous avons un emploi pour vous.



Des possibilités, vous sont offertes chez Bell. Bell est actuellement à la recherche de conseillers – services aux clients qui ont la passion d'aider les autres. Lorsque vous travaillez à Bell, vous faites partie d'une équipe énergique qui offre les plus récents produits et services, et les plus récentes technologies aux Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

Ce que nous nous offrons :

- Salaire de 13,75\$ à 16\$/heure plus programmes de bonus et d'encouragement
- Gamme complète d'avantages sociaux dès la date de début d'emploi
- Téléphone mobile gratuit et réduction de 35 % sur les services de Bell
- Service de navette gratuit à Dorval

Comment postuler :
Rendez-vous à l'adresse : www.carrieresbellmobile.ca
Au plaisir de vous rencontrer à notre journée portes ouvertes!
• Lieu : 200 boul. Bouchard, Dorval
• Date : 12 janvier 2008
• Heure : 10:00 à 16:00



dire comme étant dogmatiquement opposés à toute hausse de frais [...] Par contre, il est de notre devoir de dénoncer les hausses de frais injustifiées sans apport concret pour les étudiants. Que plus, nous considérons que nous ne devons pas être les seuls à contribuer davantage. Pour la FAECUM, il n'y a nul doute que les universités québécoises sont sous-financées. Toutefois, la solution ne réside pas dans une augmentation de la facture étudiante, mais bien dans la démonstration que l'on ne peut plus attendre pour donner la priorité à l'enseignement universitaire au Québec. Plutôt que de laisser le gouvernement provincial s'en tirer sans investir davantage, nous vous invitons à convaincre le gouvernement du Québec de réinvestir dans les universités. Si vous persistez à vouloir augmenter la facture étudiante, nous n'aurons d'autre choix que de lancer une campagne massive pour le retrait de ces frais. Nous souhaitons tous jours améliorer la qualité de vie des étudiants sur le campus et nous ne souhaitons

LE DEVOIR : La FEUQ publie une étude sur le revenu des étudiants (Synthèse) - Édition du jeudi 10 janvier 2008

Martin Ouellet, La Presse canadienne Québec -- Si elle n'est pas «catastrophique», la situation financière des étudiants inscrits aux cycles supérieurs dans les universités québécoises demeure préoccupante et nécessite un redressement, conclut une enquête.

«De manière générale, il n'y a pas de catastrophe, mais ça reste en dessous [du seuil de bas revenu de Statistique Canada]», a souligné Frédéric Lalande, président du Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ), qui a rendu publique l'étude hier en conférence de presse à Québec.

Des mesures récentes ont certes permis d'améliorer un tant soit peu le sort des étudiants, a dit M. Lalande, citant comme exemple l'augmentation de la contribution fédérale et le «rattrapage» entrepris par le gouvernement du Québec.

Néanmoins, plus de la moitié des étudiants dépendent encore d'un emploi à l'extérieur pour subvenir à leurs besoins et près de quatre étudiants sur 10 accumulent une dette dépassant les 12 000 \$ à la fin de leurs études.

L'enquête du CNCS, réalisée en 2006 auprès d'un peu plus de 1600 étudiants dans 15 établissements, révèle par ailleurs que le revenu annuel moyen de la cohorte inscrite aux cycles supérieurs est de 19 000 \$.

Si la plupart des étudiants parviennent à se débrouiller sans trop de mal, un peu moins du quart d'entre eux -- 24 % -- vivent dans la misère, expose l'étude.

«Pour 25 % des étudiants, le niveau de revenu est de moins de 12 000 \$. Pour ceux-là, c'est catastrophique [...] Ce sont des revenus ridicules et faméliques», a dit M. Lalande.

Intitulée «Les sources et modes de financement des étudiants aux cycles supérieurs», l'étude en appelle à un financement public accru dans l'aide aux étudiants et se montre particulièrement hostile à l'égard du dégel progressif des frais de scolarité et des coûts afférents aux études.

«Pour quelqu'un qui gagne 11 000 \$ par année, une hausse de 100 \$ des frais de scolarité, 500 \$ à terme, c'est énorme», souligne le président du CNCS.

LA PRESSE : Qui s'instruit... s'endette : les étudiants à la maîtrise et au doctorat vivent pauvrement- Le jeudi 10 janvier 2008

Violaine Ballivy, La Presse

Instruit mais endetté. Étienne Marcotte prévoit terminer son doctorat en philosophie avec un trou de 30 000\$ dans son compte en banque. Et avec deux, voire trois ans de retard sur les délais prévus par le gouvernement. La situation des étudiants à la maîtrise et au

doctorat du Québec a beau s'être améliorée légèrement ces dernières années, elle demeure difficile. Et préoccupante, conclut une étude publiée hier.

Menée en 2006 auprès de 1638 étudiants de 17 établissements universitaires de la province, [l'enquête du Conseil national des cycles supérieurs de la](#)

 REVUE DE PRESSE (Janvier 2008) - Date : 31 janvier 2008, à 9:31 Page 29 de 52

[Fédération universitaire du Québec \(CNCS-FEUQ\) \(Synthèse\)](#) indique que le revenu moyen des étudiants est passé de 19 256\$ à un peu plus de 24 000\$ depuis 2001. Une donnée encourageante qui s'explique en partie par l'augmentation du nombre de bourses d'excellence offertes par le gouvernement fédéral et une bonification de celles du provincial.

Mais une donnée aussi trompeuse, note Frédéric Lalande, président du CNCS-FEUQ. «Ce chiffre cache le fait qu'aujourd'hui encore, le quart d'entre eux vivent avec moins de 11 000\$ par année. Leur situation est catastrophique.»

Au total, la moitié des étudiants vivent sous le seuil de faible revenu de Statistique Canada, indique le rapport. Résultat, ils s'endetteront en moyenne de 13 810\$ pour obtenir le titre de maître. Et de 19 265\$ pour celui de docteur.

Le soutien public étant «inadéquat», selon le CNCS-FEUQ, un peu plus de la moitié des étudiants dépendent encore de la générosité d'un parent ou d'un emploi à l'extérieur du campus pour subvenir à leurs besoins élémentaires.

Cet emploi est rarement relié au domaine d'études et retarde l'obtention du diplôme quand il ne la compromet pas tout bonnement. «Il y a 35% d'abandons à la maîtrise et 50% au doctorat. Le lien entre le décrochage et la précarité financière est clair. Les étudiants sont laissés passablement à eux-mêmes en ce qui concerne le financement de leurs études. Ils ont besoin d'être mieux encadrés», croit M. Lalande. «Si je ne croyais en mes chances

d'obtenir un bon emploi après mes études, j'aurais certainement abandonné il y a longtemps» remarque d'ailleurs M. Marcotte.

Un monde d'inégalités

À la lumière des résultats de ce sondage, la FEUQ réitère que le gouvernement du Québec a fait fausse route en dégelant les droits de scolarité et qu'il doit réinvestir massivement - au moins 70 millions - dans le régime d'aide financière aux étudiants. Le nombre de bourses accordées devrait être relevé: les demandes adressées croissent plus rapidement que le financement des organismes subventionnaires, ce qui impliquerait que des dossiers intéressants sont refusés faute d'argent disponible.

De même, Frédéric Lalande trouve illogique que les Québécois voient leur financement public diminuer lorsqu'ils dépassent les délais prévus pour l'obtention de leur diplôme. Il demande que la durée du versement des bourses soit étirée.

Le Conseil dresse aussi une longue liste de recommandations pour niveler les inégalités entre les différentes catégories d'étudiants. Ceux des sciences «dures» reçoivent une aide financière publique de cinq à dix fois plus importante que la moyenne des autres étudiants. Ils ont aussi plus souvent l'occasion de faire partie d'un groupe de recherche, de recevoir de l'aide pour trouver un stage, participer à un colloque ou trouver un emploi sur le campus, donc lié à leur domaine d'études.

Le ministère de l'Éducation a refusé de commenter les résultats de cette étude hier.

LE SOLEIL : Hautes études: davantage d'abandons faute d'argent - Le mercredi 09 janvier 2008

Isabelle Mathieu, Le Soleil, Québec

Les étudiants québécois à la maîtrise et au doctorat tirent toujours le diable par la queue, surtout ceux en arts et lettres et en sciences humaines. Pas étonnant, dans ces conditions, que le nombre d'abandon soit à la hausse.

Le Conseil national des cycles supérieurs (CNCS), une composante de la Fédération étudiante universitaire du Québec, a rendu publique hier [une étude qui brosse un portrait assez sombre de la situation financière des étudiants-chercheurs \(Synthèse\)](#)

En 2006, le quart des 1600 étudiants sondés ont déclaré un revenu brut inférieur à 11 000 \$ par année. Un chiffre semblable à ce qui avait été observé lors d'une précédente étude en 2001, précise Frédéric Lalande, président du CNCS.

Les chercheurs ont remarqué une dégradation des conditions de logement des étudiants; ils sont deux fois plus nombreux à avoir choisi la colocation en 2006 par rapport à 2001, possiblement à cause de la hausse du prix des loyers.

Si les étudiants à la maîtrise et au doctorat à temps partiel s'en sortent bien, avec des salaires souvent supérieurs à 35 000 \$, plusieurs autres en arrachent.

«De manière générale, il n'y a pas de catastrophe et le nombre d'étudiants à la maîtrise et au doctorat continue d'augmenter, dit Frédéric Lalande. Mais pour certains étudiants, comme ceux en sciences humaines et sociales, ceux qui dépendent de l'aide financière et du travail à l'extérieur, eux autres, ils ne finiront pas dans les temps, s'endettent davantage et risquent d'abandonner.»

En 2001, 30 % des étudiants à la maîtrise abandonnaient en cours de route. En 2006, la proportion est passée à 35 %. Au doctorat, 50 % des étudiants laissent tomber, un chiffre colossal, mais stable depuis 2001.

Les gouvernements fédéral et provincial ont recommencé à investir plus massivement dans la recherche universitaire, se félicite le CNCS.

Malheureusement, le financement public n'est pas adapté à la durée des études supérieures, constatent les chercheurs. «Environ 50 % des répondants nous ont dit qu'ils ne termineraient pas leur projet d'étude dans le délai prescrit par l'organisme subventionnaire, indique Frédéric Lalande. Ça veut dire qu'ils peuvent passer plus d'un an à dépendre seulement de l'aide financière et du travail à l'extérieur.»

JOURNAL DE MONTREAL : Éducation : Beaucoup d'étudiants décrochent parce qu'ils sont trop pauvres - Mise à jour: Jeudi 10 janvier 2008, à 06:01

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal

Écrasés par le coût des études et n'ayant pas suffisamment de revenus, plus de la moitié de nos futurs médecins, ingénieurs et chercheurs vivent sous le seuil du faible revenu.

C'est ce qu'on retient d'une [étude rendue publique hier par le Conseil national des cycles supérieurs \(CNCS\) de la Fédération étudiante universitaire du Québec. \(Synthèse\)](#)

21 200 \$ par année

L'enquête de l'organisme de défense des droits étudiants menée auprès de 1638 répondants révèle que 55,5 % des étudiants aux études supérieures, soit à la maîtrise et au doctorat, ont moins de 21 202 \$ en poche annuellement.

Selon l'indice de Statistique Canada, ces étudiants n'ont donc pas suffisamment d'argent pour joindre les deux bouts dans une ville de la taille de Montréal.

«C'est une situation préoccupante, mais pas surprenante», affirme Benjamin Laplatte, attaché du CNCS.

Décrochage massif

Étouffés par les dettes et forcés de se trouver un emploi pour payer les factures, la moitié des étudiants au doctorat décrochent.

La situation n'est guère plus reluisante au niveau de la maîtrise où le tiers des étudiants abandonnent leurs études.

«On observe qu'il y a un allongement de la durée des études parce que les étudiants ont de plus en plus de difficulté à se classer pour obtenir des bourses», affirme Benjamin Laplatte, attaché du CNCS.

Un emploi ou un prêt

Pour arriver à payer leurs études et à joindre les deux bouts, des étudiants sont donc forcés de se trouver un emploi. Cela hypothèque cependant du temps précieux pour étudier et leur énergie, déplore M. Laplatte.

Les étudiants peuvent toujours contracter un prêt personnel, mais plusieurs hésitent, étant déjà très endettés. En 2006, la dette moyenne des diplômés de maîtrise était en effet de 13 810 \$, tandis que celle des finissants au doctorat s'élevait à 19 265 \$.

Plus de 50 % des étudiants vivent dans la pauvreté

« Ce qu'on dit là n'a rien de révolutionnaire. Ce sont des choses qui sont connues et reconnues. »

Frédéric Lalonde, président du CNCS, parle d'entremise d'une contribution familiale ou d'un emploi à l'extérieur. La plupart des étudiants de plus de 17 ans ont des dettes après de l'Aide financière aux études, qui s'élève en moyenne à 13 810 \$ pour un diplômé ayant complété une maîtrise et à 19 263 \$ pour un baccalauréat. Le CNCS et la FEUQ proposent, entre autres, une meilleure coordination des organismes subventionnaires et un allongement de la durée du versement des bourses pour réduire la durée réelle des études.

Marie Ivan, journaliste à Métro, a écrit cet article. Si globalement le financement des étudiants aux cycles supérieurs a faiblement augmenté, plus de la moitié d'entre eux se trouvent toujours sous le seuil de pauvreté établi par Statistique Canada.

C'est ce qu'on retient d'une nouvelle étude menée par le Conseil national des cycles supérieurs (CNCS) et la Fédération étudiante universitaire du Québec. Depuis la précédente étude menée en 2001, la situation s'est dégradée, affirme le président du CNCS, Frédéric Lalonde. [Techniquement, le niveau de financement est resté stable, mais les dépenses, elles, ont augmenté. Comme le coût de la vie, des transports, des loyers, de l'essence, notamment.] Selon l'étude, 54,5 % du financement total des étudiants est financé par les seules ressources person-

Une étude recommande une augmentation de l'aide financière aux étudiants

Si elle n'est pas « catastrophique », la situation financière des étudiants inscrits aux cycles supérieurs dans les universités québécoises demeure préoccupante et nécessite un redressement, conclut une enquête.

« De manière générale, il n'y a pas de catastrophe, mais ça reste en dessous du seuil de bas revenu de Statistique Canada », a souligné Frédéric Lalonde, président du Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec qui a rendu publique l'étude hier en conférence de presse à Québec. Des mesures récentes ont certes permis d'améliorer un tant soit peu le sort des étudiants, a dit M. Lalonde, citant en exemple l'augmentation de la contribution fédérale et le rattrapage entrepris par le gouvernement du Québec. L'enquête du CNCS, réalisée auprès d'un peu plus de 1600 étudiants dans 15 établissements, révèle par ailleurs que le revenu annuel moyen de la cohorte

inscrite aux cycles supérieurs est de 19 000 \$. Si la plupart des étudiants parviennent à se débrouiller sans trop de mal, un peu moins du quart d'entre eux vivent dans la misère, expose l'étude. « Pour 25 pour cent des étudiants, le niveau de revenu est de moins de 12 000 \$. Pour

ceux-là, c'est catastrophique. Ce sont des revenus ridicules et familiaux », a dit M. Lalonde. Qui plus est, selon lui, il importe de nuancer considérablement le revenu moyen de 19 000 \$ attribué aux étudiants. Sans étaler de données précises, il affirme que le nombre grandissant de professionnels et de baby-boomers à la retraite inscrits aux études supérieures a pour effet de tirer à la hausse la moyenne des revenus de l'ensemble de la cohorte. « Pour quelqu'un qui gagne 11 000 \$ par année, une hausse de 100 \$ des frais de scolarité, 500 \$ à terme, c'est énorme », souligne le président du CNCS.

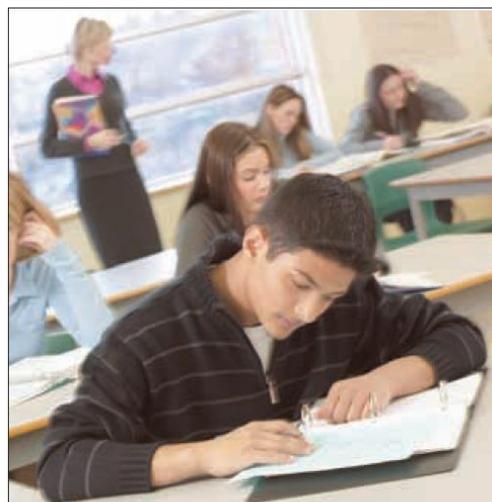


PHOTO COLLABORATION SPÉCIALE

La situation n'est pas rose pour les étudiants universitaires.

24 heures
www.24heures.ca

Pelletier destitué

Bush et la paix

Des métiers passionnants

Recyclé-moi

Pas facile d'être étudiant

Le Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ) est un lieu de discussions, de réflexions, de prises de positions et d'actions visant à représenter et à faire entendre les étudiants des cycles supérieurs. Il regroupe 11 associations membres et représente plus de 30 000 étudiants aux 2^e et 3^e cycles universitaires. L'étude [Les sources et modes de financement des étudiants aux cycles supérieurs](#), ([Synthèse](#)) publiée en 2001 par le Conseil national des cycles supérieurs de la Fédération étudiante universitaire du Québec (CNCS-FEUQ), a contribué à une meilleure connaissance du financement auquel les étudiants des cycles supérieurs du Québec ont accès. Ce document est devenu une référence dont la pertinence a plusieurs fois été citée et reconvenue par différents acteurs du milieu de la recherche et de l'éducation au Québec.

Quelques années plus tard, force est de reconnaître que la situation de la condition étudiante aux cycles supérieurs a changé et qu'il importait d'actualiser cette étude dans le souci de mettre à jour l'ensemble de nos connaissances dans le domaine du financement des études supérieures. Pour ce faire, le CNCS a procédé au cours des derniers mois à une nouvelle collecte de données avec le concours de la firme CROP inc.. Les prochains mois seront donc consacrés à rendre notre étude accessible au plus grand nombre, afin d'en assurer une diffusion massive. Gageons que les conclusions émanant de cette nouvelle étude sauront trouver le même écho que par le passé, auprès des décideurs et des intervenants ayant une incidence sur les conditions de vie, d'études et de recherche des étudiants aux cycles supérieurs.

Année sabbatique ou pas?

Quel parent n'a pas la hantise de voir un de ses marmots -- pire: l'ensemble! -- épouser les traits d'un célèbre et nonchalant Tanguy? Qu'on ajoute maintenant ceci à la liste des préoccupations parentales: le jeuneot risque fort de réclamer un jour «sa» sabbatique, entre deux cours de philo et un emploi à temps partiel. Indéniable, ce phénomène gagnerait à être mieux compris.

Il fut un temps, pas si lointain, où seuls les professeurs d'université s'adonnaient à l'année sabbatique, le temps de rédiger un livre ou d'avancer un projet de recherche sans cesse reporté. Voilà qu'un autre spécimen réclame à grands cris ce repos: en quête d'identité, accablé par une adolescence qui s'étire, le jeune adulte milite lui aussi pour une pause. À lui la sabbatique!

Un rapport à peine publié par Statistique Canada s'attarde à cet épiphénomène -- pas nouveau mais de plus en plus marqué -- qu'est la «pause entre les études secondaires et postsecondaires». On y apprend qu'au Canada, le tiers des jeunes font cet arrêt avant de voguer vers le collégial ou l'université.

L'agence fédérale analyse ce temps d'arrêt dans le parcours scolaire pour la toute première fois: en soi, il s'agit d'un signe qui ne trompe pas. La sabbatique des jeunes n'est pas un effet excentrique observé chez quelques futurs décrocheurs en mal d'encadrement. Qu'elle serve à explorer le vaste monde sac au dos, à travailler pour rayer quelques dettes ou engranger des sous, ou tout simplement à prendre le temps de trouver cette voie motivante nécessaire pour terminer les études, la pause a séduit 30 % des jeunes Canadiens observés.

Au Québec, le rapport n'en révèle que 15 %, ce qui en fait la province championne du parcours scolaire ininterrompu, notamment en raison du caractère unique du cégep qui marque une pause entre le secondaire et

l'université. Qu'on ne s'y trompe pas: cet apparent triomphe ne pourrait être que technique. L'étude ne souffle mot des sabbatiques en cours d'étude. Or, les données connues, même si elles sont minces, traduisent une immense indécision.

Une fois au cégep, un étudiant sur trois change d'option en cours de route. À peine un sur cinq y arrive avec un projet précis. Seuls 42 % en ressortent avec un diplôme de formation générale après les deux ans prévus. La filière technique fait encore moins bien avec 38 % de diplômés en trois ans.

Havre de l'incertitude, repère des âmes perdues entre l'adolescence et l'âge adulte, le collégial devrait non seulement parfaire l'encadrement en ses murs afin de faciliter ce passage difficile, mais aussi s'évertuer à conserver le contact avec ces décrocheurs qui, pour plusieurs assurément, s'adonnent allègrement à la sabbatique. Combien d'entre eux reviennent après une relâche enrichissante? Les données, hélas, sont difficiles à trouver à propos de cette réalité, même si elle n'est pas nouvelle.

Mais les cégeps ne pourront pas veiller seuls au grain, ou sans moyens additionnels pour que des professionnels récupèrent quelques-uns des adeptes du corridor plutôt que de la classe. Aux parents, qui jadis ont peut-être senti eux aussi l'appel du sac à dos, de guider le mieux possible cette pause sans crier à la fin des études. Aux entreprises et à l'État qui les encadrent de refréner une impatience mal contenue -- pénurie de main-d'œuvre oblige -- pour l'embauche prématurée. Nombre de ces «quasi diplômés» avidement recherchés par les cégeps ont été recrutés trop tôt par un marché du travail en mal de recrues.

Si la sabbatique étudiante est là pour rester, que l'on s'attarde davantage au phénomène pour augmenter les chances de reprendre au jeu des études le plus grand nombre d'écartés.

LA PRESSE : Les «sabbatiques» pendant les études coûtent cher - Le mardi 08 janvier 2008

Violaine Ballivy, La Presse

Le secret pour s'assurer du meilleur salaire possible? Étudier longtemps et sans s'arrêter. Les jeunes Canadiens qui ont fait une pause pour voyager, travailler ou passer après le secondaire le paient cher. Chaque semaine, ils gagnent jusqu'à 85\$ de moins que les autres, révèle un rapport de Statistique Canada publié hier.

Ainsi, un Canadien qui possède un diplôme universitaire gagnera en moyenne, entre 22 et 24 ans, 540\$ s'il a fait une pause d'au moins quatre mois après le secondaire, par rapport à 625\$ s'il n'a jamais fait relâche. À l'opposé, un décrocheur au secondaire, même s'il a repris les cours et obtenu un diplôme, n'empochera que 450\$ par semaine.

C'est la première fois que l'agence fédérale se penche sur les effets d'une pause entre le secondaire et les études postsecondaires sur l'insertion des Canadiens (de 22 à 24 ans) sur le marché du travail. Ce parcours a son lot d'adeptes puisque, au Canada, un jeune sur trois repousse d'au moins 120 jours son entrée au collège ou à l'université.

Les Québécois semblent beaucoup plus persévérants, puisqu'ils seraient deux fois moins nombreux à faire la pause. «C'est probablement lié à la structure du système d'éducation du Québec. Ils terminent le secondaire plus jeunes - donc moins matures pour prendre une pause - et ont accès au cégep gratuitement», note le chercheur de Statistique Canada, Patrice de Broucker.

Prendre une pause comporte certains avantages. Au début de la vingtaine, s'ils gagnent moins, les diplômés du collégial et de l'université surnommés

les «stoppeurs» par Statistique Canada ont plus de chance de trouver un emploi que ceux qui n'ont pas arrêté (entre 22 et 24 ans, 87,5% des diplômés universitaires «stoppeurs» sont salariés, comparativement à seulement 79,6% des diplômés universitaires «non stoppeurs»). Une anomalie qui se corrigera avec les années, selon M. de Broucker.

Expérience contre études

«Les étudiants qui ont fait une pause ont eu le temps d'acquérir un peu plus d'expérience de travail et sont de meilleurs candidats en début de carrière pour trouver un emploi. Par contre, avec les années, les études démontrent que c'est le diplôme obtenu qui est le déterminant le plus important pour le salaire, et non l'expérience.»

À plus long terme, faire un temps d'arrêt pourrait aussi sauver certains jeunes du décrochage, estiment des experts. «Tous ne s'arrêtent pas pour les mêmes raisons, note Frédéric Guay, titulaire de la chaire de recherche du Canada sur la motivation et la réussite scolaires. Certains le font tout simplement pour profiter de la vie. Mais d'autres le font pour amasser l'argent nécessaire à la poursuite de leurs études, ou pour aller vivre des expériences qui leur permettront de mieux clarifier leurs aspirations de carrière.» Dans ces deux derniers cas, la pause pourrait être salutaire, dit-il. Francine Chassé, conseillère d'orientation au Centre de formation professionnelle Pierre-Dupuy, à Montréal, est du même avis. «Certains élèves nous reviennent beaucoup plus motivés, plus matures et responsables.»

STATISTIQUES CANADA : Questions d'éducation : le point sur l'éducation, l'apprentissage et la formation au Canada : Faire une pause entre les études secondaires et les études postsecondaires : déterminants et premiers résultats sur le marché du travail - vol. 4 n° 5, 07 janvier 2008

Darcy Hango, Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation, Statistique Canada

Les jeunes adultes peuvent choisir de nombreux parcours entre l'école secondaire et le marché du travail. Ils peuvent notamment décider de différer leurs études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires. Que ce soit en vue d'améliorer leur situation financière, de prendre le temps de choisir ce qu'ils feront ou simplement de faire une pause dans leur cheminement scolaire, bon nombre de jeunes ne se dirigent pas immédiatement vers un programme d'études postsecondaires (PES). Les recherches aux États-Unis suggèrent que le fait de faire une pause peut nuire à l'achèvement éventuel des études postsecondaires, car de nombreux jeunes qui font une pause ne retournent tout simplement pas aux études¹. D'un autre côté, les jeunes qui interrompent leurs études afin d'acquérir une expérience de travail ont un avantage lorsqu'ils arrivent sur le marché du travail, puisque cela leur permet de développer des habiletés les rendant aptes à l'emploi.

Dans un rapport récent publié conjointement avec les Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques (RCRPP), les chercheurs de Statistique Canada Darcy Hango et Patrice de Broucker ont examiné les différents parcours empruntés par les jeunes entre l'école secondaire et le marché du travail. Ils se sont penchés sur le cas des jeunes qui empruntaient différentes trajectoires et sur les résultats sur le marché du travail qui y étaient associés². Les auteurs ont, entre autres questions, tenté de répondre à celle-ci : Quel est l'incidence sur les premières expériences des jeunes Canadiens sur le marché du travail du fait de différer les études postsecondaires après avoir obtenu un diplôme d'études secondaires (les « stoppeurs »), comparativement au choix de passer directement à un programme d'études postsecondaires (les « non-stoppeurs ») ? Le présent article résume les conclusions des auteurs relativement à cette question.

Le rapport original ne prenait pas en compte les jeunes adultes qui fréquentaient toujours l'école en décembre 2003. Le rapport était plutôt axé sur les premiers résultats des jeunes de 22 à 24 ans qui n'allaient plus à l'école et qui étaient sur le marché du travail. L'analyse dont il est question dans le

présent article inclut les étudiants, ce qui permet de fournir de l'information sur le cheminement scolaire des jeunes de 22 à 24 ans en décembre 2003. L'analyse est fondée sur l'[Enquête auprès des jeunes en transition](#) (EJET) de 2004. Dans l'encadré 1, on présente une vue d'ensemble des données de l'EJET et dans l'encadré 2, une définition de « stoppeurs » et de « non-stoppeurs ».

Encadré 1 : Qu'est ce qu'Enquête auprès des jeunes en transition (EJET)?
L'[Enquête auprès des jeunes en transition](#) (EJET) est une enquête longitudinale qui permet d'examiner les tendances et les influences des transitions importantes dans la vie des jeunes, particulièrement en ce qui a trait à l'éducation, à la formation et au travail.

Les données ont été recueillies en 2000 auprès de deux groupes d'âge de jeunes dans le premier cycle de l'enquête. Le premier groupe d'âge comprenait des jeunes de 15 ans et le deuxième, des jeunes de 18 à 20 ans. Les deux cohortes devaient fournir différents renseignements sur leurs études et leurs expériences de travail ainsi que sur leur situation personnelle, par exemple sur leurs aspirations académiques.

L'analyse dont il est question ici est fondée sur la cohorte qui avait entre 18 et 20 ans en 1999, soit l'année de référence pour le cycle 1 de l'enquête. La première interview de suivi auprès des participants de l'EJET a eu lieu au début de 2002 (cycle 2) alors que cette cohorte avait de 20 à 22 ans. La deuxième interview de suivi (cycle 3) a été effectuée deux ans plus tard, alors que les répondants avaient de 22 à 24 ans.

Encadré 2 : Définition de « stoppeurs » et de « non-stoppeurs »

Non-stoppeurs : jeunes qui ont débuté leurs études postsecondaires immédiatement (dans les quatre mois) après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires.

Stoppeurs : jeunes qui ont différé leurs études postsecondaires de plus de quatre mois après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires.

Nous avons établi la période à quatre mois pour faire la distinction entre les stoppeurs et les non-stoppeurs, car habituellement, les étudiants qui ne diffèrent pas leurs études postsecondaires obtiennent leur diplôme en juin et commencent leurs études postsecondaires en septembre.

Renseignements de base au sujet des stoppeurs et des non-stoppeurs

Dans la présente section, on explique les caractéristiques générales des jeunes adultes qui ont différé leurs études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires et celles de jeunes qui ne l'ont pas fait. On y met l'accent sur 1) les caractéristiques démographiques; 2) la province où se trouve l'école secondaire; 3) les caractéristiques familiales et 4) les caractéristiques en matière d'éducation pendant les études secondaires. On y ajoute également les renseignements sur les jeunes adultes qui n'ont pas poursuivi leurs études postsecondaires.

Caractéristiques démographiques

Le [tableau 1](#) montre qu'environ 40 % des jeunes adultes sont passés directement aux études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires (les « non-stoppeurs »), alors que 30 % avaient repoussé de plus de quatre mois leurs études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires (les « stoppeurs »); 30 % des jeunes adultes avaient obtenu un diplôme d'études secondaires ou un niveau inférieur à ce diplôme. Cependant, ces tendances ne demeurent pas valables pour toutes les caractéristiques démographiques de base. Par exemple, les femmes étaient beaucoup plus nombreuses que ne l'étaient les hommes parmi les non-stoppeurs (44 % comparativement à 35 %). Il n'y avait pas de différence de sexe chez les stoppeurs, ce groupe représentant environ 30 % des hommes et des femmes. Dans l'ensemble, environ 75 % des femmes de 22 à 24 ans avaient poursuivi des études postsecondaires en décembre 2003, comparativement à 64 % des hommes.

Tableau 1 :

Caractéristiques démographiques des jeunes de 22 à 24 ans¹, selon le contexte et le niveau de scolarité, décembre 2003

| | Moins que le postsecondaire | Participants au niveau postsecondaire | | Total |
|--------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|-------------|--------------|
| | | Non-stoppeurs | Stoppeurs | |
| Pourcent | | | | |
| Total | 30,6 | 39,4 | 30,0 | 100,0 |
| Sexe | | | | |
| Femmes | 25,4 | 44,2 | 30,4 | 100,0 |
| Hommes | 35,6 | 34,8 | 29,6 | 100,0 |
| Lieu de naissance | | | | |

| | | | | |
|--|------|------|------|-------|
| Canada | 31,0 | 39,6 | 29,4 | 100,0 |
| Ailleurs | 27,3 | 36,8 | 35,9 | 100,0 |
| Résidence urbaine, cycle 1² | | | | |
| Oui | 28,7 | 40,2 | 31,1 | 100,0 |
| Non | 37,9 | 36,3 | 25,9 | 100,0 |
| Presence of long-term limiting condition, Cycle 1² | | | | |
| Oui | 49,4 | 25,1 | 25,5 | 100,0 |
| Non | 29,1 | 40,5 | 30,3 | 100,0 |

¹Comprend les étudiants et les personnes qui n'étaient pas inscrites à un programme d'études, décembre 2003.

²L'analyse dont il est question ici est fondée sur la cohorte qui avait entre 18 et 20 ans en 1999, l'année de référence pour le cycle 1 de l'enquête. La première interview de suivi auprès des participants de l'EJET a eu lieu au début de 2002 (cycle 2) lorsque cette cohorte était âgée de 20 à 22 ans. La deuxième interview de suivi (cycle 3) a été réalisée deux ans plus tard, alors que les répondants étaient âgés de 22 à 24 ans.

Nota : Les pourcentages ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada et Ressources humaines et Développement social Canada, [Enquête auprès des jeunes en transition \(EJET\) de 2004](#).

En ce qui a trait au lieu de naissance, nous avons observé une différence importante entre le cheminement des jeunes nés au Canada et ceux nés à l'extérieur du Canada. Par exemple, il y a environ 10 points de pourcentage de différence entre les stoppeurs et les non-stoppeurs chez les jeunes nés au Canada (29,4 % comparativement à 39,6 %), alors que la différence chez les jeunes nés à l'extérieur du Canada est négligeable, le pourcentage de chaque groupe étant d'environ 36 %.

Il semble y avoir peu de différence entre les jeunes des régions urbaines et ceux des régions rurales en ce qui a trait au parcours vers les études postsecondaires : dans les deux populations, il était plus fréquent que les jeunes n'interrompent pas leurs études entre l'obtention du diplôme d'études secondaires et le début d'un programme d'études postsecondaires. Nous avons cependant remarqué que, en règle générale, les jeunes des régions rurales étaient moins portés à poursuivre des études postsecondaires que les jeunes des régions urbaines (62 % comparativement à 71 %).

Enfin, la présence d'une [condition restrictive de longue durée](#) peut retarder la participation à un programme d'études postsecondaires. Près de 50 % des jeunes adultes ayant une condition restrictive de longue durée n'avaient pas été plus loin que l'école secondaire entre 22 et 24 ans. Ces jeunes adultes étaient également moins nombreux à s'engager immédiatement dans un programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires (25 % comparativement à 40 % pour les jeunes adultes n'ayant pas de condition restrictive de longue durée).

Province de l'école secondaire

Le [tableau 2](#) montre que les jeunes du Québec étaient proportionnellement beaucoup plus nombreux que les jeunes des autres provinces à suivre un cheminement de non-stoppeurs que de stoppeurs. Cela est notamment lié à la structure du système d'éducation du Québec. Avant d'entrer à l'université, les jeunes du Québec doivent fréquenter un [CÉGEP](#) après avoir terminé leur 11e année, vers l'âge de 17 ans. Alors, la grande majorité d'entre eux vont directement au CÉGEP sans faire de pause. Le cheminement des non-stoppeurs est également plus fréquent dans des provinces de l'Atlantique, le Manitoba, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique. Les exceptions étaient l'Ontario et l'Alberta. En effet, en Ontario, une plus grande proportion de jeunes avaient retardé de s'engager dans un programme d'études postsecondaires (43 %) comparativement à ceux qui sont passés directement à un programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires (30 %); en Alberta, les proportions étaient environ les mêmes (29 %).

Tableau 2 :

Province où est située l'école secondaires, 22 à 24 ans¹, selon le niveau de scolarité, décembre 2003

| Dernière province d'études secondaires | Moins que le postsecondaire | Participants au niveau postsecondaire | | Total |
|--|-----------------------------|---------------------------------------|-----------|-------|
| | | Non-stoppeurs | Stoppeurs | |
| | | | | |



| | Percent | | | |
|-------------------------|---------|------|------|-------|
| | | | | |
| Terre-Neuve-et-Labrador | 26,8 | 42,7 | 30,5 | 100,0 |
| Île-du-Prince-Édouard | 37,7 | 43,0 | 19,3 | 100,0 |
| Nouvelle-Écosse | 25,2 | 55,0 | 19,8 | 100,0 |
| Nouveau-Brunswick | 31,2 | 46,0 | 22,8 | 100,0 |
| Québec | 30,1 | 55,4 | 14,6 | 100,0 |
| Ontario | 27,0 | 30,0 | 43,0 | 100,0 |
| Manitoba | 35,8 | 36,5 | 27,7 | 100,0 |
| Saskatchewan | 31,7 | 40,2 | 28,1 | 100,0 |
| Alberta | 41,2 | 29,4 | 29,4 | 100,0 |
| Colombie-Britannique | 33,0 | 39,2 | 27,8 | 100,0 |

¹ Comprend les étudiants et les personnes qui n'étaient pas inscrites à un programme d'études, décembre 2003.

Nota : Les pourcentages ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre à 100.

Source : Statistique Canada et Ressources humaines et Développement social Canada, [Enquête auprès des jeunes en transition \(EJET\) de 2004](#).

Caractéristiques familiales

Il était plus fréquent pour les jeunes de tous les types de familles (**nucléaire**, chef de famille monoparentale et autres types de familles) qui poursuivaient des études postsecondaires d'emprunter un cheminement de non-stoppeurs que de stoppeurs; ce résultat correspond à ce que nous avons observé dans l'échantillon en général. De leur côté, les jeunes de familles reconstituées étaient proportionnellement beaucoup plus nombreux que ceux des familles monoparentales et des autres types de familles à repousser le début du programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires. Cependant, nous avons également observé que les jeunes issus de familles non-nucléaires étaient proportionnellement beaucoup plus nombreux à obtenir au mieux un diplôme d'études secondaires sans poursuivre d'études postsecondaires.

On observe également un fort lien intergénérationnel en ce qui a trait à l'éducation : 50 % des jeunes dont les parents n'avaient pas obtenu de diplôme d'études secondaires n'ont pas poursuivi leurs études au delà du niveau secondaire. En comparaison, moins de 20 % des jeunes dont les parents avaient obtenu un diplôme d'études collégiales ou universitaires avaient obtenu au mieux un diplôme d'études secondaires. Cependant, pour les participants à des programmes d'études postsecondaires dont les parents n'avaient pas de diplôme d'études postsecondaires, le cheminement des non-stoppeurs était plus fréquent que celui des stoppeurs. Enfin, une proportion légèrement supérieure de jeunes dont les parents n'avaient pas terminé leurs études postsecondaires ont suivi le cheminement des stoppeurs.

Dans l'ensemble, la différence la plus importante entre les stoppeurs et les non-stoppeurs a été observée chez les jeunes dont les parents avaient achevé des études postsecondaires : près de 50 % de ces jeunes sont passés directement à un programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires, alors qu'environ 33 % avaient différé leurs études postsecondaires de plus de quatre mois.

Caractéristiques en matière d'éducation pendant les études secondaires

Les facteurs éducatifs pendant les études secondaires peuvent également avoir des effets importants sur les résultats scolaires ultérieurs.

C'est sans surprise que nous avons noté que les résultats scolaires de la dernière année d'études secondaires étaient étroitement liés au parcours scolaire suivi après les études secondaires. Près de 90 % des jeunes dont la moyenne pondérée était inférieure à 60 % n'ont pas poursuivi leurs études au delà de l'école secondaire, alors que près de 97 % des jeunes ayant des moyennes élevées (au delà de 80 %) ont poursuivi des études postsecondaires. Les élèves ayant des résultats élevés avaient également beaucoup plus tendance à se rendre directement aux études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires plutôt qu'à faire une pause (59 % comparativement à 29 %).

Comme les auteurs d'ouvrages antérieurs, nous avons observé un lien positif entre le fait de travailler peu d'heures pendant la dernière année d'études secondaires et la probabilité de passer directement à un programme d'études postsecondaires après avoir obtenu le diplôme d'études secondaires³. Environ 46 % des adolescents qui travaillaient moins de 10 heures par semaine pendant leur dernière année d'études secondaires n'ont pas différé leur participation à un programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires. En comparaison, les

adolescents qui ont travaillé beaucoup pendant leurs études secondaires (plus de 20 heures par semaine) étaient moins représentés parmi les non-stoppeurs que les jeunes qui travaillaient moins de 20 heures (26 % comparativement à plus de 40 %). Les jeunes qui ont travaillé de nombreuses heures étaient également davantage représentés parmi ceux qui n'ont pas poursuivi d'études postsecondaires.

Les attentes des parents jouent également un rôle important. Par exemple, près de 80 % des jeunes adultes qui ont rapporté que leurs parents croyaient qu'il n'était « pas du tout » important que leur enfant poursuive des études au delà de l'école secondaire n'avaient pas entrepris de programme d'études postsecondaires ou, s'ils l'avaient fait, ils étaient davantage portés à suivre le cheminement des stoppeurs. En comparaison, seuls 20 % des jeunes qui ont rapporté que leurs parents croyaient qu'il était « très » important que leur enfant poursuive des études postsecondaires ne les avaient pas poursuivies une fois rendus à l'âge de 22 à 24 ans. De plus, les jeunes qui ont poursuivi un programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires étaient davantage portés à suivre le cheminement des non-stoppeurs si les attentes de leurs parents étaient élevées.

Qu'arrive-t-il aux stoppeurs et aux non-stoppeurs sur le marché du travail?

La situation sur le marché du travail est-elle différente pour les stoppeurs et les non-stoppeurs? Pour cette partie de l'analyse, nous avons exclu les jeunes adultes qui étaient toujours aux études secondaires en décembre 2003, que ce soit à temps plein ou à temps partiel. (Les élèves représentaient environ 34 % des jeunes de 22 à 24 ans en décembre 2003.) Nous établissons également une distinction entre le type d'institution (école des métiers, école professionnelle ou autre, collège ou université) et selon qu'un diplôme a été obtenu ou non. Nous évaluons la situation du marché du travail de deux façons : le taux d'emploi selon le cheminement et le salaire total pour tous les emplois occupés en décembre 2003.

Taux d'emploi selon le cheminement

Le [tableau 3](#) montre le taux d'emploi pour tous les jeunes de 22 à 24 ans qui n'étaient pas aux études en décembre 2003, ainsi que pour chacun des cheminements. Dans l'ensemble, le taux d'emploi était près de 80 %. Ce taux variait cependant en fonction du cheminement suivi entre les études et le marché du travail. Les décrocheurs au niveau secondaire avaient le taux d'emploi le plus faible (71 %), étant suivis par les « [raccrocheurs](#) » (72 %) et les sortants du postsecondaire ayant stoppé (73 %). Il est intéressant de noter que les sortants du postsecondaire n'ayant pas stoppé avaient un taux d'emploi plus élevé que les sortants du postsecondaire ayant stoppé (79 % comparativement à 73 %). En comparaison, le taux d'emploi le plus élevé se trouvait chez les jeunes qui avaient suivi un parcours collégial (qu'ils aient fait une pause ou non) et chez les jeunes qui avaient suivi le cheminement universitaire des stoppeurs : tous au delà de 85 %. Ces résultats correspondent à ceux d'autres études qui ont établi un lien étroit entre le niveau de scolarité et la réussite sur le marché du travail.

Tableau 3 : Situation par rapport à l'activité et aux gains hebdomadaires médians en décembre 2003, selon le cheminement des études au marché du travail

| | Occupé | Gains hebdomadaires médians |
|--|----------|-----------------------------|
| | Pourcent | Dollars |
| Raccrocheurs - École secondaire ou plus ¹ | 72,0 | 450,00 |
| Stoppeurs - Sortants du postsecondaire | 73,3 | 460,00 |
| Décrocheurs du secondaire | 71,4 | 480,00 |
| Non-stoppeurs - Sortants du postsecondaire | 78,9 | 480,00 |
| Diplômés de l'école secondaire seulement | 79,6 | 500,00 |
| Stoppeurs/non-stoppeurs - Métiers/autre | 82,8 | 539,00 |
| Stoppeurs - Université | 87,5 | 540,00 |
| Stoppeurs - Collège | 86,2 | 550,00 |
| Non-stoppeurs - Collège | 85,1 | 552,00 |
| Non-stoppeurs - Université | 79,6 | 625,00 |

¹ Répondants qui ont déjà abandonné l'école secondaire, mais qui sont retournés aux études à un moment donné pour obtenir un diplôme d'études secondaires ou faire des études postsecondaires (allant parfois même jus-

qu'à compléter un programme d'études postsecondaires) avant d'entrer dans la population active.

De plus, le taux d'emploi des stoppeurs (diplômés d'une université ou d'un collège) était plus élevé que celui des non-stoppeurs ; la différence était particulièrement notable pour les diplômés d'université. Qu'est ce qui peut expliquer cette différence? Il est possible que les stoppeurs aient un avantage associé avec l'expérience de l'emploi sur le marché du travail par rapport avec les non-stoppeurs, puisqu'ils ont eu plus souvent l'occasion d'acquérir de l'expérience de travail entre la fin des études secondaires et le début des études postsecondaires. En outre, nous savons que les jeunes qui abandonnent leurs études beaucoup plus tôt, notamment ceux qui ont décroché de l'école secondaire, ont eu plus de temps et d'occasions d'acquérir une expérience de travail que ceux qui ont fréquenté l'école depuis le secondaire (les non-stoppeurs, par exemple).

Salaires selon le cheminement

Le [tableau 3](#) montre également les salaires hebdomadaires médians pour tous les emplois occupés en décembre 2003 par les travailleurs non étudiants. Dans l'ensemble, les salaires médians étaient d'environ 500 \$ par semaine. Cependant, ce montant variait selon les cheminements, allant d'un sommet de 625 \$ pour le cheminement universitaire des non-stoppeurs et 552 \$ pour le cheminement collégial des non-stoppeurs à de faibles niveaux de 450 \$ par semaine pour les « raccrocheurs » et 460 \$ par semaine pour les sortants du postsecondaire ayant stoppé. Il est intéressant de noter que ce dernier groupe gagnait 20 \$ de moins par semaine que les décrocheurs de l'école secondaire.

Ces conclusions suggèrent que, lorsqu'on ne tient pas compte du temps passé hors du système d'éducation, les personnes ayant obtenu un diplôme d'études secondaires et qui avaient différé le début de leur programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires et qui ont abandonné leur programme d'études postsecondaires avant de l'avoir achevé gagnaient moins que les personnes qui n'avaient jamais obtenu de diplôme d'études secondaires. Encore une fois, ce résultat peut s'expliquer en partie par les avantages, pour ce qui est des salaires, dont profitent les personnes qui ont passé plus de temps sur le marché du travail. Il souligne également l'importance d'achever ses études postsecondaires avant d'entrer sur le marché du travail.

Il est intéressant de noter que, même si le taux d'emploi des stoppeurs ayant achevé des études collégiales ou universitaires était légèrement plus élevé que celui des non-stoppeurs, nous observons une situation inverse en ce qui a trait à la rémunération médiane, surtout pour les diplômés d'université. Alors que le taux d'emploi des non-stoppeurs ayant un diplôme d'études universitaires était inférieur d'environ 8 points de pourcentage à celui des stoppeurs ayant un diplôme d'études universitaires, les premiers gagnaient environ 85 \$ de plus par semaine pour tous les emplois. Cette différence peut être liée au fait que les stoppeurs ont passé moins de temps sur le marché du travail après leurs études et qu'ils ont donc eu moins de temps pour faire progresser leur trajectoire salariale.

Conclusion

Le présent article souligne les différences entre les jeunes qui ont suivi des parcours différents après leurs études secondaires, et met l'accent sur ceux qui ont pris une pause comparativement à ceux qui n'en ont pas pris avant d'entreprendre un programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires. Chez les jeunes adultes de 22 à 24 ans en décembre 2003, il était plus fréquent de passer directement (dans les quatre mois) à un programme d'études postsecondaires après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires.

Cependant, la probabilité du choix d'un cheminement en particulier variait, comme nous l'avons vu, selon de nombreux facteurs de base et des facteurs

éducationnels au cours des études secondaires. Par exemple, le fait d'avoir de bons résultats scolaires pendant les études secondaires était étroitement lié au choix d'un cheminement qui se rendait directement aux études postsecondaires, sans interrompre leurs études. De la même façon, il était plus fréquent pour les jeunes adultes ayant des parents très instruits de suivre un cheminement direct vers les études postsecondaires plutôt que de faire une pause de plus de quatre mois après avoir obtenu leur diplôme d'études secondaires.

Les premières réussites sur le marché du travail pour les personnes qui avaient fait une pause comparativement à ceux qui n'en avaient pas fait sont liées aux diplômes obtenus. D'un côté, le taux d'emploi variait parmi les personnes ayant obtenu un diplôme d'études collégiales, qu'elles aient fait une pause ou non. Par ailleurs, les diplômés de l'université qui n'avaient pas fait de pause avaient un salaire hebdomadaire considérablement plus élevé que les diplômés d'université qui avaient fait une pause.

Un élément commun aux stoppeurs et aux non-stoppeurs était cependant le faible rendement lors des premiers pas sur le marché du travail pour les sortants du programme d'études postsecondaires. Les personnes qui ont quitté un programme d'études postsecondaires avant d'obtenir leur diplôme avaient un taux d'emploi plus faible et des salaires moins élevés que les jeunes qui avaient obtenu un diplôme d'études postsecondaires. De plus, leurs salaires étaient inférieurs à ceux des jeunes qui avaient décroché à l'école secondaire.

Enfin, il importe de se rappeler qu'à l'âge de 22 à 24 ans, les jeunes adultes qui ne sont plus à l'école en sont toujours aux premières étapes de leur parcours sur le marché du travail. Certains sont des diplômés récents qui ont peu d'expérience sur le marché du travail ou qui cherchent peut-être encore un emploi. D'autres, qui peuvent avoir décroché de l'école secondaire avant d'avoir obtenu leur diplôme, ont pu avoir plusieurs années d'expérience de travail à temps plein. Il est probable que ces différences quant aux occasions d'acquérir une expérience de travail joueront un rôle pour les premières tendances en matière d'emploi et pour les niveaux de salaires. Des données longitudinales supplémentaires sont requises pour nous permettre de suivre les expériences subséquentes de cette cohorte d'âge à mesure que se poursuit sa transition vers le marché du travail.

Références et notes

1. Par exemple, voir Bozick, Robert et DeLuca, Stefanie. 2005. « Better late than never? Delayed enrolment in the high school to college transition. », *Social Forces*, volume 84, numéro 1, page 527 à 550.
2. Voir Hango, Darcy et Patrice de Broucker. 2007. [Cheminements des jeunes Canadiens des études au marché du travail : résultats de l'Enquête auprès des jeunes en transition](#), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation, série de documents de recherche, produit numéro 81 595 MIF, numéro 054 au catalogue de Statistique Canada.
3. Voir Tomkowicz Joanna et Bushnik, Tracey. 2003. [Qui poursuit des études postsecondaires et à quel moment : parcours choisis par les jeunes de 20 ans](#), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation, série des documents de recherche, produit numéro 81-595-MIF, numéro 06 au catalogue de Statistique Canada. Tomkowicz et Busnik ont également relevé cette relation à l'aide d'une définition différente de stoppeur. Dans leur cas, ils ont défini les jeunes qui passaient directement aux études postsecondaires dans les 12 mois comme étant des « élèves immédiats » et les jeunes qui avaient fait une pause de plus de 12 mois comme étant des « retardataires ». Ils ont découvert que 26 % des retardataires avaient travaillé plus de 20 heures par semaine, alors que seulement 16 % des élèves immédiats avaient travaillé autant.

Hiver 2008 : Journées portes ouvertes

MÉTRO : Cahier éducation : Regards sur les portes ouvertes : les cégeps – Mercredi 09 janvier 2008

Un petit tour avant les inscriptions

Le temps des choix est arrivé. Des milliers d'étudiants doivent décider dans quel établissement ils poursuivront leurs études l'automne prochain, et plusieurs institutions organisent des opérations charme pour les attirer. Un répertoire non exhaustif des institutions montréalaises à conserver.

RECHERCHE : JESSICA DOSTIE

Les étudiants qui veulent être admis au cégep pour la première fois ou encore s'inscrire à un nouveau programme collégial pour la session d'automne 2008 doivent faire parvenir leur demande d'admission au SRAM (ou au SRAQ, le cas échéant) avant le 1^{er} mars.

CÉGÈPS

Ateliers de danse moderne de Montréal

Pour ceux qui sont passionnés par la danse, les Ateliers de danse moderne de Montréal organisent sur demande des visites de l'école. Durant ces rencontres personnalisées, les programmes sont expliqués. Si l'on souhaite être admis au trimestre d'automne 2008, la date limite pour poser sa candidature et prendre part aux auditions est le 15 janvier. Des cours préparatoires sont également offerts pour perfectionner la technique des candidats.

372, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 211, Montréal, H3B 1A2 (métro McGill) 514 866-9814 www.ladmmi.com

Collège Ahuntsic

Le collège Ahuntsic, l'un des plus importants du Québec, tentera de combler les places disponibles le jeudi 31 janvier de 16 h à 20 h. Près de 10 000 élèves fréquentent ce collège, tant à l'enseignement régulier qu'à la formation continue.

9055, rue Saint-Hubert, Montréal, H2M 1Y8 (métro Henri-Bourassa, autobus 30; métro Crémazie, autobus 56, 146) 514 389-5921 www.collegeahuntsic.qc.ca

Collège André-Grasset

Le collège privé André-Grasset, fondé il y a 80 ans, accueillera les aspirants étudiants le mardi 5 février de 16 h à 21 h. Des professeurs, des étudiants et des membres du personnel seront présents pour répondre aux questions.

1001, boul. Grémazie Est, Montréal, H2M 1M3 (métro Crémazie) 514 381-4293 www.grasset.qc.ca

Cégep André-Laurendeau

Situé dans des locaux des plus modernes, le cégep André-Laurendeau ouvre ses portes aux aspirants étudiants le mardi 5 février, de 18 h à 21 h. Visite de l'établissement et rencontres avec les professeurs sont au programme.

1111, rue Lapière, Montréal, H8N 2J4 (métro Angrignon et autobus 113) 514 364-3320 www.clarendeau.qc.ca

Collège April-Fortier

Cet établissement spécialisé dans le tourisme accueille régulièrement les futurs étudiants pour des visites lorsqu'une demande est formulée. Des séances d'information sur les perspectives de carrière sont par ailleurs régulièrement organisées, la prochaine soirée Info-Carières étant prévue le 9 janvier de 18 h 30 à 20 h 30.

1001, rue Sherbrooke Est, bureau 350, Montréal, H2L 1L3 (métro Sherbrooke ou Beaudry) 514 878 1414 www.april-fortier.com

Collège de Bois-de-Boulogne

C'est le mercredi 30 janvier, de 16 h à 20 h 30, que le collège Bois-De-Boulogne, situé dans le nord de la ville de Montréal, invite les élèves du secondaire à sa journée portes ouvertes. Une visite guidée du collège est prévue, de même que des consultations personnelles par des conseillers sur l'admission et des stands d'information sur les programmes. L'activité élève d'un jour est également offerte.

10 555, avenue Bois-de-Boulogne, Montréal, H4N 1L4 (métro Henri-Bourassa et autobus 171 ou 164, ou métro Côte-Vertu et autobus 171 Est) 514 332-3000 www.collegebdeb.qc.ca

Collège Dawson

Situé au cœur du centre-ville de Montréal, le collège Dawson compte près de 10 000 étudiants qui désirent recevoir une formation collégiale en anglais. Les futurs étudiants pourront rencontrer les professeurs et les conseillers le mercredi 6 février de 16 h à 20 h à l'occasion d'une soirée d'information.



COLLEGE MONTPETIT

L'École nationale d'aérotechnique, affiliée au collège Édouard-Montpetit de Longueuil, des responsables sont là pour répondre aux questions des aspirants étudiants.

3040, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, H3Z 1A4 (métro Atwater) 514 931-8731 www.dawsoncollege.qc.ca

Collège Édouard-Montpetit

Le collège Édouard-Montpetit invite les élèves du secondaire et les personnes intéressées à s'inscrire à l'activité Étudiant d'un jour (info : etudiant-dunjour@college-em.qc.ca). Par ailleurs, une soirée portes ouvertes aura lieu le mercredi 13 février de 18 h 30 à 21 h. Les professeurs seront présents pour

répondre aux questions des aspirants étudiants. Des visites guidées seront en outre organisées. En ce qui a trait à l'École nationale d'aérotechnique (ÉNA), qui est affiliée au collège Édouard-Montpetit, il vaut mieux s'informer directement auprès des personnes responsables.

945, chemin de Chambly, Longueuil, J4H 3M6 (métro Longueuil-Université-de-Sherbrooke, autobus 8, 28, 29, 88) 450 679-2631, poste 2214 www.collegeem.qc.ca

Cégep Gérard-Godin

Le cégep Gérard-Godin, situé dans l'Ouest de Montréal, attend les élèves du secondaire le mercredi 30 janvier de 17 h 30 à 20 h 30, pour présenter les programmes et les critères d'admission. À compter de l'automne 2008, le cégep offrira le programme de Technologie de la production pharmaceutique, une exclusivité au Québec.

15 615, boul. Gouin Ouest, Sainte-Geneviève, H9H 5K8 (autobus 68, 201 et 207) 514 626-2666 www.college-gerald-godin.qc.ca

S'inscrire à la formation professionnelle

Pour les programmes de formation professionnelle, les dates limites d'inscription varient. Elles dépendent entre autres de l'établissement, du contingentement du programme et de la région. Le Système régional d'admission en formation professionnelle (SRAFP) regroupe la grande majorité des commissions scolaires de la région métropolitaine. Grâce à son portail internet, il est possible de s'inscrire en ligne et de connaître les détails du programme, la date limite d'inscription, l'horaire ainsi que les coûts. Sur le site du SRAFP, le candidat pourra aussi suivre les étapes que franchira sa demande d'admission.

Toutefois, ceux qui sont intéressés par un programme de formation professionnelle peuvent aussi adresser leur demande en format papier directement au centre qui l'offre. MARIE-ÈVE SHAFFER www.srafp.com

CÉGEPS (suite)

Collège Herzog

Si aucun événement particulier n'est prévu au collège pour le moment, des rencontres privées peuvent être organisées en tout temps pour les jeunes qui veulent en savoir plus sur les différents programmes offerts, que ce soit dans le domaine de la technologie, du design, de la santé ou des affaires.

1616, boul. René-Lévesque, Montréal, H3H 1P8 (métro Lucien-L'Allier ou Guy-Concordia) 514 935-7494 www.herzog.edu

Collège Jean-de-Brébeuf

Le collège Jean-de-Brébeuf ouvrira ses portes le jeudi 7 février, de 14 h à 21 h. Les futurs étudiants pourront visiter le collège en plus de rencontrer des étudiants, des professeurs et les membres du personnel. Fait particulier, au terme de la visite, ils pourront même savoir s'ils sont acceptés ou pas.

3200, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal (métro Côte-Vertu et autobus 129 ou métro Université-de-Montréal et autobus 51 ou 119) 514 342-9342 www.brebeuf.qc.ca

CÉGEPS (suite)

Collège O'Sullivan de Montréal

Le collège O'Sullivan ouvrira ses portes au public le mercredi 23 janvier de 17 h à 21 h et le samedi 9 février de 10 h à 15 h. Il s'agit d'une excellente occasion pour discuter des programmes d'études et des emplois avec les professeurs et étudiants en techniques juridiques, commerce international, gestion commerciale, assurance de dommages, bureaucratie, comptabilité et technologies des médias et plateau de tournage. À noter que les candidats qui s'inscrivent durant les portes ouvertes seront admis gratuitement.

1191, rue de la Montagne, Montréal, H3G 1Z2 (métro Peel ou Lucien-L'Allier) 514 866-4622 www.osullivan.edu

Collège de Rosemont

Le collège de Rosemont se distingue par ses programmes de formation uniques – Techniques de thanatologie, Audioprothèse et Acupuncture – de même que par son engagement envers l'environnement. Il organise un événement portes ouvertes le samedi 2 février de 13 h à 16 h. Au menu : rencontres avec les professeurs

Cégep John Abbott

Le Cégep John Abbott est situé à l'extrémité ouest de l'île de Montréal. Une soirée portes ouvertes est organisée le mercredi 6 février de 18 h 30 à 21 h. Tout le personnel sera sur place pour répondre aux questions des aspirants étudiants.

21 275, chemin Lakeshore, Sainte-Anne-de-Bellevue, H9X 3L9 (métro Lionel-Groulx et autobus 211) 514 457-6610 www.johnabbott.qc.ca

Collège LaSalle

Situé au cœur du centre-ville de Montréal, le collège LaSalle accueille des étudiants provenant de 50 pays dans le monde. Il propose des programmes assez diversifiés en mode, en hôtellerie et tourisme, en restauration, en immobilier et en assurance des personnes. L'activité Étudiant d'un jour y est offerte en tout temps : visite guidée, échanges avec des étudiants et des professeurs et rencontres avec d'autres intervenants figurent au menu de cette journée spéciale. Pour s'inscrire, il suffit de se rendre sur le site internet.

2000, rue Sainte-Catherine Ouest, Montréal (métro Guy-Concordia) 514 939-2006 ou 1 800 363-3541 www.clasalle.qc.ca

des différents départements de la formation préuniversitaire et technique, visite guidée du collège et de la résidence, information sur les modalités d'admission, les prérequis ainsi que la vie scolaire, socioculturelle et sportive. La formule Élève d'un jour est également offerte sur demande.

6400, 16^e Avenue, Montréal, H1X 2S9 (métro Beaubien ou Honoré-Beaugrand et autobus 18, métro Saint-Michel et autobus 67 ou métro Pie-IX et autobus 139) 514 376-1620, poste 215 www.grosemont.qc.ca

Cégep de Saint-Laurent

Le cégep de Saint-Laurent offre 18 programmes d'études dans les domaines des arts, des sciences, de l'environnement et des technologies, dont la technique Assainissement de l'eau, unique en son genre. L'institution s'illustre également sur le plan international depuis de nombreuses années; elle est active notamment en Amérique latine avec l'option Sensibilisation aux échanges Nord-Sud (SENS). Cet hiver, les portes ouvertes se dérouleront le mercredi 6 février de 19 h à 21 h.

625, avenue Sainte-Croix, Saint-Laurent, H4L 3K7 (métro Du Collège ou Côte-Vertu) 514 747-6521 www.cegep-st-laurent.qc.ca



Au collège LaSalle, l'activité Étudiant d'un jour est offerte en tout temps. Ici, une photo des dernières portes ouvertes, cet automne.

Conservatoire Lassalle

Cet établissement privé, qui offre des programmes portant spécifiquement sur les arts, les médias et les communications, ouvrira ses portes aux aspirants étudiants le mercredi 13 février de 18 h à 21 h. À noter qu'un nouveau profil du programme Arts et lettres sera offert à partir de la session d'automne 2008 : Photographie et cinéma.

1001, rue Sherbrooke Est, Montréal, H2L 1L3 (métro Sherbrooke) 514 288-4140 www.colass.qc.ca

Cégep Vanier

Faisant partie des quelques collèges montréalais qui donnent une formation en anglais, le cégep Vanier ouvre ses portes le mardi 5 février de 17 h à 20 h. Voilà l'occasion de visiter l'établissement et de rencontrer des professeurs.

821, avenue Sainte-Croix, Saint-Laurent, Montréal, H4L 3X9 (métro Du Collège ou Côte-Vertu) 514 744-7500 www.vaniercollege.qc.ca

Cégep du Vieux-Montréal

Le cégep du Vieux-Montréal ne propose aucun événement portes ouvertes cet hiver. Néanmoins, l'activité Atelier éclair permet de rencontrer des professeurs et de faire une visite guidée, à condition de s'inscrire sur le site de l'institution à compter du 15 janvier.

255, rue Ontario Est, Montréal, H2X 1X6 (métro Berrri-UQAM) 514 982-3437 www.cvm.qc.ca

École nationale de cirque

Destiné aux élèves canadiens ayant complété leurs études secondaires, le DEC en arts du cirque qu'offre l'ENC combine la formation spécifique aux arts du cirque et la formation générale collégiale. D'une durée de trois ans, la for-

Collège Lionel-Groulx

Le collège Lionel-Groulx, qui existe depuis maintenant 40 ans, accueillera les élèves du secondaire le mercredi 13 février de 18 h à 21 h. Cette institution est renommée pour ses programmes artistiques, notamment de théâtre.

100, rue Duquet, Sainte-Thérèse, J7E 3G6 450 430-3120 www.dlg.qc.ca

Collège de Maisonneuve

Le collège de Maisonneuve accueille autant d'étudiants inscrits à l'enseignement régulier qu'à la formation pour adultes. Pour en savoir

davantage, il faut s'informer directement au collège, puisque aucune soirée portes ouvertes ne sera organisée cet hiver. D'ailleurs, plusieurs programmes accueillent les étudiants intéressés à vivre l'expérience Étudiant d'un jour.

3800, rue Sherbrooke Est, Montréal, H1X 2A2 (métro Pie-IX ou Joliette) 514 254-7131 www.cmaisonneuve.qc.ca

Collège Marianopolis

Le collège privé anglophone Marianopolis organise une soirée d'information le lundi 4 février de 16 h à 19 h 30. Le collège offre une formation

Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ)

Cet organisme public se voue entièrement à la formation et à la recherche en hôtellerie, en tourisme et en restauration depuis plus de 35 ans. L'Institut offre à la fois des formations secondaires, collégiales et universitaires dans une trentaine de programmes, en plus d'offrir de la formation continue aux professionnels de l'industrie. Une journée portes ouvertes aura lieu le 4 février, de 13 h à 19 h. Des visites individuelles et de groupe seront offertes; cependant, il faut réserver : 514 282-5108, poste 4315.

3535, rue Saint-Denis, Montréal, H2X 3P1 (métro Sherbrooke) 514 282-5108 www.ithq.qc.ca

Institut Grasset

L'Institut Grasset attendait les jeunes hier soir. Néanmoins, des informations peuvent toujours être fournies sur demande. Il est à noter que deux nouveaux DEC intensifs pour adultes seront offerts dès le trimestre d'automne 2008 : Animation 3D et Synthèse d'images.

220, rue Fairmount Ouest, Montréal, H2T 2M7 (métro Laurier et autobus 51 ou 46, métro Place-des-Arts et autobus 80 ou 535 nord, métro Du Parc

préuniversitaire traditionnelle, de même que trois programmes de double DEC.

4873, avenue Westmount, Westmount, H3Y 1X9 (métro Villa-Maria ou Vendôme et autobus 124) 514 931-8792 www.marianopolis.edu

Cégep Marie-Victorin

Situé dans un vaste espace vert aux abords des arrondissements de Rivière-des-Prairies, de Montréal-Nord, d'Anjou et de Saint-Léonard, le cégep Marie-Victorin promeut l'ouverture sur le monde. La soirée portes ouvertes aura lieu le mercredi 30 janvier de 18 h à 21 h.

7000, rue Marie-Victorin, Montréal, H1G 2J6 (métro Henri-Bourassa et autobus 69 et service de navette 77 de jour du métro Radisson) 514 325-0150, poste 2282 www.collegemv.qc.ca

Collège Montmorency

Le seul collège situé sur l'île de Laval n'organise pas de journée portes ouvertes cet hiver. Néanmoins, l'activité Élève d'un jour est offerte. De plus, des auditions en danse auront lieu le mardi 5 février 2008, de 13 h à 15 h.

475, boulevard de l'Avenir, Laval, H7N 5H9 (métro Montmorency) 450 975-6300 www.cmontmorency.qc.ca

et autobus 80 ou 535 sud) 514 277-6053 www.institut-grasset.qc.ca

Institut supérieur d'informatique

Plutôt que d'organiser une journée carrière, l'Institut supérieur d'informatique propose des visites individuelles aux aspirants étudiants. Il suffit de prendre rendez-vous.

255, boul. Grémazie Est, bureau 100, Montréal, H2M 1M2 (métro Grémazie) 514 842-2426 www.isi-mtl.com

Institut Teccart

Le collège technologique tiendra encore deux journées portes ouvertes cet hiver et ce printemps, soit le samedi 16 février de 10 h à 15 h et le samedi 26 avril de 10 h à 15 h. Les enseignants, de même que des étudiants, seront sur place pour informer les visiteurs des différents programmes disponibles, notamment la téléphonie IP, l'instrumentation, l'automatisation et la robotique, l'informatique de gestion, la gestion de réseaux informatiques, la technologie des systèmes ordonnés et les télécommunications.

3030, rue Hochelaga, Montréal, H1W 1G2 (métro Préfontaine) 514 526-2501 www.teccart.qc.ca

UNIVERSITÉS

École nationale d'administration publique (ENAP)

Une soirée d'information sera organisée à l'École nationale d'administration publique (ENAP) le 6 février de 18 h à 19 h 30 à la salle 4045. Pour toute information sur les programmes, communiquez avec la coordination des études à l'ENAP à Montréal.

4750, avenue Henri-Julien, 5^e étage, Montréal, H2T 3E5 (métro Laurier) 514 849-3989 www.enap.quebec.ca

École Polytechnique de Montréal

L'École Polytechnique de Montréal, qui est reconnue pour la qualité de son programme en génie, tiendra une soirée d'information le mercredi 6 février de 16 h à 20 h. Par ailleurs, des visites guidées sont régulièrement organisées au cours de l'année; il suffit de s'inscrire sur le site Internet.

2500, chemin de Polytechnique, Montréal, H3T 1J4 (métro Université-de-Montréal) 514 340-4711 www.polytmt.ca

École de technologie supérieure (ETS)

L'École de technologie supérieure (ETS) est spécialisée en ingénierie d'application et en technologie. Son campus ultramoderne est situé au cœur de la ville, à deux pas du canal Lachine. Cet hiver, l'école accueillera les étudiants



Les campus de l'Université McGill, qui compte 21 facultés, sont ouverts en tout temps aux aspirants étudiants qui souhaitent les visiter.

potentiels le dimanche 10 février de 10 h à 17 h.

1100, rue Notre-Dame Ouest, Montréal, H3C 1K3 (métro Bonaventure) 514 396-8800 www.etsmtl.ca

HEC Montréal

Fondée en 1907, HEC Montréal fut la première école de gestion canadienne à voir le jour. L'institution organise des portes ouvertes le mercredi 6 février de 16 h à 20 h. Au programme : séances d'information pour les programmes de baccalauréat et les certificats, stands d'information sur les programmes et services, visites des résidences et du complexe sportif de l'UdeM et visite guidée de HEC Montréal.

3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, H3T 2A7 (métro Université-de-Montréal) 514 340-6000 www.hec.ca

Université Concordia

Ancrée dans un environnement à la fois bilingue et multiculturel, l'Université Concordia accueille près de 30 000 étudiants. Des visites guidées y sont offertes à long terme d'année; il suffit de réserver sa place au Concordia University Welcome Centre, situé dans l'édifice J.W. McConnell (1400 boul. de Maisonneuve Ouest).

1455, boul. de Maisonneuve Ouest, Montréal, H3G 1M8 (métro Guy-Concordia) 514 848-2424 www.concordia.ca

Université de Montréal

Chaque année, l'Université de Montréal forme plus de 55 000 étudiants provenant des quatre continents. C'est le mercredi 6 février de 16 h à 20 h, au Pavillon Roger-Gaudry (sous la grande tour), que les aspirants étudiants se donneront rendez-vous

pour tout savoir sur les programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles. En tout, 25 stands seront installés. Par ailleurs, une exploration du campus est prévue le samedi 26 avril de 10 h à 15 h.

Case postale 6128, succursale Centre-ville, Montréal, H3C 3J7 (métro Université-de-Montréal) 514 343-6111 www.umontreal.ca

Université du Québec à Montréal (UQAM)

Université située au cœur du centre-ville de Montréal, l'UQAM propose plus de 300 programmes d'études. Les portes de l'institution seront ouvertes le 2 février, au campus central de l'UQAM.

Case postale 8888, succursale Centre-ville, Montréal, H3C 3P8 (métro Berri-UQAM) 514 987-3000 www.uqam.ca

Université McGill

Avec ses 21 facultés et écoles offrant plus de 300 programmes, l'Université McGill a su se bâtir une solide réputation quant à la qualité de son enseignement. Il est en tout temps possible de visiter le campus en s'adressant au Welcome Centre du Burnside Hall (805, rue Sherbrooke Ouest, bureau 115).

845, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, H3A 2T5 (métro McGill) 514 398-3910 www.mcgill.ca

Université de Sherbrooke, Campus de Longueuil

L'Université de Sherbrooke s'est installée sur la Rive-Sud en 1989 afin de

répondre à la demande de la communauté d'affaires et des principaux acteurs des milieux social et économique de la Montérégie. Aujourd'hui, le Campus de Longueuil offre plus de 90 programmes de 1^{er}, 2^e et 3^e cycles dans huit de ses neuf facultés. Pour plus d'infor-

mation, il faut s'adresser directement aux facultés. 1111, rue Saint-Charles Ouest, Tour Ouest, 5^e étage, bureau 500, Longueuil, J4K 5G4 (métro Longueuil-Université-de-Sherbrooke) 450 463-1835 www.usherbrooke.ca/longueuil

Les universités à travers la province

Université Bishop

2500, rue du Collège, Sherbrooke, J1M 0C8 819 822-9600 www.ubishops.ca

Université Laval

Québec, G1K 7P4 1 877 785-2825 www.ulaval.ca

Université de Sherbrooke

2500, boul. de l'Université, Sherbrooke, J1K 2R1 1 800 267-8337 www.usherbrooke.ca

Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

445, boul. de l'Université, Rouyn-Noranda, J9X 5E4 1 877 870-8728 www.uqat.quebec.ca

Université du Québec à Chicoutimi

555, boulevard de l'Université, Chicoutimi, G7H 2B1 418 545-5011 www.uqac.ca

Université du Québec en Outaouais

283, boul. Alexandre-Taché, C.P. 1250, succursale Hull, Gatineau, J8X 3X7 1 800 567-1283 www.uqo.ca

Université du Québec à Rimouski

300, allée des Ursulines, C. P. 3300, succ. A, Rimouski, G5L 3A1 1 800 511-3382 www.uqar.qc.ca

Université du Québec à Trois-Rivières

3351, boul. des Forges, C. P. 500, Trois-Rivières, G9A 5H7 1 800 365-0922 www.uqtr.ca



Prêts et bourses du gouvernement du Québec
Le combat étudiant

La plus importante grève étudiante de l'histoire du Québec, en 2005, permet un retour à la normale dans le régime de prêts et bourses du gouvernement du Québec cette année. Après un long combat, les étudiants avaient certes obtenu le retour graduel des sommes coupées, mais pas avant 2006-2007. Dans l'intervalle, le gouvernement est allé de l'avant avec des compressions de 103 M\$ en 2004-2005 et de 33 M\$ en 2005-2006.

2003-2004

350 M\$ en prêts et 315 M\$ en bourses (total : 670 M\$)

2004-2005

(Compressions de 103 M\$ — totaux exceptionnellement calculés sur 16 mois au lieu de 12 mois) 621 M\$ en prêts et 285 M\$ en bourses (total : 906 M\$)

2005-2006 (Compressions de 33 M\$)

483 M\$ en prêts et 305 M\$ en bourses (total : 789 M\$)

2006-2007

432 M\$ en prêts et 348 M\$ en bourses (total : 780 M\$)

2005-2006

129 738 étudiants ont eu droit à un prêt (de ce nombre, 81 734 ont eu droit à une bourse)

2006-2007

129 663 étudiants ont eu droit à un prêt (de ce nombre, 85 000 ont eu droit à une bourse)

Inégalités croissantes entre riches et pauvres

THE GLOBE AND MAIL: Globe essay: Inequality of income: The curious absence of class struggle: It's not so much the rich getting richer; it's the very, very rich ,by PETER J. NICHOLSON - January 5, 2008 at 9:00 AM EST

From Saturday's Globe and Mail

Statistics Canada reported recently that the earned income of the "average" Canadian -- the so-called median income -- was the same in 2004 as in 1982. After we subtract inflation to keep the purchasing power of a dollar roughly constant, it turns out that median income, before taxes, did not rise at all over those 22 years. Yet during that same time the Canadian economy grew, in real per capita terms, by more than half. But only the very well-paid - those above the 90th percentile of the income distribution - saw any significant increase in earned income; and the higher up the earnings ladder, the greater the growth. What has been going on?

Canada's experience is not unique. We are following the same pattern as the United States - as usual, a bit more mutedly and a few steps behind. In the 30 years after the Second World War, the U.S. income distribution did not vary much, as the average American worker's earnings grew in tandem with a robustly expanding economy.

Things changed abruptly starting about 1973; productivity growth collapsed, and the economy lapsed into a long inflationary stagnation. Eventually, North America recovered, but the fruits of growth no longer flowed in the same proportion to the average worker. Between 1975 and 2005, median family income in the U.S. increased by only 28% (with most of that coming in 1993-2000) while the economy overall grew by 86% in per capita terms. Between 2000 and 2005, median U.S. family income actually fell slightly.

Meanwhile, those at the top of the heap have been doing better than ever. The average earnings of the highest 1 per cent of the U.S. income pyramid rose a very healthy 160% between 1975 and 2005, while the income of the rarefied top 10th of 1 per cent soared 350%, in real terms, from \$800,000 (U.S.) in 1975 to some \$3.6-million by 2005.

These figures challenge the central faith that has guided economic policy in the U.S., Canada and other market economies for more than half a century: the assumption that economic growth can be harnessed for the benefit of all citizens, not just the rich.

The U.S. picture - in pattern, if not quite in degree - is mirrored in Canada. While Canadians have experienced some real growth at the low end of the income spectrum since the early 1980s - and incomes of families have generally increased a bit more than those of individuals - essentially all of the action has been at the very top. (The income measure is before taxes and government transfer payments. Those offsets mitigate inequalities in market-derived income - more so here than in the U.S. - but my focus here is on the outcomes being generated in the market economy.)

THE GREAT U-TURN

A fascinating study by Professors Michael Veall of McMaster University and Emmanuel Saez of the University of California used income tax statistics to trace the proportion of total income going to top earners from 1920 through 2000 in Canada and the U.S., as the accompanying graph shows. The shares of the top 1 per cent have taken remarkably similar U-shaped paths in the two countries. Those at the top, as compared to everyone else, are pretty much back to where they were in the Roaring Twenties.

The share of the merely very well-paid - say, those between the 90th and 95th percentiles of income - waned sharply in the 1930s and '40s, but, unlike the top 1 per cent, their share of the pie has increased only very little in the U.S. and not at all in Canada.

These facts raise a lot of questions. What happened in the late 1970s to cause the top incomes to start increasing so strongly? And why, after three decades of healthy growth in the incomes of most North Americans from 1945 through 1975, have the earnings of the great majority in both the U.S. and Canada stopped growing in pace with the overall expansion of the economy?

There are no definitive answers, but plenty of theories. What is clear is that the income share of the ultra-rich nosedived in the Second World War, as earnings from capital (primarily interest and dividends) withered. The imposition of highly progressive income taxes during wartime and in the aftermath - the top marginal tax rate in 1944 in Canada was 95% - as well as a more egalitarian social consensus, combined to limit the reconcentration of wealth in the U.S., Britain, Canada and other industrial countries. Although the share of the top earners has now essentially recovered to pre-war levels in the U.S., with Canada and Britain not far behind, in Japan and most of the continental European countries, top income shares have increased little since their steep fall more than a half-century ago.

The trends suggest that the neo-conservative movement that gained strength in the U.S. after the stagflation of the 1970s, and amid growing concern over the excesses of the welfare state, may have created a social and political environment more tolerant of winner-take-all behaviour. This was captured by the words of Gordon Gekko in Oliver Stone's 1987 film, *Wall Street*: "Greed is good." And it has been spectacularly illustrated by the remarkable rise in senior executive compensation, especially in the U.S. In the 1960s and '70s, CEO compensation at the top 50 American companies averaged about 40 times the average worker's pay. By 2003, it was more than 350 times.

SUPERSTAR CEOs

The possible reasons for this spectacular disconnect from historical norms are much debated in U.S. academic and political circles. Some argue that the increase of top executive pay simply mirrors the growth in the size and market value of firms in an expanding global economy.

As recently as the 1970s, most executives in large corporations were regarded as bureaucratic managers and paid accordingly. But in the 1980s, the rise of the leveraged buy-out made executive jobs less secure and placed a high premium on entrepreneurial "turnaround skills." These factors tied reward to risk and made the market for CEO talent much more competitive.

Ironically, rules that require the publication of top executive compensation may also be contributing to the remarkable growth of pay packages. This is because the new transparency has put pressure on boards to match or exceed the pay of executives in competitor companies, thus causing a self-reinforcing upward spiral. Whatever the reasons, the media have also helped to create the "celebrity CEO," a type not unlike top athletes and entertainers. The individual comes to personify the team and is rewarded commensurately, in an "economics of superstars."

Professors Veall and Saez argue that the dramatic rise of the top income shares in Canada has likely been driven by the increase in the U.S., which began a little earlier. The market for top executive talent straddles the border, so the competition from skyrocketing compensation in the United States - or simply the demonstration effect of what was happening in the U.S. - has translated to comparable inducements here. As evidence, they note that the top income shares of francophone Quebecers have not increased to nearly the same extent as the top shares in other provinces, or of anglophones in Quebec. If competition from the U.S. is indeed the driving factor, this would be expected, considering the lower job mobility of francophones.

IMMINENT OUTCRY

The phenomenon of extreme concentration of income among the "superstars" and their like - does not fully explain the stagnation, over the past 30 years, of the real incomes of the vast majority of workers. It is not true that the income of a Bill Gates comes largely at the expense of the rest of us. So what has happened?

Again, informed opinion is divided, and again, despite broadly similar experience in Canada, the issues are much more debated in the U.S. than here. There are three principal, related explanations: (1) the decline of unionization in the U.S., as competitive pressure reduced labour's bargaining power, particularly in manufacturing; (2) trade liberalization and the globalization of labour supply, in some combination of cheap imports, outsourcing (notably to India and China) and immigration; and (3) a sharp increase in demand for the skills needed to handle new technologies, particularly related to computers - so-called "skill-biased technical change."

These factors, taken together, have reduced the demand for less skilled people (and thus put downward pressure on their wages) while increasing the premium for a high level of technical skill. All of this has skewed the U.S. income distribution toward the top, but, apart from examples like Bill Gates and Steve Jobs, it has little to do with the remarkable growth of the ultra-rich.

The puzzle remains as to why income stagnation for the great majority of Americans, despite robust growth for the economy as a whole and spectacular gains for those at the very top, has not produced more of an outcry.

One obvious reason is that, by definition, there are so few at the very top. We simply don't rub shoulders with them, except vicariously in the celebrity media, where the ultra-rich provide mass entertainment value.

More fundamentally, inequality of "consumption" counts for more than the abstract inequality of income.



Thanks to falling prices of things like cellphones, flat-screen TVs and air travel and designer knock-offs of all kinds, consumer inequalities between the rich and everyone else may appear actually to have narrowed. Meanwhile, buoyant employment and debt-augmented consumption (fuelled by home equity loans and steadily declining personal savings rates) have combined to create a further impression of mass prosperity, despite the income statistics.

But the rosy appearances are finally starting to fade as the U.S. economy softens, the real estate bubble deflates and the presidential campaign gets into full swing.

So expect to hear a lot more about divvying up the income pie south of the border. Canadians - who are experiencing the same trends but just a step behind - should definitely start paying attention.

Peter J. Nicholson is President of the Council of Canadian Academies. The opinions expressed are the author's own.



LES TITRES

les titres du 31 janvier 2008



CORRIERE DELLA SERA

L'Italie aura un gouvernement de transition

Le président de la république italienne, Giorgio Napolitano, a annoncé le 30 janvier qu'il avait chargé le président du Sénat, Franco Marini, de former un gouvernement de transition. Celui-ci devra examiner les possibilités d'une réforme électorale, avant d'appeler les citoyens aux urnes. Silvio Berlusconi, qui voit dans la crise actuelle le moyen de revenir au pouvoir, a immédiatement rejeté cette décision. Pour Walter Veltroni, le leader du Parti démocrate (PD), elle va en revanche dans le bon sens.



LE POTENTIEL

Le Sommet de l'Union africaine s'ouvre sur fond de tensions

Le 10e Sommet de l'Union africaine (UA) s'ouvre ce 31 janvier à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Plus de trente chefs d'État et de gouvernement seront présents à cette rencontre de trois jours. La crise politique et la violence au Kenya, le Darfour, la réforme des institutions de l'Union ou encore le développement économique et industriel de l'Afrique font partie des sujets à l'ordre du jour. Les divergences profondes sur ces sujets entre les dirigeants africains risquent de causer l'échec du sommet, craint le quotidien de Kinshasa.



YEDIOT AHARONOT

Ehoud Olmert soulagé par la publication du rapport Winograd

"Il est temps de se remettre au travail." C'est en ces termes que le Premier ministre israélien Ehoud Olmert a réagi après avoir pris connaissance, dans la soirée du mercredi 30 janvier, des résultats du rapport Winograd sur la conduite de la guerre de l'été 2006 au Liban. Si le rapport dénonce un "grand et grave ratage" pour l'État hébreu, il épargne plutôt les responsables politiques. Au final, Olmert s'en sort plutôt bien.



THE TIMES

Quand les militaires de l'ONU jouent aux vandales

Le quotidien anglais révèle, ce 31 janvier, que des militaires de l'ONU auraient couvert de graffitis des

peintures vieilles de six mille ans sur un site préhistorique du Sahara-Occidental. Les vandales appartiennent à la MINURSO, la mission déployée par l'ONU dans la région. Le site saccagé, connu sous le nom de "montagne du Diable", est considéré comme un lieu mystique par les Sahraouis. Les fautifs ont signé leurs œuvres, parfois hautes d'un mètre, ce qui permettrait de les identifier.



THE NEW YORK TIMES

Les Etats-Unis s'inquiètent des médicaments importés de Chine

Le géant pharmaceutique Shanghai Hualian, propriétaire de l'État chinois, est sous le coup d'une enquête criminelle dans son pays. L'été dernier, 200 cancéreux traités par un produit du laboratoire ont été victimes d'effets secondaires graves. Certains ont été paralysés. Le journal américain s'inquiète : Shanghai Hualian est le seul fournisseur de la pilule abortive RU-486 aux États-Unis. Ce n'est pas la première fois qu'un scandale ébranle l'industrie pharmaceutique chinoise, minée par les contrefaçons et la corruption des organismes de contrôle.



EL DEBER

Il y a toujours des "esclaves" boliviens au Brésil

Il y aurait 200 000 travailleurs illégaux boliviens qui travaillent dans des conditions de "semi-esclavage" à São Paulo. Un chiffre d'autant plus étonnant que le gouvernement brésilien a tenté, il y a deux ans, de les régulariser massivement. Or seuls 18 000 Boliviens ont profité de l'aubaine. La raison est simple : il fallait payer 455 dollars aux autorités pour obtenir des papiers, relate le quotidien bolivien. Une somme égale à deux fois le salaire minimum. La plupart travaillent dans des ateliers clandestins de confection.



THE NATION

L'ex-président de la Cour suprême pakistanaise attaque Musharraf

Le quotidien de Lahore retranscrit le texte d'une lettre ouverte à des dirigeants étrangers, écrite par le juge Chaudhry. L'ancien président de la Cour suprême pakistanaise a été suspendu en novembre par Pervez Musharraf et assigné à domicile. Taxant le président

pakistanaise de "général extrémiste", il considère sa détention comme "illégal" et particulièrement dure. "On cherche à me faire démissionner", accuse-t-il.



ZAMAN

La question à 1 million de dollars en Turquie : qui est le chef d'Ergenekon ?

Le quotidien d'Istanbul (version anglophone) s'interroge après l'arrestation cette semaine de "douzaines de personnes" appartenant au groupe néonationaliste Ergenekon. Le réseau, qui comprenait d'anciens officiers de l'armée, est accusé d'avoir voulu fomenter un putsch et assassiner l'écrivain Orhan Pamuk. Le journal soulève la question des "formations illégales au sein de l'État, un fléau qui affecte la Turquie depuis des décennies" : selon lui, il faudrait couper la tête pour tuer l'hydre.



BANGKOK POST

En Thaïlande, Samak ne veut pas être un Premier ministre fantoche

Le 28 janvier, Samak Sundaravej a été élu Premier ministre par les députés thaïlandais. Le chef du Parti du peuple (PPP) a d'emblée voulu imposer sa marque, en refusant d'adopter telle quelle la liste de ministres préparée par son parti. "Cela a surpris certains observateurs. Beaucoup de gens considèrent Samak comme le représentant politique de Thaksin", relate le journal. L'ancien Premier ministre, renversé en 2006 et parti en exil, a affirmé sa volonté de revenir à nouveau en Thaïlande.



LA NACIÓN

Le Chili enregistre un excédent budgétaire record

"Nous avons d'excellentes nouvelles à vous annoncer." Le directeur du budget chilien, Alberto Arenas, peut en effet se réjouir : en 2007, le Chili a dégagé un excédent record de 14,5 milliards de dollars (9,75 milliards d'euros). Du jamais-vu depuis plus de vingt ans, pour un montant qui représente 8,7 % du PIB chilien. C'est, bien évidemment, l'envolée du cuivre sur les marchés internationaux qui explique cette performance. Le Chili est en effet le premier producteur de cuivre du monde.

les titres du 30 janvier 2008



LA LIBRE BELGIQUE

La Société générale devient une "affaire d'Etat"

Moins d'une semaine après que l'affaire a éclaté, les politiques français se sont emparés du "scandale de la méga-fraude à la Société générale", constate le quotidien belge. "Le pouvoir prend le risque de s'immiscer dans ce dossier miné et réclame la tête du PDG de la banque, Daniel Bouton. L'opposition réclame des comptes." La ministre de l'Économie, Christine Lagarde, est critiquée pour sa mauvaise gestion du dossier. Cette immixtion "n'est pas une bonne chose", juge l'éditorialiste du journal.



HA'ARETZ

Israël attend la publication du rapport Winograd

Ce 30 janvier doit être rendu public le rapport Winograd. Résultat des travaux de la commission d'enquête présidée par le juge à la retraite Eliahou Winograd, il évalue la manière dont le Premier ministre Olmert a lancé et dirigé la guerre du Liban, à l'été 2006. Le journal sait déjà que l'armée sera "durement" critiquée pour ses performances sur le terrain. En revanche, peu de chose a encore filtré des conclusions du rapport sur le gouvernement. Olmert pourrait s'en tirer mieux qu'annoncé.



THE MIAMI HERALD

"La Floride relance la campagne" de la présidentielle américaine

Le 29 janvier, les électeurs républicains de Floride ont choisi John McCain comme candidat pour la présidentielle. Peu avaient parié sur lui : on le disait trop modéré pour gagner une primaire où les indépen-

dants n'avaient pas le droit de voter, trop fragile pour remporter un si grand État. Rudolph Giuliani, qui avait tout misé sur la Floride, finit troisième et semble hors course. Côté démocrate, Hillary Clinton l'emporte, mais ce succès ne devrait pas être pris en compte au niveau fédéral.



EL WATAN

Al-Qaida frappe une nouvelle fois en Algérie

Trois personnes, dont deux policiers, ont été tuées et vingt-trois autres blessées dans un attentat kamikaze perpétré le 29 janvier contre le siège de la police judiciaire de Thénia, à 70 kilomètres à l'est d'Alger. Pour le quotidien, cela signifie que le groupe terroriste Al-Qaida pour le Maghreb (ex-GSPC) évolue et "ne compte pas sur une seule cellule". Deux jours plus tôt, un réseau très actif dans la région avait été

démantelé. La rumeur selon laquelle une femme conduisait le véhicule piégé n'a pas été confirmée.



SÜDDEUTSCHE ZEITUNG

La crise financière américaine frappe durement l'économie européenne

Le Fonds monétaire international (FMI) a de nouveau revu à la baisse, le 29 janvier, ses prévisions de croissance pour 2008. La croissance ne devrait être que de 1,6 % dans la zone euro, soit 0,5 % de moins que prédit à l'automne. Le même jour, un minisommet avait lieu à Londres sur les répercussions de la crise financière américaine. Royaume-Uni, France, Allemagne et Italie ont réclamé "des règles plus strictes concernant les banques pour éviter de nouvelles crises", écrit le quotidien munichois.



ZAMAN

En Turquie, "le foulard va droit vers l'émancipation"

Comme promis par le Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur), au pouvoir, le voile sera bientôt autorisé dans les facultés turques. Soutenu par le Parti du mouvement nationaliste (opposition), l'AKP a rédigé trois amendements, signés par les députés le 29 janvier et transmis à la commission chargée de la réforme constitutionnelle. Le nouveau texte préfère au mot "voile" le "foulard", défini comme "couvrant la tête sans cacher le visage, de manière à faciliter l'identification".



THE INDEPENDENT

Contre la perte de mémoire, des scientifiques ont la solution

Scène étonnante, que décrit le journal anglais : des médecins américains, à la faveur d'une opération expérimentale, auraient découvert "un mécanisme qui permettrait de comprendre comment nous perdons la mémoire". Ils avaient placé des électrodes sur le cerveau d'un patient, obèse, pour l'aider à juguler son appétit. Le patient aurait eu "une expérience intense de remémoration" et se serait rappelé, dans les moindres détails, une scène vieille de trente ans. Des tests sont maintenant effectués sur des malades d'Alzheimer.



EL DIARIO

Le bilan des inondations s'alourdit en Bolivie

Quarante morts et près de 26 000 familles sinistrées : c'est le dernier bilan, encore provisoire, des inondations provoquées en Bolivie par le phénomène climatique La Niña. La désorganisation s'étend à tout le pays. Les routes sont coupées dans plusieurs régions. Dans les provinces de Santa Cruz (est) et du Beni (nord), de nombreux villages sont inaccessibles. Les pertes pour le secteur agricole se chiffrent déjà à plus de 344 millions d'euros.



YOMIURI SHIMBUN

Réchauffement annoncé entre la Corée du Sud et le Japon

Lee Myung-Bak, futur président de la Corée du Sud, effectuera une visite officielle au Japon peu après avoir pris ses fonctions le 25 février. Cette décision indique un net changement d'orientation par rapport à son prédécesseur, Roh Moo-Hyun, qui refusait depuis 2004 de se rendre en terre japonaise pour protester contre le nationalisme nippon. Le nouveau Premier ministre japonais, Yasuo Fukuda, est lui aussi partisan d'un réchauffement entre les deux pays.



LE PAYS

Une université du coton voit le jour au Burkina Faso

Afin de rendre compétitif à l'international le coton produit au Burkina Faso, l'université polytechnique de Bobo-Dioulasso (sud-ouest) va accueillir en son sein une unité spécialisée dans ce textile. Le 24 janvier, l'Etat a signé un accord en ce sens avec la faculté. La mission de l'établissement sera de former les "acteurs du coton africain" dans différentes filières tant scientifiques que commerciales. Quinze autres pays d'Afrique de l'Ouest, producteurs de coton, sont associés au projet.

les titres du 29 janvier 2008



THE WASHINGTON POST

Bush fait acte d'optimisme sur l'Irak et sur l'économie

Le 28 janvier, George W. Bush a tenu son dernier discours sur l'état de l'Union avant de quitter ses fonctions, à la fin de l'année. Il a assuré que sa stratégie de stabilisation en Irak "donnait des résultats que peu jugeaient possibles il y a encore un an". Il a surtout tenté de convaincre les Américains que son plan de relance de l'économie permettrait d'éviter la récession. Pour sa dernière année au pouvoir, il se contente d'objectifs "modestes", sans commune mesure avec l'ambition qu'il affichait il y a sept ans. Ce qui fait écrire au journal de Washington que sa présidence restera dans l'Histoire comme celle "des occasions manquées et des entreprises avortées".



DAILY NATION

Les violences postélectorales continuent au Kenya

Depuis un mois que le résultat contesté des élections du 27 décembre a été proclamé, plus de mille personnes ont été tuées au Kenya. Le 28 janvier, un député du parti de l'opposition ODM a été assassiné. Les bidonvilles de Naivasha, dans la vallée du Rift, sont en flammes. Dans le même temps, Kofi Annan, l'ancien secrétaire général de l'ONU, tente de mettre fin à la crise et à la spirale de violences qu'elle a engendrée. Il propose un calendrier de rencontres entre les partis rivaux.



FINANCIAL TIMES

De nouvelles révélations ébranlent la Société générale

De nouveaux rebondissements entament la réputation de la Société générale dans l'affaire Kerviel, le courtier accusé d'avoir fait perdre 4,9 milliards d'euros à la banque française. Le 28 janvier à Paris, le procureur de la République a déclaré que le marché à terme Eurex, une filiale des opérateurs boursiers allemand Deutsche Börse et suisse SWX, avait alerté dès novembre 2007 la Société générale sur les agissements risqués de son trader. Jérôme Kerviel, mis en examen, a été laissé en liberté.



CHINA DAILY

Le froid hivernal prélève son tribut en Chine

La neige plonge la Chine dans le chaos. Ces deux dernières semaines, quatorze provinces du pays ont subi des chutes historiques, les plus importantes depuis cinquante ans. Le week-end du 26 et 27 janvier, au moins 25 personnes ont été tuées dans des accidents de la route dus aux intempéries. Le quotidien pékinois brosse un tableau de la situation : 827 000 personnes ont été évacuées, 4,2 millions d'hectares de céréales ont été abîmés, 399 000 maisons ont été endommagées.



LA VANGUARDIA

Les leaders européens débattent de la crise économique sans inviter l'Espagne

Le président français Nicolas Sarkozy, la chancelière allemande Angela Merkel, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et le Premier ministre italien démissionnaire Romano Prodi : le Premier ministre britannique Gordon Brown a invité seulement quatre dirigeants européens, ce 29 janvier, à Londres, pour un minisommet sur la crise financière. Cela fait grincer des dents, notamment en Espagne, où l'économie constitue un sujet fort de la campagne électorale en cours.



HANDELSBLATT

En Hesse, Angela Merkel continue de soutenir Roland Koch

Les chrétiens-démocrates de la CDU et les sociaux-démocrates du SPD interprètent chacun à leur manière les résultats du scrutin régional du 27 janvier en Hesse. Soutenus par leur état-major à Berlin, tous deux réclament la responsabilité de former une coalition gouvernementale. La CDU, menée par le ministre-président sortant Roland Koch, a subi un recul de 12 % : à quelques milliers de voix près, elle est désormais talonnée par le SPD dans la région. Les deux partis ont tous deux obtenu 42 sièges.



LE SOLEIL

L'UE envoie une force militaire aux frontières du Darfour

L'Union européenne a approuvé, le 28 janvier à Bruxelles, l'envoi immédiat de soldats au Tchad et en Centrafrique, note le quotidien sénégalais. Il s'agit d'assurer la sécurité de plus de 400 000 personnes, réfugiés soudanais du Darfour ou déplacés tchadiens et centrafricains, et au-delà de ramener la paix dans

la région. L'opération, baptisée Eufor Tchad-RCA, prévoit de déployer 3 700 soldats, dont plus de la moitié viennent de France. Le reste du contingent est fourni par 13 autres pays européens, notamment l'Irlande et la Pologne.



AZ-ZAMAN

La banque centrale d'Irak a été dévastée

Un gigantesque incendie s'est déclaré, le lundi 28 janvier à l'aube, dans l'immeuble de la banque centrale d'Irak à Bagdad, détruisant trois des dix étages de l'édifice. Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes du sinistre. Toutefois, des députés ont affirmé que cet incendie était d'origine criminelle et qu'il avait été déclenché pour détruire des documents et des preuves concernant des affaires de corruption et de détournement de fonds.



POLITIKA

L'UE propose à Belgrade un accord au rabais

Le ministre des Affaires étrangères serbe, Vuk Jeremic, s'est dit "très content" de l'accord de coopération proposé, lundi 28 janvier, à Belgrade par l'UE et qui prévoit notamment une libéralisation du régime des visas. Cet accord, qui sera signé le 7 février, est perçu comme un ersatz de l'Accord de stabilisation et d'association (ASA), auquel les Pays-Bas ont opposé leur veto. Jeremic espère aussi que le 3 février, date du second tour de la présidentielle, la Serbie "choisira l'Europe".



THE STAR

L'Afrique du Sud ne sait comment pallier la pénurie d'électricité

Les négociations se poursuivent en Afrique du Sud, entre la compagnie nationale d'électricité Eskom et les mines de charbon censées l'approvisionner. Depuis vendredi, les mines d'or, de diamants et de platine du pays ont dû suspendre leurs activités faute de courant. Eskom accuse le gouvernement de ne pas avoir effectué les investissements nécessaires pour moderniser le réseau, dans une économie en plein essor. Ces événements ont fait bondir les cours de l'or et du platine.

les titres du 28 janvier 2008



AS-SAFIR

Dimanche noir au Liban

Des manifestations contre les coupures de courant organisées le dimanche 27 janvier dans la banlieue sud de Beyrouth ont dégénéré en affrontements

violents avec les forces de l'ordre. Rapidement, les émeutes se sont propagées à Nabatiyé, dans le sud du Liban, et dans la Békaa (centre). Bilan : 8 tués et



50 blessés. La polémique est ouverte sur l'identité des tireurs. Le Premier ministre Fouad Siniora a décrété une journée de deuil et annoncé l'ouverture d'une enquête sur l'origine des tirs.



LA REPUBBLICA

Berlusconi : des élections ou je marche sur Rome !

"Si des élections anticipées ne sont pas décidées, j'appellerai des millions d'Italiens à marcher sur Rome pour les exiger", a déclaré hier Silvio Berlusconi. De son côté, le leader du Parti démocrate, Walter Veltroni, préférerait un gouvernement de transition pour un an afin de faire voter une nouvelle loi électorale. Les 28 et 29 janvier, tous les partis politiques seront reçus par le président de la République, Giorgio Napolitano. Ce dernier fera connaître sa décision et l'issue qu'il compte donner à la crise mercredi 30 janvier.



THE MIAMI HERALD

Record de participation aux primaires de Floride

Près de 1 million d'habitants de la Floride ont déjà voté en avance pour les primaires de l'Etat. Un signe que la participation aux primaires du mardi 29 janvier devrait battre un record. La dernière fois qu'une primaire a été aussi disputée, tant côté démocrate que républicain, 1,34 million d'électeurs s'étaient mobilisés - 10,2 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes en Floride (4e Etat le plus peuplé des Etats-Unis). Parmi ceux qui ont déjà voté, près de 474 000 sont républicains et 405 000 démocrates.



THE JAKARTA POST

Suharto est mort

"Le père du développement est mort", titre le quotidien de Jakarta. L'ancien président indonésien, qui a gouverné le pays pendant trente-deux ans, s'est éteint dimanche à l'âge de 86 ans. L'actuel président, Susilo Bambang Yudhoyono, a déclaré sept jours de deuil national en l'honneur de l'ancien président Suharto, en dépit de l'action en justice actuellement

menée par le même gouvernement contre l'ex-dictateur. Suharto était en effet accusé de nombreuses violations des droits de l'homme et de corruption.



FRANKFURTER RUNDSCHAU

Scrutins régionaux : la CDU d'Angela Merkel recule

Les électeurs allemands ont sanctionné, le dimanche 27 janvier, la CDU de la chancelière Angela Merkel lors de scrutins régionaux. En Hesse, la CDU a réalisé son plus mauvais score depuis quarante ans. Le ministre-président de la région, Roland Koch, qui disposait de la majorité absolue, s'est maintenu de justesse devant le SPD (36,8 % contre 36,7 % des voix). Enfin, la CDU a perdu plus de 5 points dans le Land de Basse-Saxe, mais conservé la majorité en ajoutant les voix des libéraux du FDP.



EL DIARIO

La Paz pourrait traduire le Chili devant le Tribunal de La Haye

Depuis cent vingt-neuf ans, les Boliviens rêvent de retrouver un accès à la mer. Un débouché sur le Pacifique qu'ils ont perdu en 1904 à l'issue d'une guerre avec le Chili et d'un traité de paix qui a enclavé définitivement le pays. Depuis, La Paz n'a cessé de réclamer cette façade maritime perdue. Le vice-chancelier bolivien, Hugo Fernández, vient d'évoquer la possibilité pour la Bolivie de porter l'affaire devant la Cour internationale de La Haye. Un choix politique qui ne peut que fâcher Santiago.



DAILY NATION

Kofi Annan réunit les frères ennemis

Trois jours après son arrivée au Kenya comme médiateur entre le président Kibaki et son principal opposant Raila Odinga, l'ex-secrétaire général de l'ONU Kofi Annan est parvenu à réunir les deux hommes. Après s'être serré la main devant les caméras, ils ont approuvé le plan proposé par Kofi Annan pour sortir le pays de la crise où il est plongé depuis les élections contestées du 27 décembre dernier. Un plan qui

prévoit la nomination de deux équipes de négociateurs et le partage à terme du pouvoir exécutif.



JERUSALEM POST

Qui contrôlera la frontière entre Gaza et l'Egypte ?

Le Caire a invité les représentants du Hamas à des pourparlers sur le contrôle de la frontière entre la bande de Gaza et le désert du Sinaï, en Egypte. L'invitation égyptienne a été émise peu après la visite du Premier ministre de l'Autorité palestinienne, Saïaam Fayad, qui a demandé que le contrôle de la frontière de Rafah soit confié à la garde présidentielle palestinienne, ce à quoi le Hamas s'oppose.



TO ETHNOS

Le chef de l'Eglise orthodoxe grecque est mort

Le site Internet de *To Ethnos* en fait sa une : l'archevêque d'Athènes et primat de Grèce, Mgr Christodoulos, est décédé le lundi 28 janvier au matin d'un cancer du foie. Le glas a retenti dans tout le pays. Trois jours de deuil national ont immédiatement été décrétés. Agé de 69 ans, il avait été hospitalisé en août dans un hôpital de Miami (Etats-Unis) pour une greffe qui a finalement échoué. Mgr Christodoulos était une personnalité controversée de la vie publique grecque, notamment en raison de ses positions conservatrices et nationalistes.



EL TIEMPO

Sans nouvelles de Tirofijo

Le chef des FARC et plus vieux guérillero au monde, Manuel Marulanda dit 'Tirofijo', serait décédé depuis bientôt deux ans d'un cancer de la prostate. Depuis 2006, l'on est sans nouvelles du chef mythique des FARC, et les services secrets brésiliens auraient même observé des luttes de succession à la tête de la guérilla. Une information que les Colombiens ont appris à nuancer : en vingt ans, on a donné Tirofijo pour mort une bonne douzaine de fois !

les titres du 25 janvier 2008



LA REPUBBLICA

En Italie, la défaite de Prodi a sa "cohérence"

Le gouvernement Prodi est tombé. Avec 161 voix contre et 156 pour, le Sénat lui a refusé la confiance le 24 janvier. Le chef du gouvernement a dans la foulée présenté sa démission. Le président de la République, Giorgio Napolitano, a maintenant deux possibilités : nommer un gouvernement de transition chargé de réformer la loi électorale ou appeler des élections anticipées. Parfois critiqué pour son obstination à se soumettre au vote du Sénat, Romano Prodi a répondu : "Je ne suis pas ici par entêtement, mais par cohérence. Je m'en remets au jugement de ceux qui représentent le peuple."



YEDIOT AHARONOT

L'ONU cherche à trouver un compromis au sujet de Gaza

Les réserves exprimées par les Etats-Unis ont bloqué, jeudi 24 janvier, l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies d'un texte appelant à la fin du blocus imposé par Israël sur la bande de Gaza. Les discussions doivent se poursuivre ce vendredi 25 janvier. Israël souhaiterait de son côté se décharger du sort de Gaza sur l'Egypte. Une proposition rejetée par les autorités égyptiennes, qui se préparent à refermer la frontière pour empêcher les Palestiniens de passer.



VREMIA NOVOSTIEI

Kassianov pourrait être exclu de l'élection présidentielle russe

L'ancien Premier ministre russe Mikhaïlov voit diminuer ses chances de se présenter à la présidentielle du 2 mars. Deux millions de signatures lui sont nécessaires pour valider sa candidature. Or, le 24 janvier, la Commission électorale a annoncé que 13,38 % de ses signatures, sur les 600 000 déjà vérifiées, étaient falsifiées. Cela disqualifierait automatiquement Kassianov, car la loi russe n'autorise pas plus de

5 % d'invalidations de signatures. Kassianov est le seul candidat libéral à faire véritablement opposition au Kremlin.



LE SOIR

"L'homme qui volait 5 milliards" s'empare de la une

Le visage de Jérôme Kerviel est en première page de plusieurs quotidiens européens. Le 24 janvier, la Société générale a annoncé qu'elle venait de renvoyer ce jeune courtier, accusé d'avoir perdu 4,9 milliards d'euros en spéculant de façon incontrôlée sur des indices boursiers. Cette fraude sans précédent a fait passer la deuxième banque française "près de la faillite", assure le journal belge. En éditorial, il exige un contrôle accru du secteur : "Ne laissez pas les banquiers jouer avec le feu !"



DAILY NATION

Au Kenya, l'espoir renaît enfin

En une du quotidien kényan, le président Kibaki serre la main à son principal opposant Odinga. Sous la médiation de l'ex-secrétaire général de l'ONU Kofi Annan, les deux hommes se sont rencontrés le 24 janvier, pour la première fois depuis la présidentielle contestée du 27 décembre. Le journal reste cependant mesuré : l'opposition n'a pas tardé à accuser Kibaki d'utiliser ce face-à-face pour légitimer sa réélection. Des violences auraient de nouveau fait 7 morts ce 25 janvier, selon les agences de presse.



HINDUSTAN TIMES

Pour Nicolas Sarkozy, l'Inde a sa place au G8

Le président français est arrivé ce 25 décembre en Inde, pour une visite d'Etat de deux jours. Son objectif : "Resserrer les liens politiques et obtenir une part plus grande d'une économie en pleine explosion", explique le quotidien de New Delhi. Avant son arrivée, Sarkozy a répondu par courriel aux questions du journal. Faisant de l'extension du G8 à treize mem-

bres une de ses priorités au plan international, il a déclaré militer pour que l'Inde rejoigne le club des pays riches.



THE GUARDIAN

Gordon Brown remanie son gouvernement à la hâte

"Le Parti travailliste fait, pour la troisième fois, l'objet d'une enquête de police", titre le quotidien anglais. La nouvelle est d'autant plus embarrassante pour le Premier ministre Gordon Brown, malmené dans les sondages, qu'elle le force à remanier son gouvernement au bout de six mois d'exercice. Le ministre du Travail Peter Hain a en effet démissionné le 24 janvier. Il avait omis de déclarer 137 000 euros de dons, employés à financer sa campagne pour devenir l'an passé numéro 2 du Labour.



THE WASHINGTON POST

Washington veut donner un coup de fouet à l'économie

L'administration Bush et les dirigeants de la Chambre des représentants sont parvenus à s'entendre sur un plan de relance le 24 janvier, pour écarter la menace de récession qui pèse sur l'économie américaine. "Ce compromis bipartisan repose essentiellement sur des allègements fiscaux", précise le journal de Washington. Cent cinquante milliards de dollars doivent être rapidement injectés dans le circuit économique à destination des entreprises et des travailleurs des classes moyennes et pauvres.



DIE WELT

L'Allemagne a perdu son dernier vétéran de la guerre de 1914-1918

"Il était le dernier Allemand à avoir combattu durant la Première Guerre mondiale." Le quotidien berlinois annonce avec retard le décès d'Erich Kästner, survenu le 1er janvier à l'âge de 107 ans. Aucun hommage n'a été rendu au disparu alors que, ce même mois, la mort de Louis de Cazenave, l'avant-dernier poilu français, a été un événement national dans l'Hexago-



ne. Le journal regrette que "la loi non écrite" qui donne toujours raison au vainqueur vaille aussi pour ce type de commémorations.



PÁGINA 12

En Argentine, la valise diplomatique était une grosse caisse

La justice argentine a ouvert le 24 janvier une enquête sur plus de quatre-vingts diplomates étrangers soupçonnés de contrebande de voitures de luxe. Sont impliqués, entre autres, quatorze ambassadeurs – dont six en exercice – et une dizaine de consuls et d'attachés militaires. Quelque 98 véhicules neufs

auraient été importés en Argentine avec des plaques d'immatriculation diplomatiques, ce qui permettait un rabais de 50 %, avant d'être revendus sur le marché local à leur valeur courante.

les titres du 24 janvier 2008



DIE PRESSE

Le plan de l'UE sur le climat ne fait pas l'unanimité

Le 23 janvier, José Manuel Barroso, le président de la Commission européenne, a dévoilé un plan de lutte contre le réchauffement climatique qualifié "d'historique". Il se résume en trois chiffres, précise le journal autrichien : d'ici à 2020, 20 % de réduction des émissions de CO₂, 20 % d'énergie renouvelable consommée, 20 % d'économies d'énergie. Reste à déterminer comment ces objectifs vont être atteints alors que les gouvernements font de la résistance. Vienne, entre autres, est déjà monté au créneau.



LE POTENTIEL

Les belligérants congolais signent la "paix des braves"

La conférence sur le Kivu s'est conclue le 23 janvier par la signature d'une série d'accords entre les rebelles du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et le gouvernement de la république démocratique du Congo (RDC). En présence du président Kabila et des représentants de la communauté internationale, a été signée ce que l'on espère être la "paix des braves", note le journal de Kinshasa. Une amnistie a été offerte aux rebelles en échange d'un cessez-le-feu. Le ministre belge Charles Michel présent sur le terrain a pris la mesure du désastre humanitaire.



DAILY NATION

Sous la pression de Kofi Annan, l'opposition kényane renonce à manifester

L'ancien secrétaire de l'ONU Kofi Annan est arrivé le 22 janvier à Nairobi, pour une mission de médiation. Le Kenya est plongé dans la crise depuis la proclamation du résultat contesté des élections du 27 décembre dernier. Des heurts ont déjà fait plus de 700 victimes. Après avoir rencontré le leader de l'opposition Raila Odinga, Annan, accompagné de la femme de Nelson Mandela, Grace Machel, a obtenu que les manifestations prévues ce 24 janvier dans toutes les villes du pays soient annulées.



USA TODAY

Aux Etats-Unis, le Parti républicain se cherche un nouveau visage

"Le parti que Reagan avait unifié a éclaté en factions et se trouve à la croisée des chemins", titre le quotidien américain. Ils sont quatre candidats en lice pour l'investiture du parti à la présidentielle : Mitt Romney, John McCain, Mike Huckabee et Rudy Giuliani. "Qu'ont-ils en commun ? Pas tant de choses que cela." Giuliani doit remporter la primaire du 29 janvier en Floride, s'il veut rester dans la course avant le "supermardi" du 5 février, où les républicains voteront dans 19 Etats.



AS-SAFIR

Grève et manifestations prévues aujourd'hui au Liban

La Confédération générale des travailleurs du Liban et des syndicats proches de l'opposition pro-syrienne, notamment dans les transports et l'agriculture, ont appelé à la grève et à des manifestations ce jeudi 24 janvier. Ils assurent que leur mouvement est apolitique et pacifique, et que leurs revendications concernent la stagnation économique et la flambée des prix. D'autres syndicats, proches de la majorité antisyrilienne, doutent de ces intentions et désavouent tout le mouvement.



LA VANGUARDIA

Des attentats suicides ont été déjoués à Barcelone

Le 19 janvier dernier, la police espagnole a arrêté à Barcelone 12 terroristes islamistes présumés. Deux d'entre eux ont été libérés le 23 janvier, mais 10 restent en prison pour "liens avec des réseaux de terrorisme islamiste". Surtout, le juge madrilène en charge du dossier a fait savoir que 3 membres pakistanais de cette cellule avaient l'intention de commettre une série d'attentats suicides et simultanés dans le métro de la capitale catalane le week-end même de leur arrestation.



TRIBUNE DE GENÈVE

La crise financière assombrir le Forum économique de Davos

"Climat, terrorisme, finance : le World Economic Forum (WEF) 2008 se fait peur", titre le quotidien genevois. Comme tous les ans, grands patrons et dirigeants politiques se sont retrouvés à Davos, le 23 janvier, pour cinq jours de discussions. "La fête a été

gâchée par la sévère chute des marchés", les participants rivalisant de pessimisme sur la perspective d'une récession. La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a été l'une des premières à monter à la tribune.



FINANCIAL TIMES

François Fillon, résolu à réformer la France, sort de l'ombre

"François Fillon veut geler les dépenses publiques pendant cinq ans", titre le quotidien financier britannique. Le Premier ministre français, qui doit s'exprimer à Davos ce 24 janvier, détaille dans un entretien sa volonté de ramener les finances publiques à l'équilibre, en menant "le programme de réformes économiques et sociales le plus ambitieux depuis les années 1960". "Nous voulons que les Français travaillent plus, investissent plus, et que l'Etat dépense moins", explique-t-il.



ETEMAD-E MELLI

Les réformateurs se font balayer des listes électorales en Iran

Plus de 2 000 candidats aux élections législatives iraniennes du 14 mars ont été disqualifiés, a annoncé le 23 janvier le ministère de l'Intérieur iranien. Le quotidien progressiste relève avec ironie que la majorité des candidats rejetés pour "manquement à l'islam" ou "implication dans des affaires de corruption" sont issus des partis réformateurs. Près de 7 200 candidats s'étaient inscrits pour tenter de conquérir un des 290 sièges du Majlis. La liste définitive des candidats sera connue le 5 mars.



EL TIEMPO

En Colombie, Uribe bat des records de popularité

Jamais un président colombien n'avait atteint un tel niveau de popularité. Selon un sondage de Gallup – qui fait autorité en Colombie – 81 % des Colombiens approuvent la gestion d'Alvaro Uribe. L'actuel chef de l'Etat bat son précédent record de popularité qui culminait à 80 %. Cette enquête a été réalisée du 17 au 19 janvier, en pleine crise avec le Venezuela et alors que l'ex-otage des FARC, Clara Rojas, venait d'être libérée et avait publiquement apporté son soutien au président Uribe.

les titres du 23 janvier 2008



THE WASHINGTON POST

La FED baisse ses taux d'intérêt pour enrayer la panique

Le 22 janvier, la Réserve fédérale américaine (FED) a réduit dans l'urgence le taux cible des fonds fédéraux : diminué de trois quarts de point, soit la plus forte baisse depuis 24 ans, il s'établit désormais à 3,5 %. "Cette mesure audacieuse visait à empêcher que les fortes baisses sur les places boursières mondiales ne se transforment en panique générale", explique le quotidien de Washington. A court terme, cela fonctionne. "Wall Street rebondit, les marchés étrangers repartent à la hausse", poursuit le journal. La presse étrangère s'en fait l'écho. "La FED envoie de l'oxygène à la Bourse de Bombay", titre par exemple l'*Hindustan Times*.



HA'ARETZ

Des dizaines de milliers de Palestiniens pénètrent en Egypte

Le 23 janvier, 17 bombes posées par "des hommes masqués" ont détruit les deux tiers de la clôture séparant Gaza du territoire égyptien. Des dizaines de milliers de Palestiniens ont alors gagné l'Egypte, relate le journal israélien. "Ils se sont rués pour acheter des produits qui manquent à Gaza" à cause du blocus imposé par Israël. "Les policiers du Hamas

et les gardes-frontières égyptiens n'ont pris aucune initiative, alors que des Palestiniens commencent à revenir avec des sacs pleins de nourriture, de cigarettes et de bouteilles d'essence."



LA REPUBBLICA

Romano Prodi joue son va-tout au Parlement

Après le départ de la coalition gouvernementale du ministre de la Justice, Clemente Mastella, la majorité italienne ne tient plus qu'à un fil. C'est pourquoi le Premier ministre Romano Prodi va soumettre son gouvernement à un vote de confiance au Parlement, ce 23 janvier. Si une majorité de voix lui semble acquise à la Chambre, le vote du Sénat, prévu le 24 janvier, risque de lui être fatal. Silvio Berlusconi a demandé à Prodi de partir, agitant la menace de manifestations massives de la population.



THE TIMES

Quand le Royaume-Uni et la Russie "jouent à la guerre"...

Le 22 janvier, la Royal Air Force a fait décoller deux chasseurs Tornado pour escorter des bombardiers russes qui se rapprochaient de l'espace aérien britannique. Une "opération de routine", selon Londres. La Russie procédait à une mission d'entraînement dans l'Atlantique Nord, "son plus grand exercice naval

depuis la fin de la guerre froide", rapporte le journal anglais. Elle avait fait décoller deux bombardiers stratégiques TU-160 Blackjack. Vladimir Poutine avait annoncé, en août, la reprise de ce type de vols.



LA LIBRE BELGIQUE

Bruxelles livre son plan contre le réchauffement climatique

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, doit dévoiler son plan de lutte contre le réchauffement climatique, ce 23 janvier devant le Parlement européen. Il annonce une "révolution industrielle" pour l'UE, qui s'est engagée à diminuer ses émissions de CO₂ de 14 % d'ici à 2020. Le journal belge relate le "lobbying intense" dont les commissaires ont été l'objet. "Les résistances restent fortes", chaque pays craignant pour son industrie ou ses activités.



I KATHIMERINI

Le Premier ministre grec effectue une visite historique à Ankara

Costas Caramanlis est attendu ce 23 janvier à Ankara. C'est la première fois "en près de 50 ans" qu'un premier ministre grec se rend en Turquie, écrit le journal athénien (version anglophone). Caramanlis a déclaré "vouloir tendre une main amicale à la Turquie", alors que les relations entre les deux pays



connaissent un regain de tensions. Chacun accuse l'autre de violer ses eaux territoriales en mer Egée. Caramanlis doit rencontrer Erdogan et Gül, respectivement Premier ministre et président de Turquie.



LA JORNADA

Un baron de la drogue a été arrêté au Mexique

Il s'appelle Alfredo Beltrán Leyva, mais les Mexicains le connaissent surtout sous son nom de guerre : El Mochomo. Le 21 janvier, il a été arrêté par un commando d'élite de l'armée mexicaine à Culiacán, la capitale de l'Etat de Sinaloa, sur la côte Pacifique. El Mochomo n'est autre que le bras droit d'El Chapo, leader d'un des cartels de la drogue les plus actifs d'Amérique latine. Cette arrestation spectaculaire a été suivie, le 22, par une vingtaine d'autres dans la région de Mexico.



BANGKOK POST

La coalition thaïlandaise teste sa solidité

Le 19 janvier, le Parti du pouvoir du peuple (PPP) a dévoilé la liste des cinq partis avec lesquels il comptait gouverner et contrôler les deux tiers du Parlement. Dès le mardi 22 janvier, la nouvelle coalition a été mise à l'épreuve, rapporte le quotidien de Bangkok. Certains élus de la coalition se sont désolidarisés du groupe au moment d'élire le porte-parole de la Chambre des représentants. Le PPP rassemble les anciens alliés du Premier ministre Thaksin, renversé en septembre 2006.



THE MONITOR

Tony Blair devient conseiller spécial du président du Rwanda

Le Rwanda a confirmé, le 22 janvier, que Tony Blair avait accepté de devenir le conseiller spécial du président Kagame. L'ex-Premier ministre britannique est attendu à Kigali en février, précise le quotidien ougandais. Tony Blair, qui ne sera pas payé, a déjà envoyé sur place les experts en affaires africaines qui le conseillaient lorsqu'il était à Downing Street. Depuis qu'il a quitté le gouvernement, Blair aurait sou-

vent dit qu'il regrettrait d'avoir négligé le Rwanda, ajoute le journal.



O GLOBO

La mortalité infantile baisse au Brésil

En près de vingt ans, la mortalité infantile a été divisée par deux au Brésil, selon le rapport 2008 de l'UNICEF. Elle est passée de près de 60 décès d'enfants de moins de 5 ans pour 1 000 en 1990 à moins de 30 pour 1 000 en 2006. Ce succès ne doit pas masquer le fait que 74 000 enfants continuent de mourir chaque année de maladies soignables ou de malnutrition, et que le Brésil figure toujours sur la liste des 60 pays où la proportion d'enfants qui meurent en bas âge est la plus élevée.

les titres du 22 janvier 2008



HINDUSTAN TIMES

Les Bourses asiatiques dévissent

"Journée de désolation", titre le quotidien de New Delhi. Les Bourses asiatiques ont plongé dans le rouge le 21 janvier. A Bombay, l'indice Sedex a clôturé en chute de 7,41 %, soit la plus forte baisse jamais enregistrée en une journée. C'est la troisième fois en neuf mois que la panique s'empare des places boursières, souligne le journal. La baisse des cours est liée aux craintes de récession aux Etats-Unis et à la crise des prêts immobiliers, qui poussent les investisseurs à vendre massivement leurs actions. Les places européennes ont elle aussi chuté, enregistrant pour certaines leur plus fort recul depuis le 11 septembre 2001.



HA'ARETZ

Israël allège le blocus de la bande de Gaza

Le gouvernement israélien a autorisé la livraison, ce 22 janvier, d'une quantité de carburant permettant à l'unique centrale électrique de la ville de Gaza de fonctionner à nouveau. Un convoi humanitaire avec notamment des médicaments pourra aussi entrer dans la bande de Gaza. Toutefois, le blocus n'est pas levé et il s'accompagne d'incursions israéliennes. Depuis le 15 janvier, 37 Palestiniens ont été tués.



THE WASHINGTON POST

Le débat entre Hillary Clinton et Barack Obama vire à l'acerbe

Le lundi 22 janvier au soir, les candidats à l'investiture démocrate pour la présidentielle américaine se sont affrontés lors d'un nouveau débat télévisé, tenu en Caroline du Sud. L'échange a viré au duel personnel entre Barack Obama et Hillary Clinton. Le premier a accusé le clan Clinton de déformer sans cesse ses propos, tandis que la seconde a critiqué son plan de relance de l'économie et ses positions sur l'Irak. La prochaine primaire démocrate aura lieu le 26 janvier en Caroline du Sud.



LE POTENTIEL

Les rebelles prennent des engagements pour la paix en RDC

Le 21 janvier, lors de la conférence de Goma, les groupes de rebelles armés du Nord-Kivu, une province de la république démocratique du Congo (RDC), ont adopté un "acte d'engagement" pour une paix durable dans la région. Cet accord prévoit l'arrêt total et immédiat des hostilités et un désengagement progressif sur le terrain. De son côté, le gouvernement de la RDC s'est engagé à assurer la sécurité dans la région et à présenter au Parlement un "projet de loi d'amnistie pour faits de guerre".



DAWN

Musharraf vient quêter à Bruxelles le soutien des Européens

Le président pakistanais était le 21 janvier à Bruxelles, où il a répondu à une volée de questions sur la situation chaotique qui règne dans son pays. "Musharraf a promis des élections législatives libres et pacifiques en février, mais a insisté sur le fait que les gouvernements occidentaux devaient comprendre que le contexte politique était compliqué, et en finir avec leur 'obsession' pour la démocratie", résume le journal de Karachi. Musharraf est ce 22 janvier à Paris.



JOMHOURI ISLAMI

Le guide suprême épingle Ahmadinejad

Face à la tension croissante, ces dernières semaines, entre le Parlement iranien et le président Mahmoud Ahmadinejad, le guide suprême Ali Khamenei a décidé, lundi 21 janvier, de trancher en faveur du Majlis. "Toutes les lois votées par le Parlement doivent être suivies par toutes les instances de pouvoir", a-t-il affirmé dans une lettre lue devant le corps législatif. Ahmadinejad avait notamment envoyé une lettre aux députés la semaine dernière, critiquant le vote de plusieurs "lois anticonstitutionnelles".



LA RAZÓN

Les pluies font 14 morts en Bolivie

Le gouvernement bolivien, le 21 janvier, a décrété le pays en "état d'urgence nationale". Le phénomène climatique La Niña a apporté à la Bolivie son lot hivernal de pluies, de grêle et d'inondations. Les intempéries ont déjà fait 14 morts, et laissé près de 20 000 familles sinistrées. Une partie des récoltes a

été endommagée. La Paz a lancé la procédure qui facilite le versement d'aides financières et matérielles aux régions touchées.



LA PRESSE

Le Canada doit rester en Afghanistan

Une commission indépendante doit livrer, ce 22 janvier, ses conclusions sur l'avenir de la mission canadienne en Afghanistan. Selon des fuites dans la presse, le rapport Manley, commandé par le Premier ministre conservateur Stephen Harper, estime qu'Ot-tawa doit maintenir ses 2 400 soldats au-delà de février 2009, sans doute jusqu'en 2011. A une condition : que les pays membres de l'OTAN envoient d'ici là 1 000 soldats supplémentaires dans la province de Kandahar, la plus dangereuse d'Afghanistan.



CORRIERE DELLA SERA

La démission de Mastella pousse le gouvernement italien vers la crise

Le ministre de la Justice, Clemente Mastella, démissionnaire, a annoncé le 21 janvier que l'UDEUR, la petite formation catholique de centre gauche dont il est le président, se retirait de la coalition gouvernementale de Romano Prodi. Celle-ci devient ainsi minoritaire au Sénat. La nouvelle a fait l'effet d'une bombe à Rome, où le chef de l'opposition, Silvio Berlusconi, s'est empressé de demander la démission du Premier ministre et l'organisation immédiate d'élections.



THE TIMES

Les faits britanniques se joignent à la lutte antiterroriste

Les recteurs des universités britanniques ont donné leur accord pour signaler à la police tout étudiant ou conférencier occasionnel dont le comportement extrémiste pourrait mener au terrorisme. Bill Rammel, le ministre délégué à l'Enseignement supérieur, doit dévoiler ce 22 janvier une série de directives en ce sens. Les universités seront également encouragées à mettre en place des aumôneries multiconfessionnelles, au lieu des salles de prière séparées qui existent actuellement.

les titres du 21 janvier 2008



POLITIKA

Un ultranationaliste remporte le premier tour de la présidentielle serbe

Tomislav Nikolic, du Parti radical serbe (SRS), est arrivé en tête du premier tour de la présidentielle du 20 janvier avec 40 % des voix, contre 35,5 % au proeuropéen Boris Tadic, le président sortant. Ce résultat était prévisible. La vraie surprise vient du taux de participation. Supérieur à 60 %, il est le plus élevé depuis la chute de Milosevic, en 2000. L'arbitre du second tour, le 3 février, devrait être Velimir Illic :



AL-QUDS

La bande de Gaza est plongée dans le noir

Dans la soirée du dimanche 20 janvier, la bande de Gaza était plongée dans le noir. La principale centrale électrique, qui fournit 30 % de l'électricité de ce territoire, avait complètement arrêté ses activités en raison de la pénurie de fioul provoquée par le bouclage total imposé par Israël depuis le jeudi 17 janvier. Une crise humanitaire est à craindre dans ce territoire

désormais privé de tout approvisionnement et où vivent 1,5 million d'habitants.



EL WATAN

Les lycéens algériens descendent massivement dans la rue

Les lycéens font pression sur un ministre de l'Education qui n'arrive pas à convaincre, note le quotidien d'Alger. La protestation étudiante, qui en est à sa deuxième semaine, s'étend à tout le pays. Le 20 janvier, elle a atteint son point culminant à Alger. De nouvelles manifestations sont prévues tous les jours jusqu'au jeudi 25 janvier, où une assemblée

générale aura lieu. Entre autres revendications, les lycéens demandent l'allègement des programmes du bac.



EL TIEMPO

L'Eglise catholique au secours d'Ingrid ?

Pour le président Uribe, attendu le 21 janvier à Paris, pas question que le président vénézuélien Hugo Chávez intervienne de nouveau dans le processus de libération d'Ingrid Betancourt. Cette décision survient quelques heures après que Chávez a traité le président colombien de "pion des Etats-Unis". Ce seront donc l'Eglise catholique, la France, l'Espagne et la Suisse qui seront sollicités pour servir d'intermédiaire avec les FARC. Les familles des otages ont approuvé ce plan, mais du bout des lèvres.



DAILY NATION

La violence politique continue à tuer au Kenya

Alors que le gouvernement et l'opposition n'arrivent pas à se mettre d'accord pour trouver une solution pacifique à la crise politique qui secoue le Kenya depuis les élections contestées du 27 décembre 2007, le bilan des morts s'alourdit. Depuis la proclamation des résultats, on a dénombré plus de 700 victimes dans différentes villes du pays, dont 10 pour la seule journée du 20 janvier. Des bidonvilles de Nairobi ont en outre été brûlés ou saccagés lors d'affrontements avec la police.



ZAMAN

Que peut la Turquie pour le Darfour ?

"La communauté internationale, et en particulier les organisations des droits de l'homme, a les yeux tournés vers Ankara", relève le quotidien d'Istanbul (version anglophone). Du 21 au 23 janvier, le président soudanais Omar El-Béchr est en visite en Turquie, invité par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, "dont l'intérêt pour la question du Darfour est bien connu". Depuis cinq ans, la guerre civile a fait plus de 200 000 morts dans cette province du Soudan.



THE HINDU

Gordon Brown, en Inde, veut développer les échanges commerciaux

En visite officielle en Inde, le 20 janvier, le Premier ministre britannique "a émis le souhait que le commerce entre les deux pays continue à se développer dans les années à venir", indique le journal de Madras. Les échanges commerciaux ont déjà doublé en cinq ans. Gordon Brown inaugurerait, à New Delhi, une usine du groupe sidérurgique et automobile Caparo. Son fondateur, d'origine indienne, a immigré au Royaume-Uni il y a trente ans, et y a fait fortune. Il investit beaucoup en Inde.



THE NEW YORK TIMES

Les troupes de la coalition en Irak pourraient changer de tête

Le ministère de la Défense américain réfléchit à une nouvelle affectation pour le général Petraeus, l'actuel commandant en chef des troupes en Irak. Il envisage la possibilité de le nommer à un poste haut placé à l'OTAN. Il semble cependant que Washington souhaite "garder Petraeus le plus longtemps possible en Irak",

précise le journal. Fortement soutenu par le président Bush, il est considéré comme à l'origine du renforcement des effectifs sur le terrain, pour contrer les violences confessionnelles.



JUVENTUD REBELDE

Les Cubains ont élu leurs nouveaux députés

"Plus de 95 % des électeurs ont voté", annonce le quotidien castriste. Les Cubains étaient appelés aux urnes, le 20 janvier, pour élire une nouvelle Assemblée législative. En soi, le scrutin était sans suspense, avec 614 candidats pour 614 sièges. Fidel Castro, éloigné du pouvoir depuis dix-huit mois, figurait sur les listes. La nouvelle Assemblée devra, le 24 février, le reconduire ou non à la présidence du pays. Le vice-président Carlos Lage a déjà annoncé qu'il voterait pour Fidel.



THE INDEPENDENT

Richard Branson peut-il s'enrichir sur le dos des Britanniques ?

"C'est la question à 24 milliards de livres sterling", titre le journal anglais. Le ministre des Finances britannique, Alistair Darling, a dévoilé ce 21 janvier un plan de sauvetage de la banque Northern Rock, frappée par la crise des prêts immobiliers. Il a proposé l'émission d'emprunts obligataires pour rembourser les sommes que Northern Rock a empruntées à la Banque d'Angleterre et donc au "contribuable britannique". Le milliardaire Richard Branson est sur les rangs pour en faire l'acquisition.

les titres du 18 janvier 2008



DNEVNIK

A Sofia, Poutine effectue sa dernière visite présidentielle

Le point culminant de la visite du président russe en Bulgarie, ce 18 janvier, sera la signature du contrat pour l'oléoduc Bourgas-Alexandroupolis et le feu vert donné à la société russe Atomstroïexport pour la construction d'une nouvelle centrale nucléaire sur les bords du Danube. Une participation bulgare au gazoduc South Stream, concurrent direct de l'europpéen Nabucco, a également été obtenue. Pour Vladimir Poutine, l'exemple de la Bulgarie montre que la question "l'Europe ou la Russie" est un faux dilemme.



THE NEW YORK TIMES

Le patron de la Fed ne réussit pas à enrayer la chute de la Bourse

Le 17 janvier, pour la troisième journée de suite, Wall Street a clôturé en baisse. Les propos rassurants de Ben Bernanke, le chef de la Réserve fédérale, et les promesses du président Bush n'ont pas suffi à rassurer les marchés. Bush doit dévoiler ce 18 janvier les détails d'un plan de relance de l'économie. Beaucoup craignent qu'il n'arrive trop tard pour éviter la récession. Bernanke s'est dit favorable à l'adoption de mesures immédiates, estimant que l'économie gardait "une extraordinaire capacité à rebondir".



HA'ARETZ

Israël met la bande de Gaza sous blocus

L'armée israélienne maintient la pression militaire sur les Territoires palestiniens et poursuit depuis mardi 15 janvier ses raids sur la bande de Gaza et sur la Cisjordanie. Dans la nuit du jeudi 17 au vendredi 18 janvier, le ministre de la Défense israélien, Ehoud Barak, a ordonné la fermeture de tous les points de passage avec Gaza, alors que les villages israéliens frontaliers continuent d'être la cible de tirs de roquettes palestiniennes.



FRATERNITÉ MATIN

Un Ivoirien reprend la tête de la BCEAO

"Je suis heureux que la Côte-d'Ivoire ait conservé le poste", réagit Laurent Gbagbo, le président ivoirien.

Le 17 janvier, ses homologues n'ont pourtant pas retenu le candidat qu'il proposait pour devenir gouverneur de la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), Paul Antoine Bohoun Bouabré. Ils lui ont préféré un autre Ivoirien, Philippe-Henri Dacoury-Tabley, le frère du numéro des Forces nouvelles (ex-rébellion nordiste), pour occuper ce poste stratégique.



ZAMAN

Le débat sur le voile se ravive en Turquie

"Le débat sans fin sur le voile" revient sur le devant de la scène en Turquie, après que le Premier ministre Erdogan a suggéré de lever sans délai l'interdiction du port du voile islamique en vigueur dans les universités, écrit le journal d'Istanbul (version anglophone). Le Parti de la justice et du développement au pouvoir (AKP), issu de la mouvance islamiste, est partisan de profiter d'une réforme de la Constitution pour mettre fin à l'interdiction du voile qui date de la fin des années 1990.



TAL CUAL

Le Venezuela accorde le statut de belligérants aux guérilleros colombiens

Le 17 janvier, à la demande du président Chávez, l'Assemblée nationale vénézuélienne a accordé le statut de forces belligères aux guérillas colombiennes des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et de l'Armée de libération nationale (ELN). Dans un communiqué, le Parlement déclare vouloir "leur accorder un traitement politique pour créer un climat de confiance dans les futures négociations sur le chemin de la paix en Colombie". Chávez appelle la communauté internationale à imiter Caracas.



DAILY NATION

Une nouvelle journée de manifestations fait 8 morts au Kenya

Pour la deuxième journée d'affilée, le 17 janvier, les opposants au président Kibaki sont descendus dans la rue pour contester les conditions dans lequel celui-ci a été réélu le 27 décembre. Des heurts avec les forces de l'ordre auraient fait huit morts à Nairobi et à

Kisumu, la troisième ville du pays, rapporte le quotidien kényan. Il annonce que l'Union européenne a décidé de geler ses aides au pays jusqu'au règlement de la crise.



THE INDEPENDENT

Deux jumelles permettent de lever le secret de la leucémie

Le quotidien anglais publie en une la photo des deux fillettes britanniques, deux jumelles, qui ont permis "une percée déterminante" dans la compréhension de la leucémie. Ce 18 janvier, la revue américaine Science publie en effet le résultat des travaux d'une équipe internationale de chercheurs. L'étude des deux fillettes, l'une atteinte de leucémie, l'autre non, leur a permis de déceler un petit groupe de cellules précancéreuses qui serait à l'origine de la maladie.



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Une société californienne aurait obtenu des embryons humains par clonage

La nouvelle figure en une de la presse allemande. Stemagen, une entreprise californienne, a annoncé le 17 janvier avoir réussi à obtenir des embryons humains à partir de cellules de la peau d'un adulte. Si cette découverte est confirmée, il s'agirait de la première tentative réussie de clonage humain. Le journal de Francfort prend la nouvelle avec des pincettes et rappelle, fort à propos, que ce ne serait pas la première fois qu'une telle annonce se révélerait être un pétard mouillé.



DAWN

Un nouvel attentat suicide fait douze morts à Peshawar

Le 17 janvier, un adolescent s'est fait sauter dans une mosquée chiite de Peshawar, une ville à majorité sunnite située dans le nord-ouest du Pakistan. L'attaque suicide a fait douze morts et vingt-cinq blessés, rapporte le quotidien de Karachi. Elle survient alors que, samedi, débutera au Pakistan la fête musulmane de l'Achoura. Elle coïncide habituellement avec un regain de tension entre chiites et sunnites.

les titres du 17 janvier 2008





LA LIBRE BELGIQUE

Procès de l'"Erika" : "La nature a désormais un prix"

Le mercredi 16 janvier, le tribunal correctionnel de Paris a condamné la société pétrolière Total pour la marée noire provoquée par l'Erika en 1999. Propriétaire et gestionnaires du bateau ont eux aussi été épinglés. En tout, les accusés devront verser 192 millions d'euros pour atteindre à l'environnement. "Pour la première fois, un préjudice écologique a été évoqué", souligne le quotidien belge, pour qui le jugement "fera date" : "Jusqu'ici, la nature ne pouvait pas faire valoir ses droits en justice. Le jugement français semble réparer ce qui apparaissait comme une injustice, voire un déni."



THE TIMES

Les Etats-Unis accusent l'OTAN d'"inexpérience" en Afghanistan

Le 16 janvier, le Los Angeles Times a publié le texte d'un entretien avec Robert Gates, le ministre de la Défense américain. Celui-ci déplore que les forces de l'OTAN présentes dans le sud de l'Afghanistan ne soient pas "correctement entraînées" pour mener des opérations de contre-insurrection. Le quotidien anglais juge ces propos "scandaleux". Le Canada, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, les trois pays qui comptent le plus de soldats sur place, ont immédiatement protesté.



DAWN

Des militants islamistes s'emparent d'un fort de l'armée pakistanaise

Des centaines de combattants islamistes se sont emparés d'un fort tenu par les gardes-frontières pakistanaise dans le Sud-Waziristan (nord-ouest du pays). Dans la soirée du 15 janvier, 600 à 700 militants se seraient lancés à l'assaut du fort de Sararogha, héritage de la période britannique. Ils auraient tué 22 gardes-frontières et pris en otages les autres occupants des lieux, soit plus de 20 personnes. Côté islamiste, 40 combattants auraient été tués. Le Sud-Waziristan est un bastion taliban.



CORRIERE DELLA SERA

Le ministre de la Justice italien démissionne

C'est "par amour" que Clemente Mastella a présenté sa démission à Romano Prodi, précise le quotidien milanais. Le ministre de la Justice a annoncé, le 16 janvier, qu'il quittait le gouvernement après que la presse a révélé que sa femme, Sandra Leonardo, qui dirige le conseil régional de Campanie, était mise en cause dans une affaire de corruption et assignée à résidence. Ce départ risque d'affaiblir encore un peu plus le gouvernement de Prodi, qui a demandé à Mastella de revoir sa décision.



SUD QUOTIDIEN

La Libye ordonne l'expulsion de tous ses immigrants clandestins

Tous les immigrants clandestins qui vivent sur le territoire libyen dans l'attente d'un éventuel départ vers l'Europe vont être renvoyés chez eux, annonce le quotidien de Dakar. Cette mesure concerne 2 millions de personnes, originaires pour l'essentiel des pays pauvres de l'Afrique subsaharienne mais aussi du Maghreb et d'Egypte. D'un côté, l'opinion publique libyenne accuse les clandestins de propager l'insécurité et de l'autre les autorités libyennes veulent satisfaire les pays de l'UE.



AL AHRAM

L'Egypte, dernière étape de la tournée moyen-orientale de Bush

Le président américain George W. Bush a achevé mercredi 16 janvier, à Charm El-Cheikh en Egypte, une tournée de huit jours au Moyen-Orient. Sa dernière étape a duré moins de trois heures. Bush a réaffirmé sa confiance dans un accord de paix israélo-palestinien d'ici à la fin de 2008, et appelé la Syrie et l'Iran à cesser leurs ingérences au Liban. Il a insisté sur la nécessité de poursuivre la coopération américano-égyptienne pour assurer la sécurité régionale.



LA VOIX DU LUXEMBOURG

Mittal "lâche" son site lorrain de Gandrange

Arcelor-Mittal a annoncé, le 16 janvier, sa décision de supprimer, d'ici à 2009, 595 des 1 108 emplois de son aciérie de Gandrange, en Moselle. En France, en Belgique et au Luxembourg, la sidérurgie "fait grise mine" ces dernières années, relève l'éditorialiste du journal de Luxembourg. Il veut se rassurer : pour l'heure, les sites du grand-duché sont épargnés. Mittal

a annoncé sa décision de transférer une partie du personnel de Gandrange au Paysbourg. Il reste, de loin, le premier employeur du Luxembourg.



DI E WELT

"Nokia doit rembourser les subventions qu'il a touchées"

La colère monte en Allemagne après que le finlandais Nokia a annoncé sa décision de fermer son usine de Bochum, dans la Ruhr. "Berlin et le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie ne comptent pas rester les bras croisés", prévient le quotidien berlinois. Tous deux ont sommé le numéro mondial du téléphone portable de s'asseoir à une table de négociations, et le menacent de devoir rembourser toutes les subventions qu'il a perçues au cours des années écoulées. Plus de 2 300 postes sont menacés.



THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

L'UE met l'industrie pharmaceutique dans sa ligne de mire

La Commission européenne a ouvert une enquête sur les pratiques concurrentielles dans le secteur pharmaceutique. Des perquisitions ont été menées dans plusieurs pays. Bruxelles soupçonne les majors du secteur de mettre des bâtons dans les roues à leurs concurrents qui voudraient produire des génériques. Le quotidien financier américain (édition européenne) juge la nouvelle sérieuse : à chaque fois que Bruxelles a lancé ce genre d'enquête, par exemple sur l'énergie, cela a débouché sur la prise de mesures.



PÁGINA 12

Alstom construira en Argentine le premier TGV d'Amérique latine

Le français Alstom a remporté, le 16 janvier, l'appel d'offres lancé par le gouvernement argentin pour construire la première ligne de train à grande vitesse du pays. Elle reliera les villes de Buenos Aires, Rosario et Córdoba. Le montant du projet est estimé à 1,32 milliard de dollars. Le quotidien salue cette bonne nouvelle, mais tient à la nuancer : "Le réseau ferré argentin est en ruines. Sa reconstruction commence avec un projet luxueux." Il s'agira du premier TGV d'Amérique latine.

les titres du 16 janvier 2008



HA'ARETZ

Journée sanglante au Proche-Orient : 19 morts à Gaza, un mort en Israël

Gaza a connu le 15 janvier sa journée la plus meurtrière depuis un an. Dix-neuf Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne, dont le fils du chef du Hamas. "Sa mort pourrait anéantir les efforts faits pour échanger le soldat Shalit", craint le journal de Tel-Aviv. Il était question qu'Israël libère l'ancien chef du Fatah en Cisjordanie, Marwan Barghouti, en échange du soldat israélien enlevé en 2006. Par ailleurs, un sniper du Hamas a abattu un jeune Equatorien, bénévole dans un kibboutz du sud d'Israël.



CIVIL GEORGIA

Tbilissi esquisse un geste d'ouverture

"Des négociations sont en cours entre le pouvoir et les neuf partis de l'opposition. Beaucoup de points restent obscurs", rapporte le magazine en ligne de Tbilissi. Le 15 janvier, l'opposition a continué de réclamer un nouveau décompte des voix, dix jours après la réélection contestée de Mikheil Saakashvili à la tête de l'Etat. Dans le même temps, le gouvernement a annoncé qu'il avait ouvert le dialogue sur huit questions, notamment le contrôle de l'Etat sur les médias.



DAILY NATION

Le perchoir du Parlement kényan revient à l'opposition

Lors de la séance d'ouverture du Parlement, le 15 janvier, Kenneth Marende a été élu président de l'Assemblée nationale du Kenya : le candidat du parti de l'opposition Mouvement démocratique orange (ODM) a recueilli 105 voix, contre 101 au candidat du président Kibaki. Cette victoire symbolique n'empê-

chera sans doute pas les militants et les sympathisants de l'ODM de manifester ce 16 janvier dans toutes les villes du pays, pour dénoncer les conditions dans lesquelles Kibaki a été réélu le 27 décembre.



DAILY MIRROR

Une bombe explose dans un bus au Sri Lanka

Le mercredi 16 janvier, une bombe a explosé à bord d'un bus au centre du Sri Lanka, à 240 km de la capitale, Colombo. Le véhicule transportait des civils, parmi lesquels des enfants. L'attaque aurait fait 23 morts et blessé 67 personnes, selon le ministère de l'Intérieur. L'attentat a été attribué au mouvement séparatiste des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), en rébellion contre Colombo depuis 1972. Début janvier, le pouvoir a officiellement rompu la trêve conclue en 2002 avec le LTTE.



THE MIAMI HERALD

Mitt Romney remporte la primaire républicaine du Michigan

Le 16 janvier, le républicain Mitt Romney a remporté la primaire que son parti organisait dans le Michigan. Son programme économique a séduit les électeurs : 39 % d'entre eux l'ont choisi comme candidat à la présidentielle, et 30 % se sont portés sur son rival John McCain. C'est la première grande victoire enregistrée par Mitt Romney depuis le début des primaires, dans un Etat dont son père avait autrefois été gouverneur. Les candidats démocrates, eux, se sont mesurés dans un débat télévisé à Las Vegas.



FINANCIAL TIMES

Les banques américaines lèvent 21 milliards de dollars à l'étranger

Les banques américaines Citigroup et Merrill Lynch ont fait appel à des investisseurs étrangers, surtout

asiatiques, pour une opération de renflouage inédite. Elles espèrent lever 21,2 milliards de dollars d'argent frais pour se refinancer, écrit le journal économique anglais. Les deux banques sont durement touchées par la crise des crédits immobiliers. Citigroup a annoncé le 15 janvier des pertes record. Merrill devrait faire de même le 17. Ces mauvaises nouvelles ont fait chuter les Bourses américaines et européennes.



FRATERNITÉ MATIN

Le mandat de l'ONU en Côte-d'Ivoire est prolongé de six mois

Le 15 janvier, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté à l'unanimité la prolongation de six mois, jusqu'au 30 juillet prochain, du mandat de sa mission en Côte-d'Ivoire, l'ONUCI. Forte de 8 000 hommes, elle devra soutenir la tenue des élections prévues pour le mois de juin et veiller au bon déroulement du scrutin. Le mandat de la mission Licorne des troupes françaises, chargée d'appuyer l'ONUCI et qui compte plus de 2 500 soldats, a été également prolongé de six mois.



O GLOBO

Pour Lula, Fidel Castro jouit d'une "santé impeccable"

En visite officielle à La Havane, le président brésilien "a rencontré Fidel et a exprimé sa passion pour la révolution cubaine", titre le quotidien brésilien. Le 15 janvier, Lula da Silva s'est entretenu durant deux heures et demie avec le leader cubain, éloigné du pouvoir depuis dix-sept mois. Il a trouvé que Fidel était "prêt à assumer son rôle politique" à Cuba et dans le monde. Il a également rencontré Raúl Castro, chef de l'Etat par intérim, avec lequel il a signé une série d'accords économiques.



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG Nokia quitte l'Allemagne pour la Roumanie

"L'Allemagne n'assemblera bientôt plus de téléphones portables", relève le quotidien allemand. Après Motorola et BenQ, le finlandais Nokia, numéro un mondial du secteur, a annoncé qu'il allait fermer d'ici à la mi-2008 son dernier site de production en Allemagne. La nouvelle est un coup dur pour les 2 300 salariés de

l'usine de Bochum, dans la Ruhr. Le groupe, qui doit bientôt inaugurer une usine flambant neuve en Roumanie, met en avant le coût de la main-d'œuvre pour justifier sa décision.



THE DAILY TELEGRAPH Deux Australiens ont été "pris en otages" sur un baleinier nippon

Deux Australiens militant contre la chasse à la baleine ont été "pris en otages" sur un navire nippon, dénon-

ce en une le tabloïd de Sydney. Les deux hommes, membres de l'association Sea Shepherd, sont montés le 15 janvier à bord du baleinier *Yushin Maru* pour remettre une pétition. Selon Sea Shepherd, ils auraient été "liés à un mât", "pris en otages" pour "faire pression" sur l'association. Une flotte de baleiniers nippons opère actuellement en Antarctique, malgré les protestations de Canberra.

les titres du 15 janvier 2008



DAILY NATION Le nouveau Parlement kényan se réunit sous tension

Des forces de sécurité impressionnantes sont déployées ce 15 janvier autour du Parlement de Nairobi. L'institution doit reprendre ses travaux, seize jours après les élections générales du 27 décembre, dont le résultat contesté a provoqué un déchaînement de violence dans tout le pays. Ce sera la première fois que le président réélu Mwai Kibaki se trouvera face à face avec son opposant Raila Odinga, dans un Parlement qui ne présente aucune majorité claire.



ASHARQ AL-AWSAT George W. Bush tente de rallier l'Arabie Saoudite à sa stratégie contre l'Iran

Le président américain George W. Bush est arrivé lundi 14 janvier en Arabie Saoudite, avec la promesse d'une importante vente d'armements. La Maison-Blanche venait de notifier au Congrès américain son intention de vendre pour 20 milliards de dollars d'armes et d'équipements militaires à différents Etats du Golfe, dont la plus grande partie à l'Arabie Saoudite. Le nucléaire iranien et le processus de paix entre Israéliens et Palestiniens seront au centre des discussions bilatérales.



THE NEW YORK TIMES Les Latinos américains préfèrent Hillary Clinton

Côté démocrate, les électeurs latino-américains préfèrent Hillary Clinton à Barack Obama, annonce le quotidien américain. Le sénateur noir de l'Illinois a beau multiplier les efforts auprès de cet électoral, il reste à la traîne, alors que des primaires décisives se profilent, entre autres, dans les Etats de New York, du Nevada et de Californie. L'explication du journal : "Obama doit faire avec une longue histoire de tensions, voire de rivalités, entre les Noirs et les Hispaniques."



CHINA DAILY "La Chine et l'Inde cimentent leurs relations"

Au deuxième jour de sa visite en Chine, le 14 janvier, le Premier ministre indien Manmohan Singh s'est

entretenu deux heures avec son homologue Wen Jiabao. Ce dernier, à l'issue de la rencontre, s'est réjoui que les deux pays puissent montrer au reste du monde leur confiance et leur soutien mutuels. Singh et Jiabao se sont engagés à augmenter le volume de leurs échanges commerciaux à hauteur de 60 milliards de dollars par an d'ici à 2010. Ce 15 janvier, une coopération dans le nucléaire civil figure au menu des discussions.



EL PERIÓDICO La gauche retrouve le pouvoir au Guatemala

Le social-démocrate Alvaro Colon doit être intronisé président de la République du Guatemala ce mardi 15 janvier. Il s'agit du premier président de gauche depuis cinquante ans, dans un pays longtemps ravagé par une guerre civile larvée et des dictatures militaires. Entre les espoirs des uns et le scepticisme des autres, note le quotidien, Colon a annoncé un plan d'urgence pour les cent premiers jours de sa mandature, avec entre autres une augmentation des impôts et un accès facilité à la santé et à l'éducation.



LA VANGUARDIA En Espagne, la bataille pour les législatives commence

Les leaders du PSOE (socialiste) et du PP (conservateur), "Zapatero et Rajoy, ont 54 jours pour gagner la bataille de la confiance". Le 14 janvier, selon l'usage, le Premier ministre Zapatero a dissous le Parlement et convoqué des élections législatives pour le 9 mars. D'emblée, le PP marque les esprits : il a enrôlé sur ses listes Manuel Pizarro, l'ex-président d'Endesa, qui pourrait devenir ministre de l'Economie en cas de victoire. Un poids lourd pour concurrencer Pedro Solbes, le ministre sortant du PSOE.



LA REPUBBLICA Le pape n'est pas le bienvenu à l'université de Rome

La visite du pape Benoît XVI à l'université de Rome La Sapienza, prévue le jeudi 17 janvier pour l'inauguration de l'année académique, crée la polémique. Un groupe de 67 professeurs qui défendent la laïcité de la science a, en effet, lancé un appel au recteur de l'université pour qu'il annule cette visite rituelle.

Perplexes, les étudiants de gauche sont divisés sur cette initiative. Seule la moitié d'entre eux serait pour le boycott du pape. Radio Vatican dénonce, de son côté, un acte de censure.



THE GUARDIAN Le FBI réclame un accès instantané aux bases de données britanniques

Les Etats-Unis veulent franchir un nouveau cap dans la lutte antiterroriste, relate le quotidien anglais. Loin de se contenter de l'envoi d'empreintes digitales par fax, ils souhaitent créer une base de données internationale qui listerait les criminels les plus recherchés et les terroristes. Le Royaume-Uni, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande sont donc priés de réfléchir à la manière de fournir les données concernant les suspects arrêtés sur leur territoire. Le journal redoute des dérives.



FRANKFURTER RUNDSCHAU UNICEF Allemagne se fait épingler pour mauvaise gestion

"L'UNICEF a versé en Allemagne de fortes sommes sans rien coucher par écrit", titre le quotidien de Francfort. Selon ses informations, un récent rapport épinglerait l'Allemand Dietrich Garlich pour sa mauvaise gestion de la branche locale de l'institution onusienne d'aide à l'enfance. Manque de transparence et mauvaise gestion : des millions de dollars auraient été versés à des conseillers extérieurs sur la foi de contrats conclus seulement oralement. Les jours de Garlich à la tête de l'UNICEF semblent comptés outre-Rhin.



VREMIA NOVOSTIË Moscou accuse Londres de "provocation préméditée"

Le conflit remontant à l'été 2007 entre les autorités russes et les représentants du British Council (BC) a connu hier un nouveau rebondissement. Le ministre des Affaires étrangères russe a convoqué l'ambassadeur britannique pour lui faire part de son mécontentement : les bureaux du BC de Saint-Petersbourg et d'Ekaterinbourg qui devaient fermer en janvier 2008 ont poursuivi leurs activités, au mépris de la justice russe. Seul le bureau de Moscou est en effet désormais autorisé à fonctionner.

les titres du 14 janvier 2008



THE WASHINGTON TIMES "Bush tente d'unir les ennemis de l'Iran"

En visite à Abou Dhabi, le président américain "a appelé tout le Moyen-Orient à s'unir contre l'Iran et Al-Qaïda", titre le quotidien américain, ancré très à droite. "L'Iran est aujourd'hui dans le monde le principal Etat à parrainer le terrorisme", a déclaré George W. Bush le 13 janvier. "Pour motiver l'une des nations les plus influentes de la région", l'administration américaine devrait annoncer ce 14 janvier la vente de 20 milliards de dollars d'armes au royaume saoudien.



AL-RIYADH Nicolas Sarkozy en visite en Arabie Saoudite

Le président français, Nicolas Sarkozy, a commencé le dimanche 13 janvier en Arabie Saoudite une tournée dans trois monarchies du Golfe. Français et Saoudiens ont insisté sur l'importance de cette visite sur les plans diplomatique et économique. Si aucun contrat n'a été finalisé, quatre accords de coopération ont été signés, et les dossiers libanais et iranien

étaient au centre des discussions avec le roi Abdallah. Sarkozy doit se rendre ce 14 janvier au Qatar et demain dans les Emirats arabes unis.



IRAN Le problème du nucléaire iranien résolu dans un mois ?

La visite de deux jours à Téhéran de Mohamed ElBaradei, le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a débouché sur l'annonce, dimanche 13 janvier, d'un accord entre l'AIEA et l'Iran. Il prévoit un délai de quatre semaines pour régler tous les points en suspens concernant le programme nucléaire iranien. Le quotidien gouvernemental iranien, très optimiste, assure que le document, dans lequel l'Iran doit répondre à toutes les questions de l'Agence, marquera la fin du conflit sur le nucléaire iranien.



LE SOLEIL Les tueurs présumés des touristes français extradés vers Nouakchott

Deux des assassins présumés des touristes français tués le 24 décembre en Mauritanie ont été arrêtés en Guinée-Bissau le 11 janvier et extradés le 12 vers

Nouakchott. Un troisième homme serait toujours en fuite. Arrivés sous protection militaire, les deux suspects ont été pris en charge par la police antiterroriste mauritanienne et écroués, relate le journal de Dakar. Trois autres Mauritaniens, soupçonnés d'avoir porté assistance aux fugitifs, ont été également interpellés et extradés.



CIVIL GEORGIA L'opposition géorgienne promet de poursuivre les manifestations

A l'issue de la manifestation organisée dimanche à Tbilissi, qui a réuni des dizaines de milliers de personnes, la coalition de neuf partis d'opposition au président Saakachvili s'est engagée à continuer sa mobilisation dans la rue dès le 15 janvier. Soutenant la candidature de Levan Gatchetchiladzé, l'opposition exige un second tour à l'élection présidentielle du 5 janvier. Elle conteste la victoire du président sortant, créditée de 53,47 % des voix selon les résultats définitifs publiés le 13 janvier.



BUSINESS DAY Le chef sud-africain d'Interpol démissionne



Le président sud-africain Thabo Mbeki a annoncé qu'il avait suspendu de ses fonctions Jackie Selebi, le chef de la police nationale, le 12 janvier. Celui-ci, par ricochet, a été contraint le 13 de démissionner de la tête d'Interpol. Selebi fait l'objet d'accusations de corruption et d'entrave à la justice dans son pays. Il aurait en effet entretenu des liens étroits avec un trafiquant de drogue. Selon le quotidien économique, cette démission met le président Mbeki dans une situation difficile dans la mesure où il a toujours soutenu Selebi.

 **THE INDIAN EXPRESS**
La Chine et l'Inde font un effort de "compréhension"

Manmohan Singh, le Premier ministre indien, est arrivé le 13 janvier en Chine pour une visite de trois jours. Les deux pays s'efforcent de dialoguer non plus seulement en tant que voisins, mais aussi en tant que puissances en plein essor, fondées sur une économie du savoir. Le journal de Bombay rapporte les mots de Singh à son arrivée sur le sol chinois : "Les empires du futur seront les empires de la pensée." Il doit

s'entretenir, les 14 et 15 janvier, avec son homologue Wen Jiabao et le président Hu Jintao.

 **EL TIEMPO**
Clara Rojas a retrouvé son fils

"La mère et l'enfant ont passé la nuit sous le même toit, dans un endroit secret de Bogotà", titre le quotidien colombien. Le dimanche 13 janvier, l'ancienne otage Clara Rojas, libérée par les FARC le 10 janvier, a retrouvé son fils Emmanuel. L'enfant, qu'elle avait eu en captivité en 2004, avait entre-temps été confié à l'Assistance publique colombienne. Un délai d'adaptation sera nécessaire avant qu'elle puisse emmener son fils chez elle.

 **PÁGINA 12**
Argentine : "quand l'avortement mène à l'hôpital"

Le quotidien argentin publie les chiffres officiels d'une "épidémie silencieuse" : ceux des victimes des avortements clandestins, dans un pays où l'IVG reste un crime. Chaque jour, 188 femmes sont hospitalisées en Argentine des suites d'un avortement clandestin,

soit environ 70 000 par an. Ces chiffres ne sont que "la pointe émergée de l'iceberg" : ils ne prennent pas en compte, entre autres, les femmes qui décèdent chez elles. Le journal estime que, pour une femme hospitalisée, sept autres ont subi une IVG clandestine.

 **THE OBSERVER**
Londres veut "révolutionner le don d'organes"

Au Royaume-Uni, trois personnes meurent chaque jour faute d'avoir pu bénéficier d'une greffe. Le pays est celui où le taux de donneurs est le plus bas d'Europe. Pour remédier à cette situation, le directeur de la santé publique britannique, Liam Donaldson, prône une "révolution" des pratiques. Interrogé dans le quotidien dominical, il propose que chaque Britannique soit considéré comme "un donneur par défaut" tant qu'il n'aura pas spécifié le contraire. Actuellement, c'est l'inverse qui prévaut.

les titres du 11 janvier 2008

 **EL DIARIO DE CARACAS**
Clara et Consuelo ouvrent les bras à la liberté

Le quotidien vénézuélien publie en une les premières images de Clara Rojas et de Consuelo González à leur arrivée à Caracas. Les deux Colombiennes ont recouvré la liberté le 10 janvier après des années de détention aux mains des guérilleros des FARC. Leur libération, qualifiée d'événement "historique" par le journal, a été orchestrée à la fois par le Venezuela, la Colombie et la Croix-Rouge. Clara Rojas, l'ancienne assistante d'Ingrid Betancourt, a déclaré être sans nouvelles de la Franco-Colombienne depuis trois ans.

 **AL-QUDS**
Bush s'engage pour la création d'un Etat palestinien avant fin 2008

Le président américain George W. Bush a terminé sa visite historique en "Palestine", le 10 janvier, en affirmant son engagement ferme en faveur de la création d'un Etat palestinien viable. Il s'est déclaré convaincu qu'un traité de paix pouvait être conclu avant la fin de 2008, soit avant son départ de la Maison-Blanche, rapporte le quotidien de Jérusalem-Est. Il a aussi appelé les Etats arabes à "tendre la main à Israël" pour favoriser un accord de paix entre Israéliens et Palestiniens.

 **HINDUSTAN TIMES**
La Nano, la petite indienne qui a tout d'une grande

Pour la deuxième journée consécutive, la presse indienne n'a d'yeux que pour elle : la Nano, "la petite merveille" que le constructeur Tata a présentée le 10 janvier au salon de l'automobile de New Delhi. Elle rivalise de superlatifs pour présenter la voiture, annoncée comme la moins chère du monde : elle sera vendue 100 000 roupies (1 700 euros). "Elle est écologique, elle est d'importance mondiale, elle est indienne", s'enflamme le journal de New Delhi. "Chapeau bas !"

 **THE NEW YORK TIMES**
La Fed va de nouveau baisser ses taux directeurs

Ben Bernanke, le président de la Réserve fédérale américaine (Fed), a annoncé le 10 janvier qu'il allait

procéder à une nouvelle baisse de ses taux directeurs. Cette annonce, destinée à écarter les risques de récession, a permis à Wall Street de repartir à la hausse pour la deuxième journée consécutive. La Fed pourrait dès la fin du mois réduire ses taux de 0,5 point, à 3,75 %. Les experts s'attendent à de nouvelles baisses d'ici à cet été, peut-être pour descendre au-dessous des 3 %.

 **EL MUNDO**
Paris et Madrid renforcent leur coopération contre ETA

"Les policiers espagnols pourront porter leurs armes en France", titre le journal de Madrid. Le sujet était sensible depuis l'assassinat en France de deux gardes civils espagnols qui n'avaient pas pu faire usage de leur arme, en décembre. Le Premier ministre espagnol Zapatero et le président français Sarkozy se sont rencontrés le 10 janvier à l'Elysée. Ils ont décidé de renforcer leur coopération contre ETA et l'immigration clandestine, et ravivé le projet d'une ligne à haute tension entre leurs pays.

 **THE GUARDIAN**
Le Royaume-Uni se dote de nouvelles centrales nucléaires

Le 10 janvier, Londres a annoncé la construction d'une nouvelle génération de centrales nucléaires. Le gouvernement travailliste veut ainsi réduire les émissions de gaz à effet de serre du pays. "Une dispute a éclaté sur le financement du projet", notamment sur le plan environnemental, note le journal. Les compagnies en lice pour exploiter des centrales, dont la française EDF, auraient obtenu des contreparties importantes, parfois aux frais des contribuables. Les centrales actuelles datent des années 1960 et 1970.

 **DAWN**
Un attentat fait 24 morts à Lahore

Quinze jours après l'assassinat de Benazir Bhutto, un nouvel attentat suicide a ensanglanté la campagne pour les législatives du 18 février. Le 10 janvier, un kamikaze s'est fait exploser devant la Haute Cour de justice de Lahore, dans l'est du Pakistan. L'attentat a fait au moins 24 morts et 73 blessés, parmi lesquels une majorité de policiers. Pour éviter "l'implosion", il

est désormais vital que les élections aient lieu en temps et en heure, de façon transparente, plaide l'éditorialiste du journal.

 **DAILY NATION**
Au Kenya, les négociations de paix sont dans l'impasse

La première session de négociations, qui devait se tenir le 10 janvier entre le président Kibaki et son opposant Odinga, n'a pas eu lieu. La tension reste vive près de quinze jours après la réélection contestée de Kibaki à la tête du Kenya. Les deux camps se rejettent la responsabilité de cet échec, titre le quotidien. Le président de l'Union africaine, le Ghanéen John Kufuor, a quitté le pays après une mission de deux jours, sans être parvenu à esquisser une sortie de crise.

 **THE DOMINION POST**
La Nouvelle-Zélande perd "son plus grand héros"

Edmund Hillary, le pionnier de l'Everest, est décédé le 11 janvier à Auckland, en Nouvelle-Zélande. Le 29 mai 1953, il avait été le premier homme à gravir le plus haut sommet de l'Himalaya, accompagné du sherpa Tenzing Norgay. Le quotidien salue la mémoire du "colosse kiwi", qui, après son exploit, a mis sa vie au service des sherpas de l'Himalaya, pour améliorer leurs conditions de vie. Des funérailles nationales seront organisées en Nouvelle-Zélande.

 **GAZETA**
La Russie déclare la guerre au tabagisme

Le 10 janvier, le gouvernement russe s'est engagé à signer la Convention de lutte contre le tabagisme de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), sans toutefois donner de date. Le pays sera dès lors tenu, dans les cinq ans, d'interdire la publicité sur les cigarettes, d'augmenter les taxes sur le tabac et d'interdire de fumer dans les lieux publics. En Russie, 330 000 à 500 000 personnes meurent chaque année à cause du tabac, dont la consommation progresse pourtant. Plus de la moitié des Russes fument.

les titres du 10 janvier 2008

 **AL-HAYAT AL-JADIDA**
George W. Bush effectue une visite historique dans les Territoires palestiniens

Le président américain George W. Bush doit rencontrer le président palestinien Mahmoud Abbas, ce jeudi 10 janvier à Ramallah. Arrivé la veille en Israël, Bush a tenu, avec le Premier ministre israélien Ehoud Olmert, une première conférence de presse. Il a rappelé qu'Israël doit démanteler les implantations

illégalles en Cisjordanie et souligné la nécessité d'instituer un Etat Palestinien économiquement viable. Il a aussi menacé l'Iran d'une riposte militaire en cas d'agression.

 **THE WASHINGTON POST**
En Irak, Washington prône maintenant une "solution irakienne"

Il y a quelques mois, George W. Bush annonçait un changement de stratégie en Irak, avec l'envoi de troupes supplémentaires, rappelle le quotidien améri-

cain. Il semblerait qu'un autre revirement soit en cours, beaucoup plus "paisible". L'Etat-major et les diplomates américains auraient renoncé à imposer des objectifs politiques, économiques et sécuritaires aux Irakiens. Au contraire, ils encourageraient désormais ces derniers à élaborer leurs propres solutions.

 **LA VANGUARDIA**
Un important commando d'ETA a été démantelé en Espagne



Deux membres présumés d'ETA ont été arrêtés le 6 janvier au Pays basque espagnol. Le 9 janvier, le ministère de l'Intérieur a annoncé qu'ils étaient les auteurs présumés du dernier grand attentat de l'organisation terroriste. Le 30 décembre 2006, une explosion avait fait deux morts à l'aéroport de Madrid et marqué la fin des négociations avec le gouvernement. De source proche de l'enquête, le commando projetait un nouvel attentat à la voiture piégée, cette fois dans un centre commercial de la capitale.



EL NACIONAL

Les FARC seraient finalement prêtes à libérer deux otages

"Les FARC ont envoyé à Chávez les coordonnées du lieu" où venir chercher les otages, titre le journal de Caracas. Le président vénézuélien a annoncé, le 9 janvier, que les guérilleros colombiens étaient finalement prêts à libérer deux otages : Clara Rojas, l'assistante d'Ingrid Betancourt, et Consuelo González, une ex-députée. Le président colombien Uribe aurait donné son accord pour que Caracas envoie des hélicoptères chercher les deux femmes. A Noël, une précédente tentative pour les libérer avait été un échec.



FRANKFURTER RUNDSCHAU

Saakachvili : une réélection bien mal acquise en Géorgie

L'Allemand Dieter Boden, chef des observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) qui supervisaient le scrutin présidentiel du 6 janvier, en Géorgie, fait état de "fraudes grossières". Mikheil Saakachvili a été réélu au premier tour avec 52,8 % des voix. Dans un entretien au journal de Francfort, Boden estime que le score de Saakachvili était de 6 % inférieur : un second tour

aurait dû avoir lieu, comme le réclame l'opposition. Officiellement, l'OSCE a "validé" le vote.



LE POTENTIEL

Le Soudan appelle Kadhafi à la rescousse contre le Tchad

L'escalade se poursuit à la frontière entre le Tchad et le Soudan, toujours en raison de la tension provoquée par la situation au Darfour. Le Tchad, qui accueille sur son sol des réfugiés de cette région, accuse par ailleurs des rebelles tchadiens de s'y être réfugiés. Des avions tchadiens ont bombardé le Darfour le 7 janvier, rappelle le quotidien de Kinshasa. C'est la raison pour laquelle les autorités soudanaises ont demandé au dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, président du groupe Sahel et Sahara, de faire jouer son influence et d'aider au règlement pacifique de la crise.



LIDOVÉ NOVINY

Prague et Varsovie abordent le projet de bouclier antimissile

Ce jeudi 10 janvier, à Prague, le Premier ministre polonais Donald Tusk doit rencontrer son homologue tchèque Mirek Topolánek. Au menu des discussions : le dossier de projet américain de bouclier antimissile. Donald Tusk a récemment déclaré que son pays réfléchissait encore à l'installation de plusieurs éléments de ce dispositif en Pologne. A l'inverse, "Prague veut signer le plus tôt possible l'accord prévoyant l'installation d'une station radar en République tchèque", explique le journal pragois.



CAPE TIMES

"C'est un jour fantastique pour le rugby sud-africain"

Pieter de Villiers est devenu le 9 janvier le premier entraîneur de couleur de l'Afrique du Sud, champion-

ne du monde en titre. "C'est un jour fantastique pour le rugby sud-africain. Pieter entre dans l'Histoire en devenant le premier Noir à la tête des Springboks", a déclaré Oregan Hoskins, président de la fédération de ce sport. Ce choix vise à ouvrir le rugby à l'ensemble de la population : ce sport reste réservé aux Blancs, dans un pays où 90 % de la population est noire ou métisse.



FINANCIAL TIMES

Tony Blair monnaie ses talents dans le secteur privé

Tony Blair serait sur le point de rejoindre la banque américaine JP Morgan Chase comme conseiller politique à temps partiel. L'ancien Premier ministre travailliste, qui a cédé son poste à Gordon Brown en 2007, a refusé de divulguer le montant de son salaire. Celui dépasserait les 660 000 euros annuels. Sa volonté de faire carrière dans le secteur privé "rompt avec la tradition" au sein du Labour, relève le journal. Côté Tories, il y a des précédents : John Major, par exemple, est directeur de Carlyle Europe.



THE TIMES OF INDIA

La voiture la moins chère du monde est indienne

Ce jeudi 10 janvier, le constructeur automobile indien Tata présente à New Delhi sa petite dernière, la Nano. Présentée comme la voiture la moins chère du monde, elle sera vendue au prix de 100 000 roupies (1 700 euros). Le quotidien la place dans la lignée directe de ces "voitures du peuple", comme la Ford T ou la Coccinelle, qui "ont révolutionné l'industrie - et les modes de vie - en devenant accessibles à de nouveaux segments de la population".

les titres du 9 janvier 2008



THE NEW YORK TIMES

Dans le New Hampshire, Hillary Clinton fait mentir les sondages

Alors que les sondages la donnaient largement distancée par Barack Obama, Hillary Clinton a finalement remporté la primaire du New Hampshire, le 8 janvier : 39 % des électeurs l'ont désignée comme candidate du Parti démocrate pour la prochaine présidentielle ; Obama a recueilli 37 % des voix. Elle a bâti son succès sur l'électorat féminin et les militants du parti, alors que son rival a surtout séduit les électeurs indépendants. Côté républicain, c'est le vétéran John McCain qui s'impose.



KOMSOMLSKAJA PRAVDA

Les Russes retournent au travail pour la première fois de l'année

Ce 9 janvier est officiellement la première journée de travail en Russie, souligne le tabloïd moscovite. Lui aussi sort son premier numéro, après une dizaine de jours de congés. D'après les économistes, la période chômée des fêtes a coûté 700 milliards de roubles au pays, soit 2 % de son PIB. Le journal a calculé que les Russes, en 2007, ont bénéficié de 116 jours chômés (week-ends inclus), soit un jour sur trois. L'année 2008 s'annonce tout aussi généreuse en jours fériés.



LA REPUBBLICA

Prodi s'attaque aux ordures de Naples

Alors que les émeutes continuent à Naples, le Premier ministre Romano Prodi a dévoilé, le 8 janvier, le plan de sortie de crise qu'il compte mettre en œuvre sans attendre. Cent dix mille tonnes d'ordures se sont accumulées dans les rues de la ville, faute de ramassage. Prodi a donné 120 jours à Gianni De Gennaro, ancien chef de la police nationale et actuel chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, pour trouver une solution au problème.



EL NUEVO DÍA

Le président bolivien lance des pistes pour sortir de la crise

Mardi 8 janvier, Evo Morales a rétabli le dialogue avec l'opposition. Au terme de sept heures d'entretien avec les neuf gouverneurs régionaux, le président socialiste

a proposé des pistes pour sortir la Bolivie de la crise. Fin 2007, il avait tenté de faire adopter en force une réforme constitutionnelle rejetée par cinq des gouverneurs, avides de plus d'autonomie. Des émeutes avaient fait plusieurs morts. Il a finalement accepté de négocier le texte de la nouvelle Constitution.



DAILY NATION

Kibaki forme un gouvernement d'"ouverture"

Face à la crise que traverse le Kenya depuis la réélection contestée, le 27 décembre, du président Mwai Kibaki, ce dernier a annoncé la formation partielle d'un gouvernement de "large ouverture". Le 8 janvier, dix-sept ministres ont été nommés. L'opposant Kalonzo Musyoka, qui avait terminé troisième du scrutin, devient vice-président. Le leader de l'opposition Raila Odinga, lui, ne désarme pas. Il qualifie ces nominations de "farce" et demande une médiation internationale.



HINDUSTAN TIMES

Les travailleurs indiens ont-ils un avenir en Malaisie ?

Le 18 décembre, la Malaisie aurait décidé d'arrêter de recruter des salariés venus d'Inde. Les 140 000 Indiens présents dans le pays pourraient rester jusqu'à expiration de leur visa. La nouvelle, tombée via des agences de presse, sème l'inquiétude à New Delhi. Le 8 décembre, un ministre malaisien en visite en Inde a démenti l'information, mais le journal indien la juge vraisemblable : Kuala Lumpur tenterait ainsi d'apaiser les Malaisiens d'ethnie indienne, qui se disent victimes de discriminations.



LA VANGUARDIA

Nicolas Sarkozy donne le cap pour 2008

"Le 8 janvier, le président Sarkozy a fait étalage de ses dons pour la comédie alors qu'il répondait, à l'Elysée, aux questions de centaines de journalistes." Le journal barcelonais reproduit en une les mimiques du président français lors de sa conférence de presse de deux heures. "Depuis de Gaulle on n'avait jamais vu ça, commente le directeur du quotidien. Sarkozy a réussi à obtenir quelque chose de quasi unique. Il

concentre tout le pouvoir, et personne ne parvient à lui faire de l'ombre."



PÚBLICO

Lisbonne renonce à son référendum sur la Constitution européenne

"Merkel, Sarkozy et Brown forcent José Sócrates à ratifier le traité européen", titre le journal lisboète. Le Premier ministre portugais a finalement décidé de soumettre le nouveau Traité constitutionnel à une ratification parlementaire. En 2005, le Parti socialiste avait pourtant promis d'organiser un référendum. Pour les autres pays de l'Union, le risque était trop grand de voir le texte, remanié sous la présidence portugaise de l'UE et rebaptisé "traité de Lisbonne", capoter à nouveau.



LE SOIR

Guy Verhofstadt "secoue le cocotier belge"

Le Premier ministre belge par intérim, Guy Verhofstadt, a présenté le 8 janvier ses solutions pour sortir le pays de la crise institutionnelle qu'il traverse. "L'homme est coluté !" s'exclame le quotidien bruxellois. Il lui reconnaît le courage d'oser le compromis, après des mois de batailles larvées entre Flamands et Wallons, où chacun a campé sur ses positions. Verhofstadt préconise "des régions fortes dans un Etat fédéral fort", à mi-chemin entre les revendications flamandes et francophones.



THE ISLAND

Un ministre sri-lankais est tué dans un attentat

D. M. Dassanayake, le ministre de la Construction sri-lankais, est mort le 8 janvier dans un attentat. Une mine a explosé au passage de son véhicule, à une vingtaine de kilomètres de la capitale, Colombo. Douze personnes ont été blessées. La police accuse les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) d'être à l'origine de cette attaque. Le 2 janvier, Colombo a officiellement rompu le cessez-le-feu conclu en 2002 avec les LTTE, qui n'avait de toute façon plus grande réalité sur le terrain.



les titres du 8 janvier 2008



FINANCIAL TIMES

Paris se dit favorable à un nouvel élargissement de l'UE

Alors que la France doit assurer la présidence tournante de l'Union européenne à partir de juillet, Paris se déclare prêt à soutenir l'intégration de pays des Balkans, la Serbie incluse. Ce pays est "un pôle de stabilité" dans la région, explique Jean-Pierre Jouyet, le secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes, dans un entretien au quotidien britannique. Le gouvernement Sarkozy, autrefois réticent, aurait changé d'attitude en voyant "la capacité de l'UE à 27 membres de prendre des décisions", commente-t-il.



DIE WELT

Bill Gates tire sa révérence

Le 7 janvier, pour la dernière fois, Bill Gates a présidé l'ouverture du Consumer Electronic Show de Las Vegas, la grand-messe annuelle du secteur de l'informatique. Le cofondateur de Microsoft a en effet annoncé qu'il quitterait cet été son poste de directeur technique au sein de l'entreprise, pour se consacrer à ses œuvres humanitaires. Il a assuré le show, guitare en main aux côtés de Slash, l'ancien guitariste des Guns N'Roses.



USA TODAY

Dans le New Hampshire, Obama et McCain tiennent la corde

Après l'Iowa le 3 janvier, c'est au tour des électeurs du New Hampshire, ce 8 janvier, de se rendre aux urnes pour désigner leurs candidats à la présidentielle américaine. Un ultime sondage publié par le quotidien donne une très large avance à Barack Obama côté démocrate : le sénateur noir de l'Illinois obtient 41 % des intentions de vote, contre 28 % à Hillary Clinton. Côté républicain, l'ancien héros du Vietnam John McCain semble le mieux placé pour s'imposer, avec 34 % des voix.



DAILY NATION

Le président Kibaki propose de rencontrer son rival

Le président du Kenya, Mwai Kibaki, a invité le chef de l'opposition, Raila Odinga, à le rencontrer pour

trouver une issue à la crise qui secoue le pays. Depuis sa réélection contestée du 27 décembre, des affrontements ont fait plus de 600 victimes. Si l'opposition en accepte le principe, la rencontre devrait avoir lieu le 11 janvier. Il s'agit, selon les termes du président, d'engager des discussions pour "arrêter les violences, consolider la paix et la réconciliation nationale".



ENTEKHAB

Washington et Téhéran replongent en eaux troubles

Selon le Pentagone, cinq navires iraniens se sont livrés à des manœuvres "provocatrices" envers trois navires américains, le 6 janvier, dans les eaux internationales du détroit d'Ormuz. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères iranien, Mohammed Ali Hosseini, ne nie pas l'incident, mais minimise sa portée. Pour lui, "c'est une chose ordinaire qui arrive de temps en temps". Washington met en garde l'Iran contre "tout agissement provocateur qui pourrait conduire à un incident dangereux à l'avenir", alors que Bush débute une tournée au Proche-Orient.



NRC HANDELSBLAD

Le procès de Charles Taylor a repris à La Haye

Après six mois de suspension, le procès de Charles Taylor a repris à La Haye, devant le Tribunal spécial pour la Sierra Leone. L'ex-président du Liberia est jugé pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, accusé d'avoir soutenu les rebelles du Front révolutionnaire uni, qui ont ravagé la Sierra Leone de 1991 à 2002. Le procès devrait éclairer les liens existant entre la guerre civile et le commerce illicite des "diamants du sang" sierra-léonais, sur lesquels Taylor aurait tenté de faire main basse.



THE NATION

L'épouse de Thaksin fait son retour en Thaïlande

Pojaman Shinawatra, l'épouse de l'ancien Premier ministre Thaksin, renversé en 2006, est rentrée d'exil le 8 janvier. Elle est revenue en Thaïlande pour y répondre d'accusations de corruption. Dès son arrivée, elle a été escortée devant la Cour suprême, qui l'a laissée en liberté sous caution. Les mêmes chefs d'accusation pèsent sur son mari, qui a annoncé son

retour d'ici à avril. Le 23 décembre, les premières législatives organisées depuis le putsch avaient marqué la victoire de ses partisans.



AN NAHAR

Rice et Kouchner appuient l'initiative de la Ligue arabe pour le Liban

Le plan adopté le 6 janvier, au Caire, par les ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la Ligue arabe pour permettre la tenue de l'élection présidentielle au Liban a reçu le soutien de la France et des Etats-Unis par la voix de leurs chefs de la diplomatie respectifs, Bernard Kouchner et Condoleezza Rice. Côté libanais, la majorité antisyrilienne a salué l'initiative arabe alors que l'opposition pro-syrienne affiche un optimisme circonspect.



DAWN

Neuf alliés d'Islamabad ont été tués au Waziristan

Neuf membres de tribus du Sud-Waziristan, au Pakistan, ont été assassinés les 6 et 7 janvier. Il s'agissait de proches de Maulvi Nazir, le chef de tribu local qui s'est allié avec le gouvernement pakistanais pour combattre Baitullah Mehsud, le chef des talibans dans cette région frontalière de l'Afghanistan. C'est ce même Mehsud qu'Islamabad accuse d'avoir organisé l'attentat qui a coûté la vie à Benazir Bhutto le 27 décembre. Selon le journal, ces meurtres pourraient raviver les luttes tribales dans la région.



LE SOLEIL

Manifestation "monstre" contre les APE à Dakar

"Non au chantage économique !", "Oui au développement et à la croissance !" C'est avec ces slogans que "des milliers" de Sénégalais ont manifesté, le 7 janvier, contre les accords de partenariat économique (APE, accords de libre-échange) que l'Union européenne veut instaurer en Afrique. Le président du Sénégal refuse de les signer. Toutes les couches de la société étaient représentées, détaille le journal de Dakar : syndicats, membres de la société civile et du patronat, ainsi que beaucoup de jeunes.

les titres du 7 janvier 2008



FRANKFURTER ALLGEMEINE ZEITUNG

Qui a remporté l'élection en Géorgie ?

Entre 5 000 et 10 000 Géorgiens ont manifesté le 6 janvier dans les rues de Tbilissi, la capitale géorgienne, rapporte le quotidien allemand. Ils dénoncent des fraudes massives lors de l'élection présidentielle organisée la veille, et contestent donc le résultat des urnes : le président sortant, Mikheil Saakashvili, a été déclaré réélu dès le premier tour. Il aurait remporté environ 52,8 % des voix, contre 27 % à l'opposant Levan Gatchechiladze. Pour leur part, les observateurs de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), s'ils ont bien constaté quelques irrégularités, ont finalement déclaré l'élection "valide".



THE OBSERVER

Selon Gordon Brown, 2008 est l'année de tous les dangers

Le Premier ministre britannique Gordon Brown, dans un entretien accordé au journal dominical londonien, déclare que 2008 sera une année "périlleuse" pour l'économie britannique. Il s'engage à prendre "des décisions courageuses et à long terme", notamment pour juguler la crise des crédits immobiliers et la hausse des prix de l'énergie. Parmi ses autres projets : la réalisation de nouvelles centrales nucléaires, l'extension des aéroports et la construction de logements.



LE POTENTIEL

Une conférence pour la paix s'ouvre en RDC

Une conférence sur la paix dans les provinces du nord de la république démocratique du Congo (RDC) s'est ouverte le 6 janvier à Goma, la capitale du Nord-Kivu. Cette région est depuis longtemps le théâtre d'affrontements très violents entre différentes ethnies. La conférence, dont les travaux dureront neuf jours, réunira environ 600 personnes parmi lesquelles des parlementaires, des militaires et des observateurs internationaux. Pour le quotidien, le destin de la RDC est en train de se jouer.



LIBERTÉ

Un charnier a été découvert au Sahara-Occidental

Le Comité sahraoui pour la défense des droits humains demande que toute la lumière soit faite sur la fosse commune qui a été découverte le 4 janvier près d'une caserne militaire à Smara, une ville du Sahara-Occidental, relate le quotidien algérien. Pour l'ONG, la fosse contiendrait les restes de personnes disparues dans les prisons marocaines. Cette découverte survient au moment où une troisième session de négociations a lieu entre le Maroc et le Front Polisario aux Etats-Unis.



DAWN

Musharraf admet que Benazir Bhutto a peut-être été tuée par balle

Dans un entretien diffusé le 5 janvier par la chaîne américaine CBS, le président pakistanais a admis que

Benazir Bhutto avait peut-être été tuée d'une balle dans la tête. Jusqu'à présent, les autorités affirmaient que l'ex-Première ministre était morte d'une fracture du crâne, le 27 décembre. Le Parti du peuple pakistanais de Benazir Bhutto (PPP) a aussitôt réagi : selon lui, les revirements du pouvoir justifient une enquête de l'ONU sur les circonstances de la mort de l'ancienne dirigeante.



CHOSUN ILBO

"La crise du nucléaire nord-coréen va-t-elle se raviver ?"

"Après un long silence, Pyongyang a demandé, le 4 janvier, à être rayé de la liste des Etats qui soutiennent le terrorisme", rapporte le quotidien de Séoul. Les Etats-Unis rétorquent que, contrairement à ce qui avait été conclu lors d'accords de désarmement en février 2007, la Corée du Nord n'a toujours pas livré d'inventaire précis de son arsenal. Elle avait jusqu'au 31 décembre pour le faire. "Il n'y a donc aucun signe de progrès", analyse le journal. "Que va-t-il se passer maintenant ?"



HA'ARETZ

La colonisation au centre de la tournée proche-orientale de Bush

Le Premier ministre israélien Ehoud Olmert devrait affirmer au président américain George W. Bush que les colonies illégales seront démantelées. Bush, qui commence le mercredi 9 janvier une tournée proche-orientale par une visite en Israël, a clairement annoncé que la colonisation israélienne serait parmi les principales questions à discuter.



FRANKFURTER RUNDSCHAU

Les tiraillements continuent au sein de la coalition allemande

A vingt jours des élections régionales en Hesse et en Basse-Saxe, la CDU (chrétiens-démocrates) et le SPD (sociaux-démocrates), deux partis de la coalition au pouvoir, donnent de la voix pour souligner leurs différences. Le quotidien de Francfort résume cela à un face-à-face : la chancelière Angela Merkel (CDU) contre Kurt Beck, le chef du SPD. Ils divergent, entre autres, sur la réponse à apporter à la délinquance juvénile et sur l'instauration éventuelle d'un salaire minimum généralisé.



THE NEW YORK TIMES

Rendez-vous à Bagram, le Guantanamo afghan

Alors que le gouvernement américain a annoncé, à plusieurs reprises, sa volonté de fermer le centre de Guantanamo, l'Afghanistan abrite toujours une autre prison secrète. Six cent trente personnes, des talibans en majorité, sont actuellement détenues à Bagram, la principale base américaine du pays. Tous les efforts pour les transférer sous autorité afghane se sont heurtés à des problèmes "politiques, légaux et sécuritaires", détaille le grand quotidien new-yorkais.



LA PRESSE

Les médecins canadiens favorables au cannabis thérapeutique

Les médecins canadiens, après s'être longtemps opposés à l'utilisation de la marijuana à des fins thérapeutiques, y seraient devenus favorables. C'est la conclusion d'une étude remise en décembre au gouvernement fédéral, révèle le quotidien de Montréal. "Ils hésitent toutefois encore à en prescrire, faute de connaissances cliniques suffisantes", notamment sur les doses à prescrire.

les titres du 4 janvier 2008



THE NEW YORK TIMES

Obama et Huckabee triomphent en Iowa

Les électeurs de l'Iowa ont créé la surprise, le 3 janvier, lors du premier caucus de la présidentielle américaine 2008. Côté démocrate, ils ont choisi comme candidat Barack Obama. Le sénateur noir de l'Illinois a récolté 37,6 % des suffrages, contre 29,47 % à Hillary Clinton, qui n'arrive qu'en troisième position. Côté républicain, c'est l'ancien gouverneur Mike Huckabee qui prend le dessus. Dans des styles très différents, Obama et Huckabee ont une chose en commun, analyse le quotidien new-yorkais : "Ils sont aussi loin du statu quo que possible", et ont réussi à convaincre les électeurs qu'ils pouvaient être des acteurs de changement.



DAILY NATION

Au Kenya, Mwai Kibaki dévoile son plan pour la paix

Le 3 janvier, le président kényan, Mwai Kibaki, a tenu sa première conférence de presse depuis sa réélection contestée, le 27 décembre. Il s'est dit prêt à dialoguer avec l'opposition "dès que la violence aura cessé et que le calme sera restauré". Le pays a connu une nouvelle journée d'émeutes et d'affrontements, qui a fait 9 morts. De son côté, le procureur général du Kenya, Amos Wako, a appelé à la formation d'un gouvernement d'unité nationale pour sortir de la crise.



ZAMAN

Un attentat frappe au cœur de la ville turque de Diyarbakir

Quatre personnes ont été interpellées après l'attentat à la voiture piégée qui a tué 5 personnes le 3 janvier à Diyarbakir. La ville, située dans le sud-est de la Turquie, appartient à une région à majorité kurde. Quatre des victimes sont des lycéens. Tous les soupçons se tournent vers les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon le quotidien d'Istanbul, cet attentat pourrait servir de représailles aux opérations de l'armée turque en Irak contre les membres du PKK.



CLARÍN

La Colombie reconnaît avoir tué un chef des FARC

Le gouvernement colombien a reconnu qu'un "émis-saire" des FARC avait été tué le 31 décembre, lors "d'intenses combats", titre le journal argentin. Le même jour, les FARC annonçaient qu'elles ne libéreraient pas, comme promis, trois de leurs otages. Les combats en question seraient d'ailleurs survenus non loin d'un des aéroports choisis par les médiateurs vénézuéliens pour réceptionner les otages. Le 3 janvier, le chef de la guérilla marxiste a appelé à "une offensive générale" en Colombie.



EL NACIONAL

Au Venezuela, Hugo Chávez tente de reprendre la main

Un mois après le rejet surprise, dans les urnes, de son projet de réforme constitutionnelle, le président vénézuélien a procédé, le 3 janvier, à un vaste remaniement de son gouvernement. Treize changements ont été opérés. En particulier, Jorge Rodríguez a perdu la vice-présidence. Il était souvent rendu responsable du revers électoral subi par Hugo Chávez. Ramon Carrizales, auparavant ministre du Logement, prend sa succession.



LA NACIÓN

Le ministre de l'Intérieur chilien démissionne

Belisario Velasco, le ministre de l'Intérieur chilien, a présenté sa démission le 3 janvier. C'est la deuxième désaffection subie par la présidente chilienne en un mois, après la démission de son porte-parole, Ricardo Lagos Weber, en décembre. Michelle Bachelet commence la deuxième partie de son mandat. Alors que sa cote de popularité baisse dans les sondages, les rumeurs de remaniement ministériel vont bon train à Santiago.



DIE WELT

En Allemagne, la machine à emplois tourne à plein régime

En 2007, 711 000 chômeurs allemands ont renoué avec la vie active. Le nombre de demandeurs d'emploi s'établit désormais à environ 3,78 millions : du jamais-vu depuis que la République fédérale existe. Le



L'ESPRESSO

Odysée dans les prisons italiennes

Les prisons italiennes sont surpeuplées. Elles abritent 49 422 prisonniers, soit 6 200 de plus que ce que prévoit la loi. En 2006, le gouvernement de centre gauche avait pourtant octroyé une remise générale de peine de trois ans pour désengorger les prisons. Cela n'a pas suffi : selon l'hebdomadaire romain, il n'y a pas assez de personnel ni de place. Surtout, la "Bossi-Fini", la loi sur l'immigration du gouvernement Berlusconi, a eu pour conséquence une hausse du nombre d'immigrés en détention.



THE WALL STREET JOURNAL EUROPE

De la nourriture clonée bientôt dans nos assiettes ?

"Préparez-vous à un combat sur la consommation de lait et de viande issus d'animaux clonés", prévient le quotidien financier américain en une de son édition européenne. Après six années de débat pour savoir si les aliments issus du clonage sont comestibles, la toute-puissante Food and Drug Administration (FDA) américaine devrait finalement répondre par l'affirmative. Sa décision, attendue pour "pas plus tard que la semaine prochaine", réjouira certaines entreprises de biotechnologie. Bruxelles, en revanche, risque de faire la grimace.



THE HERALD

Cet hiver, les Britanniques se chauffent à prix d'or

Dans les mois qui viennent, les foyers britanniques vont voir exploser leur facture de chauffage. Npower, le quatrième fournisseur d'énergie du Royaume-Uni, doit annoncer ce 4 janvier une réévaluation de ses tarifs. La concurrence devrait rapidement l'imiter. La hausse devrait largement dépasser les 10 %, titre le quotidien écossais. La nouvelle survient alors qu'une vague de froid s'est abattue sur le pays et que le prix du baril de pétrole bat des records historiques.

les titres du 3 janvier 2008



FINANCIAL TIMES

La faiblesse du dollar alimente la flambée de l'or et du pétrole

Le 2 janvier, pour la première fois, le prix du pétrole a brièvement atteint les 100 dollars à New York. Le même jour, l'once d'or a dépassé les 860 dollars, pulvérisant un record de 1980. La faiblesse du dollar, ainsi que la publication de chiffres alarmants sur l'activité industrielle américaine en décembre, détournent les investisseurs du billet vert. Pour le quotidien anglais, "les Etats-Unis, en danger de récession, débute 2008 de la pire manière depuis l'éclatement de la bulle Internet, en 2000-2001".



DAILY NATION

Nairobi débute une journée sous forte tension

Ce 3 janvier, des centaines de partisans de l'opposition ont commencé à se rassembler à Nairobi. Malgré l'interdiction du pouvoir, ils entendent manifester pour dénoncer la défaite de leur candidat, Raila Odinga, à la présidentielle du 27 décembre. En éditorial, le quotidien kényan appelle Odinga et le président Kibaki à débiter des négociations d'urgence pour sauver le pays du chaos et épargner la vie des civils. Les émeutes ont déjà fait plus de 300 morts dans tout le pays.



DAWN

Islamabad appelle Scotland Yard à la rescousse

Le 2 janvier, le président pakistanais a annoncé que l'enquête sur l'assassinat de l'ex-Premier ministre Benazir Bhutto serait conduite avec l'aide de la police britannique. Le meurtre de la dirigeante du plus grand

parti de l'opposition, survenu le 27 décembre dans des circonstances qui font polémique, a suscité une vague d'émeutes dans le pays. Par ailleurs, Musharraf a décidé le report des législatives du 8 janvier au 18 février.



LIBERTÉ

Un attentat kamikaze tue quatre policiers en Algérie

Le 2 janvier, à 6 h 40 du matin, un camion bourré d'explosifs a foncé sur le siège de la sûreté de Naciria, une ville située à 120 km à l'est d'Alger. Quatre policiers ont été tués. Vingt-deux personnes ont été blessées, dont quatre sont dans un état grave. Al-Qaida au Maghreb (ex-GSPC) a revendiqué cette attaque. L'organisation avait déjà déclaré être à l'origine du double attentat qui a fait 37 morts à Alger, le 11 décembre dernier.





THE DES MOINES REGISTER

L'Iowa ouvre la saison des caucus aux Etats-Unis

Les électeurs de l'Iowa sont appelés aux urnes, ce 3 janvier, pour désigner leurs candidats à la présidentielle de 2008. L'Etat est le premier à organiser ses primaires, et le résultat du scrutin s'annonce très serré. Le grand quotidien local, lui, appelle à voter pour Hillary Clinton, côté démocrate, et pour John McCain, côté républicain. Les Etats-Unis ont besoin d'un président "compétent" pour que le gouvernement "fonctionne de nouveau" et que "le pays accomplisse à nouveau de grandes choses", se justifie-t-il en éditorial.



CHINA DAILY

Pékin veut généraliser le recours aux injections létales

Jiang Xingchang, le vice-président de la Cour suprême du peuple, a annoncé le 2 janvier que Pékin comptait généraliser le recours aux injections létales pour exécuter les condamnés à mort. Il a qualifié cette méthode de "plus humaine" que les exécutions par balle, encore en vigueur dans la moitié des tribunaux intermédiaires du pays. La Chine compte parmi

les vingt-cinq pays à avoir appliqué la peine de mort en 2006.



DER TAGESSPIEGEL

Berlin veut durcir la loi pour les jeunes délinquants

Après plusieurs agressions perpétrées par des mineurs et de jeunes adultes à la fin du mois de décembre, le gouvernement allemand envisage revoir la législation en vigueur sur la délinquance juvénile. Selon les termes de son porte-parole, il faut examiner si, "pour protéger la population", un durcissement de l'arsenal législatif n'est pas devenu nécessaire. Plusieurs membres de la CDU, le parti d'Angela Merkel, sont montés au créneau pour exiger une telle réforme.



CORRIERE DELLA SERA

Naples croule sous les déchets, Bruxelles menace l'Italie de sanctions

Même l'UE commence à s'inquiéter de la situation qui règne dans la région de Naples. Le quotidien de Milan rappelle que, à la suite d'un projet trop ambitieux jamais abouti pour traiter les déchets, 100 000 tonnes d'ordures traînent dans les rues. "Les immondices ne sont pas ramassées et, dans les rues, l'odeur est telle qu'on ne peut pas respirer. Il faut être gonflé pour

qualifier cette situation de 'nouvelle', car le problème existe depuis douze ans."



EL PAIS

En Espagne, la Scientologie n'est plus une secte

L'Audiencia Nacional, la plus haute instance judiciaire ibérique, a condamné le ministère de la Justice espagnol pour son refus d'inscrire l'Eglise de scientologie au registre des entités religieuses. Dès lors, le ministère a obtempéré et a fait savoir à l'Eglise de scientologie qu'elle figurait désormais parmi les religions reconnues en Espagne, avec tous les avantages afférents. Le pays compte plus de 10 000 adeptes.



THE NATION

La France perd une amie en Thaïlande

Paris a présenté ses condoléances au roi Bhumibol Adulyadej de Thaïlande pour la mort de sa sœur, la princesse Galyani Vadhana, mercredi soir, à l'âge de 84 ans, des suites d'un cancer. Longtemps professeur de français à l'université Chulalongkorn de Bangkok, la princesse a toujours lutté pour la promotion de la langue française en Thaïlande. Très proche de son frère, elle jouissait d'une réelle influence et était connue pour l'amitié qu'elle portait à la France.

les titres du 2 janvier 2008



DAILY NATION

La paix a-t-elle encore une chance au Kenya ?

Le Kenya, "autrefois l'une des démocraties les plus stables d'Afrique", va-t-il rejoindre le Rwanda, la Côte-d'Ivoire et la Somalie sur la liste des pays ravagés par la guerre civile ? Le quotidien de Nairobi attend beaucoup de la mission de médiation lancée par le Commonwealth. Depuis la réélection contestée du président Kibaki, le 27 décembre, le pays sombre dans le chaos. Les violences interethniques ont déjà fait 306 morts. Le 1er janvier, le pays est encore descendu d'un cran dans l'horreur. Au moins 35 personnes ont été brûlées vives dans l'incendie volontaire d'une église.



DAWN

Bernard Kouchner presse Musharraf de ne pas repousser les élections

Bernard Kouchner, le ministre des Affaires étrangères français, est en visite au Pakistan pour deux jours. Le 2 janvier, il a rencontré le président Musharraf. Il a insisté pour les législatives, initialement prévues le 8 janvier, "ne soient pas reportées et soient transparentes". Ce 3 janvier, Islamabad devrait officialiser sa décision de les repousser à février, après l'assassinat de l'ancien Premier ministre Benazir Bhutto. Le 27 décembre, la dirigeante du principal parti d'opposition a été assassinée, près d'Islamabad.



EL TIEMPO

En Colombie, la libération de trois otages des FARC vire au fiasco

La libération annoncée de trois otages des FARC semble tourner court en Colombie. La mission conduite par le Venezuela a été suspendue. Les guérilleros et le gouvernement colombien s'accusent mutuellement de sabotage. La tension est montée d'un cran après que le président Uribe a annoncé qu'Emmanuel, le fils de Clara Rojas que les FARC disaient vouloir libérer, se trouvait déjà à Bogotà, dans un foyer pour enfants. Le quotidien de Bogotà affirme disposer d'éléments pour étayer cette thèse.



DAILY MIRROR

Un attentat fait quatre morts à Colombo

Ce mercredi 2 janvier, une bombe a explosé à Colombo, au passage d'un autocar militaire. Un soldat et trois civils ont été tués. Vingt-deux personnes ont été blessées, dont sept se trouvent dans un état grave. L'engin explosif utilisé serait une mine Claymore. Les autorités ont immédiatement accusé les Tigres de libération de l'Eelam tamoul d'être les auteurs de l'attaque. Depuis 1983, la guerre civile a fait plus de 70 000 morts au Sri Lanka.



THE MALTA INDEPENDENT

Malte dit adieu à la lire, toujours à l'euro

Douze heures après le passage officiel de Malte à la devise européenne, le 1er janvier 2008, les Maltais avaient déjà retiré 2,5 millions d'euros aux guichets automatiques de l'île. Le montant de la somme, dix fois supérieur à ce qui avait été retiré l'année précédente en liras maltaises, montre "la soif qu'avait la population de manipuler la nouvelle monnaie", commente le quotidien local. En ce début d'année 2008, Chypre a également fait son entrée dans la zone euro.



LA REPUBBLICA

Face à l'Espagne, Romano Prodi veut sauver l'honneur

Le PIB espagnol n'a pas dépassé celui de l'Italie. C'est la bonne nouvelle que Romano Prodi a annoncée le 1er janvier. Eurostat, il y a deux semaines, avait annoncé que la croissance espagnole était plus forte que l'italienne. Le président du Conseil a voulu redonner un élan d'optimisme au pays. L'opposition a déjà réagi : "Le président nous montre un pays inventé de toutes pièces dans le seul but de ne pas perdre le pouvoir."



THE WASHINGTON POST

Les candidats à la Maison-Blanche sont dans les starting-blocks

Le 3 janvier, la présidentielle américaine va entrer dans une nouvelle phase, avec le début des primaires. Les électeurs de l'Iowa sont les premiers appelés aux

urnes pour désigner leurs candidats à la Maison-Blanche. Les derniers sondages laissent présager un scrutin au coude à coude : Barak Obama et Hillary Clinton se tiennent dans un mouchoir de poche côté démocrate, tout comme Mike Huckabee et Mitt Romney côté républicain.



THE INDEPENDENT

Les Britanniques débütent 2008 sans un sou en poche

Le 30 décembre, dans son message du nouvel an, le Premier ministre britannique Gordon Brown a placé la crise mondiale du crédit en tête de ses priorités. Selon le quotidien, la situation est préoccupante. Le taux d'insolvabilité de la population menace de battre de nouveaux records. Les saisies de maisons devraient se multiplier, les ménages échouant à rembourser leurs emprunts immobiliers. Les revenus disponibles ressortent amoindris de la hausse des prix de la nourriture et de l'essence.



HANDELSBLATT

Les entrepreneurs européens chérissent l'Allemagne

Selon un sondage publié par le grand quotidien financier de Düsseldorf, les cadres dirigeants de six pays européens placent l'Allemagne en tête de la liste des économies les plus compétitives de l'UE, à égalité avec la Suisse. Au niveau mondial, seule la Chine ferait mieux. Le journal, qui se réjouit de ce beau classement, espère que les politiques, avec leurs velléités de réforme, ne viendront pas ruiner cette belle mécanique.



THE STAR

Le ministre de la Santé malaisien démissionne

Chua Soi Lek, le ministre de la Santé malaisien, a démissionné de son poste le 2 janvier. Ce même mercredi, il faisait la une du quotidien malaisien après qu'il eut reconnu avoir été filmé lors d'ébats sexuels avec "une amie personnelle". Depuis plusieurs jours, la cassette vidéo de ses exploits circulait dans le pays. Marié et père de trois enfants, il a été contraint de quitter le gouvernement d'Abdullah Badawi.